

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAÎT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

N^o 3
1^{er} JUILLET 1919

BUREAUX (ÉDITIONS)
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV

APPEL

DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Aux travailleurs du monde entier.

Camarades!

Le monde capitaliste ébranlé dans ses fondements par une guerre de 5 ans est à la veille d'une banqueroute définitive. La révolution universelle s'avance, elle vient inéluctablement comme la fatalité.

En présence de ces dangers la bourgeoisie internationale tente des efforts désespérés pour conserver le pouvoir entre ses mains, pour écraser la révolution socialiste qui menace sa domination de classe. Elle dirige ses coups les plus importants contre les pays où la classe ouvrière a déjà remporté la victoire; contre les républiques des Soviets de Russie, de Hongrie, d'Ukraine, de Lattvia, de Lituanie et de Russie Blanche.

Un crime monstrueux s'accomplit sous nos yeux. Les bandits du capitalisme international sont prêts à commettre toutes les vilénies, les pires forfaits pour écraser le pouvoir qu'ils exercent, celui des Soviets prolétariens.

Ils sèment la haine envers les peuples qui ont secoué le joug du capitalisme; ils répandent sur la politique des républiques des soviets des mensonges éhontés, tandis que d'autre part ils empêchent les ouvriers de leurs propres pays d'envoyer des représentants en Russie et en Hongrie où ils pourraient connaître par eux-mêmes la transformation socialiste de ces pays. Ils crient à tous les carrefours les horreurs de la terreur rouge, tandis qu'ils exercent eux-mêmes la terreur blanche, la violence contre les travailleurs, dans ses formes les plus sauvages.

Ils organisent des insurrections contre-révolutionnaires et soutiennent par tous les moyens les réactionnaires exaspérés qui tentent de restaurer le pouvoir des propriétaires et des capitalistes détestés des peuples mais cher aux cœurs de la bourgeoisie mondiale. Ils repoussent sans vergogne les propositions de paix des gouvernements véritablement populaires des Soviets

et concluent alliance, avec les plus malfaisants des contre-révolutionnaires, avec les généraux du tsar Koltchak et Dénikine en Russie, avec les monarchistes avérés, comte Karolyi et Andrassy en Hongrie. Ils vont jusqu'à faire sauter par leurs agents des ponts de chemin de fer et de canalisations d'eaux, accroissant ainsi dans des proportions infinies les souffrances des masses laborieuses.

Ils se moquent des peuples des républiques des Soviets en criant à la famine et à la désorganisation de ces pays et en rendant responsable le pouvoir des Soviets. Mais ils taisent que la désorganisation et la famine sont les conséquences de la guerre mondiale et de la domination capitaliste, que cette désorganisation est accrue par la politique de flibusterie des impérialistes de grandes puissances, coalisées contre les républiques des Soviets, continuant le blocus et envoyant contre la Russie et la Hongrie des bandes de mercenaires armés.

Par des déclarations hypocrites et mensongères faites devant le parlement et dans la presse ils s'efforcent de tromper la vigilance de leurs peuples. Lloyd Georges et Clémenceau, Wilson et Scheidemann, assurent d'une seule voix qu'ils n'ont pas l'intention de faire la guerre aux républiques des Soviets, et envoient à cette heure même des forces nouvelles en Sibérie, à Arkhangel, sur la côte Mourmane, sur le Don, — et continuent à ravitailler en armes et munitions tous les ennemis des républiques des Soviets, poussant contre les peuples de la Russie, de la Hongrie, de l'Ukraine les gros propriétaires polonais, les hobereaux roumains, les barons baltes, les contre-révolutionnaires tchèques, finois, esthoniens.

Dans la lutte contre le socialisme s'établit le front unique de la bourgeoisie mondiale. N'est-il pas stupéfiant de voir se reconcilier si rapidement, si facilement les ennemis d'hier quand il s'agit de combattre la ré-

volution socialiste ! Les vainqueurs alliés n'ont pas encore conclu la paix avec l'Allemagne qu'ils veulent dépouiller jusqu'au dernier centime, mais le gouvernement bourgeois et traître au socialisme de l'Allemagne, aux ordres des alliés, remplit déjà volontiers son rôle de bourreau, réprimant chez lui les révoltes ouvrières, envoyant ses troupes régulières pour occuper la Lettonie, la Lithuanie, la Russie Blanche.

Les ouvriers de tous les pays doivent se rendre nettement compte que l'enjeu actuel ce n'est pas seulement le destin des républiques des Soviets, de Russie, de Hongrie, d'Ukraine et d'ailleurs, — mais que dans l'Oural, aux approches de Pétrograd rouge, dans les Carpates ou sur le Don le sort de la révolution mondiale se décide. Si les impérialistes de tous les pays réussissent à éteindre les premiers foyers de la révolution communiste, le mouvement ouvrier, dans le monde entier serait retardé de plusieurs dizaines d'années. Tout le poids de la liquidation de la première grande guerre impérialiste serait déchargé sur les épaules des travailleurs non seulement dans les pays vaincus mais encore dans les pays vainqueurs. Mais les querelles incessantes pour le partage du butin conduiraient bientôt à de nouvelles guerres plus insensées et plus sanglantes encore et le monde entier finirait par être plongé dans une misère sans issue et dans un esclavage perpétuel.

La seule issue, la seule voie de salut est dans la révolution socialiste universelle.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste invite les ouvriers de tous les pays à intervenir pour défendre la révolution socialiste universelle. Il constate avec joie que les masses ouvrières de nombreux pays ont déjà compris leur tâche et protestent hautement contre les plans criminels de la bourgeoisie mondiale. Il accueille chaleureusement la résolution des socialistes italiens, français et anglais de déclarer une grève générale de protestation. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste propose de son côté aux ouvriers du monde entier de manifester leur solidarité envers les peuples des républiques des Soviets en organisant une démonstration internationale contre l'agression des puissances impérialistes sur la Russie et la Hongrie.

Le temps des protestations verbales est passé. C'est l'heure d'agir.

A l'union universelle des forbans du capitalisme les ouvriers doivent opposer leur union, — l'union fraternelle internationale des travailleurs. Il faut que dans les rues de Paris et de Londres, de Berlin et de Rome, de Vienne et de Prague, de New-York et de Tokio, retentissent les mêmes cris.

A bas l'agression contre les Républiques des Soviets !

A bas le capitalisme ! A bas le gouvernement bourgeois ! Vive le pouvoir des travailleurs !

Vive la République universelle des Soviets !

Le Bureau du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Le Président :
G. ZINOVIEV.

UNE FORME NOUVELLE DE L'INTERVENTION

Aux ouvriers Anglais, Français, Américains !

Les gouvernements français et anglais n'ont pas osé déclarer ouvertement la guerre à la république des Soviets russes. Ils n'ont pas osé envoyer quelques millions ou seulement quelques centaines de milliers d'hommes contre la Russie des Soviets. Ils savent bien que les ouvriers, et les soldats français et anglais considèrent les ouvriers russes comme leurs frères. Ce n'est pas pour rien que Lloyd Georges a déclaré à la Chambre des Communes qu'envoyer en Russie une importante armée anglaise ce serait amener par le chemin le plus court le bolchévisme en Angleterre.

Mais cela ne signifie pas que les gouvernements anglais et français ont renoncé à la guerre contre la Russie des Soviets. Ils n'ont fait qu'adopter une autre forme plus dissimulée, d'intervention dans les affaires russes.

On dit aux ouvriers français et anglais : Nous avons renoncé à l'intervention, nous ne nous mêlons pas des affaires russes. Dieu nous en préserve ! Nous aidons seulement les généraux Dénikine, Judenitch et Koltchak dans leur lutte contre les bolchéviques.

Camarades ouvriers français, anglais et américains ! Représentez-vous qu'un malfaiteur tente de s'introduire chez vous pour vous égorger vous et votre famille. Vous avez fermé votre porte à clef. Vous vous êtes armés pour vous défendre contre le malfaiteur. Il s'est approché. Il n'a pas osé tenter l'effraction ; d'un coup de fusil vous l'avez chassé. Votre voisin est cependant accouru à son aide, lui a apporté un levier, de fausses clefs, un poignard empoisonné ; l'a rechauffé et restauré, lui a donné pour l'aider quelques vauriens pris parmi ses serviteurs et l'a lâché contre vous, armé juson

dents. Réconforté et fortifié le malfaiteur s'est avancé contre vous avec une double effronterie, et votre bon voisin l'ayant approvisionné sourit et jure ses grands dieux «qu'il est contre l'intervention dans vos affaires intérieures et qu'il s'y refuse de la façon la plus énergique».

Telle est exactement la position adoptée, par rapport à la Russie ouvrière et paysanne par les gouvernements alliés. Ouvriers anglais, français, italiens et américains! Sachez que les gouvernements alliés n'ont pas renoncé du tout à l'intervention dans les affaires russes! Ils n'ont fait qu'adopter une forme plus rusée d'intervention, une forme jésuitique.

A qui viennent en aide maintenant les gouvernements de Clémenceau et de Lloyd George? A l'Amiral Koltchak, au général Dénikine, au général Krasnov, au général Judenitch. Tous ces généraux incarnent la plus sombre réaction tsariste. Ces généraux baissent et méprisent tout le peuple travailleur russe. S'ils n'avaient pas l'appui de la bourse anglo-française, ces généraux seraient absolument impuissants et ne pourraient causer à la république des Soviets aucun mal appréciable. Mais les gouvernements anglais et français fournissent aux généraux tsaristes des armes, du ravitaillement, des cadres de commandement, des volontaires, des espions, des incendiaires, tout ce qu'il faut aux bandits des grands chemins, à la solde des propriétaires, dans leur guerre infâme contre la Russie ouvrière et paysanne.

Les richesses des peuples anglais et français passent aux mains des généraux gardes-blancs russes, pour payer les frais de l'étranglement de la grande révolution russe. On veut faire des soldats anglais et français les bourreaux du peuple russe.

La bourgeoisie anglaise et française instigue contre la Russie des Soviets la bourgeoisie finlandaise, les gardes-blancs esthoniens, les bourgeoisies contre-révolutionnaires de Pologne et de Lithuanie. La Finlande, la Pologne, l'Esthonie sont infestées d'officiers et d'espions contre-révolutionnaires anglais et français. Ils instruisent, arment, équiper et habillent les bandes de gardes-blancs destinées à combattre la Russie. De Finlande, d'Esthonie et de Pologne les agents anglo-français organisent en Russie des complots, font brûler des stocks de pain, font sauter des ponts, etc... Les consulats officiels et à demi officiels d'Angleterre, de France et d'Italie à Pétrograd sont devenus des centres d'espion-

nage et de provocation. Les représentants des gouvernements anglais et français corrompent les officiers russes «blancs» et les poussent aux plus basses trahisons.

Les ouvriers de vos pays sont, semble-t-il, tellement révoltés par les desseins de malfaiteurs des impérialistes de l'Entente que même les socialistes «conciliateurs» protestent tout au moins verbalement contre l'intervention.

Les «socialistes» conciliateurs tentent maintenant de convaincre les ouvriers qu'ils ont déjà remporté la victoire et que les gouvernements des pays de l'Entente ont soi-disant renoncé à l'intervention.

Camarades! c'est un odieux mensonge. C'est une mauvaise duperie. Vos gouvernements impérialistes n'ont pas renoncé à l'intervention. Cette intervention, ils l'effectuent et de la plus répugnante façon. Les gouvernements anglais et français ont «reconnu» l'amiral Koltchak chef du gouvernement «légal» de la Russie. N'est-ce pas la plus brutale intervention dans les affaires russes? N'est-ce pas un défi, à vous et aux ouvriers russes, un défi aux ouvriers de tous les pays?

Pendant 4 années et demie la bourgeoisie a contraint les ouvriers et les paysans à s'exterminer les uns les autres par centaines de mille. Maintenant elle veut vous obliger à payer les frais de cette tuerie en masse. Et les gouvernements de l'Entente veulent en outre obliger «leurs» peuples à se faire les bourreaux des ouvriers et des paysans russes.

C'est une dette d'honneur pour les ouvriers de France, d'Italie et d'Amérique d'agir immédiatement contre l'intervention dans sa nouvelle forme jésuitique. Faites en sorte que les gouvernements de bandits de l'Entente ne puissent amener en Russie ni un homme, ni un obus, ni un canon. Le salut des ouvriers du monde n'est que dans la dictature du prolétariat, n'est que dans la conquête du pouvoir par les Soviets. C'est des ouvriers de France, d'Italie, d'Amérique et d'Angleterre, que dépend maintenant le plus la destinée du mouvement prolétarien.

Démasquez la nouvelle duperie. Sonnez l'alarme. Elevez le drapeau de la révolte. Organisez des Soviets. Organisez les soldats. Armez-vous! Et préparez-vous à la dernière lutte décisive!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste
G. ZINOVIEV

VIVE LA TROISIEME INTERNATIONALE COMMUNISTE!

La fête du 1-er Mai a été l'unique tentative sérieuse de la deuxième Internationale ouvrière-socialiste de passer de la parole à l'action et d'unir réellement les prolétaires de tous les pays pour une action d'ensemble grandiose et puissante. Cette tentative n'eut pas un succès complet et sa destinée fut au plus haut point un présage significatif de la honteuse banqueroute, à laquelle aboutit la deuxième Internationale au début de la guerre mondiale. Néanmoins la fête du 1-er Mai avait suscité dans les masses exploitées et opprimées le courant ardent d'une vie nouvelle, qui devait amener l'innombrable classe ouvrière de la résignation sans espoir à la lutte consciente.

La valeur de l'idée du 1-er Mai réside dans sa conception fondamentale, dans l'idée grandiose de la solidarité internationale, fondant en un seul tout les esclaves du capital universel. Cette idée n'est pas une fantaisie d'imagination. Elle est une réalité vivante, elle exprime la similitude complète des conditions d'existence, dans lesquelles la domination du capital place les exploités, les travailleurs privés de liberté de tous les pays; elle est suscitée par un besoin commun, par la conscience d'intérêts communs, qui doivent inéluctablement conduire à la volonté commune et à l'action commune. De la sorte l'idée de la fraternité internationale apparaît comme un élément essentiel de la grande pensée d'émancipation qui, comme une étoile conductrice, s'est allumée devant les populations laborieuses, asservies de tous les pays. Avec cette pensée elle inspire les travailleurs pour la lutte, elle est le but vers lequel ils tendent inlassablement malgré tous les obstacles, malgré les pertes inévitables, les errements et les fautes.

Mais ce mouvement nous paraît lent, trop lent, à nous qui attendons avec une impatience fébrile la naissance de la nouvelle internationale qui embrassera toute l'humanité émancipée.

Il y a plus de 70 ans, que le Manifeste Communiste a proclamé le principe de la solidarité internationale de tous les exploités en montrant que ce principe doit devenir une arme puissante dans leur lutte pour l'émancipation. Le mot d'ordre du manifeste: „Prolétaires de tous les pays, unissez-vous“ enflamma les cœurs et engendra dans les âmes la volonté d'action, mais ne trouva d'expression pratique que vingt ans plus tard en 1864, quand se fonda à Londres l'Association Internationale des Travailleurs. Cette première Internationale, dont les forces matérielles étaient très limitées, ne devait exister que pendant quelques années. Peu de temps après la défaite de la Commune de Paris, vaincue dans sa lutte héroïque, l'Association Internationale des Travailleurs déclina. Mais pendant sa courte existence la première Internationale avait eu le temps d'accomplir, ce qui restera à jamais dans l'histoire de l'humanité son inoubliable mérite: Elle avait fait de

l'idée de la solidarité internationale le patrimoine commun de toutes les organisations ouvrières, qui se donnent pour but d'amener le prolétariat des ténèbres de la misère à la lumière de la liberté. La forme d'organisation de la première Internationale fut trop étroite pour la vie toujours grandissante qu'elle avait éveillée dans le monde entier et cette forme extérieure disparut, mais l'âme vivante du mouvement qu'elle avait contenu, ne mourut pas et continua à se développer.

Trente années environ s'écoulèrent encore avant que cette idée de la solidarité internationale, qui avait été l'âme de la première Internationale, s'incarnât dans une nouvelle forme d'union de tous les travailleurs militants. En 1889, au Congrès International du socialisme ouvrier la deuxième Internationale fut fondée. A la différence de la première ce n'était plus une association de groupements faibles et petits, qui venaient de naître; — des partis socialistes et des syndicats ouvriers pleins de jeunes forces, entraînant des masses enthousiastes, y entrèrent. Il sembla que cette nouvelle Internationale devait unir les prolétaires du monde entier en une invincible armée, devait donner au mouvement ouvrier de tous les pays une seule tendance correspondant aux principes fondamentaux du socialisme international, un seul et même but. Et de fait toute une série de congrès internationaux dans leurs discussions substantielles, dans leurs résolutions claires et pleines de volonté, dans de grandioses manifestations donnèrent à l'extérieur l'impression de l'unité de l'œuvre des socialistes du monde entier. Il semblait indubitable que les énormes réserves d'énergie matérielle et morale, accumulées dans la deuxième Internationale, devaient provoquer un terrible conflit avec le capitalisme.

La deuxième Internationale se borna pourtant à n'être qu'une fabrique de belles résolutions; et pour la mise en vigueur de ces résolutions le prolétariat des différents pays n'eut ni volonté commune ni arme commune. Malgré le brillant dont la seconde Internationale était comme auréolée, elle ne réalisa même pas cette élémentaire réforme économique qui est la pierre angulaire de la défense du travail: la journée de travail de 8 heures garantie par la loi. Et quoique toute son activité fut basée sur la conviction de la haute mission du parlementarisme dans la démocratie bourgeoise elle ne réussit nulle part à obtenir une organisation politique purement démocratique. Et quand survint le moment des grandes épreuves, quand elle dut prouver sa force et son influence, la seconde Internationale subit la plus honteuse défaite. Quand éclata la guerre mondiale ses chefs n'osèrent pas, en face de l'Internationale dorée des impérialistes ivres de leur pouvoir mener au combat l'Internationale rouge des prolétaires soutenus par la pensée de leur affranchissement et prêts à la lutte décisive.

La deuxième Internationale ne put même répéter le mot de François 1-er: „Tout est perdu fors l'honneur“, car vaincue sans combat elle avait d'abord perdu l'honneur. Elle tomba honteusement, sur les champs de bataille où les prolétaires français et allemands s'entretenaient munis des bénédictions de la social-démocratie allemande et du Parti Socialiste Unifié français. Sous la belle façade de la deuxième internationale, sous ses vêtements éclatants, il y avait une petite âme timide qui, se réjouissant de petites réformes insignifiantes, oubliait ainsi qu'après la lente évolution sociale devait survenir nécessairement une période d'orageux développements révolutionnaires. Et la même craintive myopie se manifestait dans la préférence constamment accordée aux petits compromis de la société bourgeoise sur de grands buts. Tout l'esprit et toutes les tendances d'action de la deuxième internationale se manifestaient dans leurs traits essentiels, dans l'excellence de la social-démocratie allemande. La chute de la social-démocratie allemande qui recouvrait de phrases socialistes sa politique de réformes opportunistes et purement bourgeoises fut la cause principale de la mort de la deuxième Internationale. Et l'on ne peut avoir aucun doute concernant cette mort, et nulles tentatives de galvanisation semblable à celles de Stockholm et de Berne ne ranimeront ce cadavre.

L'idée de la solidarité internationale du prolétariat mondial n'a pourtant pas péri en même temps que la seconde Internationale dans les fumées de la guerre fratricide. Elle continuait à vivre, manifestant son existence par le fier refus de voter les crédits des guerres des social-démocrates à la Douma russe, à la Skouptchina serbe, plus tard au Parlement italien, et par l'infatigable agitation pour la paix entretenue par l'*Independent Labour Party*. Et tandis que les chansons patriotiques des soldats socialistes allemands, français, anglais et autrichiens s'efforçaient de couvrir les gémissements lamentables des blessés et les derniers soupirs des prolétaires mourants l'idée de la solidarité se levait de nouveau de toute sa hauteur montrant au peuple travailleur le chemin de la liberté. Elle se levait parmi le sang et la boue, avec une expression de souffrance sur son visage épuisé, mais elle était environnée de la clarté de la vie éternelle. A la Conférence des femmes socialistes en mars 1915, elle soutint les prolétaires conscients qui n'avaient pas oublié les principes du socialisme et elle leur suggéra des paroles combattives. „Assez parlé il est temps, d'agir!“ „Plaine unité de volonté, pleine unité d'action“.

De même que l'aurore précède le jour cette Conférence de Berne prépara les voies de la troisième internationale socialiste. Sa création fut décidée aux Conférences de Zimmerwald, de Kienthal et de Moscou et son activité démontre maintenant son existence de la façon la plus éloquente. Il est vrai que son existence n'est pas encore réglementée dans les paragraphes des règlements et des programmes. Mais en revanche elle repose sur des fondements plus solides et plus profonds: sur les principes du socialisme international.

Transformer ces principes théoriquement affirmés en faits de réalité vivante, telle est la tâche histo-

rique de la Troisième Internationale, la tâche qui donne un sens à son existence et la justifie. C'est ainsi précisément qu'elle se distingue des deux internationales qui l'ont précédée.

L'idée de la solidarité internationale des prolétaires de tous les pays a poussé les vrais socialistes à se dévouer dans leur lutte décisive contre la folie criminelle de la guerre mondiale; de cette lutte la Troisième Internationale est sortie et maintenant cette même idée, dans la tempête et les flammes de la lutte révolutionnaire universelle, relie ses adhérents de liens plus serrés, indéfectibles. La conduite déshonorante, sans principe, de la deuxième internationale pendant la guerre mondiale doit être rachetée par l'attitude fermement conséquente de la Troisième Internationale pendant la révolution universelle. Par sa participation à cette révolution le prolétariat doit se réhabiliter après sa chute profonde pendant la guerre, et se montrer de nouveau à la hauteur de l'accomplissement conscient de sa tâche historique. La révolution mondiale est devenue la pierre de touche sur laquelle la Troisième Internationale doit prouver son droit à l'existence.

Et voilà que tous ceux qui ne croyaient pas en elle, qui doutaient de la possibilité de sa création sentent maintenant sur eux la chaleur de son haleine.

Commencée en Russie avec un courage absolu la révolution, ayant anéanti ses ennemis, est sortie victorieuse de cette lutte. Vainement la bourgeoisie, la minorité possédante et ses soutiens intellectuels ont tenté de détruire l'œuvre révolutionnaire du socialisme. La résistance de cette minorité a été brisée par la force du prolétariat et des paysans pauvres concentrée dans les Soviets. L'armée rouge a victorieusement repoussé les armées étrangères qui, mercenaires de l'impérialisme international, devaient avec les contre-révolutionnaires russes étouffer la jeune république socialiste. Cette république n'a pas péri dans sa lutte contre la faim et les privations, malgré qu'on lui ait ôté les plus riches contrées agricoles contenant d'énormes réserves de pain, qu'on l'ait coupée des mers et des bassins pétroliers et charbonniers. Et ce n'est pas tout: Les *Vandales bolchéviks* ont réussi à adoucir par de clairvoyantes réformes et des mesures de prévoyance sociale les besoins les plus criants des masses, et même à effectuer dans le domaine de l'instruction publique un travail de culture qui, d'après le témoignage autorisé de Maxime Gorki est sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

En Allemagne la révolution a fait tomber la couronne de la tête du monstre capitaliste. Maintenant la lutte commence là-bas contre le monstre lui-même. Il ne s'agit plus pour le prolétariat allemand d'obtenir plus ou moins d'avantages politiques dans la démocratie, ni telle ou telle réforme sociale au sein de la société bourgeoise. Non, le but qu'il se donne dans cette lutte c'est l'abolition de l'ordre capitaliste et la réalisation du socialisme. Dans cette lutte il se heurte à la résistance désespérée des exploités, dont la dictature de classe qui ne ménage pas le sang ouvrier et ne s'arrête pas devant les pires violences est réalisée par les „prolétaires“ Scheidemann, Ebert et Noske. Le côté profondément tragique de ce combat de la classe ouvrière allemande pour la libération réside précisément dans

ce fait que se sont levés pour la défense de l'ordre capitaliste, armés de bombes et de grenades, des hommes sortis du sein même du prolétariat, des social-démocrates ayant perdu leurs convictions révolutionnaires; mais cette petite bande de jongleurs politiques ne tardera pas à être balayée par les vagues irrésistibles de la tempête révolutionnaire, dont le mouvement gréviste actuel nous fait pressentir l'approche.

Le triomphe du prolétariat en Hongrie parle une langue de feu aux esclaves salariés de tous les pays. En Hongrie la révolution a d'un seul coup déchiré l'enveloppe extérieure du conflit des nationalités, montrant son véritable contenu social, — la lutte des producteurs misérables contre une minorité de jouisseurs et d'oisifs qui s'est emparé des richesses communes. En un instant le Parti Social-Démocrate Hongrois s'est tourné à gauche et comme Saül devenant Paul il a adhéré au mouvement communiste que, la veille, d'accord avec la démocratie bourgeoise, il persécutait cruellement, au nom de la défense de l'état national.

La fondation de la république socialiste des Soviets en Hongrie augmentera naturellement dans les autres pays, la frayeur et la colère des minorités possédantes et la bourgeoisie se cramponnera plus convulsivement encore à ses dernières espérances, à sa trinité salvatrice: fusil, mitrailleuse et lance-bombe. Mais ce pas hardi et décisif du prolétariat hongrois accroîtra la confiance en elles-mêmes, des masses exploitées, élèvera leur esprit combattif, affermira leur volonté créatrice; son influence hâtera la marche de la révolution là où les masses vont déjà à l'assaut

des remparts de l'ordre bourgeois; et dans le pays où l'impérialisme se réjouit de sa victoire sur le mouvement socialiste les étincelles de l'incendie allumé en Hongrie rallumeront la révolution. Dans les pays de l'Entente les flammes révolutionnaires surgiront enfin du volcan des antagonismes des classes: là aussi le sol tremble déjà sous les coups du mouvement ouvrier grandissant.

L'idée de la solidarité internationale des prolétaires est réalisée dans le processus grandiose de la révolution universelle victorieuse. La révolution universelle est le but et la raison d'être de la Troisième Internationale. La deuxième Internationale est fière d'avoir institué une manifestation annuelle mondiale du prolétariat militant. La fierté de la Troisième Internationale — ce sera la victoire de la révolution universelle. Nous devons nous y préparer à chaque 1-er mai. Sans perdre de vue notre but un seul instant rappelons-nous que ce n'est qu'en tendant toutes nos forces et toute notre volonté que nous pouvons l'atteindre. Nous souvenant, profondément émus, des victimes héroïquement tombées pour la révolution, nous envoyons notre salut chaleureux à ses militants pleins d'abnégation et nous déclarons que, nous aussi, déployant nos drapeaux, nous entrons en rangs étroitement, amicalement serrés dans la lutte finale, la lutte sacrée, pour la libération du travail. Et puisse le jour de la fête prolétarienne ce joyeux cri de combat retentir dans le monde entier: „Vive la révolution universelle!“ „Vive la Troisième Internationale!“

Clara ZETKIN

LE TRAVAIL ET LA LIGUE DES NATIONS

La Commission Internationale du Travail de la Ligue des Nations nommée à Paris par le Conseil des Dix a composé une Charte internationale de la législation du travail que l'on se propose d'intercaler dans le traité de paix. Cette Charte ressemble d'une façon frappante à celle adoptée à Berne par les socialistes de gouvernement. Nous ne devrions pas être surpris de ce fait; ce n'est pas une coïncidence de hasard. La politique approuvée par tous les socialistes de gouvernement et par les réformistes libéraux les plus timides, c'est toujours de découvrir ce que les gouvernements ont l'intention d'accorder et, précisément, de le leur demander. La Charte de la Conférence de la Paix contient beaucoup de résolutions désuètes des plus anciennes Conférences du travail. Presque tout ce qu'elle offre a déjà été obtenu ici ou le sera d'un moment à l'autre; la plus importante exception étant „des conditions d'existence raisonnables pour les travailleurs“ (et naturellement les opinions diffèrent profondément sur ce qui est raisonnable). Notons les articles suivants:

Les enfants de moins de 14 ans ne peuvent être employés au travail salarié.

Les personnes âgées de 14 à 18 ans ne peuvent être employées à des travaux nuisibles à leur développement physique et entravant leur éducation.

Tout travailleur doit avoir un salaire suffisant pour lui assurer des conditions d'existence raisonnables par rapport à la civilisation de son temps et de son pays.

A travail égal, salaire égal. Un jour de repos par semaine.

La semaine de 48 heures exception faite des pays où les conditions climatiques, le développement industriel ou d'autres circonstances modifient essentiellement le rendement du travail.

(Ceci signifie, supposons-nous, que les Africains, les Indiens et les autres peuples dont le pouvoir de protestation n'est que faiblement développé auront à travailler un plus grand nombre d'heures).

Les travailleurs étrangers doivent bénéficier du même traitement que les travailleurs du pays même.

Contrôle des manufactures et des ateliers par l'état.

Pauvre programme. Mais la Ligue des Nations n'a rien de plus à offrir aux travailleurs pour les empêcher de se tourner vers le socialisme bolchévik qui fera d'eux les maîtres du monde et de ses

destinées. Wilson Harvis dans le *Daily News* du 21 mars cite un des membres de la Conférence de la Paix:

Le bolchévisme est à présent, quoiqu'on en dise, une terrible force idéaliste, — incontestablement, à mon avis, la plus grande force idéaliste depuis la naissance du Christ. On peut l'insulter, on peut répandre le récit de ses excès. On peut demander des mesures militaires contre lui. Mais il reste une terrible force idéaliste. Il n'y a qu'un moyen de combattre un idéal et c'est de lui opposer un autre idéal. Or il n'y a qu'un idéal pratique qu'on puisse opposer au bolchévisme: La Ligue des Nations.

Ensuite notre prophète dégringole de ses hauteurs et dit, oubliant tout idéalisme:

La première arme de la Ligue des Nations ce doit être le ravitaillement. Vous devez avoir une certaine force — de police ou militaire — pour garder vos lignes de transport; mais un morceau de pain dans votre main gauche devient beaucoup plus important qu'une épée dans votre main droite.

Le 31 mars, le même correspondant parisien écrit qu'un enquêteur envoyé par le gouvernement britannique, en Allemagne vient de revenir et annonce un prochain changement de gouvernement Outre-Rhin tout en constatant qu'un simple changement de gouvernement ne satisfera pas le pays:

Les masses populaires exigeront un certain contrôle sur les administrations ce qui, pense-t-on, ne peut être obtenu que par la constitution d'une forme nationale de Conseils (Soviets) d'ouvriers et de soldats remplaçant la première chambre... On dit qu'un semblable compromis entre le système parlementaire et celui des Soviets est nécessaire pour concilier les masses.

Voilà une seconde concession. On nous dit d'abord que le bolchévisme est la plus grande force idéaliste depuis le Christ et ensuite que le système parlementaire ne donne pas aux masses populaires le droit de contrôle sur le gouvernement, tandis que le système des Soviets le leur donne. La Ligue des Nations est présentée comme la seule force qui puisse enrayer le bolchévisme! Et voici pourtant la Charte que la Ligue des Nations offre aux travailleurs en lieu et place du socialisme!

Le mécanisme même du Bureau international du Travail que le Conseil des Dix („mû, dit-on, par

des sentiments d'humanité et de justice") est sur le point de créer est aussi peu satisfaisant que la Charte. Il consiste en une Conférence Générale de 4 délégués par pays représenté. Deux de ces 4 devant être désignés par le gouvernement, un par les patrons et un par les travailleurs. Le travail est ainsi placé dans une minorité d'un contre trois! Chaque délégué peut être accompagné de deux conseillers et lorsqu'il s'agit de questions intéressantes la femme „l'un au moins des conseillers doit être une femme". Ceci pour faire plaisir aux sociétés suffragistes de la classe moyenne. Quelques-unes d'entre elles seront, sans nul doute, grandement flattées à l'idée que les gouvernements ont consenti à accorder aux femmes le droit d'intervenir en certaines occasions dans la proportion d'un sur onze et que la barrière entre les sexes, dans le mécanisme de la Ligue des Nations, est verbalement écartée. Les délégués des employeurs et des travailleurs doivent être choisis d'accord avec les groupements les plus représentatifs patronaux et prolétaires et la Conférence, à la majorité des deux tiers, peut refuser d'admettre tout délégué qui ne remplirait pas ces conditions. Les opinions bolchéviques peuvent ainsi être facilement exclues par un vote des représentants des gouvernements et des employeurs.

Le groupe dirigeant du Bureau International du Travail doit consister de 24 membres: 12 représentants des gouvernements, 6 représentants des délégués employeurs à la Conférence et 6 représentants des délégués ouvriers. Le travail est ainsi placé dans une minorité d'un sur quatre!

Le bureau international du Travail réunira et distribuera les informations concernant la situation internationale du travail; il publiera un périodique en anglais et en français.

Si un pays refuse son consentement aux accords conclus concernant le travail une commission d'enquête sera choisie par le secrétaire-général de la Ligue des Nations, composée de 3 représentants des gouvernements, de 3 représentants des patrons et de 3 représentants des travailleurs. Chacun de ces délégués „considéré comme n'étant pas pleinement qualifié" peut être récusé par les 2/3 des voix du groupe dirigeant. De cette façon encore une fois les délégués des gouvernements et des patrons peuvent ensemble opposer leur veto à n'importe quel représentant ouvrier leur déplaisant. L'état qui aura violé la Charte du travail peut en appeler de la commission d'enquête à la „Cour de Justice Internationale Permanente" qui sera créée par la Ligue des Nations et dont le jugement sera sans appel. L'état en question peut avoir à subir une „sentence économique". Nous supposons que cela veut dire

qu'il peut être condamné au blocus ou au boycottage et que son peuple peut être affamé. Le *Times* écrit que „les colonies anglaises et l'Inde auront les mêmes droits, les mêmes obligations que si elles étaient de hautes parties contractantes indépendantes, et cette règle s'appliquera à toute colonie d'une puissance signataire que le Conseil Exécutif de la Ligue des Nations reconnaitra pleinement autonome". Mais comment peut-il en être ainsi? L'Inde n'est pas pleinement autonome. Elle n'a pas même le semblant d'un self-government; la masse du peuple indien est absolument privée de droits politiques. Nous nous demandons qui le gouvernement anglais choisira-t-il pour représenter le Travail indigène, nous croirions difficilement qu'il accorde à la masse des ouvriers et des paysans de choisir librement leurs représentants, quoiqu'elle puisse le faire sans danger, puisque le travail est dans tous les pays mis sans espoir en minorité.

Le travail dans tous les pays doit refuser d'avoir quoi que ce soit de commun avec ce plan. Ce plan le place dans une insultante minorité. Il l'introduit dans le mécanisme international monté par les gouvernements capitalistes pour combattre le socialisme. C'est la copie du mécanisme national par lequel les gouvernements cherchent à détourner le travail de l'action directe, indépendante dans laquelle il devient tous les jours plus puissant et obtient tous les jours de plus grands succès. Dans l'action directe, les intrigants et les diplomates prennent la seconde place et ceux qui sont dans le rang sont les chefs. Par l'action directe la classe ouvrière russe, les ouvriers industriels, les paysans, les soldats et les marins ont établi un gouvernement, aboli la grande propriété terrienne et le capitalisme. Par l'action directe les mineurs anglais ont obtenu le salaire minimum et la journée de 8 heures; par la menace de l'action directe ils ont obtenu la promesse de la journée de 7 heures; par l'action directe les ouvrières de Glasgow ont obtenu le *Rent Act*.

Dans le domaine politique les gains de travail sont infinitésimaux; toutes les concessions faites au travail pendant la guerre et des années avant la guerre le furent par crainte de grèves. Les discours des députés ouvriers au Parlement ont été écoutés par des sourds.

Mis en minorité avec tant de soins au Comité et à la table de la conférence, le Travail se voit refuser ce qu'il a le droit d'exiger, plus encore, ses porte-paroles sont trop souvent dupés et amenés à accepter ce refus avec reconnaissance comme une „décision de justice", induisant l'ensemble des ouvriers à l'accepter aussi afin d'éviter tout conflit.

Dans le mécanisme international du travail les

travailleurs seront toujours placés en minorité, un contre trois ou même un contre quatre; et le conseil des Dix en donnant aux délégués des employeurs et des gouvernements le pouvoir de récuser tout délégué du travail ne leur convenant pas procure l'assurance que cette représentation même sera composée de gens dociles et serviles. Evidemment le Comité International de Travail connaîtra des secrets que le capitalisme ne peut confier qu'à des personnes choisies qui sûrement ne les divulgueront pas. Le travail doit être maintenu dans une sujétion complète au sein de cette organisation, car il s'agit d'une organisation destinée à servir de frein par rapport aux Conseils Whitley formés par diverses industries et à l'égard des Conseils Nationaux d'Industrie dans les différents pays; ce Conseil International sera comparable au Local Government Board (Conseil d'Administration Locale) qui blâme les bureaux de bienfaisance trop généreux et refuse d'approuver ou retarde continuellement les solutions des questions de logement ou de commerce municipal proposées par les administrations locales. Même dans les Conseils Whitley le travail se trouvera en minorité car le président désigné par le gouvernement peut toujours voter avec les patrons. En outre quand il s'agira de légiférer, les gouvernements n'accepteront les recommandations que là et quand il leur plaira. Dans la récente Enquête sur les Mines un rapport fut signé par trois délégués des employeurs, un autre par deux délégués des employeurs et par le président et un autre enfin par 6 délégués ouvriers. Le rapport de la majorité était donc celui des délégués ouvriers; mais le gouvernement a opté pour le rapport présenté par le président qu'il avait lui-même désigné. Il en sera de même au Conseil International de l'Industrie. Si quelque concours de circonstances produisait une majorité contraire aux intérêts du capitalisme international, nous sommes convaincus que la Ligue des Nations arrangerait les choses à son gré. Mais une pareille conjoncture est vraiment peu vraisemblable, les ouvriers ne constituant qu'une faible minorité.

Si les travailleurs pouvaient être détournés de leur lutte pour améliorer leurs conditions de travail par l'espoir de ce que le réseau de Conseils fera pour eux, leur émancipation serait à la vérité indéfiniment retardée. Mais il n'en sera rien. Les masses exploitées sentent justement se réveiller en elles le besoin de contrôler elles-mêmes la machine industrielle. Elles viennent de concevoir l'organisation de ce contrôle et elles le perfectionnent; elles commencent justement à comprendre qu'en marchant résolument dans cette voie elles peuvent prendre entré leurs mains le mécanisme entier de la production et peuvent gouverner elles-mêmes la

société. Il est impossible qu'elles abandonnent cette large, cette salutaire perspective pour revenir à une plus grande sujétion auprès de leurs chefs officiels. Il est surtout impossible que les travailleurs reviennent à la dépendance des chefs qui, ne comprenant pas les avantages de la coopération avec les masses mêmes pour la victoire des travailleurs, sont devenus les associés des capitalistes en acceptant de siéger au Conseil Industriel mixte. Quand Arthur Henderson entra dans le ministère de coalition il donna sa voix à la conscription, aux *Acts de Défense Nationale*, aux *Munitions*. *Acts* qui servirent tous à opprimer les travailleurs. Il renonça à son indépendance, à son droit de libre protestation; il accepta la responsabilité des décisions de la majorité du cabinet; ses lèvres furent scellées. Il a depuis déclaré que certains actes du gouvernement de coalition furent à son avis préjudiciables aux intérêts des travailleurs dont il était le représentant et de la société dans son ensemble. Il a déclaré qu'il aurait pu embarrasser le gouvernement en faisant connaître ces choses. Mais il ne les révéla à personne parce que s'étant joint au gouvernement il se sentait tenu de garder ses secrets. Nous ne sommes pas du tout de cet avis, nous pensons qu'il est du devoir de Henderson de publier ces choses. Nous pensons qu'il aurait dû le faire aussitôt qu'il les a connues.—Nous savons aussi qu'on usera de tous les artifices pour induire les membres des divers Conseils dits du Travail à se considérer, comme obligés d'appuyer les décisions de ces Conseils. Seuls les représentants du Travail disposés à se conformer au point d'honneur de Henderson paraîtront acceptables aux gouvernements et aux employeurs.

Les puissances préparent avec complaisance ce réseau de Conseils qui auront besoin de longs mois pour prendre les plus simples décisions, et qui lorsqu'il s'agira d'importantes matières à contestations ne pourront rien décider du tout. Peut-être espère-t-on qu'il faudra aux travailleurs de longues années pour découvrir l'inefficacité de ces institutions.

Henderson et Huysmans si souvent malmenés en public par les gouvernements alliés ont cependant auprès d'eux le rôle de zélés messagers et sont très occupés dans toutes ces intrigues. Le *Daily Herald* relate que Henderson, Ramsay Macdonald, Stuart Bunning, Renaudel, Longuet et Huysmans ont conféré à Paris sur les résolutions de Berne et sur l'organisation de l'Agence d'Informations Internationales du Travail; Henderson confère aussi à ces sujets avec la délégation anglaise à la Conférence de la paix, dont fait partie lord Robert Cecil. Ah! ces coulissiers; ces négociateurs avec les

défenseurs du capitalisme! Rien d'étonnant à ce que, organisée sur ces bases, la Conférence de Berne ait condamné la révolution bolchévique. L'Agence Internationale d'Information du Travail sera également sûre, également utile au point de vue capitaliste. Henderson peut sincèrement assurer à lord Robert Cecil que ses efforts seront un antidote contre le bolchévisme. Nous avons la presse capitaliste et nous aurons maintenant des bulletins d'information, des conseils mixtes de patrons et de fonctionnaires de trade-unions; nous aurons l'Agence Internationale d'Information du Travail!

* * *

Ici le *Herald* nous conte une bien curieuse histoire sur la situation européenne:

Le Président Wilson et ses amis, Lloyd Georges et ses amis font ce qu'ils peuvent.

... Lord Robert Cecil et le colonel House soutiennent de tout cœur la ligue... M. Lloyd Georges et les délégués américains se sont vainement efforcés de hâter les travaux de la Conférence... M. Lloyd Georges a déclaré maintes fois que les décisions doivent être de celles qui ne laissent pas d'amertume, après elles et que nous ne devons pas créer de nouvelles Alsace-Lorraines en dérobant à l'Allemagne aucune part de ses territoires sur le Rhin ou dans la Prusse Occidentale.

Tous les atermoiements, tous les marchandages, le blocus affamant des peuples sans défense, l'intervention en Russie—sont-ils le fait de la France et de l'Italie? Il est absurde de le penser. L'Amérique et l'Angleterre sont plus puissantes, plus capables d'imposer leur volonté que la France et l'Italie. De plus, chaque jour nous apporte des nouvelles montrant que l'Angleterre et l'Amérique jouent un rôle actif dans tout ce qui se passe.

Au lieu de combattre nous-mêmes nous envoyons des armes et des équipements à ceux qui combattent les bolchéviques. Nous glissons tout doucement vers une nouvelle guerre internationale. Le nouveau Bill annuel pour l'armée prévoit une force militaire de 2.650.000 hommes, les troupes servant en Inde n'entrant pas en ligne de compte. Il renforce les pénalités contre ceux qui aident ou encouragent les déserteurs et les insoumis. Il prévoit des pénalités jusqu'à deux ans de prison contre ceux qui répandent des bruits préjudiciables au recrutement. La marine fait appel à des volontaires pour la Russie et leur fait signer des engagements pour 9 mois. Les batswains et les mécaniciens devant gagner 13 livres 10 sh. Les marins et les chauffeurs 12 livres par mois, vêtus, nourris ou recevant une prime spéciale, plus la prime ordinaire de transport par eau de 2 livres 2 sh. par semaine à partir du 12 avril. Le gouvernement américain demande 50.000

volontaires pour un service de 3 ans en Europe, en Italie, France ou Russie. Le ministre français des Affaires Etrangères a donné le 26 mars l'état suivant des troupes alliées opérant en Russie.

Arkhangel: 130.000 Anglais; 4820 Américains; 2349 Français; 1340 Italiens; 1280 Serbes et 11.770 Russes.

Sibérie: 55.000 Tchéco-Slovaques; 12.000 Polonais; 4000 Serbes; 2000 Italiens; 1600 Anglais; 760 Français; 28.000 Japonais; 7500 Américains; 4000 Canadiens, formant un total de 118.000 hommes auquel il faut selon M. Pichon ajouter 92.000 hommes de force russe.

Russie orientale: 140.000 Français; 190.000 Roumains; 140.000 Anglais; 40.000 Italiens; 140.000 Serbes; 200.000 Grecs.

Et il n'est nullement certain que ce soit le compte de toutes les forces alliées en Russie. Pour la situation militaire, les alliés semblent perdre du terrain dans le nord et dans le sud, tandis que Koltchak en gagne, dit-on, dans l'Oural.

Point n'est besoin de fermer les yeux sur le fait que des forces considérables entraînent toujours plus les alliés vers la guerre au socialisme. Ce n'est pas seulement le *Morning Post* qui déclare que le „bolchévisme doit être combattu“ et „en Russie“ Le *Daily Chronicle* dit aussi:

Les puissances alliées sont en guerre avec le bolchévisme russe et nous n'avons pas, de ce côté, de perspective d'une paix prochaine.

Maintenant le bolchévisme hongrois s'est uni à la Russie et il est important de noter que l'Assemblée générale du Soviet ouvrier et soldat de Berlin, par 470 voix contre 20 a décidé l'envoi de félicitations au Soviet hongrois, assurant qu'elle ne cesserait pas le combat avant que ne soit assurée „la victoire finale du socialisme“. Or, peu de temps auparavant le Soviet ouvrier et soldat de Berlin s'était prononcé pour un gouvernement parlementaire et de coalition contre le système de Soviets et le socialisme immédiat; ce changement est significatif et se traduira bientôt en actes. L'Allemagne même officielle devient de plus en plus indépendante dans son attitude à l'égard des exigences alliées et les alliés, s'en rendant compte, deviennent plus modérés. Pendant que les travailleurs de l'Europe centrale et orientale se tournent vers les Soviets, les alliés se préparent à combattre la Hongrie comme la Russie. L'agence Reuter publie que le maréchal Foch a eu une consultation avec le Conseil des Quatre au sujet des opérations militaires. Le *Populaire* du 26 mars avait déjà annoncé l'arrivée à Buda-Pest des deux monitors britanniques.

E. Sylvia PANKHURST

LA RÉVOLUTION UNIVERSELLE

I.

La révolution universelle est inéluctable.

Car l'impérialisme de toutes les nations, impérialisme universel est également nuisible à tout le prolétariat.

C'est pourquoi le prolétariat international doit s'unir dans le but d'exterminer l'impérialisme universel.

Mais l'impérialisme ne peut être exterminé sans que le capitalisme le soit aussi.

Voilà pourquoi est devenue inéluctable la révolution sociale qui a pour but d'exterminer le capitalisme et d'organiser le socialisme.

II.

Hors de l'impérialisme le capitalisme ne peut subsister. Aussi l'impérialisme est-il sans issue pour le prolétariat.

Le capitalisme impérialiste a divisé tous les peuples de l'univers en deux groupes qui se donnent pour but de conquérir le monde.

Trois puissantes nations, l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis sont à la tête de ces deux groupes en lutte.

Mais à l'époque où nous vivons, la solution pacifique de leur différend est impossible.

Car ces trois puissances, et tous les peuples liés avec elles, prétendent chacune dominer le monde, ou seules ou avec leurs groupes.

La guerre est l'unique moyen de régler leur litige.

Il est vrai que la bourgeoisie et avec elle les réformistes, les social-patriotes, les pseudo-marxistes cherchent d'autres solutions; mais inefficaces, ces dernières ne servent qu'à aveugler et à asservir le prolétariat du monde entier.

Ni l'arbitrage obligatoire, ni «la ligue des nations», ni la paix mondiale, ni le droit des nationalités, ni le désarmement, ni la démocratie, ni les autres moyens préconisés ne peuvent faire sortir le capitalisme des contradictions intérieures où il s'est enlisé. Ces moyens ne lui permettent pas d'éviter l'accumulation formidable de la plus-value, d'enrayer la tendance à l'expansion—qui en est la conséquence,—les conquêtes, qu'il est obligé de faire, les guerres, qui en découlent, l'autodestruction, qui sera la conséquence de ces faits.

L'accumulation colossale de la plus-value et sa destruction, ainsi que celle de ses sources vives et de ses sources matérielles,—tel est le conflit inextricable, dans lequel tombe le capitalisme.

Cette accumulation infinie et la lutte pour l'expansion, constituant l'essence même du capitalisme, se sont trouvés en conflit, dans une insoluble contradiction.

Les prolétaires ne peuvent plus supporter cette

lutte. Ils doivent se révolter pour s'affranchir des terreurs de l'asservissement et de la tuerie en masse.

Mais ce n'est qu'après avoir anéanti le capitalisme qu'ils pourront éviter l'impérialisme.

De cette façon leur insurrection, leur lutte se transforme inévitablement en révolution contre le capitalisme universel, en révolution sociale du prolétariat du monde entier, en révolution universelle.

III.

Et cette révolution est possible, elle est réalisable. Elle est réalisable et possible pour les raisons suivantes:

Le capitalisme est mûr pour le socialisme.

La guerre a préparé le terrain au socialisme. Le capitalisme est forcé de passer au socialisme,—au socialisme d'Etat, bien entendu.

Ainsi le prolétariat agit dans le sens du progrès général de l'humanité.

Et les conséquences tant matérielles que morales—de la guerre sont si désastreuses pour le prolétariat, qu'il est inévitablement amené à la révolution.

L'anéantissement des forces productrices vives et matérielles, le malheur, la haine, la famine, la tuerie sanglante sans fin,—tout concourt à amener le prolétariat à la révolution pendant ou après la guerre.

Et cette révolution peut avoir lieu parce que le prolétariat international est, dans ses organisations, assez fort pour la mener à bien.

Le programme qui d'après nous doit être admis par le prolétariat international est le suivant:

Le prolétariat doit:

Prendre en mains le pouvoir d'Etat et le pouvoir législatif;

Garantir un minimum de moyens d'existence à tous les ouvriers et à tous ceux, qui doivent leur être assimilés;

Prendre en mains l'administration de toute la production, du commerce et du transport; la répartition des produits;

Décréter le travail obligatoire pour tous;

Annuler les dettes d'Etat;

Confisquer les bénéfices de guerre;

N'imposer que le capital et les revenus et de cette manière aboutir à la confiscation du capital;

Exproprier les banques;

Exproprier les grands établissements industriels;

Socialiser la terre;

Prendre en mains les fonctions judiciaires;

Supprimer toutes les prohibitions et tous les tarifs douaniers;

Abolir le militarisme et armer le prolétariat;

En se basant sur ce programme, le prolétariat

international peut rallier à sa cause et unir tous les ouvriers, toutes les classes laborieuses et asservies.

Ce programme doit le conduire à la victoire.

IV.

Et devant le prolétariat du monde entier l'exemple de la révolution apparaît déjà.

La révolution russe est pour le prolétariat universel un symbole rayonnant.

Car elle a montré qu'il n'y a que deux moyens de vaincre: l'unité du prolétariat national et international et l'unité dans la révolution.

Si l'accord manque dans le prolétariat d'une nation il reste l'esclave de sa bourgeoisie; si l'accord manque dans le prolétariat international, il reste l'esclave de la bourgeoisie internationale.

Si le prolétariat ne lutte pas pour la révolution complète, pour l'anéantissement total de la société capitaliste et s'il ne soutient par cette lutte jusqu'à la victoire définitive, il n'y a point de salut pour lui et pour les autres classes opprimées; et il ne peut entraîner après lui tous les ouvriers et toutes les autres classes opprimées.

Mais la révolution russe nous a appris davantage encore.

Elle a trouvé la forme grâce à laquelle le prolétariat peut remporter la victoire: ce sont, dans chaque village, dans chaque région et dans tout le pays, les Soviets.

Les soviets ouvriers auxquels appartient tout le pouvoir économique et politique.

Ce sont ces soviets qui détruisent le capitalisme et créent le socialisme; ce sont eux, qui exproprient le

capitalisme et transmettent tout le pouvoir et toute la richesse au socialisme; ce sont eux, en un mot, qui créent le socialisme économiquement et politiquement.

Les soviets ouvriers représentent la forme et l'essence de la nouvelle société, de la nouvelle humanité.

Ces soviets ne comprennent pour le moment que le prolétariat en lutte, le prolétariat victorieux, mais ils sont appelés à embrasser l'humanité tout entière.

Les Soviets du Travail, du Travail et rien que du Travail deviendront avec le temps les groupements les plus hauts, les groupements sacrés de l'humanité.

L'unité du prolétariat au sein de chaque nation.

L'unité du prolétariat international.

L'union, l'organisation du prolétariat en soviets ouvriers.

Tels sont les trois grands principes que la révolution russe enseigne au prolétariat mondial.

Quand le prolétariat de l'Europe occidentale, de l'Amérique du nord, du monde entier sera uni, quand il créera une nouvelle Internationale, celle de la révolution universelle, quand il sera *un* dans la révolution, quand il s'organisera en soviets des travailleurs et leur donnera tout le pouvoir économique et politique, la révolution universelle vaincra.

Nous voyons déjà non dans un lointain avenir mais près de nous la nouvelle Internationale, embrassant les soviets ouvriers de tous les pays.

Nous voyons déjà plus près encore le soviets central des ouvriers du monde entier.

Nous voyons déjà devant nous les soviets internationaux, précurseurs de la nouvelle humanité libre, de l'humanité communiste.

Hermann GORTER.

(Hollande).



UN LIVRE

„LE FEU“ par Henri Barbusse.

Dans ce livre, étonnamment simple et impitoyablement vrai on voit comment des hommes de nationalité différente, mais également raisonnables s'exterminent les uns les autres, détruisent les fruits de leurs labeurs forcés et magnifiques prolongés pendant des siècles, transforment en tas de décombres des églises, des palais, des demeures, détruisent de fond en comble les villes, les villages, les vignobles, abiment d'immenses espaces de terrain admirablement cultivés par leurs ancêtres, et maintenant remplis d'éclats de fer, empoisonnés par la chair putréfiée des innocents que l'on a tués.

Pendant qu'ils font cette œuvre insensée d'auto-extermiation et de destruction de la culture, ces hommes capables de réfléchir raisonnablement sur tout ce qui irrite leur peau ou leurs nerfs, sur tout ce qui émeut leur cœur et leur esprit, prient Dieu, prient sincèrement et comme le relate un des personnages du livre, „prient tous d'une façon idiotement semblable“, — après quoi ils recommencent leur sauvage travail d'auto-extermiation d'une façon tout aussi „idiotement semblable“. Le lecteur trouvera dans ce livre ce tableau de la messe chez les Allemands et chez les Français, les uns et les autres croyant également que dans l'œuvre basse et sanglante de la guerre „Dieu est avec eux“.

Mais ils disent ensuite: „Dieu? l's'fout bien de nous“ Et les mêmes héros, martyrs et fratricides s'interrogent l'un l'autre:

„Comment ose-t-il ce Dieu permettre à tous les hommes de croire pareillement qu'il est avec eux et non avec les autres?“

Emouvants, simples comme des enfants, ces hommes versant le sang les uns des autres disent:

„S'il y avait un Dieu de bonté et de miséricorde — il n'y aurait pas de froid.“

Mais ayant aussi clairement raisonné, ces grandes victimes subissant elles aussi leur Passion, recommencent à s'entretenir.

Pourquoi? Pourquoi? Ils le savent aussi, ces hommes, ils disent de même:

— „Ah! nous ne sommes pas mauvais, mais nous sommes si pauvres et si malheureux. Et puis si bêtes, trop bêtes“. Mais en ayant conscience ils continuent leur tâche honteuse et criminelle de destruction.

Le caporal Bertrand est plus instruit que d'autres:

— L'avenir! s'écria-t-il tout d'un coup comme un prophète. De quels yeux ceux qui vivront après nous et dont le progrès — qui vient comme la fatalité — aura enfin équilibré les consciences, regarderont-ils ces tueries et ces exploits dont nous ne savons pas même, nous qui les commettons, s'il faut les comparer à ceux des héros de Plutarque et de Corneille, ou à des exploits d'apaches!

„Et pourtant, continua Bertrand, regarde! Il y a une figure qui s'est élevée au-dessus de

la guerre et qui brillera pour la beauté et l'importance de son courage“...

J'écoutais, appuyé sur un bâton, penché sur lui, recueillant cette voix qui sortait, dans le silence du crépuscule, d'une bouche presque toujours silencieuse. Il cria d'une voix claire:

— Liebknecht!

Il se leva, les bras toujours croisés. Sa belle face, aussi profondément grave qu'une face de statue, retomba sur sa poitrine. Mais il sortit encore une fois de son mutisme marmoréen pour répéter:

— L'avenir! L'avenir! L'œuvre de l'avenir sera d'effacer ce présent-ci, et de l'effacer plus encore qu'on ne pense, de l'effacer comme quelque chose d'abominable et de honteux. Et, pourtant, ce présent, il le fallait, il le fallait! Honte à la gloire militaire, honte aux armées, honte au métier de soldat, qui change les hommes tour à tour en stupides victimes et en ignobles bourreaux. Oui, honte: c'est vrai, mais c'est trop vrai, c'est vrai dans l'éternité, pas encore pour nous. Attention à ce que nous pensons maintenant! Ce sera vrai, lorsqu'il y aura toute une vraie bible. Ce sera vrai lorsque ce sera écrit parmi d'autres vérités que l'épuration de l'esprit permettra de comprendre en même temps. Nous sommes encore perdus et exilés loin de ces époques-là. Pendant nos jours actuels, en ces moments-ci, cette vérité n'est presque qu'une horreur, cette parole sainte n'est qu'un blasphème!

Il eut une sorte de rire plein de résonnances et de rêves.

— Une fois, je leur ai dit que je croyais aux prophéties — pour les faire marcher!

Mais parlant ainsi cet homme calme et vaillant, estimé de toute son escouade, l'a conduit à la tuerie insensée.

On voit dans tout cela la flamme ironique et brillante de cette contradiction qui abaisse l'homme jusqu'à en faire un instrument sans volonté, jusqu'à en faire on ne sait quelle dégoûtante machine créée par une mauvaise force obscure pour servir ses desseins diaboliques.

Et ces misérables héros nous deviennent chers et proches, mais semblent en vérité des lépreux portant à jamais, en eux, une irréductible contradiction de la raison et de la volonté. Il semble que leur raison soit déjà assez forte et sûre pour arrêter cette écœurante tuerie, interrompre le crime universel, mais... ils n'ont pas de volonté et, comprenant toute l'infamie du meurtre, s'y refusant dans le fond de leur âme, ils vont quand même tuer, détruire et mourir dans le sang et la boue.

— Oui, lui dis-je, oui, mon vieux frère, c'est vrai! C'est avec nous seulement qu'on fait les

batailles. C'est nous la matière de la guerre. La guerre n'est composée que de la chair et des âmes des simples soldats. C'est nous qui formons les plaines de morts et les fleuves de sang, nous tous — dont chacun est invisible et silencieux à cause de l'immensité de notre nombre. Les villes vidées, les villages détruits, c'est le désert de nous. Oui, c'est nous tous et c'est nous tout entiers.

— Oui, c'est vrai. C'est les peuples qui sont la guerre; sans eux, il n'y aurait rien, rien, que quelques criailleries, de loin. Mais c'est pas eux qui la décident. C'est les maîtres qui les dirigent.

— Les peuples luttent aujourd'hui pour n'avoir plus de maîtres qui les dirigent. Cette guerre, c'est comme la Révolution Française qui continue.

— Alors, comme ça, on travaille pour les Prussiens aussi?

— Mais, dit un des malheureux de la plaine, il faut bien l'espérer.

— Ah zut, alors! grinça le chasseur.

Mais il hochait la tête et n'ajouta rien.

— Occupons-nous de nous! Il ne faut pas s'mêler des affaires des autres, machonna l'entêté hargneux.

— Si! il le faut... parce que ce que tu appelles les autres, c'est justement pas les autres, c'est les mêmes!

— Pourquoi qu'il est toujours nous qui marchons pour tout le monde!

— C'est comme ça, dit un homme, et il répéta les mots qu'il avait employés à l'instant: Tant pis, ou tant mieux!

— Les peuples, c'est rien et ça devrait être tout, dit en ce moment l'homme qui m'avait interrogé — reprenant sans le savoir une phrase historique vieille de plus d'un siècle, mais en lui donnant enfin son grand sens universel.

Et l'échappé de la tourmente, à quatre pattes sur le combouïs du sol, leva sa face de lépreux et regarda devant lui, dans l'infini, avec avidité.

Qu'y verra-t-il? Nous croyons qu'il y verra ses descendants, libres, raisonnables et forts de volonté.

* * *

Ce livre heureux et terrible a été écrit par un homme qui a vécu lui-même toute l'horreur de la guerre, toute sa folie.

Ce n'est pas le livre correct et de noble allure du génial Tolstoj, d'un génie qui contempla la guerre, dans un passé lointain. Ce n'est pas la pitoyable composition de Berthe Sunner *A bas la guerre*, composition écrite avec d'excellentes intentions, mais incapable de persuader ou de dissuader qui que ce soit de quoi que ce soit.

C'est un livre simple comme l'Évangile, débordant d'une colère prophétique, — c'est le premier

livre qui parle de la guerre, simplement, farouchement, calmement, avec la force nécessaire de la vérité. On n'y trouve pas d'imagination pour faire du roman avec la guerre, pour colorer des nuances de l'arc-en-ciel, son horreur salement sanglante.

Barbusse a écrit le quotidien de la guerre, il a représenté la guerre comme un travail pénible et malpropre d'extermination mutuelle, de gens qui ne sont coupables de rien, — qui ne sont coupables de rien sinon de bêtise. Il n'y a pas dans son livre de tableaux de bataille peints en couleurs poétiques ou héroïques, il n'y a pas de descriptions du courage de certains soldats, — le livre de Barbusse est rempli d'une rude poésie de vérité, il montre la valeur du peuple, la valeur de centaines de milliers et de millions d'hommes voués à la mort et à l'anéantissement par le grand provocateur des peuples, par le capital.

Ce Satan parfaitement réel agit inlassablement parmi nous, et c'est lui le principal personnage du livre de Barbusse. Ayant aveuglé des millions de simples d'esprit de l'éclat des idées et des enseignements qui tuent la volonté, les ayant empoisonnés avec les poisons de la cupidité, de l'envie, du lucre, il les a poussés par millions vers les plaines fertiles de la France, et là, pendant 4 ans, ils ont détruit tout ce qui avait été créé par un labeur de près de deux siècles, se prouvant une fois de plus à eux-mêmes que le pire ennemi de l'homme c'est son manque de volonté et de raison.

Plus profondément que tous ceux qui l'ont précédé Barbusse a entrevu l'essence même de la guerre, et du ton inspiré d'un annonciateur du nouvel évangile il a montré aux hommes l'abîme de leurs erreurs.

Chaque page de son livre est un coup du marteau de fer de la vérité sur la masse de mensonges, d'hypocrisie, de férocité, de saleté et de sang que l'on appelle d'un seul mot: la guerre. Et ce livre est sombre, terrible d'impitoyable vérité, mais partout, dans ses ténèbres, s'allument les petites flammes de la nouvelle conscience, — et ces petites flammes, nous le croyons, s'étendront bientôt sur tout l'univers en des flammes qui purifieront la terre de la boue, du sang, du mensonge et de l'hypocrisie créés par Satan-Capital.

Les hommes dont parle Barbusse commencent déjà à nier hardiment la puissance de Dieu sur l'homme, et c'est un signe certain qu'ils connaîtront bientôt, avec honte et colère, combien est coupable et dégoutant le pouvoir de l'homme sur l'homme.

Nous vivons en des jours tragiques et les choses nous sont intolérablement pénibles, mais nous vivons à la veille de la renaissance de toutes les bonnes forces de l'homme pour la libre création et le travail. Telle est la vérité et elle doit nous reconforter, accroître nos forces, nous rendre vaillants.

Maxime GORKI



LA SITUATION DES MINEURS EN ANGLETERRE

A la suite de l'offre d'une augmentation de salaire de 5 sh. par semaine M. Lloyd George impose aux mineurs une Commission présidée, par le juge Sankey. William Brace avait demandé le rapport de la commission sur les questions des heures de travail et de salaire, le 12 mars trois jours avant que fût prise la décision des mineurs sur la grève, mais il ne reçut satisfaction que le 20 mars, 5 jours après l'expiration du délai fixé pour déclarer la grève. M. Brace accompagné de Tom Richard se rendit au pays des Galles et pressa les mineurs de voter contre la grève. On peut avoir oublié que M. Brace fut pendant un certain temps Sous-Secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, position qu'il occupa à une époque où les mineurs trouverent plus que nécessaire de se tenir sur leurs gardes contre la nuée d'agents provocateurs employés par le gouvernement dans l'intérêt des propriétaires des mines. On concevra aisément que l'insistance de Brace pour obtenir une réponse le 12 mars ne fut qu'une feinte et qu'il n'était que trop anxieux de différer la grève ju-qu'après le 20 mars, dans l'espoir qu'elle ne se produirait pas du tout. Les agents du gouvernement ont aussi réussi à convaincre certains leaders des mineurs que les bolchéviks sont responsables de l'attitude des ouvriers et que leur objet est plutôt la révolution qu'une simple amélioration du sort des mineurs. Ces leaders feront l'impossible pour éviter une lutte et la Commission conciliatrice leur offre des moyens de salut. Ces hommes furent les plus actifs à induire les mineurs à combattre pour le capitalisme anglais contre le capitalisme allemand dans la dernière guerre et ils ont autant d'envie à présent de faire payer par la classe ouvrière anglaise une rente perpétuelle à la classe capitaliste, sous forme d'intérêt d'une Dette Nationale de 8 milliards de livres, dette qui tombe sur les ouvriers parce que Lloyd Georges a gagné la guerre...

Mais les leaders des mineurs échoueront par crainte de la révolution. Il est donc d'autant plus nécessaire que le mouvement non officiel se prépare à combattre indépendamment, — car le combat devra continuer. Tant que le capitalisme anglais s'efforcera activement d'anéantir les travailleurs victorieux en Russie et les spartakistes allemands, ce sera le devoir des ouvriers anglais de le tenir en haleine.

Les lecteurs doivent se graver dans l'esprit que cette préparation à la guerre des classes n'est pas la

tâche exclusive des mineurs. Les mineurs ne sont que l'avant-garde des ouvriers et ils escomptent avec raison que s'ils prennent la première place au danger les autres travailleurs les suivront sans hésitation.

C'est pourquoi les lecteurs de *The Call* doivent déployer la plus grande activité dans leurs ateliers et dans leurs unions en invitant nos camarades de travail à réclamer la semaine maximum de 30 heures avec un salaire d'une plus haute puissance d'achat que celui de leur salaire en 1914. Si la présente pression sur les capitalistes doit être efficace elle ne doit pas être celle d'un million de mineurs mais celle d'au moins 10 millions de travailleurs; en d'autres termes ce doit être la pression de toute la classe ouvrière. Pour y réussir il n'est pas nécessaire de posséder tout le mécanisme de l'unionisme industriel; il ne faut rien de plus que l'esprit de classe et l'unité de revendications.

Sans nul doute la majorité des chefs aidera les capitalistes. Et ce sera tant mieux pour la continuation de la lutte car ils seront d'autant plus vite discrédités. Vainqueurs ou vaincus les travailleurs reviendront sans cesse à l'assaut et chaque fois avec de plus grandes exigences. Nous ne devons pas nous effrayer du cri que le pays restera insolvable puisque presque tout l'intérêt de la dette nationale est prélevé sur les travailleurs pour être mis dans la poche des parasites capitalistes. L'insolvabilité de la nation dont parle la presse capitaliste sera réelle quand les travailleurs refuseront de travailler pour de bas salaires afin de nourrir les capitalistes rapaces et leurs subalternes. Nous devons également répéter la suggestion que notre lutte aidera l'Amérique à conquérir les marchés. Nous avons vu la même concurrence entre l'Allemagne et l'Angleterre conduire à la plus sanglante guerre mondiale et nous pouvons prédire avec confiance que la concurrence actuelle nous amènera d'ici environ 5 ans à un conflit avec l'Amérique. Il n'y a que l'idéal du monopole des marchés mondiaux qui puisse nous amener à combattre avec toujours plus d'unité et de vaillance dans l'espoir certain que les travailleurs américains étant avec nous, nous paralyserons le capitalisme des deux pays, nous y prendrons le pouvoir et avec nos camarades du monde entier nous ferons partout aux travailleurs la place à laquelle ils ont droit.

John MACLEAN

(The Call, 6. II. 1919, N° 152)

LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE COMMUNISTE

Le socialisme à l'heure actuelle n'est plus seulement une idéologie abstraite, groupant autour d'elle la classe ouvrière dans sa lutte contre le régime bourgeois et éclairant les problèmes du lendemain, mais bien un système social en voie de réalisation pratique.

Dès l'instant où la dictature du prolétariat se trouve proclamée comme en Russie et en Hongrie et comme ce sera le cas selon toute apparence pour d'autres pays avant peu, la transformation totale du régime social et économique devient inévitable.

Tel est l'avis unanime de tous ceux qui ont traité à fond la théorie du socialisme scientifique ¹⁾.

L'expropriation des expropriateurs et la réorganisation complète de l'appareil économique sur les bases nouvelles du socialisme—tel est le résultat logique de toute révolution ouvrière. C'est-ce que nous voyons arriver partout où le prolétariat s'empare du pouvoir.

En Russie, en Hongrie et dans toutes les parties de l'Allemagne où la dictature du prolétariat est un fait accompli, de même que dans tous les mouvements ouvriers des autres pays on peut constater une tendance unanime à réaliser le même système, ce qui prouve que toutes ces manifestations, loin d'être dues à des circonstances fortuites, ont pour cause un développement social rationnel et profond. Ce qui vient d'être dit modifie dans son essence toute la structure du programme.

Nous savons qu'avant la révolution tous les programmes des partis socialistes se divisaient en deux, soit :

Le programme maximum, ou le socialisme qui représente le point culminant vers lequel il faut diriger le développement social, le but définitif à atteindre, et le programme minimum comprenant toutes les modifications et transformations réalisables dans les cadres du régime bourgeois en vue de ce but final; la valeur relative de ce dernier a été déterminée par les conditions les plus avantageuses de la lutte pour le socialisme.

Cependant, dans la société bourgeoise, les socialistes (et même une très grande partie dans certains pays) ont changé le rôle et faussé par là l'essence même du programme socialiste parfaitement développé dans le Manifeste Communiste, en lui substituant la théorie ultra-bourgeoise du *développement évolutionniste*.

Les révisionnistes et les adeptes de Bernstein en particulier ont mis à l'ordre du jour cette devise: le but n'est rien—le mouvement est tout. Une valeur

exclusive et définitive fut attribuée au programme minimum.

La journée de 8 heures, l'arbitrage, le suffrage universel, etc... tels étaient les aspirations et le but de la politique réelle des socialistes, tandis que le socialisme lui-même était mis et gardé dans une „armoire d'argent“ pour les jours de grandes fêtes.

On s'en tenait à la théorie bien connue du racommodage et de l'adaptation du régime bourgeois, promettant une transformation graduelle et sans douleur.

Cette politique libérale dans le mouvement ouvrier, motivée par une série de raisons objectives, a causé, comme nous le savons trop bien maintenant, la perte de la 2^e internationale; le mirage des petites victoires, la collaboration avec la bourgeoisie et le crétinisme parlementaire donnèrent finalement une direction déterminée à l'activité de la majeure partie de ses membres.

La décomposition profonde qui la minait en dessous se manifeste avec éclat au moment de la grande crise universelle du régime capitaliste pendant la guerre impérialiste de 1914—1918.

Un nombre relativement restreint de socialistes restèrent fidèles à l'ancien drapeau et se rappellent que le principal et véritable but de la lutte entreprise, est le socialisme.

Au moment historique où l'existence même du socialisme fut mise en jeu, la majorité de la 2^e internationale abandonna la partie et se trouva, tant psychologiquement que matériellement, si étroitement liée aux destinées du régime capitaliste qu'elle n'eut pas d'autre ressource que de passer à l'ennemi, trahissant ouvertement les intérêts du prolétariat universel. „Le programme maximum“ fut sacrifié définitivement aux intérêts „réels“ de la bourgeoisie transformés pompeusement en intérêts „nationaux, ou patriotiques“.

La rupture devenait fatale entre ceux qui, dans ce moment de décomposition profonde du régime capitaliste, luttaient pour la dictature du prolétariat et la transformation totale du système social, et ceux qui s'accrochaient aux débris de l'ancien édifice bourgeois.

Il est curieux de constater que ceux-là mêmes qui, à l'exemple de K. Kautsky, tournaient jadis en ridicule les théories, révisionnistes de Bernstein, furent les premiers à se ranger de son côté. Pour Kautsky et ses adeptes le socialisme est toujours dans son „armoire d'argent“; il est resté lettre morte.

Le développement de la révolution sociale tranche nettement la question. Pour tous ceux qui, loin de voir dans le socialisme scientifique un schéma brumeux de théories sèches, le tiennent au con-

¹⁾ Entre autres voici celui de K. Kautsky qui malheureusement a trahi depuis tous les bons principes exprimés jadis: „si le prolétariat s'empare du pouvoir politique la réalisation du socialisme est inévitable et se fera d'elle-même“. *Problèmes du socialisme international*, Kautsky, p. 63.

traire pour un écho de la vie réelle et pratique la situation se présente clairement.

Le socialisme à notre époque est une question pratique et ne demande qu'à être introduit dans la vie journalière. Il est clair que dans ces conditions la division antérieure du programme perd sa raison d'être et que ses deux parties s'uniront pour former un tout harmonieux.

Voici comment se sont passées et se passent les choses dans la pratique.

Dès que le pouvoir passe aux mains du prolétariat, l'ancien programme des minimalistes — la journée de 8 heures, la protection du travail, la nationalisation de la terre, etc., etc. — se réalise.

Mais de nouveaux problèmes se posent et de nouvelles exigences surgissent aussitôt, qui n'entraient pas et ne pouvaient entrer dans le programme des minimalistes adapté aux conditions du régime capitaliste.

Les premières questions qui demandent à être résolues sont celles du gouvernement, qui doit nécessairement être construit sur des bases nouvelles. Puis viennent les questions touchant à la *nationalisation des moyens de production, à l'organisation de la distribution et à l'organisation du travail*, ce qui est déjà le commencement du régime socialiste. Ce n'est pas encore le socialisme proprement dit, mais les premiers pas sont faits et la première pierre est posée. Mise en pratique, l'ancienne théorie du socialisme y puise une nouvelle sève, et se trouve bientôt dépassée et élargie. Le régime socialiste a déjà son histoire et les étapes de son développement et de son perfectionnement se succéderont selon toutes probabilités plus rapidement qu'on ne l'a jamais vu pour les autres formes de la vie sociale.

Le développement de l'énergie productrice, brisant les anciens moules de l'appareil économique, exige sous le régime socialiste la création d'un nouveau système économique tendant à *élever le niveau de production, à tirer du travail le meilleur rendement possible et à combiner harmonieusement les différentes formes d'activité dans le domaine économique. La centralisation du gouvernement est également indispensable.*

Un des problèmes fondamentaux du socialisme est de pourvoir à tous les besoins de la société. Sa réalisation demande une organisation de la production toute spéciale. Les esprits les plus profonds n'ont jamais été en état de prévoir ce qui adviendrait de la vie économique à l'avènement du nouveau régime. Toute l'attention des génies de la pensée tels que Marx et Engels se concentrait exclusivement sur le développement gigantesque et sans précédents de l'énergie productrice qui devait selon eux en être le résultat.

Ces apôtres du socialisme ont omis dans leurs calculs toute la période qui suit la chute du capitalisme et précède la réalisation définitive du socialisme, — époque de transition pénible et grosse de dangers, pendant laquelle la décomposition du système capitaliste suit son train tandis que le nouveau régime n'est encore qu'en voie de formation. La baisse des productions au point de vue du rendement et la désorganisation de la vie économi-

que qui s'en suivent inévitablement, ainsi que nous avons pu nous en convaincre dans la pratique, nous obligent à modifier notre programme et à concentrer tous nos efforts sur ce point. Élever la productivité — voilà quel est notre principal but.

C'est la nouvelle Russie socialiste des Soviets qui, la première, a passé par toutes les énormes difficultés de cette crise économique et qui en est sortie victorieuse malgré la guerre civile et les agressions criminelles des grands fauves du capitalisme international.

Contrairement à toutes les prédictions de nos ennemis, la Russie soviétiste est arrivée à affirmer sa position économique et même, au grand désespoir de ces derniers, à l'améliorer dans un certain sens. A ce point de vue l'exemple, que la Russie donne en ce moment, est très démonstratif.

Si nous portons nos regards sur les principales branches de l'industrie nous constaterions que, dans le courant de l'année 1918 et de la première moitié de 1919, près de 2 mille *grosses entreprises* ont été *nationalisées*, autrement dit 90% de toute l'industrie nationale. Nous ferons remarquer ici que les renseignements fournis par la presse bourgeoise sur la nationalisation du petit commerce sont mensongers et dénués de tout fondement.

La plus grande partie des entreprises nationalisées a fonctionné durant toute cette période et fonctionne toujours. L'enquête faite à la fin de l'année 1918 nous montre que le nombre des ouvriers a diminué de 30%, mais cela particulièrement dans les petites entreprises et dans les entreprises démobilisées. Dans toute une série de grosses entreprises le nombre des ouvriers tend au contraire à augmenter. Bien plus — le Soviet central de l'industrie nationale organise de nouvelles entreprises et continue la construction de 15 nouvelles usines. A Podolsk une grande usine de locomotives a été mise en marche en 1919; 2 nouvelles stations électriques, destinées à desservir tous les environs de Moscou, sont en voie de construction et celle d'une immense usine de machines agricoles vient d'être entreprise à Saratoff.

Le combustible, ce nerf vital de la production et du transport, a joué et joue toujours un rôle dominant dans les difficultés éprouvées par la Russie.

Tous les coups des ennemis travaillant à sa perte ont été dirigés de ce côté. Voici quelles étaient les sources de combustible ordinaires: La plus grande partie du charbon (près de 1,200 millions de pouds) était fournie par le *bassin du Don*.

Le pétrole nous venait du *bassin de Bakou*, qui exportait 400 millions de pouds sur les 600 millions représentant son rendement total. Or, ce sont précisément ces deux centres qui dans tout le courant de l'année 1918 ont été complètement fermés pour nous: le bassin du Don se trouvait aux mains de Krasnoff, soutenu par la bourgeoisie française; Bakou était au pouvoir des Anglais et s'y trouve encore.

Durant toute l'année 1918 et la première moitié de 1919 nous avons vécu sur nos réserves en y ajoutant le pétrole (près de 66 millions de pouds) que nous avions réussi à emporter de Bakou en 1918, 58 millions de pouds de tourbe obtenus dans le courant de 1918, 30 millions de pouds de char-

bon (pour l'année 1918) fournis par le rayon de Moscou et plus les 2 millions de cubes de bois que nous avons réussi à préparer. Ce n'est donc qu'en observant la plus stricte économie qu'il nous a été possible de maintenir la production et le transport.

En ce qui concerne le combustible, les perspectives de l'année 1919 sont encore plus tristes. Bakou reste au pouvoir des Anglais et le bassin du Don que nous sommes arrivés à conquérir presque en entier, se trouve gravement endommagé par les bandes de Krasnoff. La quantité totale du combustible, sur lequel nous pouvons compter pour 1919, s'exprime dans les chiffres suivants: 60 millions de pouds de tourbe, 30 à 35 millions de pouds de charbon (sans compter celui du Don), 5 à 6 millions de cubes de bois, plus 40 millions de pouds de charbon que donnera le bassin du Don.

Il est évident que ces conditions ne sont guère favorables pour élever la productivité. Avec la réquisition et la distribution des matières premières, la situation s'est améliorée comparativement à l'année 1918, dans toutes les branches de l'industrie, mais là encore les invasions des bandes de Koltchak en Orient ont gravement compromis la situation en retardant la livraison du coton — matière première dont on connaît l'importance et dont nous avions acheté au Turkestan jusqu'à 5 millions de pouds pour l'année 1919. Les premiers trains viennent seulement d'arriver. La récolte du lin pour l'année 1919 s'élève à 4 millions de pouds ce qui fait en y ajoutant les réserves près de 5 millions et $\frac{1}{2}$; deux millions pourraient facilement être exportés. Notre provision de laine s'élève pour la première moitié de 1919 à 2 millions de p.; or, les fabriques en consommation 3 millions de p. dans toute l'année; cette matière première donc ne nous fera pas défaut.

Notre provision de cuirs, de fourrures et d'étoffe est si importante qu'une bonne partie pourrait servir au marché extérieur.

La fourniture des métaux se fait plus ou moins normalement, bien qu'à ce point d'vue aussi les guerres du Don et de l'Oural aient influé défavorablement.

Malgré toutes ces difficultés les grosses entreprises sont donc pourvues de matières premières. Les principaux matériaux et produits (métaux, lin, laines) ont été déclarés monopoles de l'Etat.

La production a été très irrégulière en 1918, pour différentes raisons telles que le manque de combustibles et de combustible, la désorganisation du transport retardant la fourniture des matières premières, etc., etc., néanmoins, les données de l'enquête industrielle, indiquent pour certaines branches une hausse de la productivité comparativement à l'année 1917.

Les grosses entreprises jouent un rôle dominant. La Russie soviétique compte déjà plusieurs grands trusts d'Etat: le trust métallurgique et celui de la construction des machines, le „Centre du Bronze“, du caoutchouc, etc., — en outre près de 20 grandes unions textiles.

Une centralisation maximale de la production dans le but de son unification par branches déterminées, concentrée dans les meilleures unités productrices—tel est le programme.

Toutes les mesures entreprises non seulement pour l'industrie, mais aussi pour l'agriculture (en premier lieu l'organisation de grosses économies soviétistes) et même la production des „koustaris“ ou industrie paysanne (arriver à transformer graduellement cette forme primitive de production en une industrie mécanique plus importante), poursuivent un même plan — le développement de la production. Nous savons fort bien que le petit commerce dans les villes et surtout dans les campagnes existe toujours et ne lâchera pas pied si facilement; le processus de sa transformation dans le sens indiqué sera long et difficile.

Le but que nous indiquons ne saurait être imposé ni atteint par la force—notre programme souligne ce point—et seule une longue expérience démontrant les avantages de la centralisation des forces productrices, nous aidera à avoir raison de la routine établie.

La réalisation de ces nouveaux problèmes économiques demandera une dépense immense d'énergie. Créée une nouvelle organisation à la place de l'ancien appareil bourgeois—voilà ce qui présente plus de difficultés qu'aucun des théoriciens du socialisme n'aurait jamais su imaginer.

Sans parler de la résistance opiniâtre opposée par les ingénieurs, les techniciens, les directeurs d'entreprises, etc., ancrés dans leurs habitudes et ne faisant qu'un avec l'ancien régime, le fait même de leur soumission apparente ou sincère aux exigences du nouveau système ne change pas grand' chose à la situation, car leur éducation et les idées bourgeoises dont ils sont imbus, les rendent pour la plupart inaptes à tout travail utile. A quelques exceptions près, loin de montrer l'initiative créatrice qu'on attendait de leur connaissance et de leur expérience, et pour laquelle on leur laisse le champ libre, ils se bornent à suivre aveuglément les indications qu'on leur donne, en véritables employés salariés indifférents au résultat et plus souvent encore sabotent en dessous pour se réjouir ensuite des échecs du nouveau gouvernement. Nous nous bornons à „exploiter“ leurs connaissances et rien de plus.

Cette attitude explique la méfiance qu'ils inspirent à l'ouvrier. Le sourd antagonisme qui les sépare est d'ailleurs d'un caractère compliqué: d'une part l'ouvrier voit dans son associé d'aujourd'hui son supérieur et son maître d'hier; de l'autre — il n'est pas sans remarquer la mauvaise volonté dont il fait preuve.

Néanmoins, l'industrie ne saurait se passer de spécialistes au XX siècle.

Le processus de transformation de la nature humaine dans le sens voulu risque d'être long, force est donc, en attendant la nouvelle génération qui nous donnera des spécialistes attachés aux idées socialistes, de nous servir de ceux que nous a légués le régime bourgeois.

Ce qui vient d'être dit au sujet des organisateurs ne représente qu'un seul côté de la question générale qui est la construction rationnelle de la direction économique. Son but principal est de rendre cet appareil organiquement inséparable des masses ouvrières, de lui enlever son caractère bureaucratique et de l'organiser de telle sorte

que l'ouvrier se sente maître de son fonctionnement et y prenne une part directe.

L'expérience nous montre déjà que nos organisations soviétistes ont une forte tendance à reprendre l'ancien caractère bureaucratique et fonctionnent en marge de la réalité, noyées dans leurs paperasses et imbues d'intérêts étroits. Le seul moyen pour y remédier est d'avoir recours aux soviets professionnels ouvriers. Il faut faire remarquer qu'après la révolution d'octobre, la plupart d'entre eux se sont pénétrés des idées communistes. Le premier congrès pan-russe des soviets professionnels qui a eu lieu en janvier 1918 était composé pour la grande majorité de communistes (273 communistes, 21 s. r., 66 minimalistes et 50 maximalistes et autres).

Le premier congrès pan-russe a formellement déclaré que le centre de gravité de l'activité des soviets professionnels devait être transporté sur l'organisation de l'appareil économique et que lesdits soviets, représentant la classe prolétaire, devaient assumer le rôle de rassembler et de relever les forces productrices du pays (Voir les procès-verbaux du premier congrès pan-russe des soviets professionnels, p. 364).

Néanmoins, il s'est trouvé bon nombre de camarades prenant une part active à l'organisation économique, pour s'élever contre cette déclaration.

Actuellement cette question peut être considérée comme résolue aussi bien pratiquement que théoriquement, l'expérience de la vie pratique ayant pleinement confirmé la justesse du point de vue énoncé plus haut. Le congrès du parti communiste en Russie a ratifié et définitivement consacré en l'approfondissant encore, cette façon d'envisager la situation. «L'appareil organisateur de l'industrie nationalisée,—dit le programme,—doit s'appuyer sur les soviets professionnels pour se transformer graduel-

lement en syndicats de plus en plus importants réunissant la majorité des groupes ouvriers jusqu'à les englober un jour en entiers dans chaque branche d'industrie déterminée». Il dit encore: «Les soviets professionnels doivent arriver à concentrer entre leurs mains toute l'organisation de l'économie nationale». Placés sur cette voie, nos organes de direction économique se débarrasseront peu à peu de l'esprit bureaucratique qui paralyse leur activité.

Travaillant à la réalisation de notre programme dans une atmosphère de lutte acharnée contre l'ancien régime agonisant, nous ne comptons pas sur de brillants résultats, pour commencer; mais nos échecs momentanés ne doivent pas nous décourager ni nous faire douter de la victoire finale. Notre programme doit prendre en considération la réalité actuelle et se baser sur les enseignements de la vie pratique, en escomptant leurs chances d'avenir. Le programme économique des communistes ne représente dans son essence qu'une instruction à l'intention des masses ouvrières tenant pour la première fois entre leurs mains le gouvernail de la machine économique.

«Notre enseignement, écrivait Marx, est un guide pour l'action" et tout le programme économique des Communistes est dans cette parole.

Le développement de la vie sociale progresse à notre époque avec une rapidité inusitée.

Bien des difficultés se surmontent et bien des choses se réalisent dans un laps de temps relativement court; il en est beaucoup qu'il faudra changer, remplacer ou abandonner complètement, mais ce n'est pas une raison pour se laisser abattre.

Celui qui veut vivre doit aller de l'avant.

V. MILIOUTINE

Moscou, 21 mai 1919.



LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE EN HONGRIE

Le problème capital, la pomme de discorde entre les communistes et les social-démocrates c'est la question de savoir si la société est mûre pour abandonner les fondements de la production capitaliste et passer à l'organisation communiste du travail. Les voies et les moyens de résoudre cette question constituent partout les points de divergence les plus sérieux entre les marxistes adoptant pour base la lutte des classes et les Scheidemann égarés en réalité, parmi l'idéologie bourgeoise. La socialisation de la production en Hongrie nous donne une solution claire et nette de ce problème.

En Hongrie, au cours de 4 semaines toute la production, et de façon plus précise 27.000 entreprises, à commencer par les plus importantes, pour finir par les plus petites, toutes les entreprises commerciales les plus grandes et les plus petites ont été non seulement en théorie mais en pratique retirées du domaine de la propriété privée et faites propriétés du prolétariat; et la production n'en a nullement souffert. Nous avons là une preuve excellente de ce que le passage à la production communiste n'est pas un problème technique mais uniquement une question de politique et de force. La lutte politique doit seulement trancher les liens dont la bourgeoisie a, au moyen des législations, entouré les instruments de production. Quant, à la libération ultérieure, technique et économique de la production on peut ne pas s'en préoccuper, en raison de ce que toutes les conditions préliminaires scientifiques et techniques de l'organisation communiste existent déjà. Une grande transformation est imposée par la mise en action la plus rationnelle de tous les procédés de production techniques et scientifiques connus. Mais je ne voyais pas la nécessité de créer des degrés intermédiaires ou des stades de transition au cours de la socialisation de la production. Partout la résistance politique est impossible, la socialisation peut être effectuée sans transition dans tous les domaines de la production à partir de l'industrie minière, jusqu'aux industries produisant des articles manufacturés en passant par toutes les industries intermédiaires.

Grâce à l'action unanime du prolétariat la bourgeoisie hongroise a perdu tous les instruments de son pouvoir économique, et politiquement s'est montrée tout à fait incapable de résister ou d'arrêter la production. Ce qui démontre d'une façon éclatante la justesse de mon opinion.

Aussitôt après la réalisation de la dictature la place des capitalistes dans toutes les entreprises, dans les mines et même dans les entreprises de construction fut prise par les Soviétiques ouvriers; et comme tous ceux qui dirigeaient effectivement le travail restaient à leur poste la production ne souffrit nulle part.

Le déplacement complet de la base économique de la production s'accomplit de la sorte sans encombre. Les causes directes de cette facilité résident dans ce fait que le terrain était parfaitement bien préparé pour la transformation politique. Des causes plus profondes résident en cet autre fait que les ingénieurs et les fonctionnaires n'ont opposé à ce processus aucune ré-

sistance, aucun sabotage, et ont même collaboré au travail préparatoire.

Mais la principale cause c'est que la bourgeoisie s'est montrée complètement impuissante en présence de l'unanimité du prolétariat.

Le prolétariat s'il est résolu à agir avec unanimité et catégoriquement peut entrer dans la voie du socialisme enseigné déployées sans craindre de se heurter à des obstacles techniques. Les exemples concrets que nous avons eu en Hongrie pendant ces dernières semaines nous en donnent une preuve remarquable.

Ayant pris en mains les moyens de production et les matières premières nous avons immédiatement entrepris de centraliser la production; cette tâche est confiée au département du travail du Commissariat du Peuple pour la production sociale et s'accomplit aussi par les soins des Soviétiques de l'économie nationale. Au sein du Commissariat du Peuple des sections professionnelles de toutes les branches de l'industrie s'organiseront; elles sont nombreuses et elles surveillent déjà avec une vigilance constante leurs diverses branches d'industrie. Et non seulement la surveillance est ainsi établie mais aussi une coopération rationnelle qui réunit des entreprises industrielles d'un type similaire. Nous avons déjà centralisé de cette façon la meunerie, l'industrie du cuir et celle du bois. Dans l'industrie textile, la concentration des matières premières dans les manufactures le mieux outillées et travaillant de la façon la plus économique est faite ou se fait; il en est de même dans la fabrication des produits chimiques. Dans cette dernière nous connaissons déjà les procédés secrets de fabrication et nous en avons déjà pratiquement organisé l'échange entre les différentes fabriques. La nationalisation des industries du fer et des métaux et celle de la fabrication des machines agricoles s'accomplit également. Dans ce domaine, nous n'aurons qu'une direction de la construction des machines et les innombrables petites entreprises seront absorbées par les grandes.

Toute l'industrie minière du pays est dirigée par un seul centre. Toutes les sources d'énergie de Budapest sont centralisées et nous abordons la centralisation de toutes les stations produisant l'énergie électrique. Des travaux préparatoires sont entrepris pour fournir l'énergie électrique à certaines lignes de chemin de fer étant donnée la difficulté de les ravitailler en charbon.

Quoique nous n'eussions pas eu tout d'abord l'intention de socialiser la petite industrie elle est peut-être automatiquement entrée dans le courant. Les petits producteurs eux-mêmes, volontairement, et en masse ont abandonné leurs ateliers et leurs instruments de production pour entrer en qualité d'ouvriers dans les grandes entreprises socialisées. Ils n'auraient d'ailleurs pas pu subsister autrement ne recevant plus de matières premières pour leur travail. Nous avons aussi parallèlement à la socialisation des habitations, créé des ateliers centraux de réparations et des bureaux qui ont centralisé les petites industries se rattachant

à la réfection des bâtiments. Les sections professionnelles sont ainsi organisées qu'elles constituent automatiquement le Soviet de l'Economie Populaire. Dans les sections professionnelles à côté de spécialistes sûrs au point de vue politique, travaillent les collaborateurs des entreprises et les représentants des ouvriers des industries les plus importantes. Comme nous avons confié la direction des sections professionnelles à des hommes prenant une part directe à la production nous avons évité la création fâcheuse pour l'état d'une bureaucratie centrale.

Les spécialistes, responsables ne touchent aucune prime, leur gain n'est pas supérieur à celui d'un bon ouvrier qualifié; mais ils travaillent aussi par émulation.

Dans certaines fabriques et usines isolées un Commissaire de la production, désigné par le Commissariat du Peuple et chargé de mettre en exécution les mesures adoptées par le Commissariat et d'une façon générale de défendre les intérêts du prolétariat, remplace l'organe central de la production. Ce Commissaire présente chaque semaine au Commissariat du Peuple des rapports sur le fonctionnement des fabriques, sur les réserves de matières premières, les articles manufacturés et aussi sur les améliorations indispensables. Un Soviet de contrôle lui est adjoind élu par les ouvriers de la fabrique même. Selon le modèle russe, nous pensons transformer bientôt ces Soviets ouvriers de manière à ce que la majorité de leurs membres soit composée de délégués de différentes fabriques et pour une fraction seulement d'ouvriers travaillant sur place. La partie économique des entreprises est contrôlée par des contrôleurs financiers désignés à cette fin par le commissariat dans toutes les fabriques nationalisées. Chacune de ces fabriques est tenue d'avoir ses livres et registres, comme si elle constituait une entreprise indépendante. Nous étudions en ce moment l'application d'une méthode unique de comptabilité.

Nous avons abordé aussi l'organisation des dépôts et des organes de répartition des matériaux. Le premier pas dans ce sens a été fait par l'inventaire de toutes les fabriques et de tous les stocks du pays. Plus de 90% des entreprises intéressées ont envoyé leurs inventaires qui maintenant sont étudiés minutieusement.

Les entreprises industrielles seules ont envoyé 27.000 inventaires. Beaucoup de petites industries y sont comprises. Nous avons ainsi connu quels étaient les matériaux disponibles et nous avons pu en envisager une économie rationnelle. Ultérieurement nos travaux doivent aboutir à la création d'un bureau de répartition des matières premières, bureau organisé aussi selon le système des soviets. Sur demandés des fabriques les matières premières indispensables ne peuvent leur être fournies qu'avec le consentement de ce bureau.

La section professionnelle correspondante du Commissariat examine la demande et y répond si elle la reconnaît légitime. Les matières premières sont d'abord examinées par une section professionnelle spéciale. De même toutes les commandes sont rationnellement réparties par le centre entre les diverses entreprises.

Le commerce avec l'étranger est aussi dirigé par le bureau central du commerce extérieur. Ce bureau supprime les relations commerciales telles que les entretenaient les entreprises avec les firmes étrangères. A l'heure actuelle les échanges réciproques sont seuls admis.

Il va de soi qu'en province le socialisme n'a pas un caractère aussi général qu'à Buda-Pest. Les plus grandes entreprises sont entrées, il est vrai, en relation avec nos départements professionnels mais en ce qui concerne les petites industries leur organisation ne fait que commencer à présent. Nous avons à cette fin envoyé dans différentes villes importantes des Commissaires industriels de district chargés de réaliser sur place les mesures de socialisation. L'on a aussi abordé l'organisation de Soviets industriels dans des communes plus ou moins importantes. Ils sont soumis aux soviets industriels de district qui doivent être créés dans toutes les villes importantes. Les soviets industriels, agricoles et ceux de la prévoyance sociale forment ensemble une organisation commune,—le Soviet de l'Economie populaire du pays. Le congrès de ces soviets, organe supérieur de l'économie populaire, sera convoqué après le 1-er congrès des Soviets.

Ainsi nous allons par le chemin le plus court vers la création de l'ordre socialiste dans tous les domaines de la production industrielle et agricole. Notre tâche la plus prochaine c'est maintenant d'approvisionner en équipements et munitions nos troupes combattant contre les puissances bourgeoises de l'Entente. Malheureusement, le manque actuel de matières premières fait que nous ne serons en état de fournir des armes et des munitions aux masses prolétariennes qui se ruent au front avec tant d'enthousiasme et de dévouement que dans un certain temps, très court, il est vrai. Sous ce rapport nous comptons être bientôt soutenus par nos camarades russes car, sitôt que nous entrerons en relations directes avec la Russie, nous en recevrons assez de matières premières pour en fournir aux manufactures actuellement inactives et ravitailler du nécessaire notre puissante armée révolutionnaire prolétarienne.

Et nous n'oublierons pas, en socialisant la production, que nos frères de Russie nous ont sensiblement facilité notre travail et nous ont éclairé par leur œuvre d'affranchissement; nous devons leur en être profondément reconnaissants.

Julius HEVECI.

LE SOCIALISME EN SERBIE

I. AVANT LA GUERRE.

Les événements révolutionnaires qui s'annoncent en Serbie, attirant particulièrement l'attention, il nous semble opportun de donner un aperçu du mouvement socialiste en Serbie.

Dans la seconde moitié du XIX^e-siècle, les idées socialistes se répandirent parmi le peuple serbe, mais par suite des conditions économiques et politiques, dans lesquelles se trouvait la société serbe, le mouvement socialiste y dégénéra et se transforma en un radicalisme petit-bourgeois. Les politiciens, les hommes d'état les plus connus d'hier et d'aujourd'hui tels que M. M. Patchitch, Pretitch, Milechevitch, Predaboovitch et autres s'appelèrent, en leur temps, socialistes et révolutionnaires. Ils devinrent plus tard, les serviteurs dociles de Nicolas II et ils ne sont aujourd'hui que les agents des banquiers européens et américains des réactionnaires et des contre-révolutionnaires les plus marquants de chez nous. Quand à ceux qui sont restés fidèles à leur idéal révolutionnaire et véritablement socialiste, ils ont passé la plus grande partie de leur vie en prison,—à moins qu'ils ne l'y aient laissée complètement.

Grâce à cette expérience, d'une part,—et de l'autre à la pénétration et au développement du capitalisme, le mouvement ouvrier actuel se fonde en Serbie sur de solides assises et a un caractère de classe très net.

C'est en 1901 que furent fondées en Serbie les premières organisations professionnelles. Cependant, notre prolétariat ne pouvait avoir son parti politique légal, le régime absolutiste et réactionnaire de cette époque l'interdisant formellement. Afin de briser ces chaînes, notre classe ouvrière était obligée de mener une lutte illégale. Elle s'organisa sous forme de sociétés ouvrières en général, sociétés philanthropiques, artistiques, chorales; elle édita ses journaux et brochures illégalement aussi et sous des formes diverses; elle tint ses séances et réunions secrètes et nocturnes dans des souterrains obscurs et humides. Bref, elle mena la lutte dans des conditions extraordinairement difficiles.

Cette lutte se traduisit, le 25 mars 1903, en une grande démonstration révolutionnaire. Le sang coula dans les rues de Belgrade. Le prolétariat serbe y sacrifia bien de vies humaines, mais le régime absolutiste fut moralement tué. Deux mois plus tard, le 29 mai 1903, exploitant cette victoire du prolétariat serbe, notre bourgeoisie et la clique militariste assassinèrent le dernier Obrenovitch et prirent le pouvoir. Le prolétariat saisit cette occasion pour s'organiser aussitôt politiquement et économiquement. Les organisations du parti et des syndicats furent créées dans tout le pays. Le 20 juillet 1903 fut convoqué à Belgrade le Premier Congrès du Parti et des syndicats réunis. Le Congrès décida de fonder le Parti Social-démocrate Serbe et la Confédération Générale du Travail.

Se plaçant sur le terrain de la lutte des classes et rejetant tout compromis et toute coalition avec les partis bourgeois sans égard de leur parure démocratique—le parti socialiste et les organisations professionnelles ont toujours marché côte à côte dans la lutte pour l'intérêt de la classe ouvrière. Cette unité est poussée à un tel degré que la Confédération Générale du Travail délègue une partie de ses membres au comité directeur du parti et vice versa. Grâce au caractère purement de classe de notre mouvement, grâce à une unité d'action complète sur le terrain économique et politique, et à l'éducation socialiste de notre prolétariat peu nombreux, la classe ouvrière en Serbie a réussi à arracher à la bourgeoisie—après dix ans de luttes—des grandes concessions. En 1911 notre classe dirigeante a été forcée de promulguer une loi en vertu de laquelle les heures de travail ont été limitées à dix heures par jour au maximum. Il faut remarquer que jusque-là le nombre habituel des heures de travail était de 12 à 15 heures et dans beaucoup de cas de 16, 18 et même davantage. Cette loi garantit le repos hebdomadaire de 36 heures pour tous les ouvriers sans distinction de métier et interdit le travail de nuit aux femmes en général et aux hommes âgés moins de 18 ans. Une série d'autres réformes analogues furent promulguées par la dite loi.

Lorsque l'on constate une telle réforme dans un pays, où le développement industriel n'est qu'à son début et où la classe ouvrière n'avait que deux représentants sur 166 dans le parlement bourgeois, on doit avouer que ce fut un grand succès, pour cette époque—là, puisque dans les pays de grande industrie et de culture avancée, où la classe ouvrière avait de cent représentants au parlement bourgeois, la législation sociale était de beaucoup plus arriérée que celle de la Serbie barbare. Cela n'était dû cependant, ni au mérite ni à la clairvoyance de notre bourgeoisie. Celle-ci ne voulait rien entendre en fait de concessions à la classe ouvrière. Elle résista jusqu'au dernier moment. De 1905 à 1911, elle déposa au parlement divers projets de lois pour jeter de la poudre aux yeux de la classe ouvrière. Mais ces projets n'étaient que la caricature d'une législation sociale. Dans chaque pareil cas le prolétariat serbe répondit par une lutte plus énergique et une attaque renforcée. Il ne courait pas au parlement auprès de la bourgeoisie. C'est dans la rue, qu'il fit sortir la bourgeoisie à la lutte sur un terrain beaucoup plus dangereux pour elle, où la classe capitaliste se sentit vaincue et fut forcée de faire des concessions. Ces concessions ont confirmé chez notre classe ouvrière la conviction que la lutte de classe et la méthode révolutionnaire sont les meilleures et uniques voies conduisant à la délivrance du prolétariat. Aussi les maladies dangereuses qui s'appellent les syndicats jaunes et les partis socialistes réformistes, n'ont-elles pas

apparu chez nous; ou bien lorsqu'elles se sont manifestées, n'ont-elles pas pu nuire longtemps. Car dès qu'elles ont essayé de percer le mouvement ouvrier, notre prolétariat a réagi sur-le-champ, avec énergie. Là où malgré tout de telles manifestations se sont produites, une opération radicale fut entreprise, afin de sauver les autres parties de l'organisme. Des personnes isolées, des groupes entiers furent exclus du parti et pourchassés par le mouvement ouvrier.

Le résultat fut que les réformistes et les partisans des coalitions et des compromis sont toujours revenus là, d'où ils nous avaient été envoyés, à leur juste place: dans les rangs de la bourgeoisie. Beaucoup d'entre eux sont vite devenus ministres. Mais le prolétariat n'a rien perdu dans de tels «sauveurs» sauf de mauvais con-

seillers, leur perte fut même pour lui bénéfique.

Il est vrai qu'avec cette conception nous étions presque toujours isolés dans la II-e Internationale. Vaniteusement, nos adversaires nous montraient du doigt à beaucoup d'autres «sages et clairvoyants» partis socialistes. Ils nous appelaient des sectaires et des têtes échauffées. Mais nous ne nous sommes pas détournés de notre route. Notre conception du marxisme et de la lutte pour la délivrance du prolétariat ne pouvait nous permettre une autre attitude. C'est avec cette conception que nous a surpris le commencement de la guerre balkanique puis le cataclysme mondial qui depuis a anéanti des millions de vies humaines et des milliards de la fortune des peuples.

II. LE PROLÉTARIAT ET LA GUERRE.

Lorsqu'en 1908 l'impérialisme rapace de l'Autriche-Hongrie annexa la Bosnie-Herzégovine où vivent des Serbes, la jeune et fougueuse bourgeoisie serbe saisit l'occasion pour revêtir ses desirs capitalistes d'un habit national. Elle proclama la patrie et la nation en danger. Tout pour l'armée; tout pour l'armement; tout pour la défense nationale.

Le prolétariat serbe répondit: A bas la guerre entre les peuples! Vive la solidarité internationale des ouvriers!

Malheureusement, les partis socialistes d'Autriche et de Hongrie n'ont pas rempli leur devoir à cette époque. De cette façon, la voix du prolétariat serbe criait seule dans le désert. Malgré cela, nous ne cessions pas notre action.

En 1909, par l'initiative de notre parti, fut convoquée à Belgrade, la première Conférence Socialiste Inter-balkanique. En vue de rapprocher les peuples balkaniques et de mener au succès une lutte contre les guerres impérialistes, la conférence demande la création de la République Fédérative Balkanique. De plus en 1910 au Congrès International Socialiste de Copenhague nous nous plaignîmes de l'attitude des camarades autrichiens et hongrois; mais malheureusement notre accusation n'a pu détourner de la mauvaise route bien d'autres partis socialistes.

Néanmoins, lorsqu'en 1912 la Serbie et d'autres pays balkaniques déclarèrent la guerre à la Turquie pour délivrer les compatriotes opprimés par cinq siècles, d'esclavage turc, notre parti resta fidèle à ses conceptions socialistes et internationalistes. Il s'éleva avec toute l'énergie contre la guerre et vota contre les crédits malgré l'enveloppe libératrice dont les dirigeants l'affublaient. Il proclama et souligna alors la lutte des classes et la révolution socialiste comme les uniques moyens conduisant à la délivrance des classes opprimées et par cela même, des peuples subjugués. Nous nous opposâmes au partage et réitérâmes notre projet d'union des Balkans dans une République Fédérative. Notre affirmation, formulée par le camarade Lapchevitch, que la bourgeoisie balkanique ne fait la guerre que pour conquérir de nouveaux territoires, des marchés et non pour la délivrance des peuples, et qu'elle se brouillera au partage du butin, jetant les peuples dans une turberie réciproque, pour être confirmée, n'a pas attendu longtemps. Après avoir vaincu la Turquie, quand les peuples chrétiens opprimés furent «délivrés», la classe

capitaliste précipita les «libérés», les uns contre les autres. C'est ainsi qu'en juin 1913, neuf mois après la déclaration de la guerre libératrice la guerre commença entre les alliés d'hier. Dans cette guerre, la Serbie fut attaquée. L'armée bulgare assaillit l'armée serbe pendant la nuit sans déclaration de guerre formelle.

Cependant, en dépit du caractère défensif de la guerre, notre parti, cette fois encore, tint haut le drapeau révolutionnaire de la solidarité prolétarienne. Il mena plus énergiquement encore que dans les deux cas précédents, une lutte résolue contre la guerre fratricide. Nous soulignions particulièrement le caractère impérialiste de la guerre et exigeons la formation de la République Fédérative des Balkans.

Pendant et après le conflit, nous menions fermement la propagande révolutionnaire et socialiste. Nos revendications commençaient à gagner les larges masses du peuple. Dans la crainte d'une grande croissance du parti socialiste, le gouvernement serbe n'osa pas autoriser les élections à la Skoupchtina bien qu'il eût à son actif deux guerres victorieusement terminées. Ainsi, il les prorogea toute une année durant. Finalement il fut forcé de dissoudre la Skoupchtina compromise et d'ordonner de nouvelles élections.

C'était en juin 1914. A peine l'agitation électorale était-elle commencée, que l'Autriche-Hongrie envoyait à la Serbie le célèbre ultimatum du 10/23 juillet.

Or, lorsqu'en 1914 la Serbie était formellement attaquée, lorsqu'on pouvait parler avec raison cette fois d'une guerre défensive—si ce mot saurait avoir un sens pour nous en général dans le système capitaliste, notre parti déclara la guerre à la guerre impérialiste. A cette occasion, il proclama encore hautement que les prolétariats serbes et austro-hongrois n'ont aucun conflit entre eux, que c'est la bourgeoisie qui est coupable de l'effusion de sang. Nous n'hésitions pas de souligner que la bourgeoisie serbe jouait le rôle d'agent du tsarisme et des banquiers occidentaux. Nous fîmes alors appel à la solidarité du prolétariat international et à son action révolutionnaire. Mais notre voix resta, en cette occurrence aussi, quasi-isolée dans la II-me Internationale. Car la social-démocratie allemande et austro-hongroise dont les gouvernements avaient directement déclenché la guerre mondiale, les socialistes belges, français et anglais dont la classe dirigeante était au fond aussi coupable de la guerre impérialiste

que celle des puissances centrales, invitèrent le prolétariat à faire la guerre pour défendre la «patrie commune». Nous étions donc l'unique parti socialiste des pays belligérants—sauf les camarades russes—qui s'éleva contre la guerre impérialiste en 1914.

Point n'est besoin d'insister sur la rigueur avec laquelle nos milieux dirigeants nous pourchassaient. Au début de la guerre, nos organisations étaient mises dans l'impossibilité d'agir et notre presse était systématiquement étouffée. Néanmoins, pendant les quinze premiers mois de la guerre européenne, nous menâmes une lutte des plus énergiques contre notre bourgeoisie et celle de l'Entente. Puis, vint, fin 1915, la grande catastrophe serbe et l'occupation de la Serbie par les troupes allemandes, austro-hongroises et bulgares, occupation qui dura trois ans. Les pertes que le peuple serbe subit dépassent tout ce que l'histoire a connu jusqu'à ce jour. Elles atteignaient le plus notre classe ouvrière. Malgré tous ces déboires notre parti ne se détourna ni ne dévia de sa route.

Durant les trois années d'occupation il ne put malheureusement entreprendre de grandes actions car le reste de notre prolétariat était dispersé aux quatre coins du monde: les uns en Serbie occupée, les autres en Bulgarie, en Autriche-Hongrie et en Allemagne comme prisonniers de guerre ou internés; les uns au

front de Salonique comme soldats, les autres dans divers pays de l'Entente ou neutres comme réfugiés.

Il ne pouvait donc être question d'une action collective de notre parti. Seules, des personnes isolées pouvaient élever leur voix au nom du prolétariat serbe et, cette voix n'avait de valeur que lorsqu'elle correspondait à l'attitude de notre parti et de notre classe ouvrière. C'est ainsi qu'il faut prendre l'attitude de nos camarades Katzlerovitch et feu Popovitch. Lorsque le camarade Katzlerovitch parla à Kienthal au nom du prolétariat serbe, il eut raison de le faire, car son attitude correspondait alors à celle de notre prolétariat. Mais lorsque les camarades Katzlerovitch et feu Popovitch allèrent à Stockholm et y déposèrent au Comité Hollando-Scandinave leur memorandum, ils n'eurent pas le droit de parler au nom de notre parti et de notre classe ouvrière pour la simple raison que ni l'un ni l'autre ne se sont jamais placés au point de vue de ceux qui voulaient les représenter. Et, lorsque, connaissant bien notre prolétariat, j'affirmai ceci en Suisse d'abord et ici en Russie ensuite, il y avait des camarades qui hésitaient à me croire. Mais la confirmation de mes paroles ne s'est pas faite attendre longtemps. Aussitôt que notre parti a eu la possibilité de parler collectivement, il l'a fait et ses paroles ont été telles que l'on aurait pu le souhaiter.

III. LE PROLÉTARIAT SERBE ET LA RÉVOLUTION SOCIALISTE:

À présent, il s'agit de savoir si le parti socialiste ou plutôt le prolétariat serbe a changé de vues pendant les trois années d'occupation et depuis l'union du peuple serbe. A ce sujet, je peux déclarer sans crainte d'être démenti: non!

Car si notre classe ouvrière a pu demeurer immuablement sur la position de la lutte de classe internationaliste prolétarienne alors que presque tous les partis socialistes petits et grands se sont placés sur le terrain de la défense nationale et de l'union avec la bourgeoisie, alors qu'il n'y avait ni Zimmerwald, ni Kienthal, ni Révolution Russe, ni Révolution allemande, ni Révolution Austro-Hongroise et que l'on ne pouvait parler de la création des républiques socialistes et de la dictature du prolétariat, que comme d'un rêve lointain,—comment la classe ouvrière serbe pourrait-elle agir autrement aujourd'hui que le social-opportunisme, le social-patriotisme et le social-impérialisme ont subi une banqueroute complète et que notre idéal hier si lointain est devenu une réalité tangible?

Non, elle n'a pu changer et elle n'a pas changé son attitude.

Voici quelques faits à ce sujet: En premier lieu le parti socialiste serbe est presque le seul qui, non seulement à aucun moment n'ait condamné ni combattu le bolchévisme et la révolution prolétarienne en Russie, mais encore il est un des rares partis qui n'ait même pas fait de réserves à ce sujet.

Au début de cette année, à l'occasion de la création du royaume uni des Serbes, Croates et Slovènes, on a proposé à notre parti d'y participer. Il y refusa. Plus encore. Lorsqu'un membre du parti socialiste croate est entré dans le gouvernement, le parti socialiste serbe l'a condamné et a déclaré qu'à ses yeux un ministre socialiste dans un cabinet bourgeois équiva-

it à un ministre capitaliste et qu'il mènera contre lui la même lutte que tout autre ministre bourgeois.

Lorsque les troupes bulgares et austro-hongroises commençaient à la fin 1918, l'évacuation du territoire serbe, nos ouvriers et paysans se mirent à créer leur soviets. Avec l'arrivée du «libérateur» c'est-à-dire du pouvoir de l'Entente, ces soviets furent cruellement étouffés. La soldatesque serbe et celle de l'Entente commit les plus atroces crimes dans la lutte contre le bolchévisme. D'après les renseignements obtenus, toute personne suspecte de sentiments révolutionnaires et bolchéviques fut fusillée sur place ou remise aux mains des célèbres comitadjis qui se chargeaient de l'exécuter.

Mais avec l'étouffement des soviets et avec l'assassinat des révolutionnaires, ni l'Entente ni le gouvernement serbe n'ont diminué la misère, la famine et le mécontentement général. Au contraire, tout cela augmente de jour en jour.

Notre parti n'a pas pris part à la conférence de Berne, à la Conférence de l'Internationale Jaune. Et son abstention n'est pas le résultat du hasard, car si les délégués de l'Entente ont pu aller à cette conférence, les délégués des pays vassaux de l'Entente ont pu s'y rendre également. Cependant, nos camarades n'y sont point allés, désirant se *désolidariser* ainsi publiquement de ceux qui ont trahi la cause des prolétariats et du socialisme. La raison pour laquelle ils se sont abstenus d'aller à Berne ressort clairement de la lettre envoyée en janvier au bureau du premier Congrès Communiste au nom de notre parti par les camarades Lapchevitch et Filippovitch. Dans cette lettre, nos camarades déclarent hautement leur solidarité avec l'héroïque prolétariat russe.

et avec le prolétariat international révolutionnaire. Ils y écrivent textuellement, entre autres :

«A la dernière invitation des social-patriotes d'envoyer des délégués à Berne, notre parti a répondu par un refus, car nous ne voulons avoir rien de commun avec les traîtres du socialisme....»

«Le parti social-démocrate serbe ainsi que le parti social-démocrate de Bosnie-Herzégovine se placent au point de vue communiste. Les meilleurs rangs des ouvriers de Croatie et Slavonie, ainsi que ceux de Slovénie sont convaincus comme nous que la route vers le socialisme passe par la dictature du prolétariat et que la forme de cette dictature trouve son expression dans le Pouvoir des Soviets.»

Cette déclaration n'est-elle pas claire et sans équivoque ?

* * *

Enfin, ce sont les télégrammes qui nous arrivent presque journellement et qui montrent que notre parti n'a point changé son attitude, et qu'au contraire, il a commencé la dernière lutte, la lutte décisive pour la délivrance du prolétariat et l'établissement du communisme.

Voici quelques-uns de ces télégrammes :

«Le meeting des ouvriers serbes qui a eu lieu le 26 mars 1919 à Belgrade salué avec enthousiasme la dictature du prolétariat magyar et déclare être prêt à soutenir de toutes ses forces ses frères hongrois jusqu'à la victoire complète de la révolution mondiale.
signé : Philippovitch.»

Et, cette solidarité s'est manifesté aussitôt, car une dépêche de Stockholm du 5 avril dit :

«On annonce de Vienne que le gouvernement royal serbe s'est adressé aux Alliés avec la prière d'une aide militaire afin d'étouffer la révolution hongroise. Les organisations ouvrières y ont répondu par la proclamation de la grève générale à Belgrade et dans d'autres villes.»

Quelques jours plus tard, le 12 avril 1919, un radio de Budapest annonçait :

«Des informations venant de Serbie disent que la révolution prolétarienne y est proche. L'armée serbe qui se trouve en Hongrie occupée regarde avec

envie ses frères, les prolétaires hongrois, déjà libres de l'autre côté de la ligne de démarcation. Dans le rayon de l'ancienne ligne de démarcation, les Serbes ont jeté les armes et fraternisé avec nos camarades. Aujourd'hui, à quatre heures du soir, les soldats français sont sortis de Szeghedin et ont pris Nouveau-Szeghedin ainsi que le pont situé derrière les Serbes. Afin d'étouffer la révolte naissante, le commandement militaire serbe a arrêté, jeudi, les camarades porteurs de proclamations communistes. Les casernes transformées en prisons sont remplies de détenus.»

Deux jours plus tard, le 14 avril 1919, un radiotélégramme français de Lyon disait :

«A la suite de la démission de quelques ministres serbes, Protitch s'occupe de former un nouveau ministère. Tous les partis, sauf le parti socialiste, seront représentés dans le nouveau cabinet.»

Depuis nous n'avons eu aucune nouvelle de ce qui se passe en Serbie et dans les autres pays yougo-slaves. Mais peut-être pouvons-nous appliquer ici le proverbe : «Pas de nouvelles, bonnes nouvelles !»

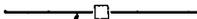
D'après ce qui précède, le prolétariat serbe et son représentant politique, le parti socialiste, ont toujours tenu haut comme dans le présent le drapeau rouge de la délivrance de la classe ouvrière internationale.

Je suis convaincu qu'à l'avenir notre prolétariat jouera avec gloire le rôle historique que les événements présents et futurs lui imposent.

Le prolétariat russe et la classe ouvrière mondiale peuvent compter avec certitude qu'ils trouveront toujours dans le prolétariat serbe des camarades dévoués et sincères pour la création du communisme international. Les héros révolutionnaires russes dont les efforts surhumains imposent la sympathie, l'admiration et la solidarité aux peuples travailleurs du monde entier, peuvent être persuadés que les ouvriers et les paysans serbes ne seront pas parmi les derniers à leur tendre une main fraternelle, même si, en ce moment, une force majeure les empêche d'être parmi les premiers.

Iliia MILKITCH.

Moscou, 30 avril 1919.



EN LETTONIE (L a t t v i a)

5. mois du régime socialiste des Soviets

La petite Lettonie (Lettonie) était avant la guerre au point de vue économique la partie la plus développée de la Russie. Non seulement des grands centres industriels, Riga et Libau, mais encore les campagnes attestaient le grand développement capitaliste de la contrée. Dans les campagnes le pourcentage des paysans sans terre, des journaliers agricoles, surpassait sensiblement celui des paysans propriétaires. Sous ce rapport la Lettonie présentait un tableau exceptionnel même par comparaison avec l'occident. La guerre introduisit dans son existence de grands changements sous tous les rapports. Non seulement elle ruina matériellement le pays, autant que le furent la Belgique et la Pologne, elle l'appauvrit encore en hommes bien plus que le reste de la Russie. La ville de Riga qui avait avant la guerre 625.000 habitants n'en avait plus lors de notre recensement de 1919 que 212.000 dont 25 0/0 de vieilles gens! Pour 100 hommes on y trouve maintenant 180 femmes tandis qu'auparavant, comme dans tous les centres industriels la jeunesse masculine prédominait. 100.000 familles appartenant au prolétariat industriel furent emmenées de Riga dans différentes villes de la Russie (où elles sont restées jusqu'à présent) pendant la seule année 1915, au cours de l'évacuation des fabriques et des usines. Dans les campagnes aussi la situation a changé: ou le prolétaire rural porte la vareuse de fantassin et se trouve sur les champs de bataille; ou bien il est devenu petit fermier ou journalier ayant passé sous telle ou telle forme de l'esclavage salarié.

Dans ces conditions quand en novembre 1918 l'idée d'une Lettonie soviétiste se présenta à nous la question de Kautsky se posa réellement devant nous: Pouvait-on sur ces ruines de la guerre où il n'y avait «rien à socialiser» créer un ordre socialiste? Et dans notre Manifeste sur la fondation de la république socialiste des Soviets nous y répondîmes hardiment par l'affirmative. «Au lieu d'aider la classe capitaliste à reconstruire sur ses ruines la forteresse de l'esclavage capitaliste, — le prolétariat letton entreprendra immédiatement la construction de son temple du travail». Le gouvernement des Soviets de Lettonie créé par une décision du Comité Central de la social-démocratie lettonne (aujourd'hui Comité du Parti Communiste) qui se trouvait illégalement à Riga publia son manifeste sur la déchéance du gouvernement provisoire bourgeois le 17 décembre 1918. A Riga, sous le régime d'occupation ce Manifeste ne put être répandu que le 25 décembre quand le gouvernement des Soviets entra sur le territoire letton et s'installa dans la ville de Walk.

En même temps qu'elle signait ce Manifeste la Présidence du Soviet gouvernemental letton composée des camarades Stoutchka, Danichevsky, Lenzmann et Peterson qui se trouvaient encore à Moscou, désignait

le jour de la convocation, du Congrès des députés ouvriers, paysans sans terre et fusiliers de la Lettonie unifiée, et le fixait au 13 janvier à midi à Riga, Maison des Chevaliers. Quand le 13 décembre, en informant de la fondation du gouvernement des Soviets lettons feu I. M. Sverdloff je l'invitai à assister à notre Congrès, en sa qualité de Président du Comité Exécutif des Soviets de toute la Russie, il sourit: «Ne le convoquez-vous pas un peu prématurément, Piotr Ivanovitch, n'ayant pas encore un poce de terre lettonne? Mais j'y viendrai absolument...» Je lui répondis que nous tâcherions de tenir parole. Et de fait dès le 4 janvier nous pûmes téléphoner de Riga à Iakob Mikhailovitch que le Congrès restait fixé au 18 janvier et que nous l'attendions. De son côté il tint parole et fut notre hôte.

Sur quoi se fondait notre assurance quand nous fixions ainsi le jour du Congrès? D'abord sur le prolétariat de Riga, malgré l'occupation. Ensuite sur le prolétariat letton revêtu de l'uniforme, sur ces fusiliers lettons qui se battaient dans les rangs de l'armée rouge de la R. S. F. S. R.) et qui ramenés à l'arrière au repos, au lieu de se reposer partirent joyeusement pour libérer leur patrie prolétarienne. Car comme nous le disions dans notre Manifeste et comme plus tard nous l'avons toujours répété avec assurance, seul un pouvoir prolétarien c'est-à-dire le gouvernement des Soviets ou le régime féodal des barons et des junkers pouvait subsister en Lettonie. Et il fallut la méchante calomnie des renégats du socialisme allemand pour confondre ce retour des fusiliers lettons dans leur pays avec de soi-disants desseins impérialistes de la république des Soviets russes.

La marche triomphale de la révolution prolétarienne fut stupéfiante. Le restant des troupes allemandes du Kaiser tant leurs éléments désorganisés que leurs «divisions de fer» cédaient tout de suite à la pression des troupes peu nombreuses mais hardies et aguerries de l'armée rouge lettonne. Partout aussitôt que s'approchaient nos fusiliers le prolétariat local se soulevait et vainquait infailliblement. Ce fut le cas à Walk, à Wolmar, à Wenden, le 3 janvier à Riga, puis à Mitau et à Tukum. A Windau seulement le soulèvement ne réussit qu'à la deuxième reprise. Celui du prolétariat de Riga qui vainquit malgré la part prise aux combats de rues par les troupes allemandes et malgré la présence sur la Dvina des croiseurs anglais, vainquit en un jour, sans concours extérieur (les régiments lettons étant encore à dix ou vingt verstes de la ville et ne pouvant tirer le canon comme ils l'avaient promis) fut véritablement sans exemple. A trois heures de la nuit, le 3 janvier, mes camarades et moi nous

1) R. S. F. S. R. — Initiales officielles de la République Socialiste Fédérative des Soviets Russes.

entrâmes dans la ville dans un train blindé pris par les ouvriers aux Allemands. Les troupes allemandes en s'en allant incendièrent le théâtre et les magasins de vivres.

Une semaine encore ou deux et Liban eût été entre nos mains après quoi l'Allemagne, aux ordres des Alliés, ou les Alliés eux-mêmes eussent dû nous déclarer la guerre ou compter avec l'état d'esprit de leurs propres masses ouvrières.

Mais ici intervint la bourgeoisie finlandaise dont les forces attaquèrent la Lettonie du côté de l'Esthonie tandis que l'Allemagne de Scheidemann envoyait contre nous Hindenburg et les troupes fraîchement organisées «de l'Allemagne socialiste». De toutes les pages honteuses de l'histoire du gouvernement de Scheidemann — et il y en a ! — l'une des pires sera ce soutien par les forces de la «république socialiste allemande» du régime féodal, féroce et rétrograde des barons propriétaires baltes. Noske fut franc et il a démenti ouvertement tous les bruits disant que les alliés obligeaient l'Allemagne à laisser des forces en Lettonie. «Nous n'y sommes pas contraints par traité, disait-il, mais la Courlande est une terre allemande» et sur cette terre «allemande», d'après les statistiques des Allemands eux-mêmes 4 0/0 seulement de la population (y compris celle des villes) appartient à leur race ! — Que faudrait-il dire de Dantzig dans ces conditions ?

Notre tâche en Lettonie était extrêmement difficile. Il fallait combattre l'ennemi extérieur sur trois fronts: au front Nord l'armée rouge esthonienne ne pouvait tenir contre la bourgeoisie de son pays et les renforts que celle-ci recevait; au front Sud-Ouest, en Courlande, où des forces assez importantes de la bourgeoisie lettone et surtout des contingents importants de troupes régulières allemandes et de volontaires, séduits par un salaire de 10 marks par jour et par une nourriture abondante (ceci au compte de l'Entente) venus d'Allemagne, de Danemark, de Suède, etc., sous le commandement hardi d'officiers expérimentés pris parmi les barons baltes, constituait un adversaire de premier ordre par sa force vive, sa technique et son esprit d'entreprise; enfin après la chute de Vilna, au front polonais, lithuanien, où nous dûmes jeter l'un après l'autre cinq de nos régiments ne gardant pas un homme en réserve. Nos forces s'étaient accrues par une mobilisation des adultes poussée à l'extrême, mais ce n'était naturellement plus l'armée rouge homogène. Nous étions devant la perspective d'une imminente désorganisation de l'armée mais nous étions impuissants à l'empêcher. Il nous fallait mener parallèlement à l'arrière un grand travail de construction. Il serait ridicule de dire que tout ce travail aurait pu être remis à plus tard. Les enfants raisonnaient ainsi. Nous ne pouvions passer un jour sans trancher la question de ravitaillement. Il nous fallait, au moins dans des proportions réduites, des fabriques pour fournir l'armée de souliers, d'équipements, etc., de tout ce dont nous n'avions pas assez dans les centres. Et si nous avions pu et sa ramener à Riga au moins une partie du prolétariat évacué et resté sans travail, ainsi que l'outillage et les stocks de produits industriels inutilement abandonnés depuis 1915 dans les wagons ou les dépôts de fabriques, un millier de prolétaires conscients revenus à Riga auraient bien mieux soutenu notre front qu'un millier superflu de mobilisés ou

qu'une dizaine d'agitateurs communistes envoyés parmi eux.—C'est le bonheur de la république Hongroise des Soviets que son armée rouge est pour 60% composée d'ouvriers.

Le besoin de ravitaillement était chez nous terrible. Au mois d'avril 19 personnes moururent de faim en un seul jour. Sous prétexte d'armistice le commandement allemand s'était efforcé de piller complètement la contrée, et de tout emporter sous la forme de contribution et de butin de guerre (rappelez-vous que Kautsky même considère le butin de guerre comme une propriété légale). C'est ainsi que partaient de Riga, avant que nous prîmes la ville, des bateaux et des trains remplis de pain et de denrées, tandis que la population demeurait abandonnée à ses destinées. Notre front occidental qui absorbait notre armée ne pouvait l'approvisionner suffisamment et l'armée exigeait presque tout ce qu'il aurait fallu répartir dans la population civile. Pendant des mois les ouvriers de Riga n'ont pas reçu une livre de pain. Et nous ne pouvons pas ne pas souligner l'abnégation du prolétariat de Riga qui supporta si courageusement et sans un murmure les tortures de la faim. Tout ce que pouvait leur donner le gouvernement des Soviets c'était un misérable diner et de soupe. Les autorités allemandes pendant l'occupation, en avaient distribué 80.000 par jour; notre gouvernement accrut la valeur alimentaire (calorique) des rations et en distribua jusqu'à 180.000 par jour, la population totale étant de 212.000 h. Ces rations donnaient à un homme bien portant le tiers du nécessaire, mais pendant l'occupation allemande, il n'avait jamais reçu que le 1/7. Le mois dernier les organes du ravitaillement étaient organisés. Grâce à l'Ukraine nous pouvions enfin à partir du 19 mai distribuer du pain à la population civile partagée en catégories: La première reçut 3/4 de livre, la seconde 1/2 livre et la troisième 1/4 de livre. Et ces distributions furent même assurées avec une avance de 14 jours! Ces réserves peu importantes viennent de tomber entre les mains des troupes allemandes qui d'après les renseignements reçus les ont vendues aux spéculateurs.

Il nous restait à organiser la répartition du ravitaillement. Les communistes de Riga avaient à leur disposition des coopératives ouvrières d'un développement considérable. Nous en fîmes des organes de répartition de l'état, en décidant que tous les électeurs des Soviets c'est-à-dire tous les travailleurs en seraient obligatoirement membres sans payer de cotisation. Un mois après l'introduction des cartes de catégories, nous comptons faire enregistrer tous les travailleurs au centre de répartition. Ce travail a été interrompu par l'entrée des Allemands à Riga.

La Lettonie est surtout un pays agricole. Mais dès 1860 environ, le travail agricole adopta chez nous une forme capitaliste financière. Grande propriété des barons et à côté, fermiers employant le travail salarié. Les paysans non propriétaires 4 fois plus nombreux que les propriétaires. Tel était le tableau avant la guerre. Pendant la guerre la quantité des fermiers employant des journaliers agricoles diminua notablement et une partie du travail salarié prit une autre forme méconnaissable mais naturelle. Mais tout l'essentiel de l'économie capitaliste subsista. Dès notre arrivée, nous nationalisâmes sans indemnité toutes les grandes propriétés (au-dessus de 100 déciatines), mais nous

ne pouvions entreprendre leur culture au compte de la république que dans la mesure de l'outillage possédé. Nous n'avions que 230 entreprises agricoles des Soviets bien outillées et cultivées. La question des autres était difficile. Il n'est pas commode d'unifier les intérêts des « barons gris », fermiers et des journaliers sans terre. En outre, l'application quelquefois maladroite de notre politique agricole dans les campagnes provoquait beaucoup de malentendus. Mais ces malentendus devenus graves au début de l'été furent courts et quand les forces allemandes nous obligèrent à quitter la Lettonie des milliers de journaliers nous suivirent et même des éléments mécontents mais qui ne désiraient pas rester dans la Lettonie des barons. Le manque d'outillages et la largeur insuffisante de notre appareil agronomique nous avaient obligé, pour éviter la faim, de permettre l'affermage des terres non nationalisées et de permettre aux fermiers-paysans d'employer la main-d'œuvre salariée mais en observant strictement toutes les lois pour la protection du travail. La journée ouvrière doit être dans les entreprises agricoles de 8 heures en moyenne (la moyenne est fixée pour l'année). Nous devions faire cette concession temporaire; nous avions décidément renoncé au partage des terres entre les non-possédants.

La république des Soviets est dans une large mesure une république de propagande. Mais, de propagande surtout par les faits et non par la parole. Nous étions dans la nécessité d'entretenir l'agitation au moyen de décrets et surtout par le rétablissement effectif de la vie économique. L'un après l'autre nous ouvrons les établissements industriels arrêtés et ruinés, ne tenant pas compte de la présence de l'ennemi à 20 ou 30 verstes de Riga. Notre organisation de la production était purement soviétique, c'est-à-dire qu'un administrateur élu par les Soviets ou désigné par le gouvernement des Soviets dirigeait chaque entreprise avec le concours et sous le contrôle des unions de production (anciennes associations professionnelles). Les associations professionnelles ayant perdu leur caractère d'organe de la lutte des classes se transformaient en organes de gouvernement abolissant les cotisations mais obligeant tous les travailleurs à s'y rattacher. D'après les résultats de l'enquête faite à Riga au mois d'avril la production ne tomba en général que d'une façon insignifiante tandis que dans certains cas elle augmentait. Les causes de sa diminution étaient la faim et le manque de matières premières. La discipline prolétarienne était chez nous sévère et donnait de bons résultats. On élaborait partout des tarifs de salaires minimum, on permettait selon la qualité réelle du travail, le passage de l'ouvrier dans une catégorie plus ou moins payée mais notre fraction communiste des associations professionnelles se prononça contre le travail aux pièces. Le gouvernement des Soviets de Lettonie était purement communiste. Nous ne cachions à personne que c'était le gouvernement d'un parti mais du seul parti ayant le droit de s'intituler vraiment celui des Soviets. Tous nos efforts étaient tendus vers ce but: Créer un appareil de gouvernement simple, employant peu d'hommes et nécessitant peu de frais, ou aucun travail ne se ferait en double ou parallèlement. Nous adoptâmes donc pour règle que le Comité Central du Parti et ses comités locaux correspondraient au gouvernement et à la présidence des Comités Exécutifs locaux. Le

gouvernement constitué en même temps la présidence du Comité Exécutif Central. Au lieu d'organiser des votes fictifs pour l'application des décisions obligatoires du Comité Central du Parti nous décidions simultanément les questions au Comité Central du Parti et au Gouvernement. De même nous n'avions pas de propagande soviétique et de propagande du Parti, ni d'organe du Parti et d'organe du C. E. C. séparés et la propagande écrite ou parlée était uniquement celle du Parti. Le rédacteur des éditions du Parti était en raison même de ces fonctions membre du gouvernement. Ce qui ne signifiait pas une diminution de la propagande du Parti, mais plutôt son intensification. Notre organe paraissait en 6 langues: lettonne, russe, allemande, hébraïque, lithuanienne, esthonienne.

Notre gouvernement avait pleinement le droit de se qualifier ouvrier: car non seulement la moitié de ses membres étaient en fait des ouvriers mais encore les traitements étaient semblables pour toutes les catégories de travail (de 400 à 800 roubles par mois et, à partir du 1-er mai, de 600 à 900 roubles). Nous avons adopté en règle générale que les spécialistes sont adjoints aux commissaires et non les commissaires aux spécialistes. Ceci à l'exclusion des organisations militaires ou selon la règle générale de la République des Soviets russes la règle contraire est appliquée.

Tous les départements économiques appelés pour plus de simplicité « Commissariats » étaient considérés comme des subdivisions d'un seul Soviet de l'Economie Nationale, construit chez nous autrement qu'en Russie. Notre S. E. N. sous la présidence du président des Soviets de l'Etat tranchait définitivement toutes les questions d'un caractère économique qui ne provoquaient pas de désaccord. Il se divisait en deux Soviets (celui de la production et de l'échange ou de la répartition) et en 8 subdivisions ou commissariats (production, agriculture, travail, armement de l'Etat, voies et communications, ravitaillement, échanges extérieurs). De cette façon nous espérons éviter la division des organes, les frottements entre les services et le parallélisme du travail inévitable dans tout autre système; le principal moyen d'unifier toute la vie économique devait être le bureau central de la direction matérielle et la comptabilité centrale instituée auprès du S. E. N. et où devaient dans l'avenir être étudiés les budgets de la production et de la consommation du pays. Le S. E. N., sa direction matérielle et sa comptabilité centrale se construisaient comme des départements ou des sous-départements d'un centre unique futur, international d'une façon plus ou moins large, dans le but d'une centralisation non paperassière et formaliste mais efficace et rationnelle.

Dans la question de notre situation internationale nous avons adopté dès la première heure cette position que nous n'étions des « étrangers » que pour les états non soviétiques. Avec tous les gouvernements des soviets nous nous considérons comme dans une alliance naturelle des plus étroites. En premier lieu d'abord avec la république des Soviets russes au prolétariat de laquelle nous sommes liés par une longue lutte commune. Toutes les tentatives de susciter des différends à cet égard n'eurent pas d'influence sur nos camarades; seulement nous voulions toujours une unité réelle et non formelle et nous défendions l'autonomie naturelle de toute unité soviétique surtout dans nos conditions économiques après tout bien différentes de

celles du reste de la Russie. Cette question est naturellement une des plus difficiles à résoudre, il s'agit d'accorder l'unification du centralisme avec l'autonomie locale des Soviets. Mais l'expérience nous faisait sentir que ce problème approchait dans la pratique de sa solution.

Du 3 janvier au 22 mai c'est-à-dire pendant moins de 5 mois notre pouvoir s'est maintenu à Riga. On ne pouvait attendre que peu de résultats pendant un laps de temps aussi court. Mais si dès janvier le chargé d'affaires du «social-démocrate» Winning représentait de l'Allemagne à Riga me disait que «l'ordre était visible chez nous» et qu'il était manifeste pour lui que nous seuls et non les démocrates bourgeois avions droit au pouvoir en Lettonie, on comprendra d'autant mieux les calomnies concernant nos prétendus «horreurs» de Riga, plus tard répandues par Winning lui-même et par ses pareils. Nous avons dû être impitoyables ayant affaire à un régime inqualifiable de junkers moyenâgeux, nos prédécesseurs et qui pendant le seul vingtième siècle ont deux fois organisé des campagnes de représailles dans le pays (en 1906, sous l'uniforme russe, en 1918, sous l'uniforme allemand). En réponse à la troisième attaque de ces expéditions recommencées cette fois sous la firme des social-démocrates Scheidemann et Noske et

qui anéantissaient sans merci tout ce qui leur rappelait les communistes exécrés, ne faisant grâce ni aux femmes, ni aux enfants, il fallait avoir recours à des mesures énergiques allant jusqu'à la fusillade des otages pris parmi les barons et parmi les bourgeois, surtout parmi les premiers.—Il fallait aussi châtier les auteurs des représailles de 1906 et 1917. Mais tous ceux qui connaissent les conditions d'existence locales en Lettonie certifieront que nous nous sommes dans ces cas bornés au minimum!

En ce moment règne temporairement à Riga par la grâce de Scheidemann le général Von der Goltz commandant l'armée de Hindenbourg. Et si les dernières troupes du Kaiser quittant Riga au mois de janvier marquèrent leur départ en incendiant les théâtres et les stocks d'approvisionnement, les troupes du «social-démocrate» Scheidemann ont marqué leur arrivée en *démolisant le monument de Marx, en détruisant les tombes des communistes et en fusillant des centaines de communistes et d'autres ouvriers lettons.* Mais les troupes allemandes s'en iront comme Scheidemann lui-même et cette vérité se confirmera de nouveau qu'il n'y a place en Lettonie que pour un pouvoir de barons féodaux,—ou pour celui des Soviets communistes.

P. STOUTCHKA.

Les perspectives révolutionnaires en France

Il y a un an déjà, le mouvement révolutionnaire avait pris en France des proportions si importantes que le pays semblait être à la veille de la révolution.

Au printemps de l'année 1918, des révoltes de soldats éclatèrent dans bon nombre de régiments et prirent un caractère si déterminé que le haut commandement de l'armée française douta un moment d'en avoir raison. L'été amena une véritable épidémie de grèves et de manifestations ouvrières et les soldats envoyés contre les manifestants refusèrent plus d'une fois obéissance (Tel fut le cas à Lyon par exemple). La plus démonstrative de toutes les grèves fut celle des métallurgistes qui éclata à Paris et se propagea rapidement dans les départements, ayant un but politique: la publication immédiate des buts de guerre. Paris seul comptait plusieurs centaines de mille de grévistes et ce mouvement, organisé par les délégués des fabriques aurait certainement pris des proportions grandioses s'il n'avait été neutralisé par les centres syndicaux et par Merrheim qui a trahi la révolution.

Bref, la France était mûre pour la révolution l'année dernière, mais l'issue de la guerre ayant précipité le mouvement révolutionnaire en Allemagne, arrêta momentanément chez les vainqueurs tout mouvement favorable à l'émancipation des classes opprimées. Il y eut en France pendant les quelques mois qui suivirent l'armistice une accalmie due aux illusions des ouvriers qui mettaient leur espoir dans la paix prochaine et la ligue des Nations de Wilson. Mais ces illusions se dissipèrent rapidement devant l'impuissance

évidente de la conférence et la certitude finalement acquise que la paix ne changerait rien à rien.

A l'heure actuelle le mouvement révolutionnaire reprend en France avec plus d'énergie que jamais. Ruinés et épuisés par une guerre de 6 ans les esclaves de l'impérialisme français commencent à présenter leurs notes; et ces notes sont lourdes: un million et demi de tués et autant d'invalides; l'industrie ruinée, la vie économique désorganisée, près d'un million de chômeurs (d'après les statistiques du mois de mars alors que la démobilisation n'était pas même de moitié achevée) le krach financier. L'ouvrier voit de plus en plus clairement qu'il ne saurait compter que sur lui-même et qu'il n'y a qu'une seule issue à la situation—le Socialisme.

La sympathie du prolétariat français pour la révolution russe, pour les soviets, le communisme et ses apôtres Lénine et Trotsky augmente et s'affermir tous les jours ainsi que sa confiance dans la vitalité du nouveau système.

Il ne se passe guère de conférence ouvrière en France sans que cette sympathie n'y soit officiellement exprimée par des protestations indignées contre toute intervention dans les affaires des peuples luttant pour le socialisme. Pendant la démonstration en la mémoire de Jaurès à Paris, à laquelle plus de 300.000 ont pris part le mot d'ordre et le cri général retentissant à l'infini étaient: «les soviets, les soviets, les soviets, vive Lénine et Trotsky!». Cette démonstration dont les proportions et la puissance ont dépassé toutes les

attentes des socialistes était non seulement une revue des forces et de la solidarité du prolétariat, mais aussi une preuve de sa maturité pour la révolution. La bourgeoisie terrorisée, s'empressa de voter au parlement la loi sur la journée de 8 heures espérant remédier ainsi à la situation et neutraliser par la même occasion la démonstration du 1^{er} mai, mais cet espoir fut déçu et nous savons d'après les comptes rendus de la presse que cette démonstration prit au contraire un caractère encore plus menaçant et que le 1^{er} mai à Paris fut marqué par des rencontres sanglantes.

Jamais dans le passé, on n'a préparé et organisé avec autant de soins la démonstration du 1-er mai.

Une véritable campagne de propagande l'avait précédée et dans les coins les plus retirés de la France des conférences ouvrières avaient été organisées par les délégués des partis et des syndicats; ces réunions avaient voté à l'unanimité la journée de huit heures, l'affranchissement des salaires de toute contribution et l'organisation des fêtes du 1-er mai. Les manifestations de sympathie pour la Russie Soviétiste ne manquaient jamais d'y être exprimées officiellement de même que des protestations, unanimes contre l'intervention de l'Entente dans nos affaires. Certaines réunions avaient même voté les résolutions suivantes: «Continuer à lutter pour la réalisation du communisme dans l'Internationale communiste»; «réunir toutes les organisations ouvrières pour une bataille rangée contre le régime de l'usurpation et du crime, contre la dictature de la bourgeoisie et des classes dirigeantes.»

On peut en conclure que la journée du 1-er mai a dû être tout aussi orageuse et mouvementée en province qu'à Paris et cela d'autant plus que la province, loin de se laisser devancer par la capitale la dépasse même sous le rapport de l'esprit révolutionnaire. Ce fait est important à retenir.

On constate au même temps un développement considérable des organisations ouvrières en France. Les syndicats sont envahis par un flot croissant de nouveaux membres. La Confédération Générale du Travail, compte plus d'un million de membres payant régulièrement. Les fonctionnaires eux-mêmes se sont organisés et unis à la bourse du Travail. Le chiffre des chômeurs s'élevait à un million au mois de mars dernier. La cherté de la vie augmente tous les jours et toute une série de profits commence déjà à faire défaut en province. Le prix du travail n'égale guère que les 3/5 de sa valeur réelle. La journée de l'ouvrier continue à être encore très longue. Des grèves économiques éclatent à chaque instant dans différentes branches de l'industrie et de la production. La plus démonstrative est la grève des cheminots qui donna lieu à un arrêt complet du mouvement sur toutes les lignes françaises pendant un quart d'heure. Cet exemple a été suivi par les employés des postes et télégraphes. Dans l'armée aussi tout ne va pas au gré des classes dirigeantes. Les soldats harrassés de fatigue exigent leur démobilisation immédiate. Or jusqu'à présent cette dernière n'a été effectuée que jusqu'à la classe 1906. Le reste des appelés est toujours sous les drapeaux car l'Entente a besoin de forces militaires pour l'occupation de l'Allemagne et d'autres pays. Le mécontentement et l'esprit de révolte augmentent tous les jours; la discipline s'affaiblit. Les prisons regorgent de soldats; on en compte jusqu'à 60.000; un grand nombre est arrêté

pour refus de marcher contre la Russie. Les impérialistes français ont plus d'une fois été forcés d'emmener de chez nous des détachements entiers qui refusaient d'ouvrir les hostilités contre les Soviets. Pendant la révolte qui éclata sur le vaisseau de guerre *Austria* pour des causes analogues, tous les officiers furent arrêtés. Matelots et soldats exigèrent du général venu pour liquider l'incident leur descente immédiate à Marseille avec toutes les garanties de sécurité personnelle. Les masses ouvrières sont contre l'intervention des puissances dans les affaires de la Russie et ne manquent jamais une occasion pour exprimer officiellement ce sentiment.

Marcel Cachin du haut de la tribune parlementaire harangua les soldats les stimulant à refuser d'aller en Russie. Mayéras alla encore plus loin et leur prêcha la révolution. L'influence de la révolution russe, de la révolution allemande et de la III^{ème} Internationale—s'accroît de plus en plus dans les partis et les syndicats et un noyau assez important de communistes existe déjà à l'avantgarde de la classe ouvrière française bien qu'aucune scission n'ait encore eu lieu dans les syndicats et les partis. Péricat collabore encore avec Jouhaux, Loriot et Saumoneau et Paul Faure avec Renaudel, Compère-Morel et Albert Thomas. Les socialistes-traitres ont à l'heure qu'il est définitivement compromis aux yeux du prolétariat. On ne les laisse plus parler dans les réunions et chaque apparition à la tribune de Jouhaux ou de Renaudel est saluée par des cris et des sifflets. Dans certains cas on en venait même aux mains; les orateurs de la droite étaient chassés de la tribune et ceux de la gauche prenaient leur place sans avoir été inscrits sur la liste.

Les socialistes-traitres continuent cependant à prêcher la paix civile bien que la présentant sous un nouvel aspect. Jouhaux, Compère-Morel, Veyer assurent que les conditions économiques actuelles ne permettent pas encore la réalisation du socialisme et que le seul moyen de prévenir la désorganisation complète du pays est la collaboration amicale des patrons et des ouvriers.

Jouhaux qui n'est que le satellite de Loucheur (ministre de l'Industrie) propose l'organisation d'un conseil économique national auquel prendraient part les délégués des entrepreneurs, ceux des ouvriers et ceux du gouvernement.

La Ligue des Nations a une section du travail destinée dans l'esprit de ses organisateurs à régulariser toutes les questions du travail international et qui contient également des délégués des trois groupes cités plus haut. Jouhaux et Vanderwelde sont au nombre de ces membres.

Tout ceci suffit à faire fondre les restes de la confiance que les masses ouvrières accordaient encore à ces messieurs.

Dans le parti, les minoritaires d'antan sont devenus majorité; les centres de parti ainsi que leurs journaux sont entre ses mains. L'influence de la droite est tellement insignifiante qu'au dernier Congrès des partis les représentants ne se sont même pas risqués à proposer leurs résolutions et dans la confédération Gad, Compère-Morel qui en était l'idole, est resté dans une telle minorité qu'il fut obligé de retirer la sienne.

Les masses ouvrières poussent irrésistiblement leurs



Franz Mehring, 1846—1919.



W. Wołodarski, 1891 — 1918.



Delegierten-Gruppe auf dem ersten Kongress der III. Internationale in Moskau.



Erföffnung des Denkmals von W. Wolodarski. Petrograd, 22. Juni 1919.

leaders vers la gauche: *l'Humanité*, organe principal du parti socialiste français et dont le tirage pendant la guerre était presque nul, tant que ce journal resta entre les mains des socialistes, tira à 100.000 numéros depuis qu'il a passé dans celles des anciens «minoritaires» et que les membres de la droite n'y écrivent plus. Le *Populaire* qui n'est lu qu'à Paris et dans le département de la Seine tire à 15.000 exemplaires, mais le tirage de son numéro consacré à la Russie des Soviets s'est élevé à 56.000 exemplaires. Actuellement tout organe de la gauche a des chances de succès infaillibles. Tel *la Vague* de Brizon par exemple—petit journal très populaire qui tire à 60.000 et *l'Internationale* feuille hebdomadaire éditée par Pericat, et d'opinions nettement bolchévistes qui dès son 7-ème numéro a tiré à 15.000.

Au cœur des partis la lutte devient de plus en plus vive entre les éléments de droite et ceux de gauche. Les questions touchant à la dictature du prolétariat, à la révolution russe ou à la III^{ème} Internationale provoquent souvent des altercations.

La droite parle du bolchévisme, de la révolution d'octobre et de la dictature du prolétariat l'écume à la bouche.

Ceux qu'on appelle les «minoritaires» et qui se rapprochent de nos «mencheviks», constituent la majorité du parti, ils comprennent les éléments les plus divers, depuis Paul Faure et Frossart jusqu'à Longuet et Marcel Cachin qui s'accrochant désespérément à l'unité du parti refusent d'éliminer ceux de la droite et veulent concilier l'inconciliable. Grâce à cet état de choses *l'Humanité* par exemple en vient à être parfaitement incolore. Mais rien ne vaut le curieux résultat obtenu grâce aux efforts des «minoritaires» dans la question de la plateforme électorale.

Pour créer une plateforme générale qui conciliât toutes les directions, les «minoritaires» de gauche abandonnèrent leurs positions, cela fit si bien l'affaire des «socialistes» qu'ils décidèrent de proposer cette plateforme au congrès.

Or, cette plateforme avait été signée et par les social-patriotes et par les «minoritaires».

Seuls deux de nos camarades Lorient et Saumonneau lui opposèrent leur plateforme élaborée par «la Section Socialiste du comité pour la reprise des relations internationales». Après un très beau préambule où l'on démontre l'impuissance de la bourgeoisie à maîtriser la désorganisation générale occasionnée par la guerre, et l'on parle de la dictature du prolétariat, nos camarades proposèrent le programme suivant: 1) la prise du pouvoir par le prolétariat; 2) le travail obligatoire pour tous; 3) la socialisation des moyens de production et d'échange, de la terre, de l'industrie, du transport—le tout avec le concours direct des ouvriers et des paysans et sous leur direction; 4) la distribution des produits par la voie des coopératives et des magasins municipaux sous le contrôle de la société; 5) la municipalisation des logements, des hôtels, etc...; 6) la transformation de la bureaucratie étatiste et de la remise de toutes ses organisations entre les mains des employés; 7) le désarmement général comme conséquence de l'union de toutes les républiques prolétariennes dans l'Internationale socialiste.

L'importance du rôle que joue déjà le communisme en France ne se manifeste pas seulement dans les masses ouvrières, mais aussi au cœur du parti socialiste. La conférence de la III^{ème} Internationale et l'orga-

nisation du bureau ont fait faire un grand pas en avant au parti dans le sens de l'autocritique.

La question nettement posée du choix à faire entre les communistes de la III^{ème} Internationale et les adeptes de Scheidemann détermina les minoritaires français à élucider leur position en posant à l'ordre du jour au congrès la question du drapeau.

La même question avait été préalablement posée aux réunions fédératives. Deux opinions furent mises en avant: celle des minoritaires et celle des communistes.

Les éléments de droite, Compère-Morel, Renaudel et autres, conscients de leur impuissance, ne se risquèrent même pas à proposer leur motion. Le point de vue des minoritaires se résumait ainsi: nous laissons provisoirement la question de notre union à la II^{ème} Internationale en suspens; mais au congrès de la II^{ème} Internationale qui aura lieu en été, nous serons dans l'opposition et nous tâcherons de décider les maximalistes à y prendre également part. Nous éliminerons ainsi tous les éléments nuisibles de l'extrême droite et nous améliorerons ainsi la II^{ème} Internationale; dans le cas où nous n'arriverions pas à réaliser ce programme, nous en sortirons définitivement et nous nous unirons à la III^{ème} Internationale.

Les communistes au contraire proposaient de s'unir sans différer à la III^{ème} Internationale.

Les chiffres qu'a donné le vote de ces deux propositions sont intéressants à citer: au congrès de la Fédération de la Seine la proposition des minoritaires sur la question de la politique générale a obtenu 3.851 voix; la proposition de Lorient—2.563, celle de Blum (plus de droite que la première)—1.298 voix; sur la question de l'Internationale, la proposition des minoritaires a obtenu 3.999 voix, celle de Lorient 2.214, et celle de Blum—1.305 voix; pour le programme électoral, le programme des minoritaires a eu 2.351 voix, celui de Lorient—2.015 voix.

En province bon nombre de fédérations (entre autres celles de Lyon et de Toulouse) ont voté à l'unanimité l'union immédiate à la III^{ème} Internationale.

Si l'on se souvient que les propositions de Lorient n'obtenaient il y a quelques temps seulement qu'une vingtaine de voix il devient évident que les idées communistes gagnent du terrain très rapidement. A l'intérieur du parti socialiste les partisans de la III^{ème} Internationale représentent une force considérable et forment un noyau si important qu'ils pourraient dès à présent, vu l'état d'esprit des masses, se mettre à la tête du mouvement. Mais dans ce but il est indispensable de se séparer définitivement des éléments de droite, de former une organisation communiste autonome et d'entreprendre l'édition d'un journal communiste. Nos camarades français devraient, en vue d'une telle organisation passer sur les différends d'une importance minime qui les séparent des syndicalistes et s'unir sans hésiter à ceux d'entre eux qui, comme Pericat, Rosmer ou Monatte se tiennent sur la plateforme de la III^{ème} Internationale. La création d'un tel centre est destinée à jouer un rôle très important dans le développement de la révolution. Tant que le prolétariat français n'aura pas de centre révolutionnaire organisé, le mouvement révolutionnaire en France ne progressera qu'avec difficulté. Les premiers pas dans

cette direction sont déjà faits; le premier numéro du journal *La Vie Ouvrière* devait paraître vers la fin avril, sous la direction—des socialistes Loriot, Saunonneau et Boris Souvarine d'une part et des syndicalistes Rosmer et Monatte de l'autre. Pericat malheureusement ne prend aucune part à l'édition de ce journal et continue à éditer tout seul son *Internationale*. Mais espérons que nos camarades français comprendront bientôt toute l'importance d'une séparation définitive des social-patriotes et de l'union étroite de tous les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier au nom d'une lutte générale pour la III^e Internationale. La révolution en France a toutes les chances pour elle en ce moment: le pays traverse une grande crise économique et financière. Les principaux centres de l'industrie sont détruits; des centaines de villes et de villages sont en ruines. Les fabriques sont arrêtées, les mines submergées; le transport est désorganisé. La bourgeoisie cherche vainement un remède à la crise financière et n'en trouve aucun. Ayant vaincu à la Pyrrhus elle lutte convulsivement pour sortir de l'impasse qui lui servira de tombeau. Elle essaye de se maintenir au pouvoir au moyen d'une dictature éhontée que rien ne masque plus. La nullité du rôle

que joue le parlement ne fait plus de doute pour personne.

Toute la presse bourgeoise soutient ouvertement le gouvernement. Le militarisme, l'état de siège et de guerre règnent en France. Les organisations ouvrières sont persécutées, la presse ouvrière est impitoyablement censurée. La bourgeoisie française brandissant ses armes essaye d'imposer sa dictature à toute l'Europe. Paris est devenu le centre de la réaction universelle; mais tous ces efforts n'arrivent qu'à découvrir aux yeux du prolétariat français comme à ceux des autres peuples toute l'impuissance de la bourgeoisie et le prolétariat français se rend de plus en plus compte que la seule issue est la révolution et le socialisme. L'influence des idées communistes qui il n'y a pas très longtemps était nulle en France gagne rapidement du terrain. L'un des derniers retranchements des impérialistes se décompose à vue d'œil.

Nous ne saurions prédire le moment précis de la révolution en France, mais tout indique qu'elle est proche.

E. BLONIKA.

DÉMOCRATIE ET BOLCHÉVISME

La Conférence de Berne a montré que la haine du bolchévisme—autrement dit de la révolution socialiste—sans avoir exercé d'influence sur les masses dont les sympathies instinctives et raisonnées sont du côté du prolétariat en lutte a pourtant suscité parmi un grand nombre des meneurs syndicalistes et socialistes un courant contre-révolutionnaire, assez fort que nous devons nous efforcer de mettre hors d'état de nuire.

Quand sous le prétexte de considérations théoriques—qui n'ont d'ailleurs presque rien de commun avec les vrais principes du socialisme et sont le plus souvent inconciliables avec eux—on condamne ou on blâme sous une forme habilement voilée la lutte soutenue actuellement par la Russie des Soviets, on rend service volontairement ou involontairement, à la réaction internationale et on la soutient dans sa criminelle campagne contre le premier grand peuple qui a victorieusement institué le pouvoir du travail et manifesté sa ferme volonté de créer une nouvelle société. Et si, au même moment on se sert d'une vieille phraseologie qui a fait son temps pour opposer la démocratie à la dictature, n'est-il pas évident qu'on ne fait ainsi qu'encourager les stratagèmes des gouvernements soi-disant démocratiques qui, comme celui de la République Française sont devenus le centre de tous les mouvements anti-prolétariens et les remparts du capital? Une telle méthode fait que l'opinion publique déjà empoisonnée sans cela par de honteuses campagnes de presse, se pénètre de haine envers les peuples soutenant la lutte révolutionnaire, ce qui permet l'application de toute une série de mesures auxquelles la bourgeoisie des pays où elle conserve le pouvoir, est contrainte d'avoir recours, par la conscience du danger commun.

Les partisans des principes soi-disant démocratiques qui vilipendent l'inévitable dictature prolétarienne, chargent en quelque sorte eux-mêmes les canons de Mourmansk, d'Arkhangel et d'Odessa et contribuent à créer une atmosphère dans laquelle la plus honteuse chose et le crime le plus grand devient possible: la France se mettant à la tête de l'entreprise de brigandage qui est la guerre contre la Russie ouvrière et paysanne. C'est la conséquence la plus évidente de la politique de ces gens. Et contre cette politique nous devons lutter et protester de toutes nos forces.

Il faut un certain toupet pour discuter des côtés positifs et négatifs de la révolution russe au moment où elle est de toutes parts plus attaquée que jamais par les ennemis du socialisme, tandis qu'en Angleterre et en France nous n'avons pas encore réussi à contraindre nos gouvernements capitalistes à rappeler les troupes de Russie, à mettre une fin au blocus criminel dont le but est d'affamer plus de 100 millions de population et à refuser leur concours aux aventures de Kolchak et de Dénikine tendant ouvertement à la restauration du tsarisme. Nous sommes, dit-on, dans l'opposition parlementaire, allant jusqu'à l'obstruction! Quels sont donc les résultats des protestations des syndicats ayant pour but de créer, en accord avec nous, un puissant mouvement populaire? Si le prolétariat français se tranquillise sur ces questions il lui sera difficile de refuser devant l'histoire la responsabilité de l'expédition criminelle entreprise par ses gouvernements.

Il faut dire aussi que nous n'avons aucun droit moral ou politique d'imposer notre critique et notre propagande morale aux hommes qui depuis le mois de novembre 1917 ont assumé la tâche infiniment lourde

de diriger la première révolution socialiste victorieuse. Sauvons-les avant tout, ne permettons pas qu'ils soient étouffés par les impérialistes alliés! Contraignons nos financiers, nos industriels et les hommes d'état leurs serviteurs à terminer cette guerre malfaisante, cette croisade de la réaction! Ensuite et seulement ensuite nous aurons quelques droits à recommencer nos discussions sur la méthode. Quand un membre de notre famille est dans un bois attaqué par les brigands, ses parents et ses amis ne perdent pas leur temps à discuter si le malheureux avait ou non le droit d'aller au bois sans parapluie. Ce qui importe c'est de lui venir en aide au plus-tôt.

Les socialistes russes hostiles aux bolchéviki ont enfin compris cette vérité élémentaire. Maintenant parmi tous les représentants de la classe ouvrière et du socialisme l'unanimité totale s'est faite en ce qui concerne l'impossibilité d'admettre sous quelque aspect que ce soit l'intervention étrangère qui ne sert et ne peut servir que les intérêts de la contre-révolution.

De là notre espérance que la poignée de socialistes émigrés de Russie et qui dans nos capitales répand

des actes d'accusation passionnés contre le bolchévisme—sans succès si ce n'est dans les milieux bourgeois et socialistes ministériels—renoncera bientôt elle aussi à son entreprise. Si elle ne le fait pas elle se trouvera en contradiction avec toute la Russie révolutionnaire qui vient de former un front unique contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Espérons aussi que l'exemple de l'unité révolutionnaire donné par la Russie trouvera des imitateurs chez nous et que les camarades dont le «démocratisme» est vexé par le système des Soviets remettront leurs critiques à plus tard,—jusqu'au moment où ils sauront obliger la «démocratie française» à renoncer à une politique qui rappelle vraiment par trop les pires moments de l'impérialisme allemand.

Paul FAURE

Le Droit du Peuple, 24 mars 1919.

Note de la Rédaction.—C'est d'après une traduction allemande que nous reconstituons l'article si net du camarade Paul Faure, l'interruption des communications directes avec la France ne nous ayant pas permis de nous procurer l'original.

DE BREST-LITOVSK A VERSAILLES

Lorsque à Brest-Litovsk fut signé le traité de paix entre les représentants de la République Fédérative Socialiste des Soviets de Russie et les représentants de l'Empire allemand, la presse bourgeoise de l'Entente et plus particulièrement, la presse française fit entendre son indignation, ses imprecations, ses injures, ses calomnies. Elle se plut à montrer à la masse intoxiquée durant quatre ans par le poison guerrier journalistique, la Russie socialiste agenouillée devant l'impérialisme allemand et acceptant sans discussion les conditions draconiennes imposées par l'Etat-major et la métallurgie d'Allemagne. En signant le traité de Brest, les bolchéviki savaient ce qu'ils faisaient, Lénine surtout fit partager ses espoirs sur la victoire définitive du socialisme et fit valoir qu'affaibli momentanément grâce au chauvinisme, la révolution allemande ne serait pas du tout rendue plus difficile, par le fait de la conclusion de la paix séparée, que l'impérialisme finirait par être complètement dévoilé, que l'exemple de la République socialiste russe continuerait à animer les peuples du monde entier et que son influence serait énorme. «Aucun marxiste — affirmait Lénine dans ses thèses mathématiquement irréfutables de la Paix, — aucun socialiste en général ne pourrait contester, sans nier les principes fondamentaux du marxisme, que les intérêts du socialisme sont supérieurs au droit d'une nationalité de disposer d'elle-même.»

La paix de Versailles est une conséquence de la paix de Brest. Brest s'est retourné contre les impérialistes allemands: bientôt Versailles (le Brest des alliés) se retournera contre l'Entente.

A lire attentivement le traité de paix on dirait l'œuvre d'un chroniqueur parisien, d'un pince-sans-rire, d'un maître de l'ironie. On y reconnaît la griffe du rédacteur en chef de *l'Homme Libre*, du «Tigre». On s'étonne de ne pas trouver dans ce document un article stipulant que les plus belles femmes allemandes

seront livrées à l'Etat-major français! Pourquoi n'aurait-on pas stipulé en outre que tous les enfants mâles à naître durant les cinquante années consécutives à la signature du traité seraient émasculés? Le paragraphe de la section 14, relatif aux garanties et commençant ainsi: «Si l'Allemagne exécute fidèlement les clauses du traité, une évacuation progressive est prévue...» est d'une ironie savoureuse. Et pourtant, si sévères que soient ces conditions, elles sont loin de satisfaire les impérialistes fiévreux et le parti militaire. Le maréchal Foch, qui ressemble comme un frère au général Hoffmann, s'est plaint amèrement que la période d'évacuation ait été fixée à quinze ans et non à trente. En effet, on est surpris de cette indulgence relative des diplomates de l'Entente, car du point de vue militaire tout est justifiable et l'intérêt «stratégique» ne connaît pas de limites. Dans le manifeste de *l'Internationale* du 9 septembre 1870, qu'il rédigea, Karl Marx écrivit: «Si ce sont les intérêts militaires qui doivent fixer les limites des peuples, les revendications de territoires n'auront pas de fin, car toute ligne militaire pêche nécessairement par quelque endroit, et peut être rectifiée par l'annexion de quelque territoire limitrophe; d'autre part on ne peut jamais fixer les limites d'une manière définitive et équitable, parce que nécessairement le vainqueur les impose au vaincu et qu'en conséquence elles portent elles-mêmes le germe d'une nouvelle guerre.»

Afin deurrer la masse, les plénipotentiaires de Versailles, ont imaginé quelques points qui avaient été développés au cours de la guerre par l'ensemble de la presse, y compris les journaux social-patriotiques et social-pacifistes. On y définit les responsabilités, Guillaume II est mis en accusation publique pour offense suprême à la morale internationale et à l'autorité sacrée des traités. La demande d'extradition a été adressée aux Pays-Bas qui déjà l'ont acceptée. Ces hommes

intégrés, ces justiciers inexorables sont bien rigoureux à l'égard de ce pauvre Hohenzollern : ont-ils jamais pensé jadis à mettre en accusation le tsar assassin de toutes les Russies, dont les crimes sont innombrables et auquel par leur appui politique et financier ils permirent d'asservir le prolétariat russe? Sur cette question des responsabilités les documents publiés par le camarade Pokrowsky, et le *Manifeste* de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier, forment un jugement définitif et sans appel.

De même, dans l'espoir d'entraîner le mouvement révolutionnaire et pour faciliter la tâche des social-traités, le traité prévoit un organisme permanent établi « pour assurer le bien physique, moral, intellectuel des travailleurs salariés. » A quoi bon ce mirage? Les clauses politiques, territoriales, industrielles, économiques, financières, militaires, aériennes, etc., par leur simple énoncé, démontrent l'impérialisme brutal, illimité des puissances de l'Entente. L'Allemagne est traitée comme le fut la Perse, et comme le fut jadis la Pologne. Le mot d'ordre despires impérialistes français et anglais : *Delenda Germania* est strictement appliqué. Le partage de l'Allemagne, son anéantissement, a été décidé par l'association internationale des malfaiteurs qui s'est affublée du titre pompeux de *Ligue des Nations*.

En face de l'Allemagne entièrement désossée veut se dresser en somme « la plus grande Entente ». La *Ligue des Nations*, ainsi que s'exprimait justement le camarade Tchitchérine dans son interview accordée au journal *Ivestia* n'est qu'une « coalition élargie ». Quelques jours avant la signature du traité, le comité central de la très bourgeoise *Ligue des Droits de l'Homme* déclarait lui-même que la Société des Nations menaçait « d'être réduite à une Ligue des alliés, dominée par les grandes puissances militaires, dirigées par les gouvernements soustraits au contrôle des peuples. »

Ici apparaissent dans toute leur plénitude le crime et l'imbécillité des social-traités qui dès l'invention de la formule de la *Société des Nations*, s'en déclarèrent les partisans déterminés et en firent l'arme suprême de leur propagande « socialiste ».

Cette Ligue des Nations qui a réussi à s'agglomérer quelques pays neutres depuis la débâcle de l'Allemagne prostitués économiquement et politiquement à l'Entente (la Suisse par exemple) est, ainsi que l'avaient affirmé les internationalistes révolutionnaires, constituée en une formidable ligue contre-révolutionnaire opposée à la République universelle des Soviets. Elle est dirigée non seulement contre l'Allemagne mais contre le mouvement ouvrier. Aussi bien, sous couleur de désarmement, le traité de paix prévoit l'organisation de gardes-blancs dont la tâche unique consistera à écraser la volonté révolutionnaire de la masse. Déjà la Suisse « démocratique » qui se proclame l'aînée des républiques et

des démocraties, bien avant le traité de Versailles avait institué un corps de gardes-blancs : la police d'armée.

Le traité de Versailles signifie le triomphe de l'impérialisme le plus cynique, le plus brutal, et la défaite de l'impérialisme élégant, modéré, incarné proprement par Wilson. Le traité de Versailles consacre le triomphe de la contre-révolution, que symbolise si parfaitement le dictateur Clémenceau, dont le traité est l'œuvre en grande partie. La France, que les politiciens bavards, les journaux boulevardiers et les social-patriotes aiment à représenter comme le pays de la révolution, comme le pays qui est à l'avant-garde du progrès, de la justice, de la civilisation est au contraire, le pays de la réaction militaire et de la plus effroyable contre-révolution.

Mais, quel que soit le triomphe momentané de la contre-révolution en Occident, dont le traité de Versailles est un symptôme, la Ligue des Nations ne tardera pas à se désagréger : elle porte en son sein les antagonismes et les rivalités existant entre ses divers participants et qui sont momentanément endormis grâce au partage brutal, des dépouilles de l'Allemagne. C'est précisément parce que le traité de Versailles est dirigé contre le mouvement révolutionnaire qu'il demeurera un chiffon de papier¹⁾.

Evidemment, si les conséquences en étaient celles qu'en espèrent les signataires, elles seraient désastreuses pour le mouvement révolutionnaire et soviétiste ; mais heureusement, les plénipotentiaires dont l'horizon est étroitement limité ont calculé sans tenir compte de l'histoire qui fait les hommes mais que ne font pas les hommes. Si des hommes, tels que Wilson, lord Gray, Lansdowne, etc., firent preuve parfois d'une certaine modération, d'une certaine sagesse et si dans leurs discours et leurs écrits ils s'étaient attachés à démontrer que la Société des Nations devait être la nouvelle charte de l'humanité, c'est précisément parce qu'ils voyaient l'avenir rouge, et qu'ils avaient l'espoir secret d'en atténuer l'éclat violent. Les francs contre-révolutionnaires l'ont emporté à Versailles et c'est fort bien car à leur tour ils seront bientôt vaincus par les révolutionnaires.

Le traité de Versailles, j'en ai la ferme conviction, servira de levain à la pâte révolutionnaire.

Henri GUILBEAUX.

¹⁾ Il y a quelques semaines, l'un des principaux représentants de la classe capitaliste allemande le Dr. Haase, déclarait au cours d'une réunion du Parti démocratique à Francfort : « L'impérialisme l'emportera au Congrès de la Paix parce qu'il est plus fort que la volonté de Wilson ; mais l'impérialisme de l'Entente s'effondrera comme l'impérialisme allemand et préparera le bolchévisme. »

FRANZ MEHRING

Franz Mehring, patriarche du communisme allemand, est mort à Berlin le 3 février.

En vérité les ennemis du riche meurent,—un ami du pauvre meurt.

Des misérables qui s'intitulent social-démocrates ont assassiné Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Franz Mehring, lui, est emporté dans la tombe par une maladie dont l'issue fatale a naturellement été précipitée par la campagne de tortionnaires que Scheidemann et les siens ont entrepris contre la classe ouvrière allemande.

Franz Mehring était né en 1846. Il avait donc 73 ans et cependant jusqu'au dernier moment il conserva sa vaillance spirituelle et ses amis l'appelaient en plaisantant „le plus jeune des communistes allemands“.

Mehring était issu d'une famille de bourgeois fortunée et avait reçu une éducation purement bourgeoise. Les premières années de son activité il les passa au sein de la bourgeoisie; pendant plusieurs années il combattit même activement la social-démocratie allemande de ce temps-là.

Vers 1880 une transformation radicale s'accomplit dans la philosophie de Franz Mehring. Mehring se range du côté de la classe ouvrière.

Et c'est très caractéristique pour Mehring: Il se rapproche de la social-démocratie allemande précisément alors qu'elle subit de la part du gouvernement allemand et de la bourgeoisie la plus cruelle persécution. Précisément en ces années où étaient en vigueur les lois d'exception contre les socialistes, où toutes les recrues de hasard s'écartaient du socialisme, où les gens qualifiés „convenables“ considéraient de leur devoir de calomnier la social-démocratie, où les intellectuels fuyaient le parti ouvrier comme la peste, — c'est précisément alors que Franz Mehring crut de son devoir de soutenir le parti ouvrier traqué, persécuté et calomnié par la malveillance bourgeoise.

Franz Mehring entre dans la social-démocratie allemande et au bout de quelques années, il y occupe déjà une des places les plus en vue à côté de Bebel, de Wilhelm Liebknecht et de Singer. Publiciste brillant, il devient la terreur de la presse bourgeoise. Ses coups sont toujours justes. Ses pamphlets contre Stecker (1882) et contre le fameux Eugène Richter lui conquièrent de suite la première place dans le journalisme allemand. Chaque pamphlet politique de Franz Mehring devient un événement littéraire et souvent un événement politique. Chacun de ses articles frappe douloureusement l'adversaire. Chaque flèche littéraire de ce remarquable militant frappe l'adversaire précisément à l'endroit visé. Et Mehring était aussi un grand théoricien du marxisme. Nous trouvons en lui, unis, un brillant pamphlétaire et un incomparable journaliste politique. Mehring était considéré comme le premier journaliste de l'Allemagne, comme un historien et un théoricien remarquable, presque comme un savant. Dans

le domaine des recherches historiques il nous a donné de brillants exemples d'interprétation matérialiste de l'histoire. Le remarquable travail de Mehring *die Lessing Legende (la Légende de Lessing)* est indiscutablement un des chefs-d'œuvre de l'historiographie matérialiste et de la critique littéraire marxiste.

L'Histoire de la social-démocratie allemande de Mehring jouit surtout d'une grande réputation. Ce livre n'est pas impeccable. Par exemple l'appréciation par Mehring de la position de Lassalle, là où elle ne concordait pas avec celle de Marx a été maintes fois et tout à fait justement critiquée. Mehring ne voulait pas reconnaître combien avait raison Karl Marx dans sa lutte contre certains côtés de l'enseignement de Lassalle (questions de „patriotisme“, etc.). Mais ce travail de Mehring est néanmoins une précieuse contribution à l'histoire du mouvement ouvrier international.

Vers 1890 au début de la lutte entre les révisionnistes et les marxistes, Franz Mehring prit de suite sans hésiter, position contre le révisionnisme avec Rosa Luxembourg, Kautsky et Parvus (Kautsky et Parvus en ce temps-là étaient encore socialistes), Franz Mehring entreprend une campagne littéraire contre les conciliateurs de cette époque, les révisionnistes. Et les coups que Mehring leur porta furent toujours fatals aux révisionnistes.

Franz Mehring rédige longtemps le journal des ouvriers de Leipzig *Leipziger Volkszeitung*. Ce sont les années où fleurit son activité littéraire.

Il élève le journal de Leipzig à une hauteur incomparable. Grâce à son travail, l'organe des ouvriers de Leipzig occupe la première place dans la presse socialiste du monde.

Ensuite Franz Mehring devient un des rédacteurs et le collaborateur le plus marquant du journal scientifique de la social-démocratie allemande *die Neue Zeit*. Les articles de fond de Mehring signés dans ce journal non de sa signature mais d'un petit signe représentant une flèche furent toujours des exemples d'élégance littéraire et en même temps de maîtrise théorique.

En 1910 le principal rédacteur de *die Neue Zeit* Karl Kautsky commence à se tourner vers la droite. Kautsky tente de fonder un groupe moyen, le groupe du centre. Kautsky commence à équivoquer entre les partisans de Rosa Luxembourg et ceux des révisionnistes Bernstein, David et Cie. Pendant une courte période Franz Mehring occupe dans cette lutte, une position neutre. Mais très promptement il se convainc que Kautsky abandonne la position du marxisme et livre honteusement l'enseignement marxiste aux insultes de la valetaille bourgeoise qui s'intitule social-démocrate. Et Franz Mehring sans hésiter déclare la guerre à son collaborateur de longues années Karl Kautsky. La lutte devient peu à peu de plus en plus aiguë et Franz Mehring

fini par rompre définitivement avec l'indécis Kautsky et ses amis.

Déjà avant la guerre les bolchéviques allemands forment un groupe de „gauche radicale“ comme on l'appelait en Allemagne. Les premiers théoriciens reconnus de ce groupe sont Franz Mehring, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg. Bientôt Karl Liebknecht s'y joint comme l'un de ses chefs politiques.

Et la guerre impérialiste éclate.

Le 4 août 1914 la social-démocratie allemande vote les crédits militaires et se range décidément de cette façon aux côtés de la bourgeoisie. Karl Kautsky met en mouvement tout son appareil scientifique pour justifier malgré les données du marxisme l'odieuse trahison commise par Scheidemann et ses pareils. Karl Liebknecht seul vote contre le crédit militaire sauvant ainsi l'honneur de la classe ouvrière allemande. Franz Mehring n'hésite pas une minute à solidariser avec lui et déclare la guerre aux social-chauvinistes.

Au moment où la débauche du chauvinisme en Allemagne atteint ses extrêmes limites, quand toute la presse social-démocrate allemande rampe aux pieds de son monarque adoré Guillaume, quand tout le monde en Allemagne est ivre de chauvinisme, et quand au milieu de la classe ouvrière allemande on s'efforce d'allumer surtout la haine de l'anglais, Franz Mehring avec Clara Zetkin et Rosa Luxembourg publient leur premier manifeste, dans lequel ils expriment à l'adresse des ouvriers anglais et de toute l'Internationale ouvrière leurs sentiments fraternels. Il faut se rappeler l'atmosphère de ce moment, saturée d'une haine générale, pour comprendre toute la signification de cette lettre. C'était la première hirondelle de la Troisième Internationale.

Franz Mehring ne put venir lui-même à la conférence de Zimmerwald, mais il nous envoya une lettre d'amical encouragement. Et dans cette lettre il nous disait: „Ne combattez pas seulement les partisans de Scheidemann, démasquez jusqu'au bout les partisans du „centre“ indécis, dirigé par l'incolore Kautsky.“

La clique de Guillaume mit Franz Mehring en prison. Malade, âgé de 70 ans, on l'y garda dans des conditions invraisemblablement dures. Mais, comme on sait, la clique de Guillaume ne se comportait pas toujours d'une façon aussi éhontée que celle de Scheidemann aujourd'hui. Franz Mehring est libéré et il se remet immédiatement au travail dans les rangs de bolchéviques allemands. Il écrit des feuilles illégales, il collabore au journal illégal *Spartacus*, il envoie à la presse internationaliste de Suisse des correspondances sur le mouvement ouvrier allemand, il correspond avec de nombreux jeunes camarades, les encourage et les pousse au combat.

Liebknecht et Rosa Luxembourg sont en prison, Clara Zetkin est malade; pendant un temps toute la direction idéologique du groupe *Spartacus* repose sur les épaules du vieux Mehring. Et Mehring remplit brillamment sa tâche.

Dès les premiers efforts de la révolution russe Franz Mehring se range entièrement du côté des bolchéviques. Axelrod, Martov et d'autres menchéviques liés depuis de longues années avec tous les chefs de la social-démocratie allemande et notam-

ment avec Franz Mehring tentent, par des informations mensongères de suggérer à Mehring la pensée que les bolchéviques perdent la révolution russe. Mais il perçoit le mensonge menchévique et se range entièrement avec nous...

Nous nous rappelons la situation aussitôt après la paix de Brest-Litovsk. On nous disait que les ouvriers allemands verraient dans cette paix, de notre part, une trahison envers le prolétariat allemand. Il n'y avait pas, de calomnie qu'on ne déversât sur nos têtes en ces jours inoubliablement pénibles et douloureux. Dans la presse allemande les gens de Scheidemann et ceux de Kautsky répétaient sans vergogne les racontars répandus en Russie par nos nombreux ennemis. A ce moment s'élève la protestation de Franz Mehring. Il intervient avec un article remarquable au sujet de la paix de Brest-Litovsk, prévoyant le moment quand cette paix d'étranglement imposée par les impérialistes allemands aux ouvriers russes perdant le sang à flots se retournera contre eux-mêmes.

Dès ce moment Franz Mehring ne cesse de nous envoyer, chaque fois que l'occasion s'en présente et que le lui permet sa santé chancelante, article sur article, dans lesquels il se solidarise pleinement et sans réserve avec nous, communistes.

Quand commença la rébellion contre-révolutionnaire des Tchéco-Slovaques, quand les S.-R. de droite et les menchéviques nous obligèrent à tirer l'épée et à recourir à la terreur rouge, la campagne de calomnies qui se poursuivait à l'étranger contre le bolchévisme fut encore intensifiée. Toute la bourgeoisie européenne et la presse des socialistes „conciliateurs“ ne parlaient de nous qu'avec un cynisme invraisemblable et, pour ainsi dire, l'écume à la bouche.

A ce moment Franz Mehring, si vieux, se leva encore et déclara dans un de ses mémorables articles: „Oui, si les bolchéviques, dans leur lutte contre les ennemis de la révolution prolétarienne étaient encore dix fois plus impitoyables, la vérité historique resterait quand-même avec eux!“ Et Mehring ajoute: „Si les bolchéviques restent au pouvoir, leurs exploits seront bénis par la classe ouvrière du monde entier, tandis que si la coalition réactionnaire réussit à les faire tomber, la classe ouvrière du monde entier sera pour des dizaines d'années rejetée en arrière.“

Quand le groupe *Spartacus* adopta le nom de Parti Communiste, Franz Mehring fut heureux comme un enfant. Il s'appelait communiste avec fierté et rêvait comme du plus grand honneur de consacrer le reste de ses jours au travail au sein de ce parti.

Et voici maintenant que Franz Mehring n'est plus. Il est mort quelques jours après que ses amis personnels Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, aient été lâchement assassinés, il est mort au moment où la bataille pour le communisme entre, en Allemagne, dans sa phase décisive.

Bien des militants des anciennes générations au cours de ces dernières années nous ont tourné le dos. Et c'est avec un double sentiment que nous avons conduit à leur dernière demeure des hommes tels que Vaillant et Plekhanov. Nous leur étions reconnaissants pour l'énorme travail qu'ils ont ac-

compli au temps où, allant à contre-courant, ils ouvraient un chemin au socialisme. Et nous déplorons la politique bourgeoise qu'ils ont poursuivie dans les dernières années de leur vie et par laquelle ils ont porté un si grand préjudice à la cause de la classe ouvrière.

Mais c'est avec un tout autre sentiment que nous avons conduit à sa tombe le vieux Franz Mehring. Et nous avons respectueusement plié le genou devant la tombe du vieux et du glorieux lutteur.

Le lecteur n'a pas oublié ce jeune homme de 20 ans, ouvrier spartakiste, que l'on voulut, pendant la répression du mouvement révolutionnaire, obliger à crier devant le canon d'un révolver :

„Vive Scheidemann!“ et qui en mourant cria : „Vive Karl Liebknecht!“ Tellé est la jeunesse communiste en Allemagne. Cette figure de jeune homme restera toujours un exemple d'abnégation et de dévouement à la cause ouvrière.

Et nous verrons toujours à côté d'elle dans le Panthéon du communisme la silhouette courbée sous les années de l'inflexible communiste aux cheveux blancs, Mehring, qui jusqu'à la dernière heure de sa vie „ne connut qu'une pensée et qu'une passion,—mais ardente“: la lutte pour la victoire de la Commune universelle

G. ZINOVIEV

V. VOLODARSKY

(1891—1918)

Pétrograd révolutionnaire a inauguré ce 22 juin un monument au leader aimé des ouvriers pétersbourgeois, à l'ardent tribun prolétarien tombé il y a un an, le 20 juin 1918, de la main d'un assassin et d'un traître à la classe ouvrière !). «Jusqu'à présent, a dit le camarade Zinoviev à l'inauguration du monument Volodarsky, nous n'avons érigé de monuments qu'aux militants qui nous ont précédés. C'est ainsi qu'en 2 ans nous avons dressé des statues à Tchernichevsky, Kallaev, Jaurès. Nous inaugurons aujourd'hui le premier monument consacré à l'un de nos militants, au militant de la révolution prolétarienne, au camarade Volodarsky.»

Né dans le gouvernement de Volhynie, fils d'un tailleur israélite, Volodarsky dès son adolescence se consacre à l'action révolutionnaire ne s'en détachant que pour satisfaire son grand désir de s'instruire scientifiquement. D'abord membre du Bund dans la Russie du Sud-Ouest, puis emprisonné et envoyé en exil dans le gouvernement d'Arkhangel, Volodarsky émigre en 1913 en Amérique où, travaillant dans une manufacture de confectidn, il entre dans le Syndicat International des tailleurs et dans le Parti Socialiste Américain.

Le camarade Vosskov, dans ses souvenirs parle de Volodarsky en ces termes: «Jusqu'à son départ pour la Russie en avril 1917 il prend une part active au travail comme agitateur, propagandiste et journaliste, militant parmi les prolétaires juifs, russes, anglais.— «Les traits de caractère qui s'affirmèrent si clairement en lui à Pétrograd lui étaient déjà propres, là-bas: austérité ascétique, dédain complet des avantages personnels, refus d'avoir une minute à soi, tout son temps donné au Parti, à la classe ouvrière...»

Depuis longtemps déjà la Russie l'attirait, la révolution de février ne fit que hâter son départ; au mois de mai il est à Pétrograd où il se jette de suite dans la lutte et entre bientôt dans les rangs des bolchéviques.

Voici le portrait que Lounatcharsky en a tracé dans un discours prononcé à l'Assemblée du Soviet de Pétrograd deux jours après sa mort.

«Issu d'une famille ouvrière juive, éprouvé par l'émigration en Amérique, il semblait avoir rapporté d'outre-océan quelque chose de métallique et d'électrique, quelque chose de concentré, une aptitude à utiliser le temps, quelque chose de tranchant, qui semblait même parfois étranger à notre molle nature slave, quelque chose qui faisait penser à un stylet et qui était vraiment une arme dans cette lutte dont il disait volontiers que l'issue n'en pouvait être décidée que par les armes. Sa parole était dure parce qu'elle tranchait. Sa parole était précise et portait des coups droits. C'est pourquoi on le haïssait.

«Jeune, récemment arrivé, il se tenait au second rang. C'était avant juillet, avant la persécution que notre Parti eût alors à subir. Lénine dut fuir, Zinoviev fut arraché à son travail, Trotsky emprisonné; on tuait les bolchéviques dans les rues, on fermait nos journaux, on décimait nos organisations. A ce moment ceux qui étaient au second rang, durent prendre la première place et parmi eux Volodarsky fut le premier. A cette minute où l'on pouvait perdre la tête, il dit: «Pas un pas en arrière!» Il fut un de ceux qui surent insuffire le courage dans nos rangs ébranlés par un premier échec.

«Depuis lors Volodarsky occupa parmi nous une place chaque jour plus importante. Nous sentions que nous trouverions difficilement un homme d'une telle fidélité, un homme de fer pareil à lui. Partout où une brèche était faite, partout où une faiblesse se manifestait apparaissait Volodarsky. Quand on se demanda qui devait diriger la propagande à Pétrograd nous dîmes: Volodarsky. Quand il fallut organiser un journal qui pénétrât les détails de l'existence des ouvriers, qui fut leur journal et parlât leur langue, qui eût leur bon sens, nous dîmes: Volodarsky doit en être le rédacteur. Et, à ces réponses que nous donnions, nous, au centre, le prolétariat donnait son approbation reconnaissante. Oui, les prolétaires sentaient que cet homme issu de leur milieu et revenu vers eux avec une grande reconnaissance,

1) Le nom de l'assassin est resté inconnu, mais Boris Savinkov s'est flatté dans les journaux français de ce que son Parti—celui des S.-R. de droite—avait organisé cet assassinat.

avec une tactique réservée et serrée était bien leur journaliste, leur tribun.

«On avait peur de lui. On maugréait contre lui, on murmurait, on s'effrayait; d'autres trouvaient des expressions plus douces; il était difficile de converser avec lui. Il incarnait la classe ouvrière. La classe ouvrière n'aime pas à mettre des gants blancs. Elle dit ce qui est. Et quand on dit à la bourgeoisie ce qui est, elle s'indigne naturellement et elle hait. Quand elle-même ôte ses gants blancs, elle montre ses griffes et les plante impitoyablement dans la gorge de l'ennemi. Mais quand elle a peur, quand elle tremble, elle parle d'humanité, elle demande des ménagements. Elle disait alors avec haine: Volodarsky est le plus cruel d'entre eux.—C'était l'homme le plus vrai, le plus conscient des situations exactes. Et nous l'apprécions pour cela. Nous disions souvent dans les minutes difficiles: «On va chez Volodarsky, on lui parle, on écoute sa voix métallique, sa belle parole enflammée qui coule de source et qui, selon les journaux bourgeois même, transformait souvent les auditoires hostiles en auditoires sympathiques à notre Parti et l'on conclut à part soi: Oui, quand notre petite flamme personnelle s'éteint pour un instant on peut la rallumer à cette conviction».

«En vérité ce n'est pas un crime de hasard. Je ne crois pas à un hasard. Ils ont choisi celui qui leur paraissait le plus dangereux. Je ne connais pas les détails du complot, mais je vois ici une logique. Sur leur maudit Nievsky et dans leurs journaux, ils justifient l'assassinat de Volodarsky, ils l'expliquent. Ce tribun ouvrier était particulièrement exécuté. Mais, camarades, ils vont peut-être s'en repentir maintenant, s'ils ont tant soit peu consciemment guidé la main

odieuse de l'assassin. Car Zinoviev l'a bien dit: De tels hommes sortent de leur tombe, comme des preux, comme des géants. De telles victimes ne restent jamais dans leur cercueil. J'ai vu aujourd'hui la dépouille de Volodarsky, et elle ne m'a pas laissé l'impression d'un cadavre. Je n'ai pas eu l'impression: qu'il était seul, qu'il avait froid, qu'il n'était plus. J'ai vu que tous ceux qui étaient autour de lui se sentaient environnés de son atmosphère brûlante. Et les soldats de l'armée rouge qui montaient la garde, immobiles, et tous ces ouvriers qui parlaient bas entre eux, avec un sentiment mêlé d'amour et de haine, et cette ouvrière qui pleurait sur lui comme sur son fils,—elle était vraiment telle que les artistes ont fait la Madone pleurant le Christ,—pleuraient sur le fils de la classe ouvrière. Et je le dis: à la minute où il a perdu la vie, il a acquis l'immortalité. Vous lui promettez maintenant une éternelle mémoire et ce ne sera pas une mémoire vide de sens, comme il y a sur les places publiques des statues de bronze, vides, ce sera une mémoire qui accroîtra et améliorera l'énergie révolutionnaire. Il dort du sommeil éternel avec les héros de la grande Révolution Française, avec les sacrifiés de la Commune de Paris, avec tant de camarades chers à notre révolution. Et il est parmi eux au premier rang, un maître et un lutteur. De tels hommes sont immortels. On ne les tue pas. Ils donnent tout leur cœur à la grande cause. Volodarsky a donné à la classe ouvrière jusqu'à la dernière goutte de son sang. Qu'il ait donc la mémoire éternelle, celle des héros, celle qui enseigne, celle qui élève la vaillance et l'énergie, la mémoire qui fera trembler ses ennemis et qui sera notre joie, notre fierté!»

М.

A LA MÉMOIRE DE ROSA LUXEMBOURG ET DE LÉON IOGUICHÉS

(*Souvenirs personnels*)

En consacrant cet article à la mémoire des camarades Luxembourg et Ioguchés, je ne rapproche pas leurs noms pour la seule raison qu'ils ont eu le même sort et qu'ils sont morts tous les deux, en martyrs, de la main des mercenaires exaspérés des traites au socialisme allemand, mais surtout parce que ces deux remarquables militants étaient étroitement liés par une amitié de trente ans et par un travail idéologique commun.

Rosa Luxembourg naquit en 1870 dans la petite ville polonaise de Zamost d'une famille juive naguère assez riche mais appauvrie. Vers 1890 sa famille vint s'installer à Varsovie et Rosa entra au gymnase. Elle avait conservé de sa vie de famille les meilleurs souvenirs. Sa mère était instruite. Elle aimait à lire avec ses enfants les œuvres de poètes polonais et allemands et l'impressionnable Rosa, passionnée de poésie se mit sous l'influence de ses lectures à écrire elle-même des vers. Elle aimait surtout Mizkiewicz: par la suite au cours de son activité littéraire rares seront ses articles où l'on ne trouvera pas une citation de Mizkiewicz. La famille était souvent dans la gêne et il lui arrivait même d'engager sa literie chez l'usurier pour en obtenir quelques roubles; mais cette misère ne provoquait pas comme d'habitude le découragement et l'aigreur. Je me souviens que Rosa Luxembourg racontait comment elle alluma un jour la lampe avec un bout de papier qui n'était autre chose que le dernier argent que son père venait de se procurer avec peine; le vieillard ne la punit pas mais, la première émotion passée, la consola en plaisantant sur la cherté de ses allumettes. Cette atmosphère de bonne humeur concourait certainement au développement intellectuel de la future militante.

Ses capacités étaient grandes et se firent remarquer dès l'école. Rosa acheva brillamment ses études de gymnase et si elle ne reçut pas la médaille d'or c'est que la directrice suspectait déjà ses «dispositions politiques».

Soupons fondés: notre élève du gymnase appartenait à un groupe socialiste où on lisait des brochures éditées par le Parti du «Proletariat» et où l'on rêvait de propagande et d'action parmi les ouvriers. Les gendarmes veillaient et bientôt, en 1888, la «conspiratrice» de 18 ans dut fuir à l'étranger. Sa fuite fut organisée par un des plus habiles conspirateurs du Parti de ce temps là, le camarade Kasprjak perdu depuis.

Rosa Luxembourg arriva à Zurich. Elle vécut là dans la famille d'un émigré allemand, le docteur Karl Lübeck publiciste social-démocrate. Il avait épousé une Allemande et Rosa, dans cette maison, se sentait chez elle. Lübeck était un homme d'une grande intelligence possédant d'immenses connaissances mais gravement atteint de paralysie. Les meilleurs relations s'établirent

entre lui et la jeune étudiante; elle écrivait sous sa dictée les articles au moyen desquels le malade gagnait son pain. Elle passait ensuite de longues heures en causerie avec lui; il dirigeait ses études. Nul doute que la camarade Luxembourg n'ait été, dans les premières années de sa vie d'étudiante très redevable à cet homme de valeur.

En 1891 Rosa Luxembourg fit la connaissance du camarade Ioguchés. Je n'ai pas de renseignements sur les années de jeunesse de ce dernier et je crois que même les camarades qui ont travaillé pendant de longues années avec lui n'en ont pas non plus. Ce qui s'explique par la répugnance de Ioguchés à parler de lui-même: il n'initiait personne à ses affaires personnelles. Peut-être des amis lui ayant été plus proches nous raconteront-ils, un jour l'enfance et la jeunesse de ce lutteur.

Je dirai pourtant ce que j'ai pu en apprendre: Léon Samoilovitch Ioguchés était né à Wilna en 1867, d'une riche famille juive. De bonne heure il prit part au mouvement révolutionnaire et fut arrêté en 1888 par la gendarmerie de Wilna pour «propagande active contre les autorités, parmi les ouvriers». On le condamna à 4 mois de prison et on le laissa sous surveillance spéciale. En 1890 il passa à l'étranger pour ne pas faire de service militaire. En Suisse il entra en relations avec Plekhanof mais se sépara bientôt de lui. A cette époque, dans les milieux social-démocrates russes régnaient des mœurs assez antipathiques. En Russie, le mouvement naissait seulement; parmi les émigrés Plekhanov régnait selon son bon plaisir. Celui qui ne s'accordait pas personnellement avec lui était mis au banc et se voyait dénier la qualité de social-démocrate. Le camarade Ioguchés n'était pas un souple et ne voulut pas se soumettre à ce régime. D'autres émigrants se groupèrent avec lui et décidèrent bientôt d'agir indépendamment. La question la plus importante était celle de la librairie révolutionnaire. La jeunesse émigrée et les milieux ouvriers en Russie avaient le plus grand besoin de littérature. Ioguchés disposait d'assez grandes ressources et ayant réuni quelques collaborateurs (Krichevsky, Riazanov, Parvus) il se mit à éditer la «Bibliothèque Social-démocrate». Ses qualités d'organisateur se révélèrent tout de suite. Il n'écrivait pas lui-même mais il était un rédacteur modèle, exact jusqu'au pédantisme. Les petits livres de sa bibliothèque étaient magnifiquement édités et le transport en était aussi très bien assuré.

Parallèlement à son travail d'édition Ioguchés voulut combler les lacunes de ses connaissances. Ses capacités intellectuelles étaient supérieures. Il s'orien-

taut rapidement dans les questions les plus difficiles, il avait une mémoire et une érudition remarquables.

Chose singulière: le camarade Grosovsky (tel était alors son pseudonyme) donnait aux publicistes du parti d'excellents conseils; intéressé par quelques questions, il pouvait pour son étude dresser le plan le plus exact et le plus réussi; mais écrire, même, s'il s'agissait d'un article de journal lui était difficile. Il le reconnaissait et la nécessité absolue seule pouvait l'obliger à prendre la plume.

Ayant fait la connaissance de Rosa Luxembourg Iognichés s'intéressa aux questions du socialisme polonais qui la préoccupaient alors. Il étudia le polonais, et si bien qu'il put plus tard s'acharner à bannir des articles des camarades polonais les expressions russes; et bientôt il renonça à toute activité dans le mouvement russe, consacrant toutes ses forces au mouvement social-démocrate polonais.

Les questions du socialisme polonais étaient alors extrêmement complexes et intéressantes. Le mouvement révolutionnaire socialiste représenté par le Parti du *Proletariat*, à la tête duquel se trouvait Ludwig Varensky et Kunitzky traversait vers 1880 une crise difficile. Le Parti consacrait toutes ses forces au terrorisme et n'était pas en état d'organiser les masses ouvrières que le développement extraordinairement rapide du capitalisme en Pologne poussait d'instinct aux luttes purement économiques. Une *Union Ouvrière* se fonda à Varsovie s'efforçant de diriger le mouvement gréviste et faisant aussi, selon ses moyens, une propagande marxiste. Cependant le Parti du *Proletariat* se divisait: sous l'influence des courants nationalistes dominants alors toute l'Europe. Les groupes d'émigrants placés à la tête du Parti, interprétant d'une façon erronée les principes du mouvement des masses ouvrières, se laissent pénétrer par l'idée d'accorder le socialisme avec le patriotisme. La Pologne, — affirmaient les publicistes de cette tendance, — a dépassé par son développement économique la Russie sous le joug politique de laquelle elle se trouve et c'est pourquoi le but du prolétariat polonais doit être la libération de son pays, la création d'un état polonais indépendant afin de se frayer un chemin vers le socialisme. Cette tendance aboutit à la fondation du Parti Socialiste Polonais (P. P. S.).

En Pologne cette tendance était combattue par l'*Union Ouvrière* et, dans l'émigration, principalement à Zurich, un groupe de jeunes s'efforça de lui opposer un programme marxiste dans son ensemble. A ce groupe appartenait le camarade Vesselovsky lâchement assassiné depuis par les gendarmes polonais. Des étudiants en faisaient partie qui, par la suite, ont quitté les rangs des militants de la révolution mais se sont fait connaître autrement (c'est le cas entre autre de l'un des plus remarquables poètes de la Pologne contemporaine, W. Berent). Mais il devait appartenir à Rosa Luxembourg de créer le fondement théorique du marxisme polonais et du mouvement social-démocrate; son collaborateur le plus actif, le plus dévoué dans ce travail fut le camarade Iognichés-Grosovsky.

Les thèses fondamentales de cette tendance étaient celles-ci: le capitalisme se développe dans la Pologne asservie dans un étroit accord avec le capitalisme russe, allemand et autrichien; les liens les plus étroits se créent nécessairement entre la bourgeoisie des provinces polonaises et celles de ces états; la lutte des classes devient plus âpre en Pologne et rend impossible

l'insurrection contre le joug national. La tâche du prolétariat polonais c'est de lutter de concert avec les ouvriers russes, allemands et autrichiens contre l'ordre capitaliste; cette lutte politique et économique doit être conduite en tenant compte des conditions de la vie politique dans chaque état, ce qui rend nécessaires des relations étroites avec les partis socialistes russes, allemands et autrichiens. L'autonomie du Parti polonais, qui lui permet de défendre les intérêts de la culture du prolétariat polonais, doit être naturellement sauvegardée. Seule la révolution commune, en détruisant l'ordre capitaliste, entraînera la libération de tous les peuples donc du peuple polonais; tant que règne l'ordre capitaliste la création d'un état polonais indépendant n'est pas possible. La tâche des prolétaires polonais ce n'est donc pas de lutter pour une Pologne capitaliste indépendante mais pour la destruction des états capitalistes en général. Tout ceci nous paraît aujourd'hui indiscutable mais il fallut alors un énorme travail pour ouvrir un chemin à ces idées. Rosa Luxembourg prouva de suite un remarquable talent de publiciste et les dons d'un brillant théoricien. Nous reconnûmes volontiers en elle notre guide doctrinal. Le camarade Iognichés était son auxiliaire le plus actif bien que seuls ses plus proches amis l'aient su.

La nouvelle tendance eut bientôt à soutenir son premier combat sur une large arène. A l'automne de 1891 la gendarmerie du tsar détruisit l'*Union Ouvrière* dont presque tous les leaders furent arrêtés. La manifestation du 1-er mai, en 1892, revêtit néanmoins des proportions grandioses, montrant que le mouvement des masses ouvrières était devenu en Pologne un fait capital de la vie sociale.

En 1893 il devint possible de renouveler et d'élargir notre activité révolutionnaire dans la région. Le camarade Vesselovsky était alors l'un des meilleurs organisateurs. Les ouvriers de l'*Union* et ceux qui restaient du parti du *Proletariat* adhérèrent au nouveau groupe et nous adoptâmes le nom de *Parti Social-Démocrate de l'Empire¹⁾ polonais*. Cette appellation paraîtra étrange à beaucoup (quel accouplement de mots: socialiste et empire!). Elle fut choisie dans un but défini. Nous voulions exprimer ainsi que, selon nos doctrines, nous étendions notre organisation sur un territoire donné et précisément sur cette partie de la Pologne où le prolétariat doit lutter la main dans la main avec le prolétariat de toute la Russie. Justement cette année-là un Congrès socialiste international se réunissait à Zurich. Nous résolûmes de nous y affirmer devant le prolétariat du monde entier. Les ouvriers de Varsovie m'envoyèrent un mandat de délégué. Les groupes de l'étranger en donnèrent à Rosa Luxembourg et au camarade Varchavsky. Les meneurs du P. P. S. (?) menaient contre nous une furieuse campagne dans laquelle ils eurent recours aux moyens les plus honteux, accusant effrontément le camarade Varchavsky d'être un «agent russe». Comme il y avait parmi eux des hommes entretenant depuis longtemps d'excellentes relations avec les chefs de l'Internationale Engels, Wilhelm Liebknecht et d'autres, il leur fut facile de nous représenter comme un petit groupe d'intrigants rompant l'unité du socialisme polonais. Malgré le brillant discours de Rosa Luxembourg refusant ce mensonge le Congrès résolut

¹⁾ L'original russe dit *Tsarstvo*, c'est-à-dire littéralement Empire du tsar.

²⁾ P. P. S. Abréviation de Parti Polonais Socialiste.

de ne valider ni son mandat ni celui du camarade Varchavsky. Piékhanov joua dans cette affaire un bien piètre rôle; il connaissait les affaires polonaises et il eut suffi d'un mot de lui qui jouissait dans l'Internationale d'une si grande popularité pour anéantir toute cette intrigue. Mais il préféra se taire et reconnut plus tard qu'il lui sembla fâcheux de «devoir aller à l'encontre de l'opinion du vieil Engels.» Malheureusement ces choses devaient par la suite arriver assez souvent dans la seconde Internationale où les affaires se décidaient fréquemment selon les sympathies et les antipathies des chefs jouissant d'une certaine popularité. Nous subîmes un échec, mais on s'intéressa dans l'Internationale aux questions du socialisme polonais et l'occasion se présenta à nous d'exposer ces questions dans la presse française et allemande. Cette tâche aussi fut surtout dévolue à Rosa Luxembourg.

L'étude des questions du mouvement ouvrier polonais avançait et le mouvement se fortifiait. Rosa Luxembourg suivait à ce moment les cours de l'Université. En 1897 elle présenta pour son doctorat une brillante dissertation sur le développement de la production en Pologne. Elle se distinguait non seulement par des connaissances solides mais par une dialectique brillante, qu'elle faisait valoir dans ses fréquentes discussions avec le professeur d'économie politique Julius Wolf adversaire résolu du marxisme. Nous préparions tout simplement ces discussions: j'amenais tout doucement l'honorable professeur sur ce sujet glissant puis, disposant de toutes les armes du marxisme, nous lui prouvions qu'il n'y comprenait pas un traître mot. Nous devons rendre cette justice à l'Université de Zurich que malgré notre propagande elle ne s'opposa aucunement à notre obtention du doctorat.

* * *

En 1897 Rosa Luxembourg ayant terminé ses études universitaires rêvait de passer en Allemagne. Pour avoir la possibilité de militer, elle se maria fictivement avec l'un des fils du docteur Lübeck et devint de cette façon allemande. Elle travailla parmi les ouvriers polonais, en Posnanie et en Silésie collaborant en même temps aux journaux allemands, et à l'organe scientifique du parti *die Neue Zeit*. Je m'étais rendu en Allemagne un an auparavant et je collaborais à Dresde à cet organe dont Parvus était le rédacteur. Mais en 1898 nous fûmes tous deux expulsés de Saxe. Rosa Luxembourg nommée rédacteur du journal de Dresde ne put s'y accorder et commença bientôt à collaborer au *Leipziger Volkszeitung* dont le rédacteur était alors le meilleur journaliste allemand, Schelang. Après sa mort Rosa Luxembourg seule rédigea un moment ce journal.

C'était le moment où commençait la crise du mouvement ouvrier allemand: Bernstein entra en lice et le «révisionnisme» se répandait. Rosa Luxembourg se jeta dans la polémique, et ses remarquables articles précisèrent nos lignes de tactique. Bientôt les questions de tactique devinrent actuelles dans toute l'Europe: La question de la participation des socialistes au gouvernement bourgeois (ce qu'on appelait le millerandisme) se posa et, d'une façon générale ce fut le commencement d'une âpre lutte entre les courants révolutionnaires et réformistes. Le talent dialectique et polémique de Rosa Luxembourg s'y manifesta dans toute sa force: elle devint bientôt l'un des champions les plus en vue de la tendance révolutionnaire. Le Parti

Social-Démocrate polonais la nomma membre du bureau international et depuis ce jour elle ne cessa de combattre pour les idées révolutionnaires sur la plus large arène. Ici encore Ioguchich était son inséparable collaborateur. Les proches amis de Rosa savent qu'elle ne donnait à composer aucun de ses articles de polémique ou de programme sans qu'il l'ait relu.

Pendant nos deux camarades ne cessaient pas de s'intéresser au mouvement polonais. Le logement de Rosa Luxembourg à Friedenau (faubourg de Berlin) était le centre vers lequel se dirigeaient les camarades venant de Varsovie pour demander conseil; c'est là aussi que venait Ioguchich dans les mains duquel se trouvaient tous les fils reliant le Parti du pays avec les camarades travaillant pour lui dans l'émigration.

Ainsi passèrent, dans une constante lutte pour les idées révolutionnaires, les années de 1897 à 1905. Dans cette lutte Rosa Luxembourg rendit au prolétariat d'inappréciables services en ne reculant pas d'un pas de la ligne de conduite du marxisme révolutionnaire. Un fait caractérise sa personnalité: c'est que malgré ses façons impitoyables et sa dureté parfois excessive dans la polémique, ses plus grands adversaires (parmi lesquels figurèrent quelquefois Jean Jaurès et Bebel) la respectaient et même l'aimaient. Elle était alors liée par une amitié étroite avec Karl Kautsky sur lequel elle avait une grande influence et qu'elle stimulait à aller de l'avant quand se manifestaient ses velléités opportunistes.

La révolution russe de 1905-1906 éclata et le prolétariat polonais constitua dans cette lutte à mort une bonne avant-garde. Ioguchich s'empressa de se rendre à Varsovie. Rosa voulut absolument le suivre. C'est en vain que nous lui déclarâmes qu'elle devait rester à Berlin où nous avions besoin de son travail scientifique qu'elle pourrait difficilement continuer dans son pays. Malgré notre opposition catégorique elle débarqua un beau matin à Varsovie nantie d'un passeport allemand. Tychko — c'est le pseudonyme que Ioguchich avait alors adopté — fut mécontent mais il dut se résigner. Rosa déclara formellement qu'elle ne quitterait pas son poste et se mit à travailler avec notre journal.

Pas pour longtemps, hélas! Quelques semaines plus tard elle tombait entre les mains de la police qui n'avait pas eu de difficulté à établir son identité. Par bonheur à cette époque la désorganisation de la police commençait déjà. Par la menace de venger cruellement Rosa et par la corruption nous la fîmes libérer sous cautionnement après quoi les camarades la renvoyèrent à l'étranger: elle protesta, mais cette fois nous fûmes inébranlables.

Tychko avait été arrêté en même temps qu'elle. Son travail avait été magnifique. Notre journal était grâce à lui admirablement organisé. Il avait soumis la rédaction clandestine installée au centre de la ville au régime le plus sévère. Il n'écrivait généralement pas lui-même. Mais tout article (et presque toutes les notes) était écrit d'après ses instructions, «pour que notre numéro, disait-il, soit d'une seule pièce»; — pas une ligne n'était envoyée à la composition sans avoir été attentivement relu par lui. Il tenait ses collaborateurs dans une main de fer n'admettant ni fatigue ni «disposition d'esprit particulière». — «Il faut travailler, — voilà tout!» Et, le voyant infatigable du matin à la nuit tous se soumettaient à sa remarquable organisation du travail. Mais il ne se bornait pas à tenir

ainsi sa collaboration littéraire, il ne lâchait pas non plus les typographes et les collaborateurs techniques. A Dieu ne plaise qu'une note fut composée dans un caractère autre que celui qui était indiqué sur la copie! A Dieu ne plaise qu'un numéro ne fut pas composé selon toutes les règles de l'art typographique! Une expédition inexacte était un crime impardonnable. Il arrivait à de malheureux collaborateurs d'encourir des reproches pour quelques 6 numéros qui un mois auparavant étaient arrivés quelque part en retard. Tychko se rappelait de tout et veillait à tout et pour tout il avait outre son travail de rédaction un très grand travail d'organisation. Il connaissait par le menu le travail du Parti et se préoccupait continuellement de tout. Mais ce travail minutieux ne diminuait pas sa largeur de vues et il se distinguait dans toutes les questions théoriques par sa réserve et par sa prévoyance. On l'arrêta en février 1906 avec Rosa Luxembourg. Identifié, jugé, il fut condamné à 8 ans de travaux forcés. Mais en février 1907 les camarades réussirent à organiser son évasion. Cette entreprise fut menée à bien par le camarade Ganetsky: un gardien fut acheté, on procura à Tychko un costume et on l'emmena. Je me souviens qu'il vint tout droit de la prison à la rédaction où il dut rester plusieurs jours avant d'avoir trouvé un logement plus sûr. Les affaires de la rédaction étaient déjà moins bonnes: Presque tous les rédacteurs étaient emprisonnés. Il était de plus en plus difficile de faire marcher la typographie et notre journal avait perdu son élégance. Tychko commença par s'en faire apporter une collection complète; il la parcourut avec effroi: Que de coquilles! J'indiquai que le correcteur devait travailler tantôt sous la machine, tantôt dans la cave. Mais il ne fut pas convaincu: «Il faut pour la correction une tête, et des mains, et tant qu'on a une tête sur les épaules et un crayon dans les mains on peut travailler n'importe où». Et de fait Tychko pouvait travailler ainsi. Puis il se mit au travail et dans la nuit rédigea une série d'instructions qui lui parurent utiles pour améliorer nos affaires. Ayant réussi à passer la frontière sans encombre,—et je me souviens qu'un officier révolutionnaire le conduisit en voiture jusqu'à la frontière,—Tychko ne resta pas un instant inactif et prit la direction du groupe étranger qui retrouvait son ancienne importance pendant que la contre-révolution triomphait en Pologne et en Russie. Je rencontrai de nouveau Tychko à l'étranger au Congrès du Parti Social-Démocrate russe, à Londres, pendant l'été de 1907. Nous luttions contre les menchéviks et Tychko qui, pendant toutes ces années était resté en contact avec les camarades russes était tout naturellement le guide du groupe polonais. Il était au courant de toutes les affaires russes dans leurs moindres détails et il prit la part la plus active au travail compliqué qu'il fallut faire à ce congrès où des questions «délicates» s'embrouillaient prodigieusement. Dans ces cas il se révélait «diplomate» défendant pourtant ses positions avec tenacité et de fait sa «diplomatie» n'abandonnait jamais rien de la tactique strictement révolutionnaire. Les menchéviks et les *Bundistes* le voyaient naturellement d'un fort mauvais œil. Il nous arrivait aussi, il est vrai, de nous quereller avec les camarades bolchéviks avec lesquels nous n'étions pas d'accord sur des questions d'organisation. Mais grâce à la retenue

de Tychko, les relations entre les bolchéviks et le groupe polonais restèrent toujours satisfaisantes.

Dès 1907 Rosa Luxembourg se plongea dans les affaires allemandes. On approchait de cette période fatale pendant laquelle l'aspect extérieur du Parti fut excellent tandis qu'en réalité la gangrène le rongea profondément. La tendance radicale semblait avoir vaincu. Les Congrès adoptaient des résolutions très radicales. Mais ceux qui savaient voir voyaient que ce radicalisme était pire que tout opportunisme. L'ar-rivisme se développait dans le parti, la bureaucratie atteignait des proportions excessives. On avait la lettre radicale sans esprit révolutionnaire. Il était très difficile de lutter contre cet état de choses qui devait enfin amener à la catastrophe morale du 4 août 1914. Parmi les chefs influents le vieux Bebel n'avait plus son ancienne intuition révolutionnaire et Karl Kautsky, n'ayant jamais été en contact avec la vie du Parti s'enfermait toujours plus dans un dogmatisme livresque. Les hommes nouveaux dans les rangs des radicaux, les Scheidemann, les Ebert, les Haase n'avaient jamais été révolutionnaires au fond de leur âme et ne voyaient pas plus loin que le bout de leur nez; les autres n'étaient que de vulgaires arrivistes. Rien d'étonnant à ce que dans cette atmosphère les meneurs aient réussi à représenter Rosa Luxembourg et ses partisans qui ne cessaient de sonner le tocsin comme des «critiques chagrins» ne troublant la paix du Parti que «par amour des disputes». Kautsky céda enfin à cette tendance et son attitude, en 1912, amena la rupture d'une amitié datant de longues années. Cet érudit de bibliothèque eut enfin le courage de traiter Rosa Luxembourg et ses amis d'«anarchistes-syndicalistes».

Malgré ce travail énévrat Rosa trouvait encore du temps pour des travaux scientifiques fondamentaux. On l'avait désignée pour enseigner à l'école marxiste du Parti l'économie politique et non seulement elle se révéla un pédagogue modèle, mais encore préparant très consciencieusement ses leçons, elle écrivit un remarquable cours d'économie marxiste, qui par malheur n'a pas été imprimé (et il faut craindre que les bandits de Noske qui, aux jours tragiques de janvier, ont violé le domicile de Rosa Luxembourg aient détruit ce manuscrit en même temps que beaucoup d'autres). A cette époque un autre travail important de Rosa fut édité *l'Accumulation du Capital*.

C'était aussi le moment de son activité de propagande la plus intense. Les calomnies des chefs du Parti contre Rosa Luxembourg n'eurent pas d'effet sur les masses. Dans toutes les villes, même dans le centre du *révisionnisme* les ouvriers aimaient à entendre «notre Rosa» et son talent si entraînant d'orateur agissait même sur ceux que l'opportunisme avait contaminé. Je me souviens qu'un camarade (de Mannheim, je crois) racontait l'étonnant effet d'un discours de Rosa Luxembourg: les ouvriers déclarant à leurs chefs habituels qu'ils voyaient maintenant combien ils avaient été trompés et exigeant que Rosa Luxembourg fut invitée à faire une série de conférence et de causeries-discussions sur les questions intéressant le Parti. Ces cas étaient fréquents.

En 1913 Rosa Luxembourg prononça à Francfort-

sur-Mein un discours antimilitariste pour lequel elle fut poursuivie et condamnée à un an de prison. Mais pendant les délais d'appel à une instance supérieure elle prononça à Berlin un nouveau discours dans lequel elle disait entre autres que dans les casernes de l'Allemagne les soldats étaient chaque jour odieusement brutalisés et brimés. Elle fut de nouveau poursuivie. La défense se chargea de prouver la véracité de ses assertions et invita des témoins à se faire connaître par les journaux du Parti. En juin 1914 quelques semaines avant la guerre mondiale, le procès s'ouvrit; plusieurs centaines de témoins se présentèrent à l'audience dès le premier jour, prêts, à déposer sur les horreurs de la vie de caserne et le défenseur déclara que sa liste comptait plusieurs milliers de noms. Le gouvernement s'effraya, le procès fut remis, — et l'on n'en reparla plus.

A cette époque le camarade Tychko travaillait dans les partis polonais et russes. On avait commencé à éditer à Varsovie un journal hebdomadaire légal mais comme, tous les écrivains du Parti devaient émigrer, la rédaction était à Berlin et Tychko, naturellement, en avait la charge. Il habitait alors à l'hôtel à Steglitz, faubourg de Berlin, et Franz Mehring qui connaissait à fond l'histoire de Prusse découvrit que cet hôtel avait été jadis le palais du général Wrangel, qui réprima la révolution de 1848. Chaque fois qu'il voyait Tychko, le vieillard affirmait que Wrangel devait se retourner dans son cercueil à la seule idée qu'un révolutionnaire comme Tychko habitait maintenant son logis. Notre rédaction siégeait dans une petite chambre de cet hôtel, Tychko y introduisait de nouveau son régime sévère taquant vertement les coupables si le travail n'était pas parfait. Le fait est qu'on ne pouvait diriger de Berlin la rédaction d'un journal de Varsovie qu'au prix d'une exactitude exemplaire et que sous ce rapport notre confrérie littéraire n'était bonne à rien. Cependant l'énergie de Tychko faisait marcher l'affaire, bien que notre journal régulièrement suspendu dût continuellement changer de nom pour ressusciter; il vécut près d'un an, changeant je crois sept fois de nom.

Tychko dut travailler dans le Parti russe ayant été désigné par le Parti polonais qui s'était fédéré avec les organisations russes, en qualité de membre du Comité Central. Comme il était dans son travail ponctuel jusqu'à l'exagération, croyant indispensable d'informer de tout ce qui concernait les intérêts généraux, la direction du Parti Polonais, qui se réunissait périodiquement à Berlin, il dut tenir toute une série de notes et de livres, cela seul et dans les conditions les plus pénibles: il vivait avec un passeport étranger. La police pouvait à chaque instant tomber chez lui et c'est pourquoi son «bureau» était installé dans les appartements de certains camarades allemands chez qui les papiers étaient déposés, tandis que d'autres adresses d'Allemands servaient pour la correspondance. Nous fimes un jour le calcul que Tychko avait affaire de cette façon dans une douzaine d'appartements. Il ne renonçait pas à ce système pour des raisons d'ordre conspiratif; de la sorte les matériaux étaient si dispersés que même en découvrant un appartement la police n'y trouverait qu'une petite partie de documents dont elle ne pourrait tirer aucun avantage. Je lui demandai un jour: «Mais qu'arrivera-t-il si vous tombez brusquement malade? Personne ne se retrouvera dans ce travail». Il me répondit simplement: «Il ne m'est pas permis d'être malade». Le fait est que seule une

capacité de travail déconcertante et une santé de fer permettaient à Tychko d'accomplir le travail énorme dont il se chargeait.

* * *

La guerre éclata. Dès le premier jour Rosa Luxembourgeois commença sa propagande contre la guerre. Elle comptait grouper pour un travail commun un groupe choisi de camarades allemands. Et d'abord elle pensa qu'il était nécessaire de publier un manifeste signé au moins d'un petit nombre de noms populaires parmi les ouvriers. Tychko dit tout de suite qu'il n'en résulterait rien.

Pourtant, avec Rosa, nous tentâmes l'essai. Mais sept personnes seulement, répondant à son invitation, se réunirent chez elle pour examiner la question; de ce nombre il n'y avait que deux militants connus, Mehring et Lentsch. Ce dernier promit de signer mais se déroba ensuite. Le manifeste n'eut été signé que de Rosa Luxembourgeois, de Clara Zetkin et de Franz Mehring ce qui était naturellement inadmissible; il fallut y renoncer. Le lecteur ne s'initie aux choses d'Allemagne se demandera peut-être: et Liebknecht? Malheureusement Liebknecht hésitait encore et ce n'est que quelques mois plus tard qu'il se décida à combattre la guerre.

Il fallut se résoudre à l'activité clandestine. Fort peu de camarades y étaient préparés. Le petit groupe qui se mit au travail était composé des camarades Luxembourgeois, Tychko, Mehring, des époux Dunker, d'Ernest Mayer, de Wilhelm Picke, de Lange et de moi — je crois bien que c'est tout. Mathilde Jacob et la camarade Ezerskaya nous donnaient un concours technique, matériel. Notre situation n'était pas brillante; nous n'avions ni argent ni organisation de parti et, en outre, les militants allemands n'avaient aucune notion de propagande clandestine. Pourtant tout marcha. Tychko et Mayer se chargèrent d'organiser une typographie. Picke, Eberlein et Lange, à l'aide de leurs relations, donnèrent le moyen de répandre les publications, mais Tychko dut bientôt assumer la direction de ces deux parties de l'entreprise. Nous pûmes ainsi éditer une série de manifestes contre la guerre. Nous décidâmes en outre de commencer à éditer un journal légal «l'Internationale», mais il fut supprimé dès son premier numéro.

En février 1915 la condamnation de Rosa Luxembourgeois fut confirmée en dernière instance; on l'emprisonna pour un an. Elle réussit pourtant à écrire et à nous faire passer — principalement avec le concours de l'active et infiniment dévouée Mathilde Jacob — des feuilles volantes et une brochure intitulée *la Crise de la Social-démocratie*.

Elle insistait pour que la brochure fut éditée sous son nom, mais nous savions qu'en pareil cas elle eût été menacée de travaux forcés et nous refusâmes. La brochure fut signée du pseudonyme de *Junius*.

Sa détention terminée Rosa revint parmi nous. Liebknecht maintenant était aussi avec nous et le travail s'était considérablement élargi. Mais en juin 1916 Rosa Luxembourgeois était de nouveau emprisonnée, «par mesure administrative». Je me trouvais alors dans un camp de concentration, mais je sais qu'alors aussi Rosa Luxembourgeois collaborait aux feuilles volantes qui paraissaient sous le titre de *Lettres de Spartacus*. Je sais que l'impression et la diffusion de ces feuilles furent merveilleusement organisés grâce surtout à l'invincible énergie de loguichés. Sa grande expérience de l'activité

clandestine ne permettait pas aux autorités allemandes de l'arrêter, bien qu'il dût, par suite de l'arrestation ou de l'envoi au front de presque tous les militants éprouvés du groupe Spartacus travailler dans un cercle assez large et visiter des réunions nombreuses. La police savait seulement qu'un mystérieux étranger était à la tête du groupe. On réussit pourtant à l'arrêter au printemps de 1918. Les efforts du camarade Joffe pour obtenir sa libération n'eurent pas de succès. Iognichés étant considéré comme citoyen suisse (de fait, il avait, en 1896 acquis dans l'un des cantons les droits de citoyen et, avait récemment vécu à Berlin avec son véritable passeport suisse).

* * *

Je ne devais plus rencontrer Rosa Luxembourg. J'arrivai de Moscou à Berlin 3 jours après la catastrophe. Mais les récits de combattants de la bataille révolutionnaire m'ont confirmé ce dont je n'ai pas douté: avec Karl Liebknecht elle a été le guide intellectuel du mouvement spartakiste et Iognichés n'a pas cessé d'être son compagnon inséparable. Je le trouvai, lui, au travail. Il avait été arrêté pendant l'insurrection de janvier, mais il avait réussi à recouvrer la liberté et s'était aussitôt remis au travail. Il fallait concentrer les forces dispersées, reformer le comité Central des Communistes-Spartakistes, reconstituer l'organisation.

Iognichés fut à la hauteur de sa tâche. Grâce à son énergie, le travail du Parti recommença aussitôt après la catastrophe. Son mauvais destin l'atteignit en mars: arrêté pendant l'insurrection communiste, il fut lâchement assassiné en prison.

* * *

Je ne puis à l'heure actuelle donner un aperçu de l'activité scientifique et politique de Rosa Luxembourg. Il faudrait pour cela tout un travail historique et critique, d'autant plus grand que son activité féconda le mouvement révolutionnaire polonais et allemand pendant une période assez longue, et se fit sentir en outre dans le mouvement international, les principaux efforts de notre inoubliable camarade, ayant été consacrés depuis 1887 à la lutte contre l'opportunisme considéré comme un fait international.

Mais je prends la liberté d'attirer l'attention du lecteur sur ce que, dans son dernier travail théorique et tactique, — sa brochure sur la crise de la social-démocratie, — notre inoubliable camarade nous a laissé de précieuses indications pour le travail futur: Je veux parler des «thèses» énoncées à la fin de cette brochure et concernant l'Internationale. Cette brochure, comme je l'ai indiqué, a été écrite en 1916 en prison. Connaissant à fond la seconde Internationale, Rosa Luxembourg y prédit clairement, nettement, l'inévitabilité de sa chute et montre la nécessité de recréer l'Internationale sur de nouvelles bases. Bien des choses ont changé depuis: La révolution et la dictature du prolétariat en Russie, puis en Hongrie, ont créé une nouvelle situation. Mais dans son ensemble la pensée de la camarade Luxembourg reste exacte. Plus précisément, elle se pose cette question: Que doit être la nouvelle Internationale? Et elle y répond:

La lutte des classes contre les classes gouvernantes dans les états bourgeois et la solidarité des prolétaires de tous les pays sont deux principes que les ouvriers ne peuvent séparer dans leur lutte universelle pour l'émancipation. Pas de socialisme sans solidarité internationale du prolétariat, pas de socialisme sans lutte des classes. Le prolétariat socialiste ne peut renoncer, ni en temps de paix ni en temps de guerre ni à la lutte des classes ni à la solidarité internationale, sans attenter à sa propre existence...

Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat est dans l'Internationale. L'Internationale définit en temps de paix ou en temps de guerre, la tactique des sections nationales, dans les questions du militarisme, de la politique commerciale, des traités de commerce, du 1-er mai et de l'action commune en cas de guerre. L'obligation d'exécuter les décisions internationales prime tous les autres devoirs des organisations. Les sections nationales qui ne se soumettent pas à ces décisions s'excluent de l'Internationale...

Nous sommes encore loin de l'organisation d'une telle Internationale. Mais travaillant dans ce sens nous accomplissons les dernières volontés de l'inoubliable martyr de notre cause.

I. MARCHLEVSKY (KARSKY).

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Adhésion à l'Internationale Communiste des Partis Suédois, Norvégien et Bulgare.

Le 14 juin la Conférence des groupes de gauche du Parti Social-Démocrate Suédois a décidé par 186 voix contre 22 d'adhérer à l'Internationale Communiste. Une proposition d'adhésion « conditionnelle » a été rejetée par 124 voix contre 95. Le texte de la résolution d'adhésion ne nous est pas encore parvenu de même que le compte-rendu des délibérations de la Conférence. Nous ne connaissons que le contenu d'une résolution qui invite le prolétariat à se défer des « démocrates » et des « réformistes » mais lui recommande de prendre part au travail parlementaire afin de s'en servir comme d'un moyen de propagande jusqu'au moment où, en Suède aussi, la révolution entrera dans sa dernière phase. A ce moment la dictature du prolétariat devra remplacer le système parlementaire par celui des Soviets. « Dans la révolution socialiste universelle, dit ce document, la gauche du Parti Social-Démocrate Suédois voit le seul moyen de sauver la classe ouvrière et l'humanité entière des horreurs entraînées par la guerre mondiale dont le capitalisme est la cause ».

Le Congrès du Parti Social-Démocrate Suédois s'est ouvert le 8 juin. Le Congrès a décidé d'adhérer à l'Internationale Communiste et a adopté une résolution proclamant la nécessité inévitable de la révolution socialiste et de la dictature prolétarienne. La question du système des Soviets a été tranchée en principe dans le sens positif; tenant compte des conditions spéciales dans lesquelles il doit être appliqué en Norvège, le Parti se propose de créer des Soviets de Députés « ouvriers, paysans et pêcheurs »; par 275 voix contre 63 le Congrès a décidé d'étudier les matériaux concernant le système des Soviets et de proposer au prochain Congrès du Parti de prendre une définition définitive. La proposition d'envoyer un télégramme au camarade Lénine a été adoptée par acclamation. Le Congrès a décidé la participation aux élections en revendiquant des réformes électorales et en utilisant la campagne électorale comme un moyen d'agitation. Le Comité du Parti reçoit en même temps de pleins pouvoirs pour déclarer, si les circonstances se modifient, le boycottage du Parlement et des élections.

Le 22 juin le Congrès du Parti Socialiste Bulgare (Téssniaki) s'est déclaré section de l'Internationale Communiste.

Le Parti Socialiste Italien et la Troisième Internationale.

Au cours de sa réunion du 19 mars à Milan le Comité du Parti Socialiste Italien a adopté une résolution extrêmement importante concernant la sortie du Parti du Bureau International Socialiste de Bruxelles et son adhésion à la nouvelle Internationale Communiste dont le centre est dans la République des Soviets. Les camarades Gennari, Serrati et Bombacci ont proposé la résolution suivante qui a été adoptée par 10 voix contre 3 (Lazzari a voté contre la résolution).

Le Comité du Parti Socialiste Italien constate:

1) que le Bureau Socialiste International de Bruxelles est devenu un instrument de politique militaire, entre les mains de la bourgeoisie prétendument démocratique, instrument qui ne sert qu'à tromper le prolétariat et qui met obstacle au rétablissement de l'activité révolutionnaire de l'Internationale Socialiste;

2) que tous les efforts pour réveiller les énergies du prolétariat mondial avec le concours du Bureau Socialiste International de Bruxelles qui s'est livré à la bourgeoisie impérialiste des pays de l'Entente, sont vains;

3) que l'alliance conclue à Berne entre les agents provocateurs social-patriotes des deux impérialismes— celui de l'Entente et celui des puissances centrales— a dévoilé plus clairement encore le caractère réactionnaire de toutes les fractions qui n'ont pas accompli leur devoir à l'égard de la bourgeoisie capitaliste, coupable d'avoir entraîné tous les peuples à la guerre;

4) qu'il est impossible à ceux qui sont restés fidèles aux principes de l'Internationale d'appartenir à la même organisation que ceux qui les ont trahis et s'opposent à la réalisation du socialisme;

5) que ce Bureau, au lieu de convoquer aussitôt après la fin de la guerre toutes les organisations et tous les partis adhérents a trouvé une échappatoire:— la Conférence de Berne, parodie d'une conférence internationale.

Le Parti décide donc de sortir du Bureau Socialiste International de Bruxelles et d'adhérer à la nouvelle Internationale révolutionnaire socialiste, fondée sur les principes des camarades communistes russes ¹⁾.

Le Parti décide en outre de tendre tous ses efforts pour amener les socialistes de tous les pays demeurés fidèles à l'Internationale à adhérer (censuré) une Conférence préliminaire ou tout autre moyen,

^{1) Note de la rédaction.} Nous traduisons le texte de cette résolution d'un numéro du *Volksrecht* censuré en divers endroits.

Le Parti Socialiste Américain et l'Internationale.

Le parti socialiste américain dont une fois de plus un des chefs et des fondateurs, Eugène Debs, vient d'être condamné à dix ans de prison pour propagande antimilitariste, et qui se rattachant au mouvement de Zimmerwald, s'est opposé avec violence à la participation de l'Amérique à la guerre, a mandé à la Conférence de Berne un délégué, qui n'y a pas paru. L'*Avanti* nous en instruit maintenant. La décision de prendre part à la Conférence de Berne fut accueillie dans plusieurs sections par de vives protestations, de sorte que le délégué, le camarade Oncal, dont le voyage à la conférence avait été retardé, jugea nécessaire de faire paraître dans la presse du parti une déclaration, faisant connaître qu'il était d'abord chargé d'étudier le mouvement en Europe et de se mettre en rapport avec les camarades d'outre-océan. Il affirma aussi, qu'il ne soutiendrait en aucun cas une politique contraire aux directives du parti.

Ces explications étaient indispensables vu le développement considérable de la fraction extrême du parti qui tendait vers une rupture définitive avec la seconde Internationale pour se rallier à la troisième Internationale révolutionnaire. Ce groupe avait présenté une déclaration de principes qui va être débattue par les sections. Elle exige la révision du programme du parti selon les problèmes qui se présentent du point de vue des réformes; l'éducation du prolétariat exclusivement en vue de la lutte des classes et de la révolution; le soutien des organisations professionnelles par la propagande révolutionnaire, la stricte surveillance par le parti des employés socialistes, des la presse socialiste et des autres organes socialistes. Exigences immédiates:

1) Convoquer une journée de congrès pour la réorganisation du parti et la décision des directives nécessaires à l'accompagnement de la tâche que lui impose l'actuelle crise sociale universelle.

2) Renoncer à la Conférence de Berne.

3) Convocation d'une Conférence zimmerwaldienne.

4) Publier un manifeste de sympathie et d'approbation sans réserves envers le gouvernement des Soviets, le groupe Spartacus et les autres groupements socialistes semblables de l'Europe.

Volksrecht 24-III-19.

Le 16 février à New-York la Gauche du Parti Socialiste Américain s'est organisée. Elle a publié un manifeste condamnant la tactique du réformisme et déclarant ne reconnaître d'autre tactique que celle de «l'action directe des masses ouvrières»; ce manifeste critique sévèrement la conférence de Berne et invite tous les socialistes à adhérer à la Troisième Internationale dont les fondements sont posés par les bolchéviks russes et par les apertakistes allemands.

Ces groupements de gauche existent à Michigan, Cleveland, Philadelphie, Boston et surtout à New-York où ils éditent maintenant un journal hebdomadaire. Entre le vieux parti et la gauche la lutte est vive et tous les jours plus âpre. Les anciens leaders reprochent à la gauche de déformer tous les principes démocratiques et invitent leurs membres à s'écarter de ces éléments «indisciplinés et séparatistes», dont l'influence croît si rapidement que la droite a peur de leur voir prendre la direction du Parti.

(«Suomi Socialdem.» 3/VII/19).

OPINIONS SUR LA CONFÉRENCE DE BERNE

(Un article de Raymond Péricat)

Pendant une guerre de quatre ans et demi, les gouvernants des Etats belligérants, les chefs des partis socialistes et des syndicats se sont constamment opposés par différentes méthodes à toutes les tentatives de réunir une Conférence internationale.

L'orage est maintenant passé, les soldats ont «rendu les armes», les mitrailleuses ont cessé de faucher des hommes et des hommes, toujours plus... Et notre internationale qui garda le silence quand parlaient les canons, élève la voix maintenant que les canons se sont tus.

Lisez les noms de la majorité des délégués venus à Berne des quatre coins du globe, et, pour chaque pays, vous y découvrirez sans peine l'héroïque armée des patriotes en chambre, des just-auboutistes enragés appartenant à la classe ouvrière du monde entier

Travailleurs, soyez sur vos gardes!

Vous n'aurez demain qu'une caricature de l'Internationale, telle exactement que vous l'avez eue depuis le début de la guerre. J'allais dire exactement comme vous n'avez toujours eu que des caricatures de socialistes.

Les socialistes-nationalistes et Trade-Unionistes qui hier encore nous jetaient injurieusement à la face les noms de Lénine et de Trotsky, qui vilipendaient la révolution russe, qui tentaient de voiler leurs actions en les justifiant par les «intérêts supérieurs du pays» — tous ces gens ne sont pas qualifiés pour reconstituer l'Internationale.

Et pourtant ce sont eux qui dès le début de la Conférence se firent les accusateurs de la majorité allemande.

Responsabilités et complicités! Qui, parmi les

nationalistes et les patriotes réunis à Berne n'en a pas sa large part? L'ex-ambassadeur Albert Thomas qui embrassait des prêtres et excitait à la guerre n'est pas qualifié pour être le juge, le *J'accuse* de l'Internationale.

Basse comédie en vérité! Renaudel, Poisson, Dubreuilh, Thomas ne peuvent pas être juges. Ils sont eux-mêmes sur la selette.

Que font des hommes tels que Morgari, Lazzari, Adler, Loriot et Ramsay Mac-Donald dans cette fâcheuse aventure?

A l'heure où la Révolution gronde partout, balayant les autocraties parmi les choses tombées au rebut, renversant les trônes et menaçant même les «démocraties» dictatoriales, la Conférence est obligée de discuter la société des nations. La société des nations, qui sortira de la Conférence de la paix de Paris, œuvre d'hommes tels que Clémenceau, Lloyd George et même Wilson—soit dit avec tout le respect dû à ses adorateurs—sera l'arme la plus puissante contre les Révolutions et contre l'Internationale.

Elle ne sera qu'un formidable «consortium» d'Etats capitalistes, une alliance de gouvernements bourgeois, une association pour exploiter les peuples maintenus dans un état de servitude.

Cette société des nations qui autrefois paraissait une étape nécessaire dans l'évolution universelle, apparaît aujourd'hui comme un pas inutile et même honteux dans la marche rapide vers une république socialiste mondiale. Ce n'est pas un pas en avant, c'est un obstacle.

Elle ne sera pas l'union des peuples associés, mais la coalition des capitalistes et des classes gouvernantes de tous les pays. En élargissant leur champ d'action, les gouvernements n'en seront que mieux armés contre les révolutionnaires, et les militaristes, unis par un nouveau pacte, constitueront une police internationale chargée de protéger l'ordre social bourgeois.

En présence du gigantesque mouvement des peuples dans les tourbillons de la révolution, combien ternes et ridicules paraissent les supplications et les prières des groupes «patriotiques» sollicitant une place autour de la table verte de la Conférence de la paix.

Est-il possible d'enchaîner le prolétariat—avec la participation de ses délégués—au moyen du travail des diplomates qui, sous le couvert de la formule wilsonienne du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», légalisera la spoliation des peuples?

Non, l'Internationale ne peut pas naître des mains de ceux qui l'ont tuée. Gompers, Jouhaux, Roussanoff. Albert Thomas ne peuvent pas être

les associés de Lénine, Trotsky, Fritz Adler, Hayward, Morgari, Borghi, Lazzari, — des bolchéviks et des spartakistes.

Ces noms ne peuvent pas être rapprochés, ces hommes ne peuvent pas arriver à une entente et se comprendre; travaillant ensemble ils ne pourraient achever aucune œuvre utile. Un tel accouplement de noms est anti-socialiste. Hors d'ici les Vandervelde et les Thomas! En vous alliant avec les gouvernements de guerre en prenant place aux bancs des ministres, vous vous êtes exclus du socialisme et de l'Internationale.

Les antagonismes nationaux, les jalousies industrielles, les rivalités coloniales qui lient et enchaînent les peuples aux peuples, les races aux races parmi les haines—toutes ces barbaries hideuses ne peuvent disparaître que devant les efforts persévérants des hommes qui, dans tous les pays, hautement, hardiment, à la face des nationalistes qu'ils soient royalistes ou socialistes se proclament citoyens du monde. Les seuls vrais internationalistes ce sont ceux qui se sentent frères des hommes de tous les pays et de toutes les races,—ceux qui n'ont qu'une patrie: l'humanité.

Ceux-là seuls sont qualifiés pour fonder la véritable Internationale.

Raymond PÉRICAT

Note. — Nous n'avons de cet article du camarade Péricat, paru dans le N° 1 de l'Internationale (15 Fév. 19), qu'une traduction anglaise, d'après laquelle nous avons tenu à reconstituer le texte français.

La Réd.

La classe ouvrière est révolutionnaire
ou elle n'est pas.

La Conférence de Berne se dupe elle-même en discutant des questions de responsabilités et de territoires, et c'est parfait. Mais il n'y a qu'une question: celle de la révolution. Qu'on le veuille ou non il faut être avec elle ou contre elle, avec les bolchéviks et les spartakistes ou contre eux,—avec la bourgeoisie capitaliste. La position intermédiaire adoptée par la Conférence de Berne n'a d'autre but que de lui permettre d'étudier la responsabilité d'une réponse nette à cette question, le prolétariat doit contraindre les sycophantes du socialisme, les ennemis masqués de la révolution, les faibles et les hésitants à se prononcer. Par leur action de classe les ouvriers doivent rappeler à ceux qui prétendent parler à Berne en leur nom que *La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est pas.*

F. LORIOU

(de la Gauche du P. S. U. français).

Notre but: Une Ligue Socialiste des peuples.

La jeunesse socialiste d'Europe doit tendre ses forces pour une bataille décisive. Les réformes bourgeoises ne nous serviront pas. Notre but c'est la création en Europe d'une Ligue Socialiste des peuples. Nous ne voulons pas rester plus longtemps du matériel humain entre les mains des généraux et des capitalistes; nous voulons vivre, vivre pour le socialisme qui signifie pour nous, autant qu'une nouvelle société, de relations nouvelles, et enfin propres d'homme à homme, et de peuple à peuple,—puisqu'il accomplit une transformation économique totale. Nous voulons vivre afin de combattre dans un esprit d'amour et d'humanité.

Ernest TOLLER

(Membre du Comité Exécutif du Soviet des ouvriers, soldats et paysans bavarois).

Nous voulons remplacer le capitalisme par le Communisme.

«La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est pas».

Cette Conférence a été convoquée par les gouvernements du monde capitaliste afin d'éviter la révolution. Le prolétariat révolutionnaire n'y doit pas consacrer d'attention. Branting, Thomas, Ebert y ont célébré leur triomphe. C'est par des chemins révolutionnaires que le prolétariat du monde doit s'avancer. Conquête du pouvoir politique! Dictature du prolétariat! Armement de la classe laborieuse! Désarmement et éloignement de la bourgeoisie! Action des masses! tels sont et tels resteront nos mots de passe. Ce n'est pas en Wilson que nous plaçons notre confiance mais en la lutte des classes. Nous ne demandons pas au monstre capitaliste d'être juste, ce serait utopique. Nous voulons remplacer le capitalisme par le communisme.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

Valeri MARCU

(Délégué du Parti Socialiste roumain)

Les conciliateurs Bernois et l'affranchissement de la femme.

Qu'a fait la conférence socialiste internationale de Berne pour la femme? Rien, absolument rien. Aucune question n'a été étudiée de manière à avancer notre position. Aucune avance n'était d'ailleurs possible à cette réunion car la Conférence groupait des gens qui ne se placent plus sur le terrain de la lutte des classes internationale. Ces gens sont contre nous et doivent être contre nous à cause de leur point de départ. C'est donc désormais notre devoir de convoquer une

Conférence Internationale féminine, Conférence des camarades admettant la lutte des classes révolutionnaires et résolues à ne point permettre que le prolétariat soit conduit une seconde fois au massacre. Non seulement les femmes des contrées belligérantes, mais encore celles des états neutres ont tellement souffert de cet assassinat en masse qu'elles doivent user de tous les moyens pour en prévenir le commencement. Ce ne peut être fait que par la plus impitoyable lutte des classes contre la bourgeoisie de chaque soi-disant patrie.

Louise MÜNCH

Opinion de l'Avanti.

La presse bourgeoise ne peut dissimuler sa joie à propos des résolutions de la Conférence des social-patriotes. Cette soi-disant Internationale — jouit des sympathies de la bourgeoisie, — de cette bourgeoisie qu'elle doit anéantir. C'est compréhensible. A la Conférence de Berne, les social-patriotes, sous le couvert de l'enseignement démocratique, ont adopté une position hostile à la révolution sociale. Les débats sur le puissant mouvement révolutionnaire russe l'ont le mieux démontré. Tout le cours des travaux de la Conférence montrait que ses participants devaient infailliblement aboutir à prendre cette position. La prétendue «Nouvelle Internationale» n'est qu'une farce, et comme toutes les farces, se terminera vite. Elle pourra encore durer quelque temps grâce à l'appui qu'elle recevra de la bourgeoisie européenne. Mais les contraires ne peuvent être réunis: les patriotes et l'Internationale forment un antithèse irrédactable. Vouloir l'accord entre eux, au moment où sont tranchés les grands problèmes nationaux, où les gouvernements des différents pays tremblent pour leur destinée et quand les «Internationales» de Berne sont invités à entrer dans les ministères — c'est une véritable folie. Nous n'avons rien de commun avec une semblable «Internationale», de même que nos camarades de tous les pays dont le drapeau est celui de la lutte des classes. Le prolétariat socialiste ne se laissera pas berné; il sait qu'il y a un abîme entre cette «Internationale» et lui.

Tout doit être reconstruit à nouveau et tout sera reconstruit à nouveau — tout, y compris l'Internationale, dont les premières flammes se sont allumées en des jours tragiques dans le petit village ignoré de Zimmerwald, parmi les attaques et les persécutions de la bourgeoisie qui avait plongé le monde dans une mer de sang, parmi les haines et les calomnies de beaucoup d'entre ceux qui, hier encore, à Berne, pensaient jouer le rôle de gardiens du socialisme.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Par Radio.

Message. au Congrès du Parti Socialiste hongrois

Budapest, — Bela-Kun.

Chers Camarades!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste salue chaleureusement le Congrès de votre parti qui se réunit à un moment historique, comportant de si graves responsabilités. L'Internationale Communiste tout entière est fière de sa section hongroise qui dans un laps de temps si court, a su accomplir un si vaste travail.

Nous sommes profondément convaincus que le fondement de l'unité de tout le prolétariat hongrois, posé par vous au mois de mars 1919, sera inébranlable, seuls des rétrogrades, des renégats, des gens qui se sont détachés de la classe-ouvrière peuvent maintenant argumenter contre la dictature du prolétariat. Tout partisan sincère et conscient de la lutte des classes doit maintenant être un communiste.

Il y a à peine un mois que notre cœur se serrait douloureusement quand nous voyions, les bandes soudoyées contre vous par l'Entente, commencer l'encerclement de votre Budapest rouge. L'héroïque vaillance des ouvriers hongrois a forcé ces bandits à s'arrêter devant la capitale de la Hongrie rouge. Ce mois d'abnégation et de noble lutte contre la violence de l'étranger restera comme une page dorée dans l'histoire du communisme. L'activité de votre parti pendant cette courte période restera dans l'histoire de la troisième Internationale comme un chapitre inoubliable de l'affranchissement du prolétariat des chaînes du capitalisme.

Votre parti a prouvé, non en paroles mais en faits, que la classe ouvrière est de nos jours, non seulement capable de renverser sa propre bourgeoisie mais encore de lutter contre les bourgeoisies étrangères pour défendre la patrie socialiste. Votre parti a su tenir le gouvernement de la Hongrie prolétarienne parmi les écueils et les récifs et nous sommes convaincus que vous resterez à l'avenir à la hauteur de votre grande tâche.

Camarades! Vous ne pouvez vous représenter quelle immense et bienfaisante influence votre travail a eu sur les groupes et les partis communistes du monde entier. Tout ce qu'il y a de probe parmi les ouvriers du monde hait vos ennemis et vous aime.

La révolution prolétarienne croît. Croyez que dans un avenir prochain tout le monde civilisé appartiendra au communisme. Ni les forfaits des gouvernements bourgeois ni les trahisons des social-chauvinistes ne

sauveront la société capitaliste pourrie et qui achève ses derniers jours.

Mais les batailles décisives sont encore devant nous. Pour les accueillir pleinement armés nous devons inégalement former notre armée rouge. Armez-vous et organisez-vous. Organisez-vous et armez-vous. Et encore une fois organisez-vous, et encore une fois armez-vous! Remettez le reste.

Vive le Parti Communiste Hongrois!

Vive la révolution universelle!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

(Radio).

Salut de la III-e Internationale aux Communistes Slovaques

Buda-Pest. Bela-Kun.

Vous ne refuserez pas de transmettre, en notre nom, aux Communistes Slovaques, le message de bienvenue que voici:

L'Internationale Communiste salue avec joie la naissance de la république des Soviets Slovaques. Nous sommes profondément convaincus qu'aucune force au monde ne peut faire revenir sur elle-même la roue de l'histoire. Le capitalisme a signé son arrêt de mort au moment où a commencé le massacre impérialiste de 1914. Le triomphe des traites au Socialisme qui ralentissent et devient le mouvement ouvrier sera de courte durée. La victoire du pouvoir des Soviets dans toute l'Europe est inéluctable, et il vaincra ensuite dans le monde entier.

A vous, combattants d'avant-garde de la république des Soviets qui vient de naître, notre salut communiste.

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

A PROPOS DE L'ASSASSINAT DE ROSA LUXEMBOURG

Au Parti Communiste allemand.

Radio.

Le 13 juin vous conduisez à sa dernière demeure ce qu'il y avait de périssable chez Rosa Luxembourg. Et une fois encore les ouvriers conscients de tous les pays vivent avec vous l'amertume d'une perte irréparable.

Le gouvernement du social-traître Scheidemann a montré au monde d'une façon évidente, ce qu'on appelle la démocratie. La démocratie bourgeoise ou celle des «conciliateurs», c'est un ordre politique dans lequel les agents du gouvernement assassinent impunément les meilleurs militants du prolétariat et jettent ensuite leurs cadavres dans un canal. Sous le gouvernement du «social-démocrate» Scheidemann les communistes Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg sont assassinés tandis que les généraux Hoffmann et Hindenbourg sont, au nom de la république «socialiste», couverts de lauriers. La démocratie de Scheidemann désarme les ouvriers et arme les gardes-blancs, les fils des propriétaires et des bourgeois.

Des personnes telles que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht qui faisaient l'honneur du prolétariat

mondial sont tuées. Et la bourgeoisie allemande, avec la complicité évidente du gouvernement de Scheidemann organise à leurs assassins une commode évacuation en automobile.

Camarades! Votre lutte est pénible. Mais votre victoire est certaine. De même qu'après la nuit survient inéluctablement le matin, le régime malpropre et malfaisant des social-traîtres sera infailliblement remplacé par la dictature de l'héroïque prolétariat allemand.

Devant la tombe de la grande fondatrice de l'Internationale Communiste, avec l'avant-garde prolétarienne du monde entier, nous plions le genou.

Salut fraternel au glorieux parti communiste allemand!

Éternelle mémoire à Rosa Luxembourg!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV



RAPPORTS DES DÉLÉGUÉS AU 1-er CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

RAPPORT du camarade GRUBER

(Autriche allemande)

Chers camarades !

Nous, délégués de l'Autriche allemande, ne pouvons trouver de paroles suffisantes pour exprimer ce que nous ressentons d'être aujourd'hui parmi vous.

Après un voyage de dix-huit jours, accompli dans des conditions inimaginables, nous venons d'arriver, il y a une heure seulement, et nous vous apportons de la part de vos camarades révolutionnaires de l'Autriche allemande les meilleurs vœux de succès. Nous vous saluons de leur part, vous tous ici présents mais nous considérons de notre devoir d'honorer en tout premier lieu nos camarades russes dont l'exemple glorieux stimule depuis plus d'un an déjà le mouvement révolutionnaire en Autriche. C'est grâce à eux que nous possédons maintenant un parti communiste important. L'histoire leur érigea un monument impérissable, car ils ont rendu possible la révolution universelle.

Permettez moi maintenant de vous faire part des événements qui ont contribué à la formation du parti communiste en Autriche allemande et de vous décrire son développement progressif.

Les préparatifs de la paix qui devait être signée à Brest battaient leur plein. La famine et la dictature militaire régnaient en Autriche. Le prolétariat voulait que le pays quittât enfin la sanglante échafourée où il était engagé et seules les promesses des représentants diplomatiques lui faisaient encore prendre patience. On lui avait promis la paix à brève échéance; mais il fut encore trompé une fois de plus. Les conditions économiques empirant de jour en jour, un grand mouvement éclata en 1918; il prit naissance dans les centres industriels au sud de Vienne et se propagea en quelques heures dans la capitale même. Les machines furent arrêtées. Les représentants du parti au parlement gardaient le silence. Le prolétariat ne voulait rien avoir de commun avec les chefs du parti ou des syndicats professionnels. Deux jours après, quand le mouvement englobait déjà tous les centres industriels les chefs des syndicats professionnels et la fraction du parti, pris d'inquiétude tentèrent d'en changer la direction, ce qui fut d'un déplorable effet. Les camarades Zeis, Renner et Leitner en qualités de représentants du parti et le camarade Domes représentant des syndicats professionnels se mirent à la tête du mouvement, promettant de sauvegarder les intérêts des ouvriers. Mais ils leur persuadèrent en même temps que l'Autriche n'avait pas le droit d'abandonner ses alliés et qu'en refusant de combattre à leurs côtés elle pousserait le prolétariat à

une faillite économique définitive. C'est ainsi que les ouvriers se laissèrent bernier une fois de plus par leurs représentants parlementaires. Ces représentants prirent le rôle de médiateurs entre le gouvernement et les grévistes, formulèrent quelques conditions, obtinrent quelques concessions et les ouvriers reprirent le travail moins d'une semaine après le commencement de la grève.

Mais ce qui devait arriver—arriva. Le gouvernement comprit que ces représentants ouvriers n'étaient qu'une arme docile entre ses mains et jugea inutile de tenir ses promesses. Les ouvriers n'obtinrent rien. Bien plus, il entreprit même, malgré la déclaration formelle qu'il n'en ferait rien, des mesures répressives contre les meneurs de la grève, qui furent en partie envoyés au front, d'autres internés et complètement ruinés. Il en fut de même de toutes les promesses du gouvernement. Les camarades qui travaillaient dans les rangs gouvernementaux sous le nom de radicaux gauches furent officiellement proclamés criminels envers l'Etat par les chefs du parti et ceux qui avaient rempli le rôle d'organisateur furent obligés de quitter le parti.

Les défaites aux fronts italien et bulgare, la famine qui ravageait le pays, la désorganisation de l'appareil économique, la désertion des soldats—tout cela amena enfin la chute de la monarchie austro-hongroise. Plusieurs républiques se formèrent à sa place correspondant à leurs compositions ethnographiques; ce furent—la république tchèque, la république des Slaves du sud et la république hongroise. Il ne resta de la grande monarchie qu'une partie de l'Autriche allemande avec 9 millions d'habitants environ.

Ce ne fut qu'à la dernière minute que les social-démocrates se décidèrent à prendre la direction de la révolution. On en parle encore en Autriche, mais en réalité il n'y a jamais eu de révolution. Au moment où le prolétariat pouvait très facilement s'emparer du pouvoir les représentants de la social-démocratie se sont dressés entre lui et la bourgeoisie et ont déclaré: «Le temps n'est pas encore venu pour nous d'accepter le pouvoir; nous devons entrer en coalition avec la bourgeoisie».—Un présidium fut nommé, composé d'un curé, d'un nationaliste allemand et d'un social-démocrate. Ce brillant triumvirat prit entre ses mains les rênes du gouvernement et l'heure sonna enfin pour le prolétariat de commencer la lutte. Jamais, même aux temps de Sturgk, la réaction n'avait été aussi forte que sous ce règne de nos représentants. Renner fut nommé chancelier impérial, l'extradical Dr Bauer — ministre des affaires étrangères et

Deusch—ministre de la guerre et l'on vit dans tous les ministères les social-démocrates siéger aux côtés de la bourgeoisie.

En mai 1918 un rapprochement s'opéra entre les différents groupes de l'opposition et les radicaux de la gauche et une plateforme générale fut élaborée. C'est vers ce moment que le plan fut formé de fonder un parti communiste en Autriche. Nous ne savions pas encore alors que nos camarades russes devaient prendre ce titre avant peu et que nos camarades de l'union Spartacus l'aborberaient également en Allemagne. Ce projet naquit dans notre modeste groupe et nous nous efforçâmes de le réaliser marquant par cela même le commencement d'une ère nouvelle dans le mouvement révolutionnaire des classes ouvrières autrichiennes.

Ceux qui entreprirent la lutte dans ce sens ne furent guère nombreux. Beaucoup de nos camarades étaient en prison et toutes nos forces étaient à peine représentées par une douzaine de personnes. Nous résolûmes alors de fonder un journal hebdomadaire sous le titre de *Weckruf* («appel au réveil»). Pour la première fois le titre de «communistes» se trouvait écrit sur notre drapeau. Mais le journal fut confisqué ce qui nous empêcha de réaliser notre projet qui consistait à répandre les numéros de ce journal parmi les masses ouvrières le jour du 1-er mai. Mais, quand après la défaite militaire, la liberté civile fut jusqu'à un certain point rétablie en Autriche et que nos courageux camarades sortirent de prison où ils avaient passé 9 mois nous fûmes en état de donner à notre parti des bases plus solides. Nous nous constituâmes le 3 novembre 1918 sous le titre de Parti-Communiste de l'Autriche allemande et le *Weckruf* fut notre organe central.

Le 12 novembre 1918 était le jour marqué pour la proclamation de la République. Nous avions résolu que le prolétariat devait exprimer par voie de suffrage sa volonté et réclamer une république socialiste. Nous nous adressâmes donc aux ouvriers, confiants dans les devises inscrites sur leurs drapeaux et qui étaient: «En avant pour la république socialiste!» quelques-uns de nos camarades montèrent sur les marches du parlement et proclamèrent devant la foule les principes fondamentaux du communisme.

Ensuite plusieurs communistes furent délégués au parlement afin de lui signifier que le peuple voulait une république socialiste et non pas une république bourgeoise. Mais les portes du parlement furent fermées devant nous et une fusillade éclata. Nos camarades de la garde rouge essayèrent de démolir la porte à coups de crosse, pour nous livrer passage et c'est ainsi que commença la bataille dont on a tant parlé. La garde rouge et la milice nationale répondirent aux coups de feu partis de l'intérieur du parlement et cette fête magnifique de la république bourgeoise se termina comme on sait par la prise d'assaut du parlement. En guise de mesures répressives, les députés agraires décidèrent d'exiger la mise à mort des leaders du communisme, menaçant en cas de refus de couper les vivres à Vienne. Les représentants des social-démocrates malgré qu'ils déclarèrent que les malfaiteurs devaient être punis avec toute la sévérité de la loi trouvèrent qu'on allait un peu trop loin dans les répressions. Les camarades Gruber et Friedlander furent arrêtés, mais on les remit en liberté deux semaines après à la réclamation des Soviets. Plusieurs de nos camarades russes furent également appréhendés puis expulsés hors des frontiè-

res autrichiennes. Les social-démocrates faisant parti du gouvernement ont non seulement ratifié, mais même recommandé en partie la prise de telles mesures. Le mouvement communiste était en danger mortel.

Tous les pouvoirs du gouvernement furent dirigés contre nous et les social-démocrates qui en faisaient partie furent les premiers à nous accabler. A Vienne il nous fut impossible de trouver un local pour nos réunions; dans certains arrondissements où nous avons essayé d'organiser des réunions au nom du parti communiste, on nous obligeait à vider les lieux et on faisait tout pour paralyser notre activité. En province les persécutions des socialistes gouvernementaux nous atteignaient encore plus sûrement. A Graz, ce centre industriel de la Styrie, il nous a été impossible durant tout un mois d'organiser la moindre réunion. Le social-démocrate Rasel y avait organisé une terreur en règle contre les communistes. Nous eûmes alors recours aux réunions en plein air, rassemblant la foule autour de nous. Ce moyen détermina enfin nos persécuteurs à nous laisser tranquilles. Des organisations communistes existent à l'heure qu'il est dans tout le nord de la Styrie; les ouvriers viennent chez nous, prennent part à nos conférences et s'imprègnent des principes de notre plateforme. Personne n'oserait maintenant troubler nos réunions, ou notre activité organisatrice. Telles sont les péripéties de la lutte; nous en sommes sortis avec honneur, mais le fait que le parti social-démocrate a tenté l'impossible pour étouffer notre mouvement, pèsera éternellement sur sa conscience dans l'histoire.

Dans notre propagande nous n'avons jamais considéré les ouvriers social-démocrates comme nos ennemis et nous nous sommes contentés d'indiquer qu'ils s'étaient laissés entraîner sur une fausse voie. Nous nous sommes efforcés d'attirer de notre côté tous les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière et nous avons pu nous convaincre que partout les radicaux de la gauche répondaient à notre appel.

Enfin le 9 février 1919 nous avons pu passer nos forces en revue par toute l'Autriche allemande. Tandis que la conférence du 3 novembre n'avait réuni qu'un petit groupe de camarades, celle du 9 février 1919 enregistra la présence des représentants communistes de l'Autriche allemande entière. Nous y avons élaboré et nettement formulé notre plateforme communiste et signifié officiellement notre refus de prendre part aux élections de l'Assemblée constituante, cette institution n'étant à nos yeux qu'un moyen pour falsifier la révolution. Et cependant ces élections étaient l'arène principale où devait se développer l'activité politique de la social-démocratie. Nous y avons opposé en contrepois le principe de la dictature du prolétariat celui de l'autonomie des organisations prolétariennes et nous avons terminé en exigeant l'institution des soviets d'ouvriers et soldats.

Telle était la situation au moment où nous avons quitté l'Autriche. Nous portons sur nos épaules quatre années de travail organisateur.

Loin d'attacher une importance excessive un nombre de nos recrues nous tenons uniquement à ce qu'elles soient pénétrées des principes révolutionnaires de façon à les trouver toujours prêts pour la lutte.

Voici donc le parti communiste de l'Autriche allemande sous les armes. Il est l'objet d'une persécution impitoyable de la part du gouvernement. Les social-démocrates nous détes-

tant. Malheureusement nous ne comptons pas Fritz Adler dans nos rangs. Lorsqu'il eut tué le président du conseil Sturck, et que les ouvriers autrichiens réclamèrent à haute voix sa libération, il était à nos yeux le symbole même de la révolution. Fritz Adler sortit de prison et qu'est-ce qui en résulta? Ceux qui se considéraient comme ses disciples et qui étaient prêts en son nom à tous les risques et à tous les sacrifices, cessèrent d'être ses amis et il devint leur adversaire. Il se mit à la disposition du parti social-démocratique, de ce même parti qui l'a renié et qui l'aurait honteusement chassé de ses rangs s'il n'avait été le fils du grand Adler. Sa candidature fut posée à l'assemblée nationale et son nom servit d'appât aux ouvriers, les poussant à voter pour le parlement. Il se déclara prêt à lutter contre toute tentative qui pourrait troubler l'unité du mouvement ouvrier et en particulier contre l'activité du parti communiste.

Notre mouvement est peiné des masses ouvrières. Nous nous entendons répéter tous les jours: Vous autres communistes, vous ne comptez pas un camarade dans vos rangs dont on puisse parler. Les communistes russes ont Léoline, Trotsky, Boukharine qui luttent depuis longtemps pour les idées communistes et dont le passé est bien connu, tandis que vous n'avez personne sur qui vous appuyer et que vous ne sauriez mettre en avant un seul leader dont le nom soit universellement connu. Il va sans dire que les ouvriers ne se soucient pas de telles considérations et qu'ils viennent à nous avec confiance. On nous a raconté à nous—ouvriers

autrichiens—que la Russie succombe sous le régime actuel, que le brigandage et le sabotage ont atteint leurs dernières limites et que le pouvoir des bolchéviks est à la veille de sa chute. Mais nous voyons au contraire qu'ils sont plus forts, que jamais et que le parti communiste russe commence une ère nouvelle dans l'histoire universelle. Après avoir été le centre de la réaction, Moscou est à l'heure qu'il est celui du mouvement communiste dont le progrès ne saurait être arrêté. C'est donc avec joie et confiance que les ouvriers autrichiens s'unissent dès aujourd'hui à leurs camarades russes, comprenant que si le régime communiste était jamais détruit en Orient l'Occident serait également impuissant à construire sa vie sociale sur les bases communistes.

Le congrès de la II Internationale à Berne a symbolisé l'agonie d'une époque mourante, celui d'aujourd'hui est la première réunion du prolétariat révolutionnaire. Nous saluons en vous les fondateurs d'une ère nouvelle.

Dix-huit jours nous avons été en route entre Vienne et Moscou, voyageant à la façon des petits colporteurs, juchés au hasard sur les tenders, sur les locomotives ou accrochés aux portières des wagons. Nous avons franchi à pieds les lignes des brigands ukrainiens, risquant notre vie et même par cette seule idée: arriver à Moscou à toute force!

Et nous voici au but, nous voici parmi vous, camarades. Rien ne saurait maintenant nous ôter l'espoir d'atteindre à vos côtés le grand but que nous poursuivons tous et qui est la république fédérative communiste universelle.

RAPPORT du camarade SADOUL

(France)

Camarades!

Vous m'excuserez de ne parler ni l'allemand—cette langue du socialisme international ainsi que l'a nommée hier le camarade Zinoviev—ni le russe qui deviendra demain celle du communisme international; je suis obligé de m'adresser à vous en français, seule langue que je parle couramment mais qui malheureusement n'est plus que la langue d'une révolution défunte.

Avant de vous dépeindre selon le désir du camarade Lénine la situation politique en France je veux répondre à la question que m'ont posée plusieurs camarades de l'étranger et vous dire ce que moi, officier français, je pense de l'armée rouge.

Camarades! Il y a quelques semaines seulement j'ai eu l'occasion de me trouver au front du nord, ce front sur lequel sont douloureusement fixés les regards de la jeune république soviétique. Je profite avec joie de l'occasion qui m'est offerte par la première conférence communiste internationale pour exprimer en toute sincérité devant le monde entier toute la profondeur des sentiments qui bouleversent tout vrai révolutionnaire lorsqu'il se trouve en face du grand parti communiste russe—ce flambeau de la révolution universelle.

Ce parti, malgré les difficultés innombrables qui se

sont dressées sur son chemin, a su créer une puissance militaire incontestable, l'armée rouge dont j'ai l'honneur de faire partie.

Nous devons une reconnaissance infinie aux chefs et organisateurs de cette armée et en premier lieu au camarade Trotsky, dont l'énergie inébranlable, la haute intelligence et le génie incontestable ont su infuser à l'armée russe qui se trouvait dans un état de décomposition lamentable, une force et une vitalité nouvelles.

Six mois seulement sont passés depuis la déclaration des alliés, qui dans leur outrecuidance dédaigneuse et leur haine pour la révolution russe assuraient qu'il suffirait de deux divisions tchèques soutenues par un détachement anglo-français pour faire tomber le gouvernement soviétique et pour conquérir la Russie. Les premières semaines qui suivirent cette déclaration semblèrent en effet lui donner raison, et les attaques de l'ennemi se succédèrent avec une rapidité vertigineuse, dans les rayons de la mer Blanche et du Volga.

Mais sous la menace de ce danger mortel, l'armée révolutionnaire s'organisa et se développa avec une rapidité non moins vertigineuse, de sorte que les alliés eux-mêmes sont obligés de reconnaître maintenant que cette armée rouge qu'ils traitaient avec tant de dédain est devenue suffisam-

ment puissante pour résister aux armées ennemies lancées criminellement, en Russie à l'assaut de la citadelle du bolchévisme. Ils reconnaissent les avantages de cette armée, son excellente organisation et sa puissance militaire.

Autrement dit—ils la craignent. Il la craignent même à ce point que malgré tout le désir qu'ils ont d'étouffer la révolution russe qui est une menace révolutionnaire perpétuelle pour toute l'Europe, malgré toute leur envie de passer le pouvoir à un tsar quelconque et d'aider la bourgeoisie à reconquérir sa puissance économique, ils ont été obligés de renoncer à cette fameuse intervention armée dont ils ont effrontément menacé le gouvernement soviétiste pendant plus d'un an.

Ayant échoué dans leurs honteux projets, les alliés en chargent maintenant les gardes-blancs de Koltchak, de Dénikine, de Petlioura, de Manterheim et de Paderevsky ligués contre la Russie Soviétiste.

Appelant ainsi l'armée rouge à une nouvelle lutte, les alliés lui préparent de nouvelles victoires à Péetrograd et sur le Volga et sur l'Oural et au sud—partout!

C'est ce qui m'incite à prier la conférence communiste d'exprimer la reconnaissance que nous devons tous à cette première armée internationale qui a réduit à néant les machinations des alliés et qui affermissant la position de la révolution russe a donné par cela même au prolétariat de l'Europe occidentale le temps de s'organiser et de se préparer à la lutte.

Camarades! Voilà dix-huit mois que j'ai quitté la France. Je n'ai donc pas été témoin des derniers événements qui s'y sont passés. Mais en ma qualité de militant politique très au courant de la psychologie de mes compatriotes il me suffit d'une lecture attentive des journaux français pour évaluer les événements politiques à leur juste valeur et pour définir avant toute le rôle de deux organisations aussi importantes en France que le Parti Socialiste et la Confédération Générale du Travail. Il sera très intéressant de suivre l'évolution des différents états d'esprit de la population française.

Lorsque j'ai quitté Paris en septembre 1917, c'est à dire quelques semaines avant la révolution d'octobre, l'opinion publique en France tenait le bolchévisme pour une grossière caricature du socialisme. Les leaders du bolchévisme étaient considérés comme des criminels ou comme des fous. L'armée des bolchéviks n'était à ses yeux qu'une foule composée par quelques milliers de fanatiques et de criminels.

Telle était l'opinion de la France entière. Je dois vous avouer à ma grande confusion que les 2/10 de tous les socialistes de la majorité comme de la minorité étaient du même avis. Nous pourrions alléguer comme circonstances atténuantes d'une part notre parfaite ignorance au sujet des événements russes et de l'autre toutes les calomnies et les faux documents propagés par notre presse de toutes tendances sur la cruauté, la félonie et la trahison des bolchéviks.

La prise du pouvoir par cette «bande de brigands» produisit en France un effet déplorable. La calomnie qui nous empêchait d'apercevoir la vraie figure du communisme russe devint encore plus noire lors de la signature de la paix à Brest. La propagande anti-bolchéviste attei-

gnit alors à son apogée. Il fut possible cependant de faire parvenir en France quelques compte-rendus impartialement rédigés des événements; certains d'entre nous commencèrent à entrevoir la vérité et se demandèrent s'il était possible vraiment qu'un parti qui avait vaincu tant d'obstacles s'appuyât uniquement sur la terreur et s'il n'était pas plutôt reconnu, aimé et soutenu par la majorité du peuple russe.

La presse bourgeoise continuait à mener une campagne terrible contre le bolchévisme. Les vociférations cessèrent; il est vrai, dans les journaux des social-patriotes, mais par contre ils tombèrent sur les chefs du bolchévisme, dont les utopies menaçaient, selon eux, d'anéantir la révolution russe et de compromettre à jamais la révolution universelle. Ce furent les journaux du centre socialiste (du groupe Longuet) qui se montrèrent les plus modérés. Ils allèrent même jusqu'à dévoiler les intrigues des gouvernements bourgeois de l'Entente et protestèrent contre une intervention armée basant d'ailleurs leur tactique non pas sur les sentiments de leur solidarité socialiste, mais sur le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes. Ces orthodoxes peureux et hésitants se retinrent alors et par la suite de toute appréciation sur la valeur du programme bolchéviste au point de vue du socialisme. Eblouis et effrayés par le caractère radical de la colossale transformation sociale entreprise par le gouvernement soviétiste ils suivirent les étapes météoriques de cette révolution sans en comprendre ni la puissance ni la nécessité. Ils n'ont même pas osé la condamner. Leur indécision rappelle celle de la bourgeoisie en face d'une idée nouvelle, mais en même temps elle est la preuve d'un manque de volonté complet, de leur part comme socialistes.

Mais je ne veux pas les juger trop sévèrement car j'étais de leur nombre. Il n'y a pas très longtemps et peut-être aurais-je été tout aussi aveugle encore aujourd'hui, si je n'avais été ici à la grande école du communisme russe.

La première manifestation de sympathie eut lieu et le premier pas vers l'union fraternelle fut fait en 1918 à la conférence nationale du parti socialiste français. Le discours de Longuet sur l'intervention armée fut soudain coupé par les cris de «Vive la république soviétiste!» Ce fut une surprise inattendue pour la plus grande partie des leaders de la majorité comme de la minorité. Longuet lui-même devenu à cette conférence chef du parti socialiste, en fut très étonné. C'était un premier avertissement lancé par des camarades peu connus mais clairvoyants à l'adresse des chefs. Depuis ce moment-là ces derniers ont, il faut en convenir, ouvertement évolué vers la gauche et cette évolution a continué dans la même direction sans arrêt durant les derniers six mois. Il devint évident cependant que l'évolution à gauche des masses ouvrières devançait de plus en plus celle de ses dirigeants.

L'intérêt direct du prolétariat pour tout ce qui est matériel et réel, son sens politique bien développé et le bon sens propre du peuple français suffisent à lui inspirer des résolutions raisonnables, cela revient à dire que malgré son ignorance des bases scientifiques du socialisme, le prolétariat s'oriente d'instinct vers le communisme. Bien que les données précises nous manquent à ce sujet, nous pouvons reconnaître que cette tendance naturelle se trouve jusqu'à un certain point sous l'influence du syndicalisme. Je ne veux pas parler ici des

chefs officiels de la Confédération Générale du Travail tels que Jouhaux qui ne s'est, pas gêné pour faire des avances au gouvernement militariste et Meibem dont l'activité révolutionnaire est sujette à caution. J'aurai beaucoup plus de plaisir à m'entendre sur le rôle des adeptes du syndicalisme de moindre notoriété, mais par cela même moins atteints du processus de décomposition qui mine leurs illustres collègues. Vivant hors de l'esprit corrompateur des innombrables commissions parlementaires et n'ayant nulle relation avec les représentants du gouvernement ils portent en eux les purs principes du syndicalisme.

Malgré l'absence de données précises sur le communisme bolchéviste ils en ont instinctivement compris la force et la vitalité. Ce sont pour la plupart des individus appartenant aux classes inférieures de la société et le niveau de leur culture n'est pas très élevé, mais ils possèdent une volonté inébranlable et seront appelés lorsque l'heure sonnera pour le peuple français de faire la révolution, à y jouer les premiers rôles.

Camarades! Je ne vois pas en ce moment de leaders révolutionnaires dans le parti socialiste français. Les gens qui sont à sa tête pareils aux fonctionnaires, n'ont aucun lien avec les masses ouvrières, le parlementarisme bourgeois avilit leurs âmes et borne leurs horizons. L'influence démoralisante de la chambre des députés avec la galanterie officielle de ses débats d'un côté et ses machinations mystérieuses de l'autre, est énorme. Personne n'y résiste, pas même des camarades de tempéraments aussi solides et de convictions politiques aussi saines que Cachin et Laffont qui—je vous étonnerai peut-être—avec Renaudel lui-même ont versé dans l'opportunisme après un travail de quelques mois seulement à la Chambre.

Beaucoup d'entre eux se ressaisiront probablement par la suite, mais trop tard, je le crains, pour allumer de leurs propres mains l'incendie de la révolution; beaucoup se jetteront peut-être dans la mêlée 24 heures après qu'il aura éclaté mais ils sont complètement incapables de prévoir la révolution 24 heures à l'avance, car leur clairvoyance a déjà perdu toute son acuité et leurs actes manquent de sûreté et de décision. Je ne saurais vous dire encore s'ils tâcheront de prévenir et de faire dévier la révolution ou s'ils voudront l'arrêter par des mesures répressives, je n'affirmerai pas même que de tels projets entrent pour l'instant dans leurs intentions. Je veux espérer qu'il n'en sera rien, car s'il arrivait un jour que le prolétariat réussisse à les entraîner et à les soumettre à son contrôle, la collaboration de tous ces éléments pourrait lui être précieuse.

Nous voyons donc que le mouvement révolutionnaire français n'a pu pour le moment mettre en avant ni un Lénine, ni un Trotsky. La nature n'est pas très prodigue en hommes de cette trempe; mais en somme il suffit pour la victoire prochaine du prolétariat que ces deux puissants lutteurs dirigent le cours de la révolution universelle. Tous deux sont pleinement à la hauteur de leur tâche. Les premiers ils ont indiqué la route à suivre; ils dirigeront à l'avenir le prolétariat du monde dans ses recherches des voies nouvelles. Et si jamais la révolution française avait besoin de leur appui vous ne refuseriez pas de vous en priver pour nous pendant quelques semaines, n'est-ce pas, camarades? Non seulement le communisme français ne possède, du moins

pour le moment, aucun chef de valeur, mais il ne dispose même pas de ces généreux révolutionnaires, comme il y en a tant en Russie et qui sont dans leur essence un produit purement national, créé par la nature même du pays, par les différences aiguës de son climat, par ses plaines à perte de vue. Oui, ce sont des caractères bien russes, forgés dans les prisons des tsars, trépanés dans les exils, prêts à toutes les souffrances et à tous les sacrifices.

Les leaders français du parti socialiste gauche, Longuet et ses amis, à genoux devant l'opportunisme et le réformisme, sont incapables d'héroïsme révolutionnaire; je ne veux pas dire par là qu'ils reculeront devant leur devoir quand l'heure de la révolution aura sonné, mais leur courage ne va pas jusqu'à vouloir en hâter les approches.

Les chefs du bolchévisme sont des héros dans le sens le plus élevé de ce mot. Ils n'ont pas attendu le réveil complet du prolétariat pour le lancer vers la révolution sur le chemin tracé par l'histoire, où leur vive intelligence l'éclaire de ses rayons comme un phare. Je crains que nos leaders français n'en seront jamais que leurs élèves. Le prolétariat français fera certainement le premier pas et commencera la lutte tout seul. C'est en lui que nous mettons tout notre espoir. Il a longtemps dormi sur les lauriers de ses illustres prédécesseurs mais aujourd'hui il se réveille. Il commence à entrevoir les grandes destinées qui l'attendent. Ses bras maladroitement mais robustes se tendent avidement vers le pouvoir. L'écho des exclamations qui éclatèrent pour la première fois à la conférence d'octobre retentit maintenant par toute la France.

La plus grande partie des réunions publiques se terminent maintenant aux cris de «Vive Lénine!» «Vive Trotsky!» «Vive la dictature du prolétariat!» Ces cris frappent douloureusement l'oreille de nos gouvernants et la presse bourgeoise en parle l'écume à la bouche. Malheureusement l'absence de leaders énergiques se fait sentir: grâce au manque de toute organisation centrale il devient trop facile au gouvernement d'étouffer par la force armée les mouvements qui surgissent isolément.

Cependant d'une manière générale on peut dire que le cours des événements est favorable à la révolution. La ruine du régime capitaliste et la parfaite incapacité des gouvernants à résoudre les questions de la guerre et de la paix, leur tendance à créer toutes sortes de compromis illusoire, la haine que leur ont vouée les masses ouvrières—tout cela nourrit et augmente tous les jours la colère et l'indignation du peuple.

L'idée surannée d'une entente avec la bourgeoisie n'a plus aucune valeur aux yeux des ouvriers. Les social-patriotes partisans convaincus de cette union sangrenne sont de la part du prolétariat l'objet de plus profond mépris. Quant aux résolutions prime-sautières des socialistes du centre elles n'inspirent confiance à personne.

La lumière est faite enfin sur les événements de Russie. La tactique ouverte et ferme du parti bolchéviste convient bien mieux au tempérament des Français que les vagues formules de la première révolution allemande.

Je suis fermement convaincu, camarades, que le programme du parti communiste russe avec quelques modifications insignifiantes qu'exigeront les conditions de notre pays (notamment dans la question agraire) sera accepté avec joie

par le prolétariat français avant peu. Mais le seul moyen pour y arriver est la propagande, encore la propagande et toujours la propagande! Le terrain est très bien préparé et le succès est garanti. La lenteur impardonnable de la démobilisation, les tendances impérialistes de la clique des capitalistes qui gouvernent la république, l'attitude agressive de la bourgeoisie à l'égard de la révolution russe et de la révolution allemande, le chômage et la désorganisation économique—tout cela contribuera pour une forte part à la ruine du régime d'exploitation.

Quand commencera le mouvement libérateur? Il est difficile d'y répondre car on ne saurait prévoir le cours des événements. Des obstacles sérieux peuvent se dresser et retarder l'inévitable même.

Les classes cultivées l'ont fort bien compris avant même que les capitalistes de l'Entente n'aient organisé pour leur défense mutuelle la Ligue des Nations.

Ils se sont entourés d'une force armée spéciale composée de Sénégalais et d'Indo-Chinois qui sont cantonnés dans les différents centres industriels, toujours prêts à être lancés contre les masses ouvrières.

De plus le gouvernement tient la révolution en échec par la menace d'un blocus économique.

Du jour où cessera l'importation du blé d'Amérique chez nous la population de la France sera vouée à la famine.

Ce sont des dangers qu'il faudra examiner sérieusement car la responsabilité que nous prenons est énorme.

Malgré tout je suis convaincu qu'aussitôt la démobilisation terminée, qui aura restitué au pays plusieurs millions d'hommes, augmentant par cela même le nombre des chômeurs et aggravant la crise économique, un mouvement ouvrier commencera infailliblement et mènera au système des soviets et au triomphe du parti communiste.

Continuons donc à lutter en attendant l'heure bénie où l'union sacrée des révolutions russe, française et allemande rendra la révolution sociale universelle invincible.

Qu'il me soit permis, camarades, de lire ici les déclarations de deux socialistes français de la gauche, Verfeuil et Lorient, déclaration qui éclaire nettement les dispositions d'esprits des éléments les plus viables et les plus précieux du parti socialiste français. [*Les lettres des camarades Lorient et Verfeuil ont été publiées dans le N° 1 de l'Internationale Communiste, p. 71 et 138.*]

Camarades! Je terminerai en répétant une fois de plus: Six mois ne se sont pas écoulés depuis que la majorité du parti socialiste français s'exclamait: A bas les bolchéviks! Et maintenant les mêmes socialistes s'écrient: Vive la République des Soviets! Les journaux nettement les dispositions d'esprits des éléments les plus viables et les plus précieux du parti étudient avec soin la possibilité de la dictature prolétarienne en France. Ces faits ont-ils besoin d'éclaircissements? Et ne sommes-nous pas en droit d'espérer que nous n'avons plus longtemps à attendre?

RAPPORT du camarade TROTSKY

(Russie)

Le discours du camarade Albert nous prouve avec évidence que la question de la garde-rouge est plus que jamais à l'ordre du jour en Allemagne et que l'idée de son intrusion possible, dans les limites de la Prusse orientale empêchée de dormir Messieurs Ebert et Scheidemann, Mais que le camarade Albert les tranquillise à ce sujet: rien de pareil ne les menace. Heureusement ou malheureusement — ceci est une affaire d'appréciation personnelle — nous n'en sommes pas encore là. Pour ce qui est de leurs desseins agressifs à notre égard, nous pouvons déclarer sans nous vanter que notre situation s'est fortement améliorée depuis la signature de la Paix de Brest. Il est même presque superflu d'en parler. Au moment de Brest notre armée rouge, comme d'ailleurs tout l'appareil gouvernemental et économique de la Russie soviétiste, n'était qu'à l'état d'ébauche. L'armée rouge en fait méritait alors le nom de «garde-rouge» qu'elle portait mais qui depuis a complètement disparu de notre vocabulaire. Qu'étaient en somme ces soldats de la garde-rouge sinon les premières divisions de partisans, des groupes improvisés au hasard d'ouvriers révolutionnaires, qui, emportés par leur élan, ont propagé la révolution prolétarienne de Pétersbourg et de Moscou par toute la Russie? Cette période a duré jusqu'à la première rencontre de cette garde-rouge avec les armées régulières allemandes; le résultat en démontra clairement que ces divisions improvisées suffisantes pour tenir

tête à la contre-révolution russe, étaient complètement impuissantes en face d'une armée disciplinée et ne pouvaient par suite servir à la défense effective de la république socialiste-révolutionnaire.

Depuis ce moment les masses ouvrières modifièrent leur point de vue sur l'armement révolutionnaire et abandonnèrent les vieux procédés de son organisation. Poussés par les circonstances nous nous mîmes en devoir de former une armée sur les bases dictées par la science militaire. Notre programme promettait une «milice nationale», mais il devenait impossible de faire face à cette exigence de la démocratie politique dans un pays où le pouvoir était représenté par la dictature du prolétariat, l'armée d'un pays étant toujours étroitement liée au caractère de son gouvernement. La guerre, comme disait le vieux Clausewitz, n'est qu'une continuation de la politique, mais avec d'autres moyens. L'armée est l'arme de la guerre et doit par conséquent correspondre à la politique. Du moment que le gouvernement est prolétarien, l'armée doit également être prolétarienne par sa composition.

Nous sommes partis de ce principe pour passer des volontaires et de la garde-rouge à une armée régulière basée sur le service militaire obligatoire; nous n'y enrôlons par exemple que les prolétaires et les paysans n'exploitant pas le travail d'autrui.

Il devient impossible d'envisager sérieusement l'idée d'une milice nationale en Russie si l'on considère que plusieurs armées organisées par les classes ennemies se trouvent en même temps et se trouvent toujours dans les limites de l'ancien empire. Il existe même dans le bassin du Don une armée monarchique commandée par des officiers cosaques et composée d'éléments bourgeois ou de cosaques propriétaires. Les bassins du Volga et de l'Oural avaient également leur armée réunie sous le drapeau de l'Assemblée constituante. C'était également une armée « nationale », mais elle se décomposa rapidement, messieurs les membres de l'Assemblée constituante livrés à eux-mêmes furent obligés d'abandonner — bien à contre cœur — la région du Volga et d'accepter l'hospitalité de notre Gouvernement soviétiste. L'amiral Koltchak arrêta tout bonnement le gouvernement de l'Assemblée constituante et l'armée susnommée se transforma en armée monarchique. Nous voyons donc que dans un pays déchiré par la guerre civile l'armée ne saurait être construite que sur le principe de la lutte des classes. C'est ce que nous avons fait et les résultats en sont bons.

Un des problèmes les plus difficiles à résoudre fut la question des cadres de commandement. Le premier de nos soucis fut de former des officiers rouges en les prenant dans les milieux ouvriers et parmi la jeunesse paysanne plus ou moins cultivée. Nous entreprîmes ce travail dès le début et vous pouvez voir aux portes mêmes de ce local bon nombre de sergents rouges qui deviendront avant peu officiers rouges et entreront dans l'armée. Nous en avons beaucoup, mais le secret militaire me défend de vous donner un chiffre précis. Leur nombre est assez important, je vous le répète, mais nous ne pouvons attendre le moment où ces sergents rouges deviendraient des généraux rouges — l'ennemi n'en laissait guère le loisir — et nous nous sommes adressés à l'ancien cadre de commandement pour choisir dans ces réserves des hommes expérimentés. Nous y avons pleinement réussi. Bien entendu nous ne nous sommes pas adressés aux brillants officiers — anciens courtisans militaires; nous avons trouvé dans des milieux plus honnêtes des hommes parfaitement capables qui nous aident maintenant dans la lutte contre leurs anciens collègues. Ainsi donc nous avons à notre service d'une part les meilleurs et les plus honnêtes des représentants de l'ancien corps des officiers, que nous entourons de communistes expérimentés en qualité de commissaires, et de l'autre une sélection puisée dans les milieux des ouvriers — des soldats et des paysans pour les postes de commandement inférieurs. Telle est la composition de nos cadres de commandement rouges.

Dès le premier jour de son avènement jusqu'au moment présent le gouvernement soviétiste n'a pas cessé de faire la guerre. Notre front dépasse 8.000 kilomètres. Au sud, au nord, à l'est, à l'ouest — partout l'ennemi lutte contre nous

les armes à la main et nous oblige à nous défendre. Oui, Kautsky nous accuse même d'avoir développé le militarisme. Mais ne vous semble-t-il pas que, si nous voulons conserver le pouvoir au prolétariat, nous devons nous défendre sérieusement? Et pour ce faire ne devons-nous pas apprendre aux ouvriers à se servir des armes qu'ils forgent? Nous avons commencé par désarmer la bourgeoisie et par armer les ouvriers. Si c'est cela qu'on appelle développer le militarisme — qu'il en soit ainsi; nous avons créé notre *militarisme socialiste* et nous ne le désavouons pas. A ce point de vue notre situation au mois d'août de l'année dernière n'était guère enviable: non seulement l'ennemi nous entourait de toutes parts, mais il encerclait étroitement Moscou. Depuis nous avons de plus en plus élargi cet anneau et durant les 6 derniers mois l'armée rouge a conquis à la république soviétiste un territoire d'au moins 700.000 h. c. avec près de 42.000.000 d'habitants, — soit seize gouvernements avec seize grandes villes, dont les ouvriers ont mené et mènent toujours une campagne révolutionnaire énergique. Aujourd'hui encore il vous suffira de tracer sur la carte géographique une ligne droite de Moscou dans n'importe quelle direction pour trouver au front un paysan ou un ouvrier russe qui, par cette froide nuit, veille le fusil à l'épaule sur la frontière de la république socialiste qu'il défend. Je puis vous assurer que les ouvriers communistes qui forment le noyau de cette armée se sentent non seulement les défenseurs de la république socialiste russe mais aussi les soldats de l'armée rouge de la III-me Internationale. Si nous sommes en état d'offrir aujourd'hui l'hospitalité à cette conférence socialiste et de remercier de cette façon nos frères de l'Europe occidentale de leur longue amitié, c'est encore aux efforts et aux sacrifices de l'armée rouge que nous le devons. Les meilleurs de nos camarades communistes y travaillent en qualité de simples soldats, d'officiers rouges ou de commissaires, donnant le ton politique et moral dans chaque régiment, dans chaque division et montrant par leur exemple aux soldats rouges comment il faut lutter et mourir pour le socialisme. Ce ne sont pas de vaines paroles — les actes en font foi et nous avons perdu dans cette lutte des centaines et de mille de nos meilleurs travailleurs socialistes. Je considère qu'ils sont morts non pas seulement pour la République soviétiste mais aussi pour la III-me Internationale.

En ce moment, je le répète, nous ne songeons même pas à attaquer la Prusse orientale — au contraire nous serions même très obligés à ces Messieurs Ebert et Scheidemann de nous laisser tranquilles — mais cela ne nous empêchera pas, lorsque l'heure aura sonné, de répondre à l'appel de nos frères occidentaux: nous sommes là; nous avons appris à manier les armes; nous sommes prêts à lutter et à mourir pour la révolution universelle.

RAPPORT du camarade PLATTEN

(Suisse)

Chers camarades!

La Suisse n'est qu'un petit pays avec un mouvement révolutionnaire modeste. Le compte-rendu de la lutte ouvrière que vous fera ici son représentant ne saurait donc être aussi imposant que ceux des autres pays.

Nous pouvons cependant vous assurer que nous avons essayé de faire tout ce qu'exigeait de nous notre solidarité avec nos camarades russes.

La guerre a épargné notre pays. Nous avons vécu dans des conditions plus favorables et le mouvement ouvrier chez nous s'est développé autrement que dans les pays en guerre.

Néanmoins la Suisse n'a pas échappé à l'influence politique de la guerre; dès le début nous nous sommes unis au parti des Zimmerwaldiens. Je ne m'étendrai pas longtemps sur la lutte que nous avons eu à soutenir et je vous dirai seulement qu'elle a eu pour résultat d'éloigner de notre parti les éléments ultra-nationalistes. Le parti des Internationalistes prit le dessus et se développa rapidement. Pourtant nous ne réussîmes point à en éliminer tous les éléments de droite, qui restèrent dans le parti dans le but d'en conserver l'unité.

En passant à une brève inspection du développement du parti, je mentionnerai seulement que les différends qui s'élevèrent lors qu'il fut question d'envoyer des délégués à la conférence de Zimmerwald suffirent à démontrer que même dans un parti aussi uni en apparence et aussi fermement que le nôtre, il existait jusqu'à trois directions différentes.

Ceux de la droite, comme Stouder, Miller et Greilich, n'avaient pas de représentants mais ce rôle échet au camarade Naine, qui après une forte inclination vers la gauche passa définitivement à droite. Le centre formé plus tard et le parti gauche furent représentés et votèrent séparément. Je me rangai du côté des Zimmerwaldiens gauches, Grimm vota contre la gauche, motivant cette attitude par la nécessité où le mettait sa qualité de représentant de maintenir les relations entre les différentes directions en gardant la neutralité. Il devint évident par la suite que cette façon d'agir avait pour base des considérations politiques beaucoup plus sérieuses.

La lutte qui éclata dans le parti après la conférence de Zimmerwald fut engagée par le centre de concert avec les éléments gauches. Les Grulliens quittèrent les rangs et le mouvement du parti prit par cela même une direction déterminée. Il évolua rapidement à gauche et s'il ne s'agissait de nous caractériser, nous devrions, sur la foi de toutes les décisions votées à nos réunions, être rapportés au parti gauche de l'Internationale; ce parti aurait le droit d'avoir ici son représentant, mais la structure sociale de notre pays provoque de sérieuses contradictions entre la théorie et la pratique. La façon dont le camarade Grimm a rempli sa mission en Russie n'a pas été sans influence sur le mouve-

ment du parti en Suisse—quand nous apprîmes par les télégrammes quelle avait été son attitude à Pétersbourg, les plus prévoyants d'entre nous et principalement les éléments gauches de Zurich, — comprirent d'or et déjà que la position de Grimm dans l'Internationale et dans le parti suisse ne serait plus ce qu'elle était avant son voyage. Bon nombre de camarades espéraient cependant que Grimm n'était pas seul responsable de la faute commise. J'insistai pour ma part sur un blâme ouvert de sa politique, mais ma proposition n'eut pas été soutenue. Il nous est revenu masqué d'un radicalisme à toute épreuve, mais n'a pas été long à se découvrir ce qui nous a déterminé à engager contre lui une lutte énergique. La bataille promet d'être encore plus chaude au suivant congrès du parti car il y a toutes les chances que notre parti y détermine définitivement sa direction. Ceci aura-t-il pour résultat une séparation? Voilà ce que je ne saurais prendre sur moi d'affirmer.

Le mouvement professionnel en Suisse souffre du même mal que celui de l'Allemagne. Tout un état-major de secrétaires est à sa tête; un moment on pouvait craindre pour lui une paralysie à long terme; mais les conditions intolérables où se trouvaient les ouvriers par suite de la cherté de la vie, les obligèrent à engager la lutte sans demander l'avis du centre. Force fut aux organisations professionnelles de prendre la direction du mouvement car les ouvriers suisses comprirent très vite que leur situation matérielle ne changerait pas tant qu'ils obéiraient aux vieux règlements de leurs syndicats et que seul un nouveau conseil composé de camarades choisis par eux pouvait les aider à en sortir. Un congrès ouvrier fut organisé où se forma un conseil d'ouvriers pareil aux soviets russes qui prirent naissance au début de la révolution. Ce congrès ouvrier eut lieu malgré la résistance de l'ancien conseil des syndicats professionnels et fut obligé de prendre connaissance de la méthode de lutte au moyen des grèves générales. Les préparatifs de cette lutte furent entrepris et elle commença bientôt contrairement au désir du comité de ce congrès, mettant les ouvriers face à face avec le grand problème. J'ai en vue la dernière grève à laquelle plus de 400.000 ouvriers prirent part.

Grâce à la politique timorée du centre, ce fut encore Zurich qui fut obligé de se mettre à la tête du mouvement. Ce ne fut que dix jours après le commencement de la grève à Zurich que la direction du centre, pour sauver son prestige, donna le signal de la grève générale; elle s'étendit aussitôt par tout le pays, mais il n'était pas même question alors d'une lutte à main armée. Le prolétariat suisse espérait remporter la victoire par la cessation de tout travail et par sa fermeté à poursuivre ses exigences. Quel ne fut pas son effroi lorsque cinq jours après, la direction du centre ordonna de cesser la grève.

Il est indispensable de souligner ici cette nouvelle trahison de l'œuvre ouvrière. Le comité, composé pour la plupart

de fonctionnaires bureaucrates ne fut pas à la hauteur de la situation; il expliqua qu'il était urgent de cesser la grève pour éviter la guerre civile qui menaçait de s'en résulter. On en vint aux altercations acerbes de part et d'autre et cette défaite fut suivie de lock-outs. La bataille était perdue.

Cette première tentative ayant mis à une sérieuse épreuve le courage et la fermeté des ouvriers—les soldats mobilisés contre eux étaient au nombre de 40.000 hommes très bien armés—contribua à élucider à leurs yeux le caractère de la lutte à venir. Aussitôt après la cessation de la grève ils procédèrent à l'examen de la situation et comprirent que la campagne ne pouvait plus être menée sur les mêmes bases et qu'elle aurait des étapes sanglantes.

Une réaction terrible a suivi la défaite. Je ferai remarquer que presque tous nos camarades organisateurs sont en prison et attendent leur condamnation; des centaines de cheminots devront également comparaître devant le tribunal militaire et répondre de leur désobéissance. Un des événements marquants de cette réaction est l'expulsion de la mission russe hors des frontières de la Suisse. Je puis affirmer que cette mesure a mis le comble à l'indignation des ouvriers et a fortement influé sur le développement du mouvement. Nous avons présenté de nouvelles exigences et nous avons déclaré que l'attitude prise à l'égard de la Russie Soviétiste était à nos yeux une provocation qui nous engageait à la lutte.

Pour nous cette expulsion était doublement sensible, car la mission russe nous mettait fidèlement au courant de ce qui se passait en Russie ce qui faisait contrepois à tous les racontars mensongers qui couraient à ce sujet.

Quand, après l'expulsion du bureau, nous avons pu recommencer nos réunions nous avons publié plusieurs nouveaux ouvrages et nous avons entrepris une large propagande avec excellents matériaux. Nous pouvons dire que la propagande de notre parti a pris une grande extension ces temps derniers. Proclamations, brochures, réunions—nous n'avons rien négligé pour stimuler l'esprit révolutionnaire des masses ouvrières et pour rendre clair à leurs yeux le but du mouvement [entrepris]. Je mentionnerai spécialement ici un certain groupe avec lequel nous ne sommes pas encore d'accord sur bien des points, mais qui nous a très utilement secondés dans les milieux militaires. Il faudra sérieusement penser à l'orga-

nisation unificatrice des forces de ce groupe pour travailler en commun. Il deviendra possible de le faire aussitôt que notre parti aura définitivement établi sa direction. Encore un point important à souligner: en aucun cas il ne nous faut abandonner une arme aussi indispensable que la presse. Nous n'aurons rien à en craindre si nous arrivons à la mettre de notre côté.

Le congrès des partis qui a précédé le congrès ouvrier n'était qu'une tentative de l'ennemi pour nous prendre au dépourvu. J'y ai joué un certain rôle dans la mesure où, en ma qualité de secrétaire, j'ai pu user de quelque influence. Les éléments de la droite ont pris l'offensive à ce congrès. Avec l'aide du centre ils sont arrivés à transporter le siège de la direction centrale de Zurich à Berne. J'ai protesté contre cette tentative de remettre entre les mains des camarades de Berne la direction qui se trouvait dans celles des radicaux de Zurich. Transporter le siège de la direction à Berne signifiait se soumettre à la politique du centre. A ce même congrès des partis le camarade Grimm daigna se laisser élire dans la direction. Il ne fut pas élu président, mais consentit, lui l'ex-président de Zimmerwald, à travailler sous la présidence d'un social-patriote. Qu'on se souvienne avec quelle fierté ce président déclara au parlement: «Je ne suis pas maximaliste, je ne suis pas même Zimmerwaldien!».

Nos camarades ont contribué à l'élection de cet opportuniste manifeste au poste de président accomplissant ainsi une mauvaise action envers notre aile tout en se discréditant aux yeux des masses. Le changement de résidence de la direction n'aboutit pas au but qu'on poursuivait, car le congrès des partis qui suivit jeta à bas le président et démontra clairement que les deux tiers des camarades sont du parti de l'extrême gauche.

La question de notre représentation à la conférence social-patriote internationale de Berne a été résolue négativement. Les résultats du vote sont probants. Ma proposition qui engageait au refus de prendre part à cette réunion de traites internationaux obtint 198 contre 154. Nous déclarâmes officiellement notre solidarité avec les camarades du parti russe. Tout le parti de droite et celui du centre vota contre nous ce qui ne nous empêcha pas d'avoir la majorité même au scrutin définitif. Ce résultat n'a pas été sans produire une grande impression sur le pays que les social-patriotes ont daigné choisir pour leurs réunions.

RAPPORT du camarade A. ROUDNIANSKY

(Hongrie)

Les délégués du Parti Communiste Hongrois ayant été retenus en chemin et ne pouvant prendre part aux travaux du Congrès, ce rapport sur le développement du mouvement communiste en Hongrie est basé sur les communications reçues de Hongrie par notre bureau, le 15 février 1919.

A la fin de novembre le parti communiste Hongrois représenté par les communistes revenus de Russie, les éléments de l'extrême gauche et un petit groupe d'intellec-

tuels radicaux-gauches, a rompu avec le parti social-démocrate. Les ouvriers des usines du fer et les autres métallurgistes furent dans les masses ouvrières les premiers à soutenir le parti communiste. La situation générale était au moment de l'organisation de notre parti, favorable au mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Le 16 novembre la république fut proclamée en Hongrie, mais en réalité le pouvoir resta aux mains du gouver-

nement qui avait été consacré par l'archiduc Joseph. La seule différence fut que le ministre-président, le comte Karolyi et ses adeptes prirent le nom de gouvernement national et se soumièrent au conseil national. Ce dernier assumait toutes les fonctions que remplissait jusque là le parlement. Le conseil national était composé par les indépendants, les radicaux et les social-démocrates et devait fonctionner jusqu'au moment des élections à l'Assemblée législative nationale.

Mais dès les premières semaines il fut facile de prévoir quel caractère prendrait la révolution. Les paysans espéraient que le nouveau «Gouvernement national» leur donnerait la terre, le prolétariat croyait qu'il cesserait d'être exploité, les soldats échappés de l'armée en décomposition et revenus chez eux exigeaient du travail et attendaient leur récompense pour toutes les souffrances endurées. Mais le gouvernement ne pouvait pas faire face à toutes ces exigences et le mécontentement des masses augmentait de jour en jour. Les communistes revenus de Russie profitèrent de cet état de choses pour passer de la théorie aux actes. Le parti des social-démocrates qui commença par les traiter avec une dédaigneuse insouciance, fut bientôt obligé de reconnaître que toutes les sympathies des masses ouvrières allaient aux communistes et non aux socialistes ministériels. Dès les premiers succès du mouvement communiste qui se développait très rapidement, le parti des social-démocrates unit tout ses efforts pour l'étouffer.

Tandis que les communistes expliquaient au prolétariat que les social-démocrates unis à la bourgeoisie étaient incapables de réformes radicales, lui montrant avec preuves à l'appui que la social-démocratie «révolutionnaire» était obligée de défendre la propriété au détriment des intérêts des masses ouvrières, le seul argument des social-démocrates était que l'unité du prolétariat hongrois serait infailliblement

détruite dans le cas où les communistes prendraient le pouvoir. Cette contre-propagande n'avait pas grand succès, mais leur permettait, avec le soutien de certaines organisations professionnelles, d'entreprendre une cruelle persécution des communistes.

Ce sont les masses ouvrières des villes qui présentaient le terrain le plus favorable à l'activité des communistes. Ils avaient pour eux la grande majorité des fabriques et des usines. Les milieux militaires se montraient également très sensibles à notre propagande.

Dans les milieux paysans le mouvement communiste se développait d'une façon toute particulière; les organisations communistes y naissaient d'elles-mêmes. Le plus souvent elles se groupaient autour des paysans revenus de Russie comme prisonniers de guerre après la proclamation de la réforme agraire social-démocratique. Ces paysans proposaient au parti communiste tout leur appui. On pouvait constater la même tendance dans les soviets. Il faut pourtant reconnaître que dans son ensemble le mouvement soviétiste n'est pas très accusé, car le prolétariat des villes se trouve à la fois sous l'influence des social-démocrates et sous celle des communistes. Ceux des soviets — très peu nombreux — qui se sont organisés sous la direction du premier parti continuent à rester entre ses mains et ne servent aux communistes que comme de lutte.

Dans les soviets de députés soldats cette lutte est déjà terminée — dans certains d'entre eux les communistes constituent la majorité. Quant aux soviets paysans — pas très puissants il est vrai et pas très nombreux — ils sont exclusivement composés de communistes.

Les progrès rapides du mouvement communiste et l'influence toujours croissante des communistes dans les soviets nous permettent d'affirmer que le communisme jouera avant peu un rôle décisif en Hongrie.

RAPPORT du camarade GRIMLUND

(Suède)

Lassée par les errements de l'ancien parti social-démocrate, qui avec Branting en tête péchait sans trêve contre les principes fondamentaux du socialisme, la jeunesse ouvrière gagnée s'unit pour former, il y a deux ans, un nouveau parti suédois de socialistes gauches. Il faut dire que l'ancien parti était littéralement terrorisé par ses chefs et les différends fondés de pouvoir locaux qui étouffaient toute tentative d'opposition et réduisaient la minorité à une impuissance complète. Le nouveau parti s'unit aux groupes qui pendant la guerre avaient attiré les éléments les plus révolutionnaires ainsi que les minorités restées fidèles à l'Internationale (principalement à la commission Zimmerwaldienne, de l'aile gauche, à laquelle le parti suédois avait toujours appartenu).

L'attitude du parti a toujours été depuis nettement révolutionnaire, il a mené par la voie des journaux et des brochures une lutte incessante contre le social-patriotisme en général et ses manifestations sur le sol suédois en particulier. Notre propagande ne poursuivait qu'un but: soule-

ver les masses ouvrières et en stimuler l'activité révolutionnaire. Nous ferons remarquer que cette propagande n'a pas été stérile: le nombre de nos membres s'accroît tous les mois; le parti compte déjà plus de 200 sections et notre plateforme révolutionnaire réunit toute l'organisation de la jeunesse ouvrière.

Bon nombre d'organisations professionnelles qui avaient jusqu'ici un caractère social-patriotique commencent à passer de notre côté. Au début le parti ne disposait que d'un journal paraissant trois fois par semaine; maintenant notre organe principal le *Politiken* paraît tous les jours, comprend huit pages et jouit d'une grande popularité parmi les ouvriers. Dans le même temps nous avons fondé près de douze journaux en province, dont trois paraissent tous les jours et les autres trois fois par semaine. L'organisation de la jeunesse édite un journal spécial, le *Stormklokkan* qui est également très répandu.

Après la révolution d'octobre en Russie, l'activité révo-

lutionnaire de notre parti a été soumise à de lourdes épreuves. Conscient de ses devoirs il s'est dès le début déclaré solidaire avec les camarades russes. Tous nos journaux le *Politiken* en tête mènent une lutte sans merci contre les calomnies criminelles sciemment répandues par les organes contre-révolutionnaires de Stockholm et de Helsingfors. Au nombre de ces derniers se trouve le *Socialdemokraten* de Branting qui se distingue par son énergie à seconder toute tentative agressive contre la révolution russe. Pour y faire contrepoids nous nous sommes efforcés de souligner aux yeux des ouvriers la différence qui existe entre notre point de vue et celui des social-patriotes. L'activité pratique de nos camarades russes a servi d'illustration à nos théories, d'autre part nous avons été en état de prouver aux ouvriers par de nombreux exemples la parité des opinions du parti social-patriote suédois, avec celles des menchéviks russes et celles des partisans de Scheidemann en Allemagne.

Notre parti, malgré sa jeunesse et le nombre relativement restreint de ses membres, a fait tout ce qui dépendait de lui pour inoculer aux ouvriers le point de vue révolutionnaire et en faire des défenseurs de la révolution. L'issue tragique de la révolution finlandaise nous a déterminés à activer encore notre propagande contre la bourgeoisie et les social-patriotes.

En vue d'une concentration des forces révolutionnaires, nous sommes entrés en relations avec les organisations prolétariennes gauches, telles que les syndicalistes et les socialistes anti-parlementaires, et avec l'organisation des ouvriers

et soldats, dont le but final est l'union fraternelle de ces derniers entre eux.

De concert avec lesdites organisations le parti établissait des plateformes, édictait des proclamations, développait sa propagande et remplissait tout le travail organisateur préparatoire.

Il y a cependant parmi nous des éléments dont les opinions ne s'accordent pas absolument avec les nôtres. Il faut y rapporter ceux de nos membres qui sont venus à nous par suite du mécontentement qu'avait provoqué parmi eux l'activité de l'ancien parti. Leurs opinions portent l'empreinte d'une grande incertitude ce qui ressort clairement de l'attitude de Lingagen, leur délégué, dont les discours se prononcent nettement contre la dictature du prolétariat tout en prophétisant en même temps «l'humanisme» et le «pacifisme». Il est de toute évidence que le premier congrès du parti doit mettre fin une fois pour toutes à ces rêveries bourgeoises.

Le comité de notre parti s'est rendu avec joie à la proposition de fonder une III^{me} Internationale qui n'est que le développement logique du mouvement Zimmerwaldien.

— Il va de soi que notre parti est parfaitement d'accord avec les principales clauses de l'invitation tout en gardant cependant quelque réserve au sujet de certaines propositions pratiques.

Le signataire de cette déclaration est chargé de voter pour l'institution de la III^{me} Internationale.

Quant à notre acquiescement officiel, il ne pourra être donné qu'après la réunion du prochain congrès du parti.

RAPPORT du camarade SIROLA

Le mouvement révolutionnaire en Finlande.

Camarades! Une année s'est écoulée depuis que le prolétariat finlandais a engagé une lutte à mort contre les bourgeois-bourreaux. Il s'était courageusement levé pour défendre sa vie et sa liberté contre l'agression des gardes-blancs. Quoique n'étant pas préparé à une semblable lutte au point de vue militaire, comme au point de vue politique, il avait tenu bon durant trois mois sur tous les fronts, tout en accomplissant à l'arrière un énorme travail d'organisation sociale et économique. Mais cette première Révolution du prolétariat finlandais fut étouffée. Le dévouement et le courage des camarades,—hommes et femmes,—de la Garde Rouge et le secours inappréciable de nos camarades russes ne suffirent pas à repousser l'assaut des bandes «blanches» internationales commandées par des officiers finlandais, suédois, allemands et russes. A la fin d'avril, quand l'Impérialisme Allemand lança contre nous ses troupes régulières, les blancs réussirent à faire échouer notre plan d'évacuation de toutes les forces vives de la Révolution en Russie. La rage vindicative des blancs est connue dans le monde entier. Pendant de longs mois leurs «bouchers» ont opéré contre les prolétaires, hommes, femmes et enfants. Des centaines de camarades russes et d'instructeurs russes de la Garde Rouge furent aussi fusillés. D'après les rapports récemment

publiés dans les journaux finlandais le total des victimes s'est monté à 13.000, et nous lisons encore des articles qui nous apprennent l'exécution dans telle ou telle paroisse de 100, 200, 300 prolétaires et plus encore. A ces chiffres il faut ajouter 15.000 morts de faim, de maladies et de misère dans les camps de concentration. Ces faits terribles, nullement exagérés, doivent servir d'avertissement à tous les ouvriers qui rêvent d'une paisible collaboration avec la bourgeoisie sur la base des principes démocratiques. Nous espérons que nos camarades de la III^{me} Internationale graveront ce résultat de l'expérience des prolétaires finlandais dans le cœur des ouvriers de leurs pays.

Le prolétariat doit préciser au plus tôt sa situation et ne plus hésiter à s'éloigner de tous les groupés et de tous les éléments qui ont trahi la cause ouvrière ou l'ont abandonnée au moment décisif.

Démocratie ou dictature? Cette question ne doit plus être étouffée. Le prolétariat ne doit pas permettre à l'ennemi d'avoir l'initiative des opérations. Il doit lui-même choisir le jour et l'heure de l'attaque afin de détruire l'appareil du pouvoir bourgeois—l'administration gouvernementale.

Nous avons été nous aussi, pendant trop longtemps, les idéologues d'un mouvement ouvrier unifié et centralisé. Mais

après la Révolution, la scission devint inévitable. La ligne de démarcation fut nettement tracée. En Finlande l'ancienne extrême-droite social-démocrate reçut de la dictature bourgeoise la «liberté» d'organisation et de presse afin de pouvoir tranquilliser les masses ouvrières. Ses traites ont fait de leur mieux pour abattre la Révolution prolétarienne de l'année dernière et travailler en faveur d'un mouvement ouvrier pacifique, dont des associations professionnelles, les coopératives et l'agitation parlementaire seraient les moyens. Ils ont trouvé appui dans la classe des petits commerçants et parmi la petite bourgeoisie et nous ne doutons pas qu'ils ont maintenant et qu'ils conserveront aux prochaines élections un grand nombre de voix. Mais les masses prolétariennes, martyrisées par la prison, la faim, la misère, se souvenant de la récente Terreur Blanche, ayant en outre devant les yeux l'exemple de la dictature prolétarienne en Russie—restent froides en présence des exhortations de la valetaille bourgeoise. Le prolétariat finlandais n'a rien à faire avec les gens de Scheidemann et de Branting qui, fraternisent actuellement, à Berne: le prolétariat finlandais est en ce moment plus «rouge» que jamais. La presse bourgeoise nous en donne un témoignage suffisant et nous avons assez de preuves de la joie avec laquelle les ouvriers finlandais ont accueilli la fondation de notre parti Communiste.

Ce parti a été fondé au Congrès de Moscou (fin août dernier) par des émigrés vivant en exil.—Mais notre exil avait un caractère tout nouveau; nous vivions dans un pays socialiste. Nous, qui avions été radicaux ou dans le meilleur cas radical de gauche, nous fûmes amenés au Communisme par des réflexions, des expériences révolutionnaires, par les travaux théoriques de nos camarades russes et surtout par l'exemple vivant du travail d'organisation communiste en Russie.

Dans une lettre ouverte que notre parti a adressé au camarade Lénine, nous le lui avons avoué et nous nous sommes expliqués plus longuement.

De Pétersbourg, où fonctionne actuellement notre Comité Central, nous avons fait rayonner notre propagande parmi les ouvriers et les paysans finlandais habitant la Russie. Près de 25 organisations communistes ont été fondées. Nous avons publié plus de 40 brochures, fondé en Russie un quotidien finlandais et deux revues, l'une rédigée en finlandais, l'autre en suédois. Deux journaux finlandais ont également été organisés en Suède avec le concours de camarades russes, travaillant dans le parti, les institutions des Soviets et dans le domaine économique.

L'instruction militaire qui est certainement des plus importantes, n'est pas oubliée. Notre organisation militaire s'occupe de l'éducation des soldats finlandais de l'Armée Rouge. Nous avons publié, en quinze langues, des manuels militaires; et une école d'officiers, pour 200 jeunes gens est en voie d'organisation. Un grand nombre de groupes com-

munistes travaillent illégalement en Finlande, répandant nos publications et nos journaux, se consacrant à la propagande et à la préparation de la Révolution sans craindre la prison, les tortures et la mort.

Au Congrès qui eut lieu à la fin de janvier et auquel assistèrent des représentants de la Finlande quelques thèses furent acceptées concernant les tâches prochaines de la Révolution. Nous joignons ces thèses au procès-verbal. Une profonde conviction nous dit que le temps est proche où nous reprendrons la lutte auprès de nos chers camarades. Cette conviction est non seulement justifiée par notre ardent désir mais par l'analyse de la situation actuelle en Finlande.

L'influence du capitalisme impérialiste corrompu et méprisable se manifeste nettement dans la petite Finlande. La bourgeoisie finlandaise a créé son petit monde à son image. Il y règne une décomposition, une démoralisation générale. Les duperies, la spéculation y fleurissent; les morts de faim y sont fréquentes. Le budget de l'Etat est monté de 100 millions à un milliard, les impôts et les dettes d'Etat augmentant simultanément. La corruption est devenue un système, la culture est prostituée. Une caste militaire s'est formée, composée d'officiers dont la misère est dorée et des courtisans du dictateur. La réaction règne partout. On peut citer comme une preuve de la décadence générale le séparatisme des habitants de langue suédoise des îles d'Aaland,— et aussi la mégalomanie conquérante des patriotes. Pour compléter la beauté du tableau il faut y ajouter la gendarmerie, les violences des garde-blanches bourgeoises, la persécution des révolutionnaires, les visites domiciliaires en masse, les emprisonnements, les tortures inquisitoriales, les fusillades de prisonniers pour tentative d'évasion, etc. Un pareil système ne peut pas durer longtemps. Il ne faut qu'une circonstance propice pour provoquer une explosion révolutionnaire, et cette circonstance sera bientôt fournie par le développement de la situation internationale. Après l'échec de son aventure allemande, la bourgeoisie finlandaise avait forcément adopté l'orientation contraire, vers l'Eutente, qui attend actuellement les services de ses nouveaux serviteurs dans la lutte de l'Impérialisme mondial contre le Bolchévisme. L'expédition d'Esthonie et l'organisation en Finlande de bandes armées de réactionnaires russes, disposées pourtant à combattre aussi l'indépendance de la Finlande—en sont des preuves. Il est clair que cette aventure doit s'achever par une débâcle, qui sera le signal de la révolte. Et cette fois-ci la révolution s'accomplira d'après l'exemple de nos vaillants et fidèles prédécesseurs, les prolétaires russes. Elle aboutira à une dictature de fer du prolétariat. Nous avons confiance en la solidarité du prolétariat mondial et en la République internationale des Soviets. Le prolétariat finlandais combattra, lui aussi, dans les rangs de la III-me Internationale Communiste, cette union mondiale des républiques prolétariennes des Soviets.

RAPPORTS ET CHRONIQUE

ANGLETERRE.

La guerre civile en Irlande.

En Irlande règne la terreur blanche. Tout le pays est en état de guerre. «Il nous faut au moins 250.000 soldats pour maintenir l'ordre en Irlande», écrit le *Times*. Presque tous les chefs les plus en vue des sin-feiners sont arrêtés. Des cours martiales fonctionnent et les prisons militaires sont comblées.

Vers la mi-avril, des désordres d'un caractère local se sont produits à Limerick. Le général Show, qui avait le commandement de l'expédition envoyée pour réprimer ces désordres, déclara Limerick en état de siège. La ville fut cernée par les troupes. L'entrée dans ses murs comme la sortie hors de ceux-ci fut interdite. Des tanks, des automobiles et des trains blindés, des aéroplanes et tout le reste furent envoyés de Londres au général Show.

«Toute l'Irlande», écrit le correspondant du *Manchester Guardian*, prit l'aspect d'un vaste camp retranché. Limerick donne l'impression d'une ville assiégée par l'ennemi. C'est une petite ville située sur les rives de la Shannon. Les ponts sont gardés par des soldats qui ont l'ordre de ne laisser entrer ni sortir personne de la ville. Les autorités municipales sont déclarées déchuës; le sort de la ville et de ses 33.000 habitants est tout entier dans les mains du commandement militaire.

Les ouvriers de Limerick ont répondu à l'état de siège par la grève générale... «La vie à Limerick», écrit le correspondant du *Manchester Guardian*, est complètement arrêtée. On se croirait le dimanche. Tout est fermé à l'exception seulement des magasins qui vendent des denrées de première nécessité. Ces derniers ouvrent chaque jour quelques heures. Une singulière dualité de pouvoir s'est en quelque sorte établie: toute l'autorité est concentrée entre les mains du commandement militaire, mais d'autre part, le comité de grève réglemente l'ordre intérieur de la ville. Le comité de grève a pris sur lui la répartition des approvisionnements, la lutte contre la spéculation, le maintien de l'ordre, etc. Tout le temps de la grève, Limerick a été ravitaillé par les unions professionnelles et les organisations ouvrières des villes voisines; le comité de grève a organisé des dépôts publics et émis du «papier-monnaie de grèves» (petite monnaie de papier spéciale distribuée par le comité de grève à la population). Ce sont des billets allant de 1 shilling à 10 shillings et qui portent l'inscription: «Grève générale contre le militarisme anglais. Limerick. 1919.» Enfin, le comité de grève décida d'organiser un Soviet de députés ouvriers et de lui remettre tout le pouvoir à Limerick pour 11 jours; ainsi dans cette ville assiégée fonctionne le pouvoir soviétiste.

«Cette nuit», écrit le correspondant du *Manchester Guardian*, à la date du 24 avril, la dissolution du Soviet s'est définitivement précisée. Ledit Soviet fait beaucoup de bêtises, mais il faut lui rendre cette justice que, dans un moment aussi périlleux, il a su prendre la ville en mains et devenir maître de la situation. Durant ces 11 jours de régime soviétiste, il n'y a eu en ville aucun cas de violence, de vol, etc... Les forces économiques (1) ont brisé le Soviet, mais la protestation énergique de ce dernier contre le militarisme anglais n'est pas demeurée vaine et n'a pas été sans laisser de trace. La flamme ardente de la protestation éclairera encore longtemps Limerick et d'autres villes, aussi.

Voilà ce qu'écrivit un journaliste libéral bourgeois. Les

¹⁾ On ne voit pas clairement quelles forces économiques (Note de la Rédaction).

ouvriers de la ville de Kork se joignirent à ceux de Limerick. Le 16 avril, la grève générale fut déclarée à Kork.

Le même jour, s'ouvrit la conférence des unions professionnelles d'Irlande qui examina la question de la grève générale dans toute l'Irlande. Le 24 avril, la conférence décida de ne pas déclarer la grève pour le moment, mais de convoquer immédiatement un congrès des unions professionnelles et des organisations ouvrières. Ce congrès fut convoqué pour le début de mai; mais nous n'avons reçu jusqu'à présent aucune information à son sujet.

Mutinerie de soldats.

Le 16 avril, à Liverpool, a commencé, devant un tribunal militaire extraordinaire, le procès des instigateurs de la mutinerie de soldats qui avait eu lieu au camp de Kiam Park, près Liverpool, au début du mois de mars.

Au cours des débats, la mutinerie a été reconstituée de la façon suivante:

Le 5 mars, sur la Place d'armes à l'intérieur du camp, un meeting de soldats fut improvisé. Ce meeting, d'après le *Manchester Guardian*, revêtit un caractère révolutionnaire extrêmement véhément. Les soldats, dont la majorité était composée de Canadiens, exigèrent la démobilitation immédiate. «Les orateurs qui prirent part au meeting, d'après la déposition d'un témoin, invitèrent à l'extermination des officiers. Le principal instigateur, le sergent George Lorette, brandit un drapeau rouge et engagea à ne reculer devant rien». Le meeting n'avait pas encore pris fin quand arriva de Liverpool un détachement de la garde à cheval. Les révoltés les accueillirent par une grêle de pierres. Les gardes à cheval reçurent l'ordre de tirer. Les révoltés se retranchèrent dans le fossé entourant la place d'armes. «Ce fut un véritable combat de tranchées», déposa un témoin, «avec une véritable attaque de cavalerie».

La première salve concha par terre deux des chefs de l'émeute; les émeutiers furent alors sommés de se rendre. Mais ils répondirent à leur tour par une salve. «George Lorette ne cessa d'agiter tout le temps son drapeau rouge». D'autres unités demeurées fidèles furent envoyées à l'aide du détachement de la garde à cheval. Les émeutiers sortirent alors du fossé et exécutèrent une véhémente contre-attaque. George Lorette, tenant toujours le drapeau rouge, courait devant eux. Le combat de tranchées se termina par un corps-à-corps où les unités demeurées «fidèles» eurent finalement le dessus.

Aussitôt après la répression de l'émeute, l'ordre fut donné de rechercher le plus grand nombre possible d'instigateurs du mouvement. Le tribunal militaire «impartial» était composé de ces mêmes officiers que les soldats révoltés se proposaient d'exterminer. «A la première audience, d'après le *Manchester Guardian*, se produisit le «curieux» incident suivant: il fut reconnu que, sur les six inculpés, cinq avaient disparu sans laisser la moindre trace; seul, George Lorette était resté. Et pourtant, sur le banc des accusés, six inculpés, six soldats avaient pris place. Cinq d'entre eux étaient, selon l'expression du *Manchester Guardian*, de «faux» accusés substitués aux vrais». Le défenseur d'office, lui aussi, un officier canadien, souleva la question du classement de l'affaire, vu l'absence des accusés; mais il ne fut pas fait droit à sa requête: le tribunal estima que «les faux accusés» avaient «vraisemblablement participé également à l'émeute» et qu'en tout cas s'ils n'y avaient pas participé, leur cas s'éclaircirait au cours des débats». Le jugement ne nous est pas connu quant à présent.

Violences contre les ouvriers à Glasgow.

Vers la mi-avril, les artisans du mouvement professionnel à Glasgow furent actionnés en justice pour... avoir été passés à tsbac par la police. A la fin de janvier, des grèves considérables avaient eu lieu à Glasgow; les ouvriers de plusieurs branches de personnes avaient fait grève simultanément. Le 31 janvier, les ouvriers grévistes organisèrent une *démonstration pacifique*: une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes se dirigea vers le bâtiment où siégeait le conseil municipal. Une délégation fut envoyée à la mairie; elle avait à sa tête le membre du parlement Niel Mac Lean et le président du conseil des unions professionnelles Kirkwood. Les délégués venaient à peine de disparaître derrière les portes de l'hôtel de ville qu'un détachement de police à cheval fit irruption sur la place et que les policiers se mettaient à assommer les ouvriers à coups de casse-têtes.

Voici le tableau que décrivaient quelques témoins devant le tribunal:

Le témoin Mac Phee: «J'ai vu un garçonnet d'environ dix ans qui eut le crâne, fendu en deux par un coup de casse-tête. Bien entendu, le malheureux succomba sur place. On frappait également ceux qui étaient étendus à terre. J'ai vu un policier qui portait des coups à un homme gisant à terre dans une mare de sang. La foule était désarmée; elle ne pouvait pas se défendre».

Le témoin Johnston: «Je me trouvais par hasard sur la place; la cruauté de la police et les atrocités commises par elle sont impossibles à décrire. Elle frappait les blessés, rossait ceux qui gisaient à terre; beaucoup de blessés furent achevés».

Le témoin Moir, infirmière: «La veille de la démonstration, le chef des grévistes Shiiven prévint les ouvriers qu'une agression se préparait contre eux, que des troupes avaient été appelées d'Edimbourg et il engagea les ouvriers à se «conduire raisonnablement» et à se tenir en garde contre toute provocation. J'ai vu les policiers frapper un invalide qui boitait. J'ai été tout le temps sur la place, m'occupant à panser les blessés. J'ai vu un groupe de policiers se précipiter sur Mac Lean et Kirkwood quand ils sortirent de l'hôtel de ville; Kirkwood et Shinvell furent à demi-assommés. Ils furent cependant arrêtés ainsi que d'autres chefs du mouvement professionnel et se virent accusés d'«excitation de la foule» et d'«organisation d'une agression contre la police».

La Triple Union.

L'union professionnelle des ouvriers des docks, à la majorité de 693.084 voix contre 76.992, a décidé d'adopter la proposition de la commission Sanky (voir le N° 2 de *L'Internationale Communiste*) et d'ajourner la grève «à une époque plus favorable».

Le 26 mars, au congrès de la «Fédération des dockers», il a été décidé d'adresser au gouvernement les revendications d'ordre politique suivantes:

- 1) l'abolition du service militaire obligatoire;
- 2) le rappel des troupes britanniques de Russie;
- 3) la levée du blocus de l'Allemagne;
- 4) la libération de tous les «opposants de consciences» (c'est-à-dire des adversaires de la guerre qui, pendant la mobilisation, avaient refusé d'entrer dans l'armée) détenus dans des prisons et des camps de concentration.

Il fut décidé d'appuyer ces revendications d'une menace de grève générale. «C'est la première fois dans l'histoire d'Angleterre», écrit le *Manchester Guardian*, «que les ouvriers ont affirmé l'intention de proclamer une grève générale politique».

Le 16 avril, eut lieu la séance du comité exécutif de la triple union. Il fut décidé de soutenir les revendications des dockers et de convoquer «dans le plus bref délai possible» le congrès des unions professionnelles pour examiner la question de la grève générale.

Les «opposants de conscience» sont peu à peu remis en liberté. Au début d'avril, le célèbre chef du parti ouvrier indépendant A. Fenner Brokwey a été libéré après avoir fait 28 mois de prison.

Conférence du Parti Ouvrier Indépendant.

Le 31 avril, s'est ouverte à Hodersfield la conférence du parti ouvrier indépendant (I. L. P.). La Conférence a été ouverte par un discours de Philippe Snowden, dont voici les passages les plus caractéristiques:

«Le régime socialiste, tel est l'unique salut pour l'Europe et pour le monde entier. Nous voyons déjà le commencement de la fin du système capitaliste. Sur les deux tiers de l'Europe, se déploie déjà le drapeau rouge. Les échos de la révolution russe retentissent dans le monde entier. La conférence de la paix de Paris démontre que les alliés sont décidés d'atteindre à n'importe quel prix leurs buts impérialistes. Toutes nos craintes d'une paix de pillage, inévitable à la suite d'une victoire militaire, se confirment. Au fond il n'y a pas de paix et il ne peut pas y avoir de paix, parce qu'une nouvelle guerre a déjà commencé: une guerre de classes. Le traité de paix des impérialistes est un chiffon de papier sans valeur».

A la première séance de la conférence, il a été adopté une résolution réclamant la levée du blocus de l'Allemagne et le rappel des troupes britanniques de Russie. A la seconde séance de la conférence a été examinée la question «des soviets et du parlement» et de la forme de gouvernement qui est «préférable». La majorité des délégués s'est prononcée pour les soviets et a soumis à une critique très vive l'activité des membres du «Parti Ouvrier Britannique» au Parlement.

Le *Daily News*, organe du parti libéral, constate le passage en masse des libéraux dans le parti ouvrier. Parmi ceux-ci, se trouve le colonel Wedjwood qui a passé plusieurs mois en Sibérie en qualité d'ambassadeur extraordinaire auprès du gouvernement sibérien. Il était parti en Sibérie, partisan convaincu de l'écrasement sans discussion de la Russie bolchévique et il en est revenu partisan convaincu de la paix avec cette Russie soviétiste. Actuellement, il est à la tête d'une campagne en faveur de la reconnaissance du Gouvernement Soviétiste et il a quitté le parti libéral parce que celui-ci ne faisait pas cette campagne avec une énergie suffisante.

Conférence du Parti Socialiste Britannique.

La conférence du Parti Socialiste Britannique s'est ouverte à Sheffield le 21 avril. Il a été déposé des résolutions sur: la nationalisation de la terre; la fusion avec le Parti Ouvrier Indépendant; la lutte contre le Parti Ouvrier Britannique. La conférence a exigé une enquête sur les événements de janvier à Glasgow et la mise en liberté immédiate de Shinvell, Kirkwood et des autres (voir plus haut). La proposition de rompre les relations avec la 2^{ème} Internationale et d'adhérer à la 3^{ème} Internationale Communiste a été renvoyée devant une Commission. Le camarade John Mac Lean a prononcé un violent réquisitoire contre le Parti Ouvrier Britannique et ses chefs. «Les journaux annoncent que Henderson a été reçu par le roi et a été honoré d'une invitation royale à déjeuner. Henderson et Thomas doivent s'en aller. L'heure de la révolution est arrivée. La première mesure à laquelle nous devons maintenant recourir, c'est la grève générale. Nous devons prendre immédiatement dans nos mains la terre et les moyens de production».

FRANCE.

La phrase prononcée par le dictateur Clémenceau à la signature de la paix: «Voilà la minute que j'attends depuis 49 ans» est très représentative de l'état d'esprit de la bourgeoisie impérialiste française. On a ainsi l'aveu public des espoirs et des désirs profonds de la bourgeoisie qui, depuis près d'un demi-siècle, attendait avec anxiété l'occasion de prendre la revanche et d'anéantir l'Allemagne.

Les jublations d'une certaine presse, encore qu'un certain nombre de journaux impérialistes trouvent bien insuffisantes les conditions imposées à l'Allemagne, ne donneront pas le change. Sans doute la situation économique de la France n'est pas comparable à celle de l'Allemagne, la cherté de la vie—encore qu'elle soit disproportionnée avec l'augmentation des salaires—n'est pas excessive, mais les ouvriers n'ont pas encore pénétré le sens de la victoire, et si, une partie d'entre eux encore intoxiqués par la presse applaudissant les soldats passant sous l'Arc de Triomphe le flot des revendications syndicalistes ne fait que monter. Ce n'est pas la loi de huit heures votée par le Parlement avec toutes ses dérogations, qui l'arrêtera. L'arrêt de la mobilisation, le maintien de l'expédition en Russie, la reconnaissance du contre-révolutionnaire Koltchak, le régime d'oppression brutale ne feront qu'accélérer le mouvement révolutionnaire.

Il semble que les forces révolutionnaires aient enfin trouvé le cadre dont on espérait la constitution depuis plusieurs mois déjà. En effet depuis quelques semaines reparait *La Vie Ouvrière*, le périodique syndicaliste bimensuel dont la publication fut interrompue durant la guerre et dont les principaux rédacteurs étaient Pierre Monatte et Rosmer. A présent *La Vie Ouvrière* paraît comme hebdomadaire et a les allures d'un organe de combat. Si on enregistre l'absence de Merrheim qui depuis longtemps hélas! s'est séparé de ses anciens amis politiques et qui s'est singulièrement rapproché de Jouhaux et de Longuet, en revanche on y voit parmi les nouveaux collaborateurs les principaux représentants des zimmerwaldiens de gauche du Parti Socialiste Français: Lorient et Saumoneau, ainsi que Fernand. Després l'ancien collaborateur de la *Bataille Syndicaliste* et rédacteur de *La Plèbe*, Marcel Martinet, etc... *La Vie Ouvrière* s'ajoute ainsi à l'*Internationale* fondée par Péricat, à l'*Avenir International* d'André Girard et aux autres feuilles nettement révolutionnaires.

Au sein même des intellectuels se manifestent des symptômes extrêmement intéressants pour l'observateur objectif. L'association des étudiants socialistes qui était en majorité composée de zimmerwaldiens a aujourd'hui des tendances nettement bolchéviques et groupe plusieurs centaines d'adhérents. Chose curieuse parmi les membres se trouvent un certain nombre d'étudiants yongo-slaves, qui ne sont pas les moins conséquents et les moins audacieux.

Quelque chose qu'il convient également d'enregistrer c'est la croissance du mouvement anti-bourgeois et révolutionnaire dans les départements du Nord qui avaient été envahis par les Allemands. La plupart des habitants, par suite de l'occupation de la soldatesque, avaient eu des sentiments assez exaltés et le député Lebas était très représentatif de cet état d'esprit. Les populations du Nord ont été traitées avec un tel mépris et ont eu à ce point à souffrir des déficiences du ravitaillement qu'elles ont refoué presque entièrement ce chauvinisme qu'elles ont remplacé par la haine du gouvernement de Clémenceau.

De même en Alsace-Lorraine, les ouvriers auxquels on a interdit de s'assembler en Comités et Conseils, auxquels on a interdit le droit de grève—le traître Jouhaux envoyé par la C. G. T. en est en grande partie responsable,—constatent qu'ils n'ont rien gagné à être devenus des citoyens français et que le régime de Clémenceau, c'est-à-dire de la bourgeoisie française, n'est pas plus doux que ne l'était celui de Guillaume Hohenzollern, c'est-à-dire de la bourgeoisie allemande. Les bourgeois alsaciens eux-mêmes sont loin d'être satisfaits de la conduite des autorités françaises. C'est ainsi que plusieurs groupements dont on ne peut suspecter le

«loyalisme» ont exigé l'autonomie des chemins de fer d'Alsace-Lorraine affirmant avec raison que depuis l'occupation française ils marchaient bien plus mal que du temps où ils étaient régis par les autorités allemandes et ils constatent fréquemment que les services publics, en particulier: la poste, le télégraphe, le téléphone, l'hygiène sont devenus tout à fait déplorables. Il faut ajouter à cela que les catholiques ne sont pas précisément contents d'être régis par la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat—bien que dans son application celle-ci soit plutôt modérée actuellement.

Et pendant ce temps la bourgeoisie de Paris se vautre dans les plaisirs et dans les voluptés, accomplissant la dernière phase de décomposition. Quelques-uns d'entre les représentants, plus perspicaces et ayant le sens des réalités craignent avec raison l'extension du bolchévisme et c'est pourquoi ils se sont cramponnés si longtemps avec l'aide des social-traitres et des social-opportunistes à la *Ligue des Nations* et au Président Wilson. Ils constatent également—il faudrait être aveugles pour ne pas le voir—que, après avoir été occupés par les Allemands, la France n'a pas regagné son indépendance et que sous forme de troupes britanniques et américaines, de travaux, de concessions, de contrats, l'impérialisme anglais et américain, occupant la presque totalité de son territoire—c'est avec angoisse qu'ils interrogent l'avenir dont ils voient s'élever les flammes rouges et vivaces.

André CARTIGNY.

La Fête Internationale de la Solidarité

(Le Premier Mai en Occident).

La journée de la Solidarité internationale prolétarienne a dépassé cette année, tant par ses proportions que par son caractère tout ce que l'on pouvait espérer. On peut dire sans exagération qu'on n'avait encore jamais vu une plus grande Premier Mai.

Cette journée s'est écoulée dans le monde entier sous le mot de ralliement de la révolution sociale. Dans les républiques des Soviets, jusqu'à présent peu nombreuses, en Russie, en Hongrie, en Ukraine, et partout, où le prolétaire, déjà au pouvoir, fait ses premiers pas vers la réalisation, en fait, du socialisme, les masses travailleuses ont ce jour-là fêté triomphalement et joyeusement leur victoire. Dans les pays capitalistes où le pouvoir est encore aux mains de la bourgeoisie et de ses parasites, les traitres-socialistes, le Premier Mai a été une grande revue des forces révolutionnaires — un jour de préparation aux combats futurs.

Coupés que nous sommes du monde entier par le blocus des pillards et des spoliateurs impérialistes, cernés de toutes parts comme dans un anneau de fer, nous recevons rarement des renseignements positifs sur la marche du mouvement ouvrier en Occident. Ce n'est qu'à présent, avec deux mois de retard que nous avons la possibilité de dresser un tableau plus ou moins exact de la fête du Premier Mai, à l'Etranger.

En France, la fête a pris des proportions grandioses, et malgré toutes les embûches des anciennes organisations et des anciens chefs du socialisme et du syndicalisme qui se sont vendus à la bourgeoisie, cette fête s'est transformée en *manifestation révolutionnaire ouverte des masses ouvrières*, la grève s'est écoulée brillamment, non seulement à Paris, mais aussi en province—grève unanime dans la pleine acception du mot. A Paris, dans la capitale de la contre-révolution mondiale, le gouvernement de Clémenceau avait interdit les manifestations dans les rues, mais elles eurent lieu néanmoins et aboutirent à des rixes sanglantes avec la police et les troupes. D'après le journal anglais *le Times* il y eut près de 350 blessés parmi la foule, et un mort—le jeune ouvrier Charles Lorne; la police eut 250 hommes blessés, dont 50 grièvement. L'état d'esprit des masses était très belliqueux; les manifestants déployaient des drapeaux rouges, chantaient l'*Internationale* et des cris révolutionnaires jaillissaient à tout instant de la foule enthousiaste: «à bas Clémenceau,

à bas la bourgeoisie, vive la révolution socialiste, vive la Russie, vive les Soviets.» D'après les journaux bourgeois près de 100.000 ouvriers prirent part aux manifestations du Premier Mai, et *l'Humanité*, organe des socialistes modérés, assure que le nombre des participants a atteint un million. Certains moments des manifestations ont été racontés en détail dans l'article du camarade Victor (N° 2 de *l'Internationale Communiste*) — nous ne nous y arrêterons donc pas ici. Nous ajouterons seulement qu'en fin de compte, «la sainte alliance» ou «la paix civile» (l'union entre la bourgeoisie et les têtes des organisations prolétaires) a reçu une nouvelle entaille. D'après la décision du parti le dernier ministre socialiste Compère-Maurel a donné sa démission et Jouhaux, secrétaire de la Confédération Générale du Travail, s'est cru obligé de déposer son mandat de membre de la Conférence de la Paix.

Ces grandes manifestations du prolétariat français ne sont pas des actes isolés, uniques, — elles ne forment qu'un anneau de la longue chaîne des événements révolutionnaires dans la France actuelle. De fortes grèves et des manifestations imposantes précéderont ces manifestations enflammées du Premier Mai — puis viendront des vagues puissantes de grèves, dont le mouvement ne s'arrêta plus un seul jour; au contraire ces vagues se sont dispersées par tout le pays, et tous les symptômes démontrent que la classe ouvrière de la France entière est déjà sur le chemin de la lutte révolutionnaire ouverte.

En Angleterre la célébration de la fête du Premier Mai est de façon générale une coutume neuve que l'on ne connaissait pas jusqu'à présent. Avant la guerre quelques groupes socialistes organisaient seuls ce jour-là des meetings peu nombreux et des Assemblées où venaient quelques dizaines, et dans les meilleurs cas, quelques centaines d'adhérents. Mais cette année le Premier Mai anglais s'est changé en fête des masses prolétaires.

Les rues de Londres ont vu se dérouler une manifestation imposante. Une partie de la foule a tenté de pénétrer dans le Parlement, mais la police l'en a chassé en arrêtant entre autres le socialiste connu Sylvia Pankhurst. D'après le *Times*, plus de 100.000 personnes ont assisté aux meetings tenus à Hayd-Park. A Coventry — centre industriel — il y eut une grève générale. Au Lancashire 40.000 ouvriers ont célébré la fête du Premier Mai par des meetings et des manifestations triomphales. En Ecosse, surtout à Glasgow qui est le principal centre du mouvement socialiste anglais, la grève générale a obtenu un grand succès — les meetings et les manifestations des rues ont pris de grandes proportions. Les journaux bourgeois parlent avec effroi de la croissance du mouvement bolchévique en Angleterre.

En Irlande, la fête prolétarienne a été une fête générale dans toute l'acceptation du mot. La grève générale qui avait été déclarée par les organes dirigeants des ligues professionnelles et du parti ouvrier a embrassé tout le pays. Non seulement les fabriques et les usines, mais tous les chemins de fer, les tramways, les typographies se sont arrêtés, les bateaux à vapeur ne marchaient plus; tous les magasins, les théâtres, les cinémas étaient fermés, les journaux ne parurent pas et les cochers eux-mêmes dételèrent. Dans les nombreux meetings des villes et des villages des résolutions révolutionnaires et socialistes furent adoptées.

En Espagne, meetings nombreux et grandes manifestations. A Madrid la journée finit même par de graves rencontres armées pendant lesquelles 20 manifestants, 7 officiers et 23 hommes de police furent blessés.

En Italie, le Premier Mai, d'après les renseignements officiels des agences, s'est «passé tranquillement». La grève générale a gagné non seulement les grandes villes, mais la province. Les réunions où des discours révolutionnaires ont été prononcés, ont eu lieu partout «sans incidents». La bourgeoisie effrayée s'attendait probablement à voir ce jour-là une insurrection générale.

Nous avons aussi des nouvelles de Suisse, d'Autriche, de Hollande. Partout le mouvement a été grandiose, mais partout il a eu un caractère pacifique. Les masses prolétariennes

pensent probablement que le moment n'était pas encore venu de s'engager dans la voie des événements décisifs; la bourgeoisie avait probablement peur de provoquer les ouvriers et préférait éviter les fortes mesures de répressions.

En Allemagne, sur la tête de laquelle se lève le glaive d'une paix honteuse et malheureuse et où le mouvement ouvrier ne s'est pas encore remis de ses dernières défaites, la célébration du Premier Mai a porté un caractère de deuil. Dans certains régions (à Hambourg, Leipzig, Essen) la grève a passé avec succès. Des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers ont pris part aux démonstrations et sont venus aux très nombreux meetings. Dans les discours et les résolutions émises non seulement par des communistes-sparkistes, mais aussi bien par des «indépendants», il a été clairement souligné que le temps des anciennes revendications du 1-er Mai est bien passé. La journée de 8 heures, la législation ouvrière, tout cela est devenu vieux jeu. C'est la conquête du pouvoir et la réalisation du socialisme qui devient actuellement le principal problème. Des meetings grandioses furent organisés dans les villes que le gouvernement de No-ke vient de proclamer en état de siège. Même dans la zone occupée par l'Entente des meetings eurent lieu en masse (Aix-la-Chapelle, Coblenze). Dans plusieurs villes (par ex. à Kèlpe) des foules énormes d'ouvriers défilèrent devant les armées d'occupation dans un silence imposant.

Quant à l'Amérique, nous n'avons encore que peu de détails sur la fête du Premier Mai. Mais les communications que nous avons reçues démontrent que cette fête a eu généralement un caractère orageux. A Cleveland des rencontres se sont produites entre les troupes et la police (un mort et plus de cent blessés, dont 11 agents de police). Le «groupe des citoyens patriotes» a complètement détruit le local du comité des partis socialistes et pour vaincre la manifestation ou a dû faire donner des tanks et les autos blindées. D'après le *Times*, il y a eu beaucoup d'arrestations. A New-York soldats et marins ont dispersé des meetings où l'on «prononçait des discours trop radicaux». A Madison-square une vraie bataille se produisit entre la police et les soldats.

En Canada, où pourtant les grèves économiques ne discontinuent pas, on dit seulement qu'au Premier Mai des troubles graves se sont produits parmi les masses ouvrières.

On nous communique qu'en Argentine le Premier Mai s'est passé «tout à fait tranquillement». La grève a été totale — les banques seules n'ont pas arrêté leur travail. La même communication nous dit que «la ligue des Patriotes Argentins» qui comprend près de 200.000 personnes «des meilleurs éléments» a pris la ferme résolution de prévenir par tous les moyens les désordres qui pourraient se produire dimanche à l'occasion des meetings organisés par les anarchistes. En cas de nécessité celle ne reculera pas devant l'emploi des armes». On dit aussi, mais à mi-voix, qu'il y a des espérances de voir finir bientôt les grèves économiques rurales.

Ce tableau succinct démontre clairement que l'union internationale de la classe ouvrière progresse rapidement et infailliblement. Elle se réalise non en bruyantes discussions et en résolutions de Congrès ou de Conférences, mais plutôt par cette lutte obstinée et incessante que la masse ouvrière du monde entier mène à l'unisson. La célébration de la fête du Premier Mai, cette année, est la meilleure preuve du grand développement atteint par le mouvement international. Elle prouve aussi que la révolution mondiale vient — ou mieux — qu'elle est déjà devant nous.

J. BERSIN (WINTER)

La République Slovaque des Soviets.

La révolution prolétarienne russe a non seulement démontré pratiquement que le système des soviets était la seule forme de gouvernement convenant au moment de transition de la dictature du prolétariat, mais a aussi résolu le problème national en organisant la vie commune des différents peuples réunis antérieurement sous un même joug. Au lieu des petites puissances séparées organisées par la bourgeoisie au nom de

«l'indépendance nationale», créons des républiques fédératives soviétistes, décida la Russie soviétiste et elle proposa cette solution aux minorités nationales liées à son sort.

C'est ainsi que surgirent les républiques soviétistes d'Ukraine, de Lettonie, de Lituanie et de Russie Blanche. La Hongrie soviétiste suit à ce point de vue les traces de la Russie. De même que la Russie impérialiste, le royaume de Hongrie tenait sous son joug différentes nations. Après l'expulsion des Habsbourgs les nations opprimées (qui étaient au nombre de sept) se séparèrent et songèrent à s'organiser en minuscules puissances «indépendantes» et naturellement bourgeoises.

Le prolétariat hongrois suivit exactement la même ligne de conduites envers elles que le prolétariat russe envers les peuples opprimés de la Russie: il s'efforça de leur faire comprendre que la nouvelle Hongrie prolétarienne n'avait nullement l'intention de continuer le système de l'ancien régime, qu'elle n'attenterait en aucune façon à leur liberté mais que le seul moyen pour ces peuples de se défendre contre les attentats, des capitalistes étrangers était de former avec le prolétariat hongrois une république fédérative soviétiste. Par cette voie une seconde Ukraine se forma en Hongrie—la république slovaque soviétiste. Lorsque l'armée rouge hongroise eut chassé les tchèques et atteint les frontières du territoire slovaque, le prolétariat slovaque, très excité contre la bourgeoisie tchèque, l'accueillit en libératrice; les paysans et les ouvriers s'engagèrent par milliers dans la division rouge hongroise qui lutta aux côtés des Hongrois; ils prirent aux Tchèques dont la résistance était nulle la ville de *Kachcha* et y organisèrent un gouvernement soviétiste slovaque. «La Slovaque aux travailleurs slovaques»—telle fut la devise de la nouvelle république. Elle déclara que les bourgeois tchèques n'avaient plus rien à faire chez les Slovaques et forma une étroite union avec la Hongrie soviétiste.

Les frontières du territoire de la nouvelle Slovaquie sont encore mal définies. Dans l'ancien royaume de Hongrie les terres slovaques s'étendaient de la frontière nord et nord-ouest de la Hongrie jusqu'à la ligne des villes de Poyan, Erchekoniwar, Lewa, Lochontz, Rojnio, Kachcia et Chaporalnouquel. Cet espace forme environ 35.000 Km. c. et compte à l'exclusion d'un nombre peu important de Hongrois et d'Allemands 2.000.000 habitants slovaques. Mais pour le moment, la moitié de ce territoire, ou à peu près, est occupée par les Tchèques qui, selon toute évidence, ne s'en désaisiront pas si facilement; l'autre partie, comprenant toutes les villes nommées plus haut sauf Poyan, appartient à la Slovaquie soviétiste.

La composition du gouvernement slovaque indique clairement que ce dernier n'est ni nationaliste ni chauviniste et qu'il n'est nullement hostile aux Tchèques. Le cam. Janouchek, président des commissaires du peuple slovaque; le cam. Kopetchni commissaire des finances, et le commissaire de la justice, cam. Bauen—sont Tchèques. Le cam. Janouchek est un ancien travailleur du parti révolutionnaire tchéco-slovaque et Kopetchni a travaillé en Russie avec les communistes tchéco-slovaques. Comme la Russie, qui a mis ses forces organisatrices à la disposition du gouvernement soviétiste de l'Ukraine, la Hongrie n'a pas manqué de fournir à la Slovaquie des hommes capables et expérimentés. Le commissaire de la guerre, Mattas Kovatch—un Slovaque—est un vieux socialiste qui a mené en Russie sous la direction du cam. Bela-Kun la propagande dans les milieux des prisonniers de guerre slovaques. Le passé du commissaire de l'agriculture, Janoch Krchtak est tout aussi honorablement connu. Parmi les commissaires du peuple les camarades Neuman (Com. du travail) et Moutchni (Com. des voies de communic.) sont les seuls dont on ne puisse encore rien dire de précis. Les communistes hongrois ont deux représentants dans le gouvernement slovaque—Ernst Para, commissaire des affaires étrangères et Tibor-Samuéli, commissaire de la production sociale. Le camarade Gür était secrétaire du groupe communiste hongrois à Moscou et avant sa nomination en Slovaquie, occupait le poste de commissaire de la propagande internationale à Budapest. Le cama-

rade Samuéli, ex-commissaire de la guerre en Hongrie, est venu tout dernièrement à Moscou muni des instructions de la république hongroise. En sa qualité d'organisateur énergique bien connu il s'efforça de mener à bonne fin la socialisation d'un réseau très important d'entreprises industrielles slovaques.

A. RUDNIANSKY.

Le Développement de la Révolution allemande

Le traité de Paix que l'Entente impose à l'Allemagne porte un coup terrible au gouvernement Ebert-Scheidemann qui croyait vraiment mériter un meilleur traitement de la part de l'Entente en récompense des services qu'il lui avait rendus en Russie. Scheidemann se lamente maintenant dans un honorable désespoir: «Mais ce n'est pas possible!» — Pourtant autre chose encore est possible. Il est possible que les masses indignées par la monstrueuse duperie dont elles ont été victimes demandent des comptes au gouvernement. Peut-être est-il intéressant de jeter à ce moment un coup d'œil rétrospectif sur le cours du mouvement et de voir se préparer les événements.

Aux cris de guerre de la bourgeoisie et de ses inséparables alliés social-patriotes, suivants actuels de Scheidemann, la deuxième internationale est morte sans gloire dans les premiers jours du mois d'août 1918. Le petit nombre de ceux qui osèrent à cette époque aller contre le courant de chauvinisme qui entraînait tout, passa dans le parti même pour criminel ou insensé. Je me souviens d'une scène honteuse au Reichstag, où Liebknecht, seul protestataire contre le projet d'un nouvel emprunt de guerre fut malmené et expulsé de la salle avec l'approbation des social-patriotes.

Quatre années se passèrent avant qu'une partie infime du prolétariat se posât la question: En fin de compte de quel avantage sera pour nous la victoire si nous mourons de faim et si nous perdons tout notre sang? — En janvier 1918, dans toute l'Allemagne, des grèves éclatèrent, fomentées pour empêcher l'offensive projetée pour le printemps. Les rangs des grévistes étaient surtout remplis par les travailleurs des industries de guerre, mais ce n'est que dans les villes maritimes et en Bavière, sous la direction de Kurt Eisner, devenu par la suite ministre-président, que le mouvement acquit une plus grande importance; comme on l'a déjà dit, le mouvement n'embrassa qu'une partie des masses ouvrières et s'arrêta, étouffé en certains endroits par les mitrailleuses, brisé presque partout par le sabotage des associations professionnelles et par la propagande pangermaniste.

A l'automne, le front occidental céda enfin, et la bataille navale parut, au haut commandement, le dernier espoir de salut. Au début de novembre la flotte recevait l'ordre de sortir en haute mer et... se révoltait. A Brême, Kiel, Wilhelmshaven, les premiers soviets révolutionnaires ouvriers et soldats se créaient.

Par on ne sait quelle étrange circonstance le mouvement passa par-dessus toute l'Allemagne et éclata de nouveau à Munich. Le 6 novembre Kurt Eisner déclarait dans un petit cercle d'amis: «Je réponds de ma tête que demain la Bavière sera république». Et le 7 novembre une grande manifestation avait lieu à Munich, manifestation d'un caractère à la fois révolutionnaire et pacifiste. Pendant que la foule manifestait pacifiquement, 300 soldats et marins arrivés de Wilhelmshaven, occupèrent tranquillement les édifices les plus importants et, le matin du 8 novembre, la bourgeoisie apprenait avec stupeur que la Bavière était dans la nuit devenue une république.

Deux jours plus tard Liebknecht hissait le drapeau rouge sur le palais impérial de Berlin. A l'exclusion de quelques batailles autour du château et des écuries impériales défendues par les officiers, le mouvement se termina, ici aussi, presque sans effusion de sang, Guillaume II fuyait du quartier-général en Hollande et quelques jours plus tard il restait à vendre aux brocanteurs 26 trônes et petits trônes.

Mais c'était le seul résultat de la révolution de novembre : Sous le couvert de la république socialiste l'Allemagne devint un état demi bourgeois-demi social-démocrate. Les ouvriers remarquèrent bientôt qu'on leur avait dérobé les fruits du mouvement et que rien n'était changé sauf les noms des ministres. A la fin de novembre commence ouvertement l'activité de l'Union Spartacus et grâce à cette activité, dans toute l'Allemagne commence la croissance irrésistible de l'idée communiste. Mais au même moment l'esprit borné des associations professionnelles social-démocrates se manifeste dans toute sa grandeur monumentale. Le gouvernement Ebert-Scheidemann avait ouvertement passé au camp de la bourgeoisie, et le parti se mettait docilement en mouvement pour le suivre. De la sorte, deux camps irréductiblement opposés, se formèrent ayant pour mot d'ordre : l'un la Constituante, l'autre la République des Soviets. Les résultats sanglants de cette trahison des chefs ne devaient pas tarder à se faire voir.

Le 24 décembre un nouveau mouvement révolutionnaire puissant éclatait à Berlin. Le gouvernement avait l'intention de licencier la « division maritime populaire » (Volksmarine-Division) devenue géante. Les choses allèrent jusqu'à de sanglants combats pour la possession du château et des écuries impériales, combat pendant lesquels l'artillerie intervint pour la première fois ; mais la lutte resta indéfinie et se termina par un accord entre les deux partis. Ainsi s'achève la première période de la révolution allemande qui jusqu'alors n'avait été en somme qu'une mutinerie militaire. Désormais les choses changeaient. Le mouvement entrait dans la phase de la révolution prolétarienne.

Au début de janvier le gouvernement voulut destituer le chef de la police berlinoise Eichorn, qui au cours des dernières luttes s'était rangé du côté des marins. Eichorn se fortifia à la préfecture de police et distribua des armes aux communistes. Le ministre de la défense nationale de l'empire, Noske, *ouvrier socialiste*, mobilisa sous le commandement des officiers et des généraux la garde blanche et la lutte se termina par la plus lourde perte que puisse subir le prolétariat allemand, par la mort de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, — Liebknecht fusillé, Rosa Luxembourg assommée à coups de crosse par des soldats sans doute payés à cet effet.

Depuis, l'Allemagne n'a pas eu un jour de tranquillité. A Brême et à Königsberg, les communistes prenaient momentanément le pouvoir et tandis que Noske envoyait pour les écraser la « division volante » de Hensperger, dans l'Allemagne centrale la grève générale éclatait. Grâce au concours des ouvriers des chemins de fer, elle coupait pour un moment les communications entre l'Assemblée Nationale et l'Empire ; puis le mouvement gréviste se transportait à Berlin et au début de mars avaient lieu les fameuses batailles de rues autour de la présidence de police de Berlin-Lichtenberg, les troupes du gouvernement s'y comportant avec une cruauté inconnue dans les annales des peuples civilisés.

Je n'indiquerai ici que quelques épisodes de ces événements. Se basant sur une information mensongère publiée par les journaux bourgeois, et concernant la prétendue fusillade par les spartakistes de 60 fonctionnaires de police de Lichtenberg, l'*ouvrier socialiste* Noske donna l'ordre de fusiller sur place tout communiste armé. On apprit quelques jours plus tard que les 60 fonctionnaires de police en question n'étaient pas venus prendre leur service ce jour-là et que 3 gendarmes seulement avaient été tués au cours de la bagarre. Cependant cet ordre sanguinaire de Noske avait coûté la vie à 200 camarades, parmi lesquels se trouvait malheureusement Léo Tychko, devenu après la mort de Liebknecht le chef du Parti Communiste allemand. Sa mort est presque semblable à la mort de Liebknecht : des soldats de son escorte lui brûlèrent la cervelle sur les escaliers de la maison d'arrêt de Muabit. Sa mort nous fut une perte d'autant plus sensible qu'elle laissait le Parti sans chef.

Le mouvement dans le bassin industriel de la Ruhr où est concentré un prolétariat nombreux et des plus conscients a une importance extrême dans l'histoire de la révolution

allemande. Des grèves s'y produisaient constamment sous la direction du camarade Karsky, ayant parfois un caractère économique mais plus généralement un caractère politique. Le gouvernement devait y répondre avec de belles paroles et en envoyant du ravitaillement, les ouvriers menaçant de saboter immédiatement, en cas d'envoi de troupes contre eux, des entreprises et des machines de première nécessité.

Mais en général on observe dans le bassin de la Ruhr le même fait que dans tout l'Empire : l'organisation révolutionnaire concertée fait défaut et le gouvernement de Weimar peut avec une facilité relative, à l'aide de ses troupes contre-révolutionnaires encore assez fortes, étouffer ces mouvements incoordonnés.

Nous arrivons maintenant aux récents événements de Bavière et nous devons en dire quelques mots. Sous le ministère purement menchévik de Hoffmann la réaction chaque jour plus puissante contraignit le Soviet Central révolutionnaire, redevenu fictif, à conclure un compromis parlementaire entre les représentants de la majorité et les indépendants, ce qui aboutit à la proclamation de la République des Soviets. Que cette proclamation ne pouvait trouver appui dans les grandes masses de la population rurale est bien prouvé par le vote qui, 4 semaines auparavant, avait eu lieu au Congrès des Soviets. La proposition de proclamer la Bavière république des Soviets avait été repoussée par 200 voix contre 70. Les communistes dirigés par les camarades russes Levin et Axelrod refusèrent de prendre part à cette manœuvre politique et constituèrent un second soviet central, si bien que la Bavière eut à un moment donné 3 gouvernements : Le ministère Hoffmann qui s'était sauvé à Bamberg et les deux soviets centraux, menchévik et bolchévik de Munich. Les communistes réussirent à dissoudre le premier et, tout au moins momentanément, à avoir les masses avec eux. Mais l'instabilité de la république des Soviets se montra quand les troupes gouvernementales de Hoffmann réussirent à empêcher le mouvement à Nuremberg et à rétablir l'ordre à Augsburg en quelques jours. Même l'armement de tous les ouvriers ne put éviter à la ville son destin, étant donné l'absence totale des conditions sociales nécessaires pour l'échec de cette dernière phase violente de la lutte des classes.

Cette deuxième révolution se produisit et resta donc limitée à Munich et il fut relativement facile aux groupes du gouvernement de venir à bout de la résistance de troupes armées isolées car il ne pouvait être question à ce moment très court d'une armée rouge ouvrière organisée. Et nous avons encore à pleurer une perte celle du camarade Engelhofer, marin jeune et très actif qui avait déjà joué un rôle important pendant la révolte des marins, fusillé en même temps que l'étudiant Toller, chef des indépendants munichois dont il avait réussi à orienter presque complètement l'aile gauche vers le communisme. Bien d'autres encore tombèrent avec eux. Quoique cette deuxième révolution bavaroise n'ait atteint aucun résultat durable, elle a néanmoins une grande signification pour le développement ultérieur de la révolution allemande. D'une part à cause de la grande expérience pratique qu'elle nous donne pour les luttes futures, d'autre part en prouvant que l'idée des soviets se répand et continuera à se répandre.

Il est vrai que la situation actuelle en Allemagne n'est pas encourageante, le mouvement à Munich et à Berlin est étouffé, la majorité des chefs sont arrêtés ou en fuite et la terreur blanche sévit dans les deux villes. Il peut paraître à l'extérieur qu'une paix mortelle s'étende sur l'Allemagne mais à l'intérieur tout fermenté sans cesse ; lentement, mais sûrement la banqueroute des partis social-politiques s'élargit, poussant toujours plus à gauche vers les communistes le restant de leurs militants.

La paix est apparente. En réalité, on se prépare au combat. Mais combien de temps durera encore ce silence ? Nous n'en savons rien. Cependant l'orage s'approche et avec lui le règlement des comptes des Ebert-Scheidemann.

Hans KENNET
(Bavière).

LES UNIONS PROFESSIONNELLES ET LE COMMISSARIAT DU TRAVAIL EN RUSSIE

Avant la révolution de mars 1917, c'est à peine si le mouvement des unions professionnelles germait en Russie. Un très petit nombre de Sociétés comptaient tout juste quelques dizaines de membres et n'avaient aucune liberté d'action. La révolution renversa tous les obstacles, et ce mouvement commença à se développer rapidement. Cependant le caractère du travail des Unions professionnelles ne changea pas; ainsi que sous l'ancien régime, ces sociétés devaient avant tout lutter pour les conditions élémentaires du travail détournant leurs forces de l'édification intérieure et d'une réaction consciente, pour les reporter sur le développement de l'industrie. Même après qu'en avril 1917 le Ministère du travail eut été formé, ayant à sa tête le social-démocrate meuchévick Skobelev, la situation de la classe ouvrière et des organisations professionnelles ne changea pas. Le Ministère du travail avait été organisé sur le même type bureaucratique que les autres ministères, et marchait aveuglément d'après les gros industriels qui, alors, étaient entrés dans le Ministère de coalition de Kérénsky et y jouaient, en réalité, le rôle décisif. Cependant, grâce au nombre toujours croissant des ouvriers dans les Unions professionnelles et à leurs liens étroits avec les comités des fabriques et usines, les ouvriers réussirent à réagir contre quantité de mesures prises par les entrepreneurs, comme par exemple, les tentatives de renvois d'ouvriers en masses ou la soustraction de matières premières et d'argent des entreprises, etc. On remarquait une grande tendance dans ce sens dans les derniers temps du gouvernement de Kérénsky.

Les Unions professionnelles rendirent d'énormes services pendant la révolution d'octobre, quand les ouvriers et les paysans conquièrent le pouvoir. Une attitude d'opposition contre le pouvoir, de la part des Unions professionnelles, s'était manifestée en août à la Conférence d'Etat qui eut lieu à Moscou, quand ces unions protestèrent contre ceux qui, à cette conférence, réglèrent les conditions de conciliation. A la conférence même, les représentants des Unions professionnelles protestèrent également contre tout accord avec la bourgeoisie, ce qui prouvait, sous une forme voilée, qu'ils exigeaient que le pouvoir passât aux Soviets. Immédiatement avant la révolution d'octobre, les rapports entre les ouvriers et les entrepreneurs devinrent très tendus et tout travail commun dans les conférences ou les réunions fut impossible à leurs représentants. A ce moment coïncida justement l'époque de la révision et de la conclusion des nouvelles conditions tarifées, vu que la cherté de la vie, prenait des proportions énormes, et les représentants des ouvriers entamèrent avec les industriels des pourparlers relatifs à de nouveaux tarifs. Mais les industriels prirent pendant ces pourparlers une attitude hostile, grâce à quoi il ne restait plus qu'une issue: la lutte pour le pouvoir, la régularisation de l'industrie par l'Etat et les salaires fixés également par l'Etat. Bientôt après que le pouvoir eût passé dans les mains des paysans et des ouvriers, les Unions professionnelles eurent à remplir un énorme travail à cause de la démobilisation de l'armée et de l'industrie. Les entreprises, à cette époque, n'étaient pas encore nationalisées; les entrepreneurs se dépêchaient de renvoyer les ouvriers, et le chômage menaçait d'assommer et d'écraser tout ce que la révolution avait conquis. Alors les Unions professionnelles, de concert avec le Commissariat du Travail, élaborèrent un décret exigeant que chaque ouvrier révoqué, reçoive d'avance le salaire de 3 mois de travail, afin qu'il puisse ou se rendre au village ou, pendant quelque

temps, ayant son pain assuré, se chercher un nouvel emploi. On promulgua également un décret par lequel les entrepreneurs devaient retenir 4% des appointements de chaque ouvrier ou employé pour la caisse des ouvriers sans travail. Grâce à cela et à quantité d'autres mesures on réussit à venir à bout du chômage et à rendre cette époque si pénible moins sensible pour la masse ouvrière. En plus de la lutte immédiate pour les intérêts des travailleurs, le mouvement professionnel, pendant l'évolution de sa propre édification eut à vaincre beaucoup de difficultés, à supporter les formes les plus diverses et enfin à effectuer un énorme travail créateur.

En 1906 le mouvement professionnel en Russie essaya d'organiser des sociétés par industries, des sortes de syndicats groupant des entreprises de même genre. Après la révolution de février ce principe fut ratifié, aux conférences des Unions professionnelles; mais pendant un laps de temps assez long il resta simple déclaration et ne fut pas mis en vigueur. A côté des grandes unions professionnelles, il existait par toute la Russie de tout petits groupements professionnels; rien qu'à Moscou, par exemple, on comptait à peu près 20 unions différentes d'employés. En dehors de cela, toutes les unions portaient un caractère local, différent, et chacune de ces sociétés particulières, par exemple celles de Moscou, de Pétersbourg, de Saratov, etc. existaient par elles-mêmes et fonctionnaient isolément. Ce n'est qu'à la fin du gouvernement de Kérénsky qu'on commença à organiser des Unions de toute la Russie, mais elles portent une empreinte temporaire. La 1-ère Conférence professionnelle des ouvriers organisés eut lieu en juin 1917; 1.475.000 ouvriers organisés en 967 unions y furent représentés. Après la révolution d'octobre ces Unions de toute la Russie se développent à tel point qu'en janvier fut convoquée la première Assemblée des Unions professionnelles à laquelle furent représentées environ 700 sociétés réunissant à peu près 2.500.000 ouvriers. A l'Assemblée de janvier 1919, furent représentés 3.500.000 ouvriers groupés en 400 unions. Avec l'Assemblée de janvier 1918, coïncide toute une série d'assemblées des Unions de toute la Russie, et à partir de ce moment le mouvement professionnel commence à prendre une forme de plus en plus stable. Les Conseils des Unions professionnelles, de bureaux d'informations se transforment en sociétés et organes dirigeants, et commencent à se centraliser. Actuellement les Unions professionnelles frappent par leur centralisation et leur discipline, qui sont si fortes que sous ce rapport beaucoup d'administrations du gouvernement leur sont inférieures. Les arrêtés du Conseil central des Unions sont obligatoires pour toutes les Unions professionnelles sans exception, qu'elles se trouvent n'importe où, ce à quoi elles ont consenti très volontiers, s'adressant au Conseil central pour chaque question litigieuse afin de recevoir des instructions.

Sur sa route, le mouvement professionnel se heurta à une autre organisation ouvrière—les comités des fabriques et usines. Formés après la révolution de février, les comités des fabriques et usines se mirent à constituer une organisation parallèle aux unions professionnelles et visèrent la création d'un Centre particulier. A la suite de ces efforts, il se dégagea, à l'Assemblée des Comités des fabriques et usines en décembre 1917, une subdivision du Conseil central des Unions professionnelles, qui prit le nom de Centre pour toute la Russie. Mais en février un premier coup fut porté à ce Centre, à la dernière conférence des comités des fabriques et usines, où

l'on se prononça en faveur d'une fusion complète de ces comités avec les unions professionnelles; actuellement les comités des fabriques et usines ne sont plus que les alvéoles des Unions professionnelles. La structure des unions professionnelles est maintenant la suivante: comme alvéole primitive, les comités des fabriques et usines; ils se groupent en sections qui forment d'autres divisions plus importantes, lesquelles, à leur tour, se réunissent en un Centre. Par endroits se forment, sur des bases proportionnelles, et choisis parmi les représentants des Unions locales particulières, des Conseils locaux des Unions professionnelles, lesquels s'intitulent Conseil central des Unions professionnelles. Le présidium du Conseil central est élu au nombre de 9 membres, à l'Assemblée des Unions professionnelles qui a lieu une fois par an, et il est assisté des représentants des groupements de toute la Russie. Les conseils locaux se forment d'après le type du Centre, n'ayant de différence que dans le nombre de leurs représentants. L'élection aux assemblées s'effectue, sur des bases proportionnelles, par vote individuel, différant en cela de certains pays d'Europe où le vote se fait par mandat impératif. La cotisation des membres à raison de 1% de leur salaire, et leur premier versement, égal à la moitié du prix d'une journée de travail, passent à la division de l'Union professionnelle qui met la moitié de la somme à la disposition du Centre, et 10% à celle du Conseil central; les sections subsistent d'après un devis sanctionné par les divisions. L'exactitude des versements dépend naturellement de la solidité des organisations particulières; à Moscou, par exemple, on compte plus de 550.000 ouvriers organisés dont les versements se font très régulièrement. L'ouvrier qui ne paye pas ses souscriptions pendant 3 mois cesse de faire partie de l'Union. Aux Unions incombe le devoir de rechercher les nouveaux ouvriers et de les obliger à faire partie de l'Union professionnelle.

Sous le rapport de leur représentation dans les différentes administrations du gouvernement, les Unions professionnelles sont considérées comme des organisations de la plus haute importance; 50% des emplois du Commissariat du Travail et du S. E. P. R.) ainsi que de différentes sections de ces deux administrations sont données aux représentants des Unions professionnelles. Presque la moitié du présidium du S. E. P. R. se compose de représentants des Unions professionnelles; mais ces dernières furent obligées de rappeler beaucoup de leurs membres, car elles manquaient de travailleurs pour le mouvement professionnel. Les chefs chargés de la gérance de la production sont également nommés d'après la liste des Unions particulières de la production qui se mettent en rapport avec le S. E. P. R. Les Unions professionnelles prennent part aux travaux de l'instruction publique, et, en qualité de membres indispensables, entrent dans différentes sections du Commissariat de l'Instruction publique et du Commissariat de l'Agriculture.

Les Unions professionnelles eurent surtout beaucoup à faire pour régulariser les salaires. Au début de cette réforme, ce fut un véritable chaos. Non seulement chaque union particulière, mais presque chaque entreprise avait élaboré un devis. Les Unions locales, après avoir fixé leurs tarifs, les soumettaient aux Conseils locaux qui les sanctionnaient, et les tarifs étaient mis en vigueur. On peut se représenter combien, de cette façon, était peu fondée cette soi-disant régularisation des salaires. Le 1^{er} décret fixant le minimum des salaires fut arrêté par le Soviet de Députés Ouvriers à Moscou, à la grande indignation des entrepreneurs qui crièrent qu'on usait de violence. Après cela le mouvement des salaires tarifés s'élargit; chaque union soumettait son tarif au Conseil local des Unions professionnelles qui, après l'avoir ratifié, l'envoyait au Commissariat du Travail, lequel ensuite décrétrait la validité du tarif. De cette manière les tarifs de différents corps de métiers correspondaient à peu près entre eux, mais cependant chaque ville

avait plus ou moins les siens propres. Ce n'est qu'après la 11^{ème} Assemblée des Unions professionnelles qu'on parvint à remplacer les tarifs locaux par des tarifs pour toute la Russie, dont l'échelle varia simplement suivant les conditions de vie du lieu où le tarif devait être appliqué. De plus un délai fut fixé pour la révision des tarifs qui, auparavant, avaient été établis par les Unions; de sorte qu'en appliquant les nouveaux tarifs à partir d'une époque déterminée, les Unions particulières réclameraient la différence de ce qui aurait dû être payé aux ouvriers avec ce qui leur avait été payé, et cela pour 6 ou 8 mois, quelquefois même pour un an. Le Conseil central des Unions professionnelles lutta toujours contre ces réclamations, et actuellement il a décidé qu'une fois le délai fixé pour la révision des tarifs, aucun supplément ne serait accordé pour le temps déjà écoulé. Parallèlement avec la régularisation des salaires, s'établit la régularisation du travail. Le 1^{er} tarif n'avait que le caractère d'une énumération des professions; actuellement nous avons pour chaque branche d'industrie un tarif dans lequel son caractère est spécifié la profession, mais encore où le caractère du travail même est détaillé. Et tout cela est fait de telle manière que bientôt chaque ouvrier, d'après la carte de travail de n'importe quelle branche pourra savoir immédiatement quels devoirs lui seront imposés et quelle rétribution il recevra pour son travail, s'il passe d'une corporation dans une autre.

Les Unions professionnelles travaillent beaucoup aussi pour relever le niveau intellectuel des ouvriers. On organise des clubs, on ouvre des écoles pour les illettrés; dans toutes les grandes fabriques et usines on fonde des cours pour former des ouvriers spécialistes et donner à tous des connaissances complémentaires. Bientôt le Conseil central des Unions professionnelles ouvrira des cours spéciaux pour préparer des instructeurs pour le mouvement professionnel. Il est également à remarquer que presque chaque Union a son organe dans lequel on discute aussi bien les questions de politique générale que les questions professionnelles.

Aux Assemblées des Unions professionnelles, la question des problèmes du mouvement professionnel donne toujours lieu à de vifs débats, et cette question est le point de départ principal de certaines divergences d'opinions. Les représentants de l'opposition, par exemple, les menchéviks insistent pour l'emploi des anciennes méthodes pour l'amélioration du sort des travailleurs, pour la lutte par les grèves, pour les engagements collectifs, etc. «Depuis qu'existe le travail salarié, disent-ils, existe également l'exploitation du travail, de sorte que les Unions professionnelles doivent lutter pour défendre les ouvriers contre le pouvoir gouvernemental, comme elles les ont défendus, en temps voulu, contre les entrepreneurs». Mais ce courant ne rencontre maintenant aucune sympathie dans la masse ouvrière; et dans toutes les Assemblées la résolution de lutter pour conserver le pouvoir aux Soviets et de continuer à suivre la route dans laquelle s'est engagé le mouvement professionnel, passe à une grande majorité. La dernière conférence des comités des fabriques et usines montre très clairement la manière dont les ouvriers envisagent la situation actuelle. Au début de la conférence il y avait parmi les délégués 200 membres n'appartenant à aucun parti, et à la fin 100 d'entre eux s'inscrivaient au parti communiste.

Actuellement les Unions professionnelles donnent une très grande attention à l'édification professionnelle en Ukraine, où est organisée une succursale en qualité de bureau du Conseil central des Unions professionnelles. A l'Assemblée professionnelle des ouvriers en Ukraine, on a pu constater que la lutte entre bolchéviks et menchéviks dans le mouvement professionnel est loin d'être aussi acharnée que chez nous, et que les menchéviks de là-bas, ayant acquis quelque expérience par le passage du pouvoir dans les mains de Skoropudsky, sont prêts à toutes les concessions. Le Conseil central des Unions professionnelles a en vue, sous le rapport professionnel, de réunir en une seule grande union toutes les contrées de la Russie.

Le Commissariat du Travail et les Unions profession-

) S. E. P. R. «Soviet de l'Economie Populaire de toutes les Russies».

nelles ont travaillé parallèlement et dans le contact le plus étroit. Après la révolution d'Octobre, le Commissariat du Travail subit le même sort que les autres Commissariats, appelés alors Ministères: les employés se dispersèrent et les locaux furent fermés à clef. Au Commissariat du Travail il ne resta à la lettre que 5 courriers et portiers. Dès ses premiers pas le Commissariat du Travail s'adressa aux Unions professionnelles qui nommèrent parmi leurs membres un collège; ensuite le S. E. P. R. put envoyer ses mandataires. A partir de ce moment, le Commissariat du Travail, dans tous ses actes, s'appuya et continue de s'appuyer sur les Unions professionnelles; et toutes les décisions par rapport à la lutte contre le chômage, à l'établissement des tarifs etc. sont le fruit d'un travail collectif entre le Commissariat du Travail et le Conseil central des Unions professionnelles. Le Collège du Commissariat du Travail est composé en grande partie de représentants des Unions professionnelles, de même qu'un grand nombre des divisions du Commissariat du Travail sont formées de représentants des Divisions des Unions professionnelles. En un mot le travail de ces deux administrations est lié à un tel point qu'actuellement il est question de les fondre en une seule.

Depuis qu'il fonctionne, le Commissariat du Travail a élaboré et promulgué toute une série de lois: la journée de travail de 8 heures; l'interdiction de faire travailler les enfants au-dessous de 14 ans; la journée de 6 heures pour

les jeunes gens de 14 à 18 ans; la défense des heures supplémentaires comme règle générale, avec exception autorisée seulement dans les cas absolument urgents; l'interdiction de donner du travail de nuit aux femmes et aux adolescents; la possibilité aux mères qui nourrissent d'aller allaiter leur enfant toutes les 3 heures, etc. Une des lois les plus importantes promulguées par le Commissariat du Travail est celle qui assure à l'ouvrier de 60 ans une retraite égale à ses appointements; quelquefois même cette retraite peut lui être accordée entre 55 et 60 ans, suivant son état de santé. Chaque travailleur, après un an de service, a droit à un mois de congé, lequel est, momentanément, réduit à 2 semaines, à cause des difficultés de l'heure présente. C'est aussi au Commissariat du Travail qu'incombe la tâche de la régularisation des salaires, laquelle est élaborée par les Unions professionnelles et promulguée par le Commissariat. La surveillance générale d'une exécution régulière de tous les règlements du Commissariat du Travail, est confiée à des inspecteurs; en outre il existe auprès de chaque Union une Commission de surveillance. Partout le Commissariat du Travail a des divisions formées d'après le type du centre.

Jusqu'à présent le Commissariat du Travail a surtout été occupé de l'élaboration de toute une quantité de décrets; maintenant il lui reste seulement à les mettre en vigueur.

X.

BIBLIOGRAPHIE

LE PROCÈS DE KARL LIEBKNECHT

Dans le livre désormais célèbre de Henri Barbusse *Le Feu* le caporal Bertrand prononce ces paroles inspirées :

— L'avenir ! s'écria-t-il tout d'un coup comme un prophète. De quels yeux ceux qui vivront après nous et dont le progrès — qui vient comme la fatalité — aura enfin équilibré les consciences, regarderont-ils ces tueries et ces exploits dont nous ne savons pas même, nous qui les commettons, s'il faut les comparer à ceux des héros de Plutarque et de Corneille, ou à des exploits d'apaches !

„Et pourtant, continua Bertrand, regarde ! Il y a une figure qui s'est élevée au-dessus de la guerre et qui brillera pour la beauté et l'importance de son courage"...

J'écoutais, appuyé sur un bâton, penché sur lui, recueillant cette voix qui sortait, dans le silence du crépuscule, d'une bouche presque toujours silencieuse. Il cria d'une voix claire : — Liebknecht !

Le martyre et la mort du grand lutteur ont rendu sa figure héroïque plus chère encore aux ouvriers du monde entier. Les prolétaires doivent connaître les pensées et les actes de leurs militants et sous ce rapport le nouveau livre consacré à Liebknecht nous rendra un grand service.

Le livre remarquable de Karl Liebknecht *Mon procès d'après les documents* ¹⁾ vient de paraître par le soin du Bureau des Editions du Soviet de Pétersbourg, le meilleur centre d'éditions de la Russie.

Ce livre a été composé en prison par l'inoubliable chef du prolétariat allemand. La première partie en parut illégalement en Allemagne en 1916, et circula manuscrite. La deuxième partie y fut ajoutée peu de temps avant la libération de Karl Liebknecht.

Ce livre est composé de lettres et des actes de l'instance judiciaire. C'est par de secs documents qu'il nous montre le grand chef du prolétariat mondial. Mais on croit y voir se lever vivant l'inoubliable héros du mouvement émancipateur prolétarien.

Dans les lignes de ce livre, sec en apparence, l'image du champion de l'émancipation ouvrière et du martyre subissant sa passion se lève devant

nous en même temps que nous apparaissent les traits répugnants des représentants du monde bourgeois contre lequel Liebknecht mena une lutte irréconciliable.

Voici l'ordre d'arrestation, du 3 mai 1916, qui ouvre le procès Liebknecht :

Ordre d'arrestation

Le soldat du bataillon ouvrier Karl Liebknecht encourt la détention préventive pendant la durée de l'instruction ouverte contre lui sous l'inculpation: 1° d'avoir le 1-er mai 1916, publiquement, devant la foule assemblée, en distribuant des proclamations écrites, invité à l'insubordination envers les autorités, 2° d'avoir refusé l'obéissance à ses supérieurs en n'exécutant pas un ordre donné, provoquant ainsi la menace d'un préjudice aux intérêts de l'armée et enfin 3° d'avoir résisté par la violence au fonctionnaire chargé de l'exécution des ordres et des instructions des autorités administratives, ce dernier se trouvant dans l'exercice de ses fonctions (§§ 110—113 du Regl. Imp., § 92 du Regl. Militaire sur les punitions et l'Ordre du Commandement suprême de l'armée du 31-VII-14, considérant que l'arrestation est rendue nécessaire par le maintien de la discipline militaire, § 176, Code d'Instruction militaire).

Le Président du Tribunal F. BEN

Le Juge de la Kommandanture Royale. Berlin, 3 mai 1916

Et voici comment dans les attendus du verdict l'on entrevoit la démonstration du 1-er-mai :

Dans la soirée du 1-er mai 1916 le prévenu prit part, en habits civils, à la manifestation de la place de Potsdam. Un assez grand nombre de personnes et surtout de jeunes gens vinrent à cette manifestation. Etant donnée la circulation toujours intense à cette heure sur la place de Potsdam des encombrements fréquents se produisirent et la police dut plusieurs fois faire circuler la foule dans les rues latérales. L'ordre était maintenu par des contingents importants de police, et c'est pourquoi, hormis quelques coups de sifflets et quelques cris partis de la foule, il n'y eut aucun désordre. Au moment où plusieurs agents de police s'efforçaient de disperser la foule rassemblée sur le trottoir devant l'hôtel Fürstenhof, le prévenu qui se trouvait au milieu de la foule, cria d'une voix forte : „A bas la guerre ! A bas le gouvernement !“

¹⁾ Traduit de l'allemand. Préface de G. Zinoviev.

Le 3 juin Liebknecht présente aux juges de la Kommandanture royale de Berlin ses explications sur l'acte d'accusation qu'on lui a lu. Il commence par indiquer que les poursuites entamées contre lui ne constituent qu'un épisode dans la lutte de la bourgeoisie mondiale contre les internationalistes révolutionnaires.

„Ces poursuites vont sur les traces de celles de la justice française, autrichienne, italienne, turque, russe, suédoise, contre mes corréligionnaires politiques, inculpés dans ces pays de haute trahison et condamnés à la prison comme mes amis Höglund, Olalind et Hedenviennent de l'être en Suède pour leur propagande hautement bienfaisante de la grève générale contre la guerre“.

Et Liebknecht répondant à l'accusation de haute trahison dont il est l'objet fait cette magnifique déclaration que nous citerons en entier :

La haute trahison a toujours été le privilège des classes gouvernantes, des princes et des aristocrates; elle constitue même l'une des traditions les plus aristocratiques de cette caste. Les authentiques coupables de haute trahison ne sont pas encore sur le banc des accusés. Ils sont dans les bureaux des usines métallurgiques, des firmes chargées de l'armement de l'armée, des grandes banques, dans les propriétés des junkers agrariens; ils sont installés au Moltkebrück, à la Wilhelmstrasse, Unterdend-Linden, dans les ministères, dans les palais des princes du sang, sur les trônes.

Les authentiques coupables de haute trahison en Allemagne ce sont les membres responsables et irresponsables du gouvernement allemand, les bonapartistes dont la conscience sociale est bien chargée; ce sont les politiciens et les capitalistes chercheurs de bénéfices, joueurs qui risquent la banque,—les financiers et les amateurs de toute espèce d'agiotage qui, pour leur seul bénéfice, sous la protection d'un demi-absolutisme et de la diplomatie secrète, ont provoqué cette guerre de la plus criminelle façon. Les coupables de haute trahison ce sont ceux qui ont entraîné l'humanité dans le chaos du heurt des forces barbares qui transforment l'Europe en un monceau de ruines ou en un désert et l'entourent d'une atmosphère de mensonge et d'hypocrisie dans laquelle la vérité est aveuglée et étouffée; et ils veulent continuer et ils continueront ces machinations diaboliques tant que les peuples ensanglantés et asservis resteront entre leurs mains.

Ce sont ceux qui du sang, de la sueur, de la pauvreté et de la misère du peuple se font de l'or et du pouvoir. Ils sont directement intéressés à la guerre et aux buts impérialistes de la guerre et ils couvrent leur orgueil, leur mégalomanie de phrases patriotiques. Ce sont ceux pour lesquels le succès du mouvement émancipateur chez leur propre peuple est plus terrible qu'une défaite; ce sont ceux qui détestent la liberté populaire même dans les autres pays, qui ont décidé de tromper les

espérances populaires de libération cette fois encore et qui pourtant ont l'impudence de qualifier cette guerre de „libératrice“. Ce sont ceux qui n'ont pas encore à répondre pour cette seule raison que la masse populaire—victime de leur ruse craintive—ne connaît pas encore la vérité.

Les vrais coupables de haute trahison ce sont ceux qui pendant la guerre forment avec leurs pareils des pays ennemis une sorte d'internationale particulièrement vivante créée dans le but de couvrir de boue tout mouvement en faveur de la paix,—ceux dont le pouvoir qu'ils ont sur moi découle d'une guerre odieusement préméditée et d'une dictature militaire illégale.

Dans ses réfutations du 10 juin de l'acte d'accusation le soldat du bataillon ouvrier Liebknecht dévoile pas à pas l'hypocrisie de ses adversaires.

Il trace un tableau en couleurs éclatantes de la „féroce lutte de classe qui bout sous le couvert d'une hypocrite paix sociale“.

„L'accusation ignore-t-elle que dans presque toutes les grandes villes allemandes des émeutes de la faim se produisent ainsi que des manifestations pour la paix et contre la crise alimentaire? Ignore-t-elle que certains des manifestants sont condamnés, dans l'ensemble, à quelques centaines d'années de prison et de travaux forcés? Ignore-t-elle l'interdiction faite par la censure de publier n'importe où quoi que ce soit sur ces désordres et sur ces procès? Ignore-t-elle que la censure de la présidence du Reichstag m'a toujours empêché de poser une question à ce sujet, ou concernant les arrestations et les mesures prises pour mettre obligatoirement à la raison tant de citoyens mécontents? Ignore-t-elle que de plus en plus souvent les éléments turbulents, ou suspects au point de vue politique, de l'armée sont punis par l'envoi aux tranchées? La possibilité de dissensions intérieures semble à l'accusation n'être qu'apparente et le calme de cimetière de la dictature militaire qui ferme la bouche aux masses désespérées lui paraît être de l'unanimité.“

L'accusation loue l'esprit des troupes allemandes. Pourquoi donc les prisons militaires et les forteresses sont-elles tellement bondées qu'il a fallu transférer des détenus militaires dans les prisons civiles ordinaires? L'accusation ignore-t-elle que les cas d'insubordination et les refus d'obéissance dans le service sont devenus tellement fréquents que dans les ordres secrets destinés à l'armée on ne cesse d'insister sur le danger de l'effondrement du moral de l'armée? Elle ignore que les chefs doivent souvent, le revolver au poing, pousser leurs soldats au combat; que non seulement des petits groupes isolés, mais, encore des unités importantes refusent de continuer à prendre part à ces boucheries humaines, aux assauts, etc., que dans la guerre de position les soldats allemands nouent souvent des re-

lations presque amicales avec les ennemis; qu'il faut après ces fraternisations donner des ordres spéciaux à l'armée, et qu'on les combat en déplaçant fréquemment des unités d'un lieu du front à l'autre. Est-il possible qu'elle ne soupçonne même pas combien sont nombreux les soldats qui pensent comme moi?

Liebkecht souligne qu'ils n'est pas seul et il loue la petite minorité qui ose s'insurger contre la guerre impérialiste.

Chaque soldat refusant de prendre part à la boucherie humaine provoquée par les impérialistes, se place moralement infiniment plus haut que celui qui y prend part „avec enthousiasme“.

Où donc est la racine de ce courage, de cet „enthousiasme“ des soldats prolétaires? Dans l'insuffisance de leur conscience de classe. Dans l'idée fausse qu'ils ont de leur place dans la société actuelle. — Dans les idées fausses, répandues par les gouvernements et les classes gouvernantes au moyen du mensonge et de la mutilation des esprits; dans l'incapacité de comprendre leur tâche historique. Tel est le facteur intellectuel. Elle est aussi dans la dépendance artificiellement entretenue des masses, dans leur intimidation par une discipline draconienne dont l'essence est résumée par le précepte de Frédéric: „Il faut que le soldat craigne davantage son chef que l'ennemi“ ce qui réduit ce „courage“ à la peur du bâton. Ce courage c'est le choix du moindre mal. Ce courage découle de l'instinct de conservation et de légitime défense. Ajoutez-y la haine de l'ennemi incessamment encouragée et la cruauté développée avec soin. Voici pour le facteur moral. — Oui, les hommes de proie qui nous gouvernent appellent cela égalité. Mais les coupables de ce carnage s'efforcent d'atteindre leur but en agissant sur le désir de paix qui grandit chez les soldats.

Chez beaucoup de ceux qui malgré tout ont pu se libérer de ces suggestions morales et intellectuelles, indignes, le courage est conditionné par la conviction erronée, que la victoire rapprochera la paix; cette conviction se dissipe de plus en plus devant l'expérience de la guerre en dépit des efforts convulsifs que l'on fait pour la conserver et l'accroître.

Et les paroles que Liebknecht jette à son ennemi triomphant ont quelque chose de prophétique.

Je sais que quantité de prolétaires, au front, à l'arrière, au pays, pensent comme moi et que leur nombre ne cesse de s'accroître. Le chancelier nous menaçait il y a quelque temps disant qu'après la guerre le peuple réglerait ses comptes avec les partisans de Liebknecht. Je crois quant à moi que le peuple réglerait ses comptes non pas avec nous, mais avec d'autres, et il faut l'espérer complètement et sans attendre la fin de la guerre.

Liebkecht dans sa déclaration au tribunal de la Kommandanture Royale de Berlin, le 21 juin 1916, indique l'accroissement inouï du nombre des protestataires contre la guerre en Allemagne.

Le chiffre considérable des soldats punis le serait encore plus, les punitions seraient encore plus sévères et plus longues si l'on ne fermait les yeux sur les fautes mêmes graves des gradés subalternes ou si l'on ne punissait les coupables sans faire de bruit; mais cette indulgence n'est pas provoquée par de la bonté, mais par les nécessités militaires et ne démontre pas le petit nombre de délinquants, mais au contraire leur très grand nombre.

Déjà au début de la révolution le gouvernement allemand voulait réduire Liebknecht à l'impuissance et ce dernier dans sa déclaration au tribunal du 26 juin écrit:

Au début de février 1915, lors de mon entrée dans les rangs de l'armée au cinquième district militaire, le chef du district me défendit formellement de prendre part par la parole ou par l'écrit aux réunions révolutionnaires, de faire de la propagande révolutionnaire et, de même, de porter l'uniforme et de sortir de Berlin.

Dans la même déclaration Liebknecht expose en détail ses buts:

Affaiblir, briser le gouvernement des classes gouvernantes capitalistes et le remplacer par le pouvoir du prolétariat socialiste.

Cela en Allemagne comme dans tous les autres pays, en détruisant aussi et en premier lieu le pouvoir militaire, — tel est le but politique du socialisme international.

La plus importante tâche socialiste c'est d'amener tout le prolétariat à servir sa cause, à prendre part à la lutte; nous devons y amener aussi les *prolétaires soldats*. Il faut que malgré le dressage qui leur est imposé par la discipline et le code militaire, ils restent des militants de la lutte des classes même pendant la guerre et *surtout pendant la guerre*. Pour les prolétaires soldats les devoirs que leur impose la solidarité internationale et la lutte des classes doivent se placer plus haut que les ordres de l'autorité militaire.

La tâche la plus importante du socialiste c'est d'obtenir que dans un avenir prochain au commandement fratricide des impérialistes — dans la guerre contre l'ennemi extérieur ou dans la guerre civile — des centaines de milliers de soldats répondent unanimement: *Vous ne tirerez pas*.

La plus haute tâche du socialiste c'est de faire en sorte que les masses populaires aient l'esprit, le courage pour répondre au mot d'ordre bonapartiste: *Plutôt la guerre que l'insurrection!* Par le mot d'ordre socialiste: *Plutôt l'insurrection, plutôt la révolution que la guerre!*

Liebkecht cite ensuite le discours qu'il avait prononcé à la chambre prussienne le 16 mars:

La libération spirituelle de la classe ouvrière sera l'œuvre des ouvriers eux-mêmes. Et l'autre tâche, la tâche des travailleurs de tous les pays, c'est de crier: „A l'ouvrage! Tous ceux qui sont à l'arrière, et ceux qui sont dans les tranchées doivent déposer les armes et se jeter sur l'ennemi commun qui leur ôte l'air et la lumière”.

Le reproche de haute trahison Liebknecht le renvoie au visage de ses ennemis. Dans sa déclaration au Tribunal de la Kommandantur Royale (28 juin) il dit:

Je travaille précisément à l'affaiblissement, à la ruine des forces militaires de l'empire allemand dans la mesure où elles sont les forces militaires des classes gouvernantes capitalistes de l'Allemagne et leur servent à poursuivre des buts de guerre impérialistes et à maintenir les masses sous un joug économique et politique. Naturellement je travaille aussi à l'affaiblissement et à la ruine des autres états capitalistes. Et je l'ai déjà maintes fois déclaré.

Liebknecht ne cesse pas de dénoncer les mensonges de l'idéologie de guerre du gouvernement du Kaiser.

„Le mot d'ordre „contre le tsarisme” a été commode pour les metteurs en scène militaires, qui ne se distinguent pas par la susceptibilité. Les démagogues du gouvernement étaient convaincus qu'il suffirait à enflammer le peuple d'un feu sacré révolutionnaire et permettrait de l'entraîner dans une guerre de conquêtes impérialistes.

La guerre contre le tsarisme commença contre la France et l'Angleterre, par l'invasion du Luxembourg et de la Belgique et l'occupation des bassins miniers français de Briey et de Longvy où s'étaient depuis longtemps implantés les Kirdoff, Krupp, les Tisser, les Stum, les Roehming, etc.

Plus loin Liebknecht indique les conséquences des inventions de guerre pour la culture de la haine entre les hommes.

Agissant chaque jour sur les nerfs on amenait les hommes à une sorte de folie furieuse, à une haine sanguinaire de l'adversaire, à un état psychologique dans lequel l'homme ne se rendant plus compte de ce qu'il fait, se crispe tout entier de méchanceté, — parce qu'il faut ainsi entretenir la manie de la persécution pour que puisse prospérer la passion du meurtre.

En réponse à l'appel interjeté par le président du tribunal de la Kommandantur de Berlin, contre le verdict à son avis indulgent du 28 juin 1916 qui condamnait Liebknecht à 2 ans 1/2 de travaux forcés sans privation de droits civils Liebknecht écrit le 6 juillet 1916:

J'ai résisté au gouvernement, capitaliste de l'Allemagne pour mettre fin à sa malfaisante

campagne contre les masses populaires. Je me suis insurgé contre les classes gouvernantes de l'Allemagne pour sauver le peuple et l'arracher des griffes de ces malfaiteurs. J'ai arraché le masque aux impérialistes, quise donnaient l'air de bienfaiteurs du peuple, pour que le peuple vit quels sont ses véritables ennemis et se détournât d'eux. Je combats contre les gouvernements et les classes gouvernantes de tous les pays, pour la classe ouvrière de tous les pays.

Le 17 juillet, Liebknecht écrit au tribunal à propos de Rosa Luxembourg:

On m'a informé de l'arrestation, le 10 juillet de mon amie Rosa Luxembourg. Les agents du service des recherches militaires l'ont attirée dans un guet-à-pens et l'ont mise dans une prison où, étant donnée sa faible constitution, le manque d'air et de mouvements, elle doit tomber sérieusement malade.

En février 1915, on l'enferma avec des voleuses et des prostituées dans le fourgon vert et par la suite, on la maintint un an en prison. Maintenant on veut décidément se débarrasser de cette femme dans le corps débile de laquelle vit une si grande âme passionnée, un esprit si brillant et si hardi, et qui vivra dans l'histoire de la culture humaine...

Mais la force que l'on veut vaincre chez Rosa Luxembourg est plus forte que le droit brutal de l'état de siège. Elle détruira les murs des prisons, elle triomphera.

Rosa Luxembourg devait sortir vivante des mains du gouvernement du Kaiser et tomber avec Liebknecht lui-même de la main des gens de Scheidemann.

En ces pénibles minutes, la seule consolation de Liebknecht lui venait des masses ouvrières qui — et c'était la seule lumière dans cette époque de servilité — à partir du commencement de juin par de grandes manifestations de plus en plus imposantes et — ce qui était encore plus réjouissant — par de grandes grèves ne cessent de porter un coup après l'autre à la guerre et au gouvernement. Même les dénonciations amicales du parti social-démocrate et de la commission générale ne peuvent préserver les coupables de ces coups.

Irréconciliable ennemi de l'impérialisme mondial, Liebknecht, comme il convient à un socialiste, démasque d'abord les impérialistes de son pays.

Mais si l'impitoyable guerre sous-marine est, comme le juge avec raison l'amirauté anglaise, contraire au droit international, le droit international doit autoriser à agir selon les usages de la guerre avec les équipages de sous-marins qui font cette guerre.

Et si l'équipage de Baralonghi a fait ce que lui reproche le gouvernement allemand et ce que conteste le gouvernement anglais il a seulement agi comme ont agi des centaines

des fois les troupes allemandes en Belgique. L'ordre de „ne pas faire des prisonniers“ imputé au commandant Baralonghi n'est qu'un écho de l'ordre de l'allemand Trott et du système pratiqué vigoureusement dans cette guerre du côté allemand envers les cosaques et surtout envers les Anglais.

Liebknrecht sert selon leurs mérites les social-démocrates de la royauté prussienne, serviteurs de l'impérialisme patriotique.

Que les social-démocrates recommandant „de tenir stoïquement jusqu'au bout“, avec leur programme voilé d'annexions à la Bethmann (voir les articles des journaux août 1915), avec leur obsequiosité devant le gouvernement allemand, avec leurs assurances équivoques de surpatriotisme et leurs serments non équivoques de fidèles services au chancelier du „juste milieu“, au professeur d'une politique de conquêtes modérée, passé maître à embobiner les simples,—que ces messieurs, à l'avenir patiemment stoïquement avec les laquais des ministères, dénonceront leurs camarades et dans les congrès du parti marcheront au doigt et à la baguette du chancelier, personne ne peut en douter. Il reste à espérer qu'il ne restera pour cela dans le parti qu'un peu plus d'un Scheidemann et demi. Le 4 août nouveau miracle, descente du Saint Esprit, la sainte simplicité a fini son temps!—Ces Scheidemanns et demis ne représenteront pas le prolétariat allemand mais une bureaucratie, du mouvement ouvrier très différente du prolétariat, et ses intérêts qui s'en écartent profondément et leur sont même en ce moment contradictoires.

Liebknrecht ne cesse de flageller l'hypocrite tactique de paix sociale qui sert à cacher la lutte de classe désespérée des impérialistes contre le prolétariat, il dit:

Ses plus glorieuses victoires le militarisme allemand les remporte dans son propre pays: mais les journaux n'en parlent pas. Ses plus glorieuses victoires, il les remporte sur des Allemands affamés, assoffés-de liberté, qui exigent la paix. Il triomphe quotidiennement de gens désarmés, de femmes, de vieillards et des enfants. Mais on ne sonne pas les cloches en l'honneur de cette victoire.

Le 10 juillet par une attaque impétueuse il a fait tomber Rosa Luxembourg. A l'heure actuelle, il triomphe par suite d'une nouvelle victoire que chanteront nos descendants: par un assaut très hardi, il a réussi à vaincre et à faire prisonnier le vieux Franz Mehring âgé de 70 ans sous les coups duquel trembla autrefois Bismark.

Liebknrecht donne ici un émouvant portrait du vieux communiste allemand.

Enfin! L'Allemagne officielle et officieuse peut respirer plus librement. Enfin! Franz Mehring l'a mérité depuis longtemps.

Pourquoi n'adorait-il par le dieu de l'impérialisme? Pourquoi est-il resté fidèle aux vieux

autels du socialisme? Pourquoi oubliant son grand âge s'est-il jeté au combat pour la sainte internationale? Parce que, quoiqu'il soit un des instituteurs du peuple allemand, il n'est pas de ceux qui sortent des écuries de MM. von Trott et Zoltz. Parce que, quoiqu'il soit une des lumières de la science allemande, un maître publiciste allemand, le défenseur jaloux de la culture allemande, il n'est pas un garde de corps des Hohenzollern. Parce qu'il est le destructeur des légendes borusses et non un historiographe de cour. Parce qu'il est le défenseur des opprimés et non un mercenaire du pouvoir des possédants, — un homme et non un valet.

A l'heure où les représentants officiels de la science allemande font des panégyriques de la barbarie et trafiquent de leurs muses, quand ceux-la seuls peuvent vivre en paix et conserver leur liberté extérieure qui ont consenti à l'esclavage intérieur et rampent humblement aux pieds de la dictature militaire; à l'heure où des „social-démocrates“ tel que Hansen sont infiniment heureux si on leur permet de courir aux portes d'un carrosse gouvernemental et de ramasser les miettes de la table des ministres, — quand on permet gracieusement aux „social-démocrates“ Schluck et Jau de se traîner pendant quelques heures sur les divans de la cour, — à l'heure où les renégats social-démocrates se chauffent librement au soleil,— à cette heure-là il ne convient pas à des hommes tels que Franz Mehring d'être en liberté. Il faut qu'ils soient en prison. Car la prison est le seul lieu dans l'Allemagne de nos jours où un honnête homme peut se sentir libre. La place la plus honorable pour le septuagénaire Franz Mehring c'est la prison.

Mais, l'œuvre n'est pas terminée, il y a encore en Allemagne des milliers et des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui crient: „A bas le gouvernement! A bas la guerre!“

La déclaration suivante de Liebknrecht faite au tribunal royal de l'un des districts de Berlin le 23 août 1916, est hautement intéressante:

Le but de guerre vers lequel je tends c'est que tous les états impérialistes, leurs gouvernements et leurs classes dirigeantes soient vaincus,—vaincus par la masse de leurs propres peuples. La réalisation de ce but conditionne la seule paix durable, la seule paix qui dans tous les pays améliorera le sort des masses populaires.

Ici Liebknrecht se montre *pandefaitiste*, souhaitant la défaite de tous les états impérialistes dans la guerre de rapine qu'ils ont entreprise; il défend la position théorique soutenue si brillamment depuis le début de la guerre par le Comité Central de notre Parti.

Et dans une nouvelle déclaration datée du 24 août Liebknrecht exprime son défaitisme:

J'ai déclaré en effet que je m'efforce d'affaiblir et de briser la puissance militaire de l'Allemagne c'est-à-dire de son gouvernement capitaliste et de ses classes dominantes mais aussi et simultanément de ruiner la puissance militaire de tous les autres états capitalistes.

Et voici la déclaration de Liebknecht à l'audience du tribunal du 28 juin:

Le gouvernement de la censure, de l'état de siège et de la mauvaise conscience sociale, le gouvernement de la spéculation sur les produits, et du suffrage à trois degrés pour les „héros de la patrie“, le gouvernement sur qui pèse la responsabilité de cette horrible guerre de brigandage à toutes les raisons de se cacher dans les ténèbres. Le militarisme n'a jamais pu supporter la lumière. Je n'ai rien à cacher ni des actes pour lesquels je suis poursuivi ni de ma politique. La politique de la guerre des classes et de la solidarité de la classe ouvrière de tous les pays doit être affirmée au grand jour.

Le 25 août 1918 le tribunal extérieur militaire de Berlin cassa le jugement du tribunal de la Kommandantur de la résidence de Berlin et condamna Liebknecht à 4 ans et 1 mois de prison avec travail forcé et à la privation pour 6 ans des droits civils.

Les attendus du verdict concernant le condamné sont très curieux:

S'il se croit, appelé à améliorer la situation de la classe ouvrière par l'union des soi-disants prolétariats de tous les pays, ce fait ne lui donne aucun droit légal à l'emploi de moyens aussi condamnables que la diffusion de brochures d'un tel contenu. L'accusé qui fut pendant de longues années député devrait connaître mieux que personne où il convient au peuple d'exprimer ses désirs par la bouche de ses mandataires.

De semblables manières d'agir nuisibles à la patrie, offensantes pour le gouvernement que l'on présente comme ennemi véritable du peuple allemand témoignent d'une façon de penser indigne de tout bon Allemand,—sans parler du soldat allemand dont la haute mission est de défendre la patrie.

Mais les ennemis du prolétariat ne pouvaient s'abstenir de déformer la vérité et firent dire à Liebknecht des choses qu'il n'avait jamais dites. C'est ainsi qu'on lui imputa d'avoir refusé de faire dans les états ennemis, contre leur gouvernement la propagande même qu'il faisait dans l'empire allemand contre le sien. Et Liebknecht dut rétablir le sens véritable de son discours.

Si l'opposition allemande avait mis toutes ses forces à soutenir dans les pays „ennemis“ le mouvement en faveur de la paix et si elle avait en même temps dans l'Allemagne même défendu en fait et en paroles le calme et la soumission, le gouvernement allemand eût

été fort content. Les desseins secrets d'utiliser l'influence de l'opposition à l'étranger et de tirer parti chez soi des dispositions des „camarades“ pour la défense nationale existaient au printemps 1915. Un officier prussien, au front, dans une conversation avec moi, osa y faire allusion.

(Déclaration de Liebknecht au tribunal royal du district de Berlin, 1-er septembre).

Ici même Liebknecht caractérise son attitude devant le tribunal:

Je n'ai pas exposé au tribunal mes „convictions“. J'ai seulement défini mon attitude révolutionnaire envers les institutions et les exigences du gouvernement des classes: Il résulte de cette attitude que je refuse simplement et calmement de tenir compte des considérations du tribunal sur les „pénibles“ conséquences de la peine pour moi et pour ma famille.

Liebknecht parle ensuite du bonapartisme comme d'une cause de la guerre.

L'emploi de la guerre c'est-à-dire d'un acte de politique extérieure pour détourner la population du pays des maux intérieurs, c'est-à-dire dans un but de politique intérieure, est propre à tous les états de classe même aux plus anciens.

Liebknecht indique que pour les gouvernements capitalistes en guerre les tâches de la lutte avec l'ennemi intérieur n'ont pas moins d'importance que l'expansion impérialiste.

Une victoire dans la guerre mondiale obtenue au prix d'une sensible diminution de leur pouvoir de classe signifierait le déclin de leur domination impérialiste et serait au point de vue des capitalistes pire qu'une défaite qui laisserait indemne leur domination de classe.

Liebknecht indique que les classes dominantes sont presque partout défaitistes.

Tel est le sens du mot d'ordre: plutôt la défaite que la révolution et ce mot d'ordre réunit les partisans du droit divin avec ceux du pouvoir international du sac d'écus. Il constitue le plus haut précepte, le précepte sacré de tout gouvernement capitaliste, de classe.

Au plus fort de la guerre intestine, se jetant les uns sur les autres les hommes de proie se souviennent de l'unité de leurs intérêts dans la lutte contre la révolution prolétarienne.

Le cri cynique *plutôt des déserts que des peuples révoltés...* avec lequel la barbarie russe et allemande alliée à la France féodale se mirent en mouvement contre la France révolutionnaire n'appartient pas au passé. Ce n'est que quand la victoire va de pair avec l'abaissement et la défaite du prolétariat que les classes dominantes de l'impérialisme croient commencer un règne de mille ans.

Pour le prolétariat au contraire la défaite de son ennemi de classe est le plus important.

C'est précisément la défaite et en général tout échec en dehors de la politique qui affermissent les forces démocratiques.

Et les classes dominantes font tout ce 'qui est en leur pouvoir pour éviter ces grands dangers.

... Et mieux on voit en première place l'immense danger que représente pour les classes gouvernantes et surtout pour leur groupe extrême la défaite. Ce danger incite ceux qu'il menace à réunir toutes leurs forces pour éviter les suites défavorables de la guerre. Ils sont prêts à tout risquer non seulement pour la victoire mais encore pour une plus brillante victoire, seule cette dernière peut leur assurer la conservation voire même l'accroissement après la guerre de leur pouvoir social et aussi la possibilité d'en utiliser les bénéfices selon leurs intérêts de classe.

Les impérialistes font faire aux masses une chose qui leur est contraire.

Il faut que les masses populaires tirent les marrons du feu pour les classes dominantes et les impérialistes et les aident à élever de nouveaux ramparts autour des forteresses de leur propre asservissement, car les classes dominantes font la guerre pour l'accroissement de leurs richesses, pour l'affermissement de leurs pouvoirs intérieurs et extérieurs tandis que les masses prolétariennes la font pour approfondir leur propre misère, pour consolider leurs propres chaînes.

Les classes dominantes, dit Liebknecht, appliquent une autre méthode et plus précisément elles vont dans la voie des concessions apparentes et des promesses trompeuses.

Cette méthode recèle, il est vrai, le danger de toute démagogie, elle engendre et elle entretient une attente qui doit être infailliblement suivie de déception, et de cette façon elle ne fait que retarder le mal combattu en le rendant sûrement d'autant plus grand dans l'avenir.

La guerre dans l'esprit des classes dominantes doit les sauver de la révolution et c'est pourquoi à son début elle a été bienvenue.

La social-démocratie allemande se prosterner avec joie dans la poussière devant les Hohenzollern. „Rien que pour un tel succès il valait la peine de commencer la guerre“. Ces paroles du *Temps* sur l'écroulement du socialisme français sont doublement opportunes.

Mais le cours ultérieur de la guerre a montré toujours plus clairement que l'ardeur révolutionnaire ne s'éteignait pas dans les foules, et les dangers de la démagogie se sont montrés de plus en plus nettement. La guerre devient une accumulation colossale de griefs et, à la cessation des hostilités au plus tard, ils provoqueront les plus grands troubles.

Il ne reste qu'une planche de salut: une grande victoire et d'immenses conquêtes. La victoire seule donnera les moyens d'aveugler

les masses, après la guerre, de clinquant et de gloire, de tromper toutes les espérances suscitées en elles et de les maintenir dans l'ancien ilotisme. Seule la victoire promet aux classes gouvernantes le renforcement de leur pouvoir nécessaire pour combattre les tendances révolutionnaires. La défaite conduirait presque certainement à la révolution; une paix de compromis ferait tout au moins pencher la balance du côté de la démocratie.

Il est vrai que plus la guerre dure et plus grandit—formant un cercle vicieux autour des gouvernants—le risque socialiste, et plus tout est mis en jeu. Que les forces physiques et nerveuses des masses se perdent à la guerre, qu'elles perdent leur sang! Cette saignée nous sauvera peut-être de la révolution. Ainsi donc, en avant vers la victoire définitive!

Pourtant les gouvernements impérialistes encouragent la révolution chez leurs ennemis.

Depuis toujours les conquérants se sont efforcés d'éteindre le feu dans leur propre pays par des aventures extérieures et d'allumer leurs torches de victoire aux incendies des pays étrangers.

L'aventure extérieure couronnée de succès confirme le pouvoir intérieur de l'aventurier. La défaite peut lui coûter la tête.

Mais la défaite militaire d'un Etat donné n'amène la victoire de son ennemi que si elle est aussi la défaite du peuple entraîné dans le fourbillion de la guerre. Si pendant la catastrophe de la guerre le mouvement révolutionnaire réussit à s'emparer du pouvoir, il peut créer une nouvelle force militaire sinon toute puissante du moins invincible.

Plus il y a dans un pays de germes de révolution, plus il s'y trouve des forces populaires prêtes à se manifester dès le commencement de la révolution et plus est trompeuse l'espérance de l'ennemi extérieur d'utiliser la révolution dans son intérêt.

Combien sont ironiques les paroles de Liebknecht appliquées au jeu du kaiserisme avec la révolution russe.

Les Bethmann pris dans leur propre nœud-coulant se trouveront face à face avec le succès du mouvement qu'ils ont voulu provoquer par des milliers de stratagèmes et de grimaces. Ne vous y trompez pas: on ne plaisante pas avec la révolution.

Ensuite Liebknecht caractérise ceux qui prêtent leur concours aux chanceliers dans ces vilaines entreprises,—les socialistes officiels. Il indique les racines sociales de leur mouvement.

Au fond la bureaucratie des organisations et des institutions prolétariennes formant les cadres permanents des partisans du prolétariat constitue, elle-même, une classe sociale très différente par ses conditions d'existence et sa psychologie de la masse ouvrière avec laquelle elle n'est liée, comme avec une classe distincte, que par des relations fonctionnelles.

Par ses intérêts propres, de classe autonome, elle n'est liée à la classe ouvrière que dans la mesure où il s'agit de sa tutelle, de la conservation et de l'accroissement de la propriété acquise dans la société bourgeoise. Mais c'est précisément sous ce rapport que la bureaucratie prolétarienne s'éloigne des intérêts de la classe ouvrière qui seule a une signification pour la transformation révolutionnaire de la politique prolétarienne.

Le gouvernement du Kaiser de son côté facilite à ses serviteurs la tâche de duper les masses.

Naturellement le chancelier consent à quelques concessions pour faciliter à ses agents la tâche de conserver leur influence sur les masses, il leur permet gracieusement un saut de côté à l'occasion de grands discours résonnants sur le ravitaillement et la censure et même des révélations mensongères... Faisant leur jeu, de temps à autre, il monte volontiers contre eux — pour un effet de séance au Reichstag — quelques représentants de l'extrême droite.

Et Liebknecht encore en 1916 montrait la nécessité de rompre définitivement avec les traitres du mouvement ouvrier.

La social-démocratie allemande et le mouvement prolétarien sont dans la figure de ses chefs couverts de boue de la tête aux pieds, enlignés dans le marécage du servilisme capitaliste ou ministériel, pourris jusqu'à la moelle de os, démoralisés, déshonorés devant le monde entier. Tout militant sérieux de la lutte des classes, tout internationaliste honnête, tout socialiste sincère se détourne d'eux avec dégoût.

Et cette lutte contre les socialistes stimule la révolution.

Cette lutte ne rompra pas, ne diminuera pas les forces révolutionnaires prolétariennes. Celles des éléments les plus turbulents libérés du fétichisme de la discipline, de l'organisation bureaucratique et des traditions de tactique surannées, hâteront le mouvement révolutionnaire et le pousseront en avant irrésistiblement et sans merci. Si la guerre accumule encore plus de matières inflammables, encore plus de causes objectives d'une révolte des masses, l'explosion se produira avant la fin de la guerre; sinon après la guerre.

Et c'est pour éviter la révolution que les classes gouvernantes veulent la victoire.

Seul un triomphe militaire peut sauver les coupables de la sanglante tragédie européenne, du jugement de la colère des peuples.

Ici ils ont besoin de la social-démocratie patriote.

Le chancelier ne veut rien de moins que la fronde. Il fait encore un peu plus. Par son dressage, habile il a transformé le loup social-démocrate en un petit chien qui remue genti-

ment la queue devant son maître, le capitalisme.

Un pareil succès ne vaut-il pas quelques phrases de réthorique? N'était-ce pas la peine de recevoir de *temps à autre*, dans quelque ministère, dans quelque chancellerie et même à l'état-major de quelconques Scheidemanns? N'était-ce pas la peine de consentir à quelques réformes apparentes et à quelques Sudekums? C'est plus que Paris pour moins d'une messe. Pouvait-on à meilleur compte transformer la nouvelle orientation des masses en une duperie? Dans cette politique, la nature bourgeoise du gouvernement allemand se manifeste! Le pouvoir néo romantique des Hohenzollern régnant par droit divin, forme malgré tout son attirail féodal une royauté bourgeoise dont la devise est: *Enrichissez-vous*. Pour son bonapartisme et pour celui de ses gardes-de-corps, il n'a pas seulement recours à la guerre, il s'exerce aussi au rôle de *roi des gueux*, il joue à la monarchie sociale. C'est surtout nécessaire en temps de guerre pour populariser la guerre, pour adoucir la décapitation des grandes masses dans la politique intérieure et extérieure ainsi que leur extermination économique et physique.

Et la victoire d'une telle force, c'est la victoire de la plus noire réaction.

Et si vraiment les impérialistes obtenaient la victoire qu'ils rêvent, ce serait la victoire de l'absolutisme, de la diplomatie secrète, de la soldatesque, du pouvoir des policiers et de hobereaux, de la provocation économique et des privilèges parlementaires, des lois d'exception, des ennemis du droit de coalition, — ce serait la victoire des trafics douaniers et du vol qu'ils instituent celle du bigotisme, de la réaction scolaire, celle du tsarisme; — par la violence exercée sur les autres peuples ce serait le prélude d'une nouvelle guerre mondiale et, dans l'ensemble, une tragédie pour le peuple allemand, une catastrophe pour l'humanité. Et c'est précisément parce qu'il en est ainsi que le prolétariat conscient de ses intérêts de classe ne peut avoir devant la guerre qu'une attitude irréconciliablement négative, et ne peut y faire qu'une seule réponse: tendre ses forces non pour la victoire, mais pour la lutte des classes, pour la révolution sociale.

Le 25 septembre 1916 Liebknecht écrivait au tribunal royal du district:

Les Zoubatoff et les Potemkin du parti social-démocrate ont présenté à leur conférence réunie sous les insignes de la guerre jusqu'au bout, une résolution de sympathie à mon adresse. On pouvait prévoir cette manifestation d'une méprisable démagogie. Je la rejette avec mépris.

Dans sa déclaration au tribunal militaire impérial du 20 octobre 1916, Liebknecht écrit:

Ma culpabilité ne se situe pas sur le plan de la haute trahison, mais sur celui de l'inter-

nationalisme anti-gouvernemental, et cette culpabilité je la reconnais avec joie.

Le 29 octobre 1919, Liebknecht écrivait au tribunal impérial militaire de Charlottenbourg.

La montagne de crimes qui doit s'écrouler sur ceux qui sont au pouvoir s'élève toujours plus haut. Les derniers restes d'humanité sont piétinés, un étroit réseau de mensonges institué par la censure, et les tapis aux couleurs criardes du patriotisme bouchent les fenêtres des cachots où l'on a jeté les victimes de l'état de siège. Les autels et les icônes érigés en l'honneur des idoles de la guerre servent à recouvrir les souterrains où l'on a enfermé, « par mesure de sécurité publique », les champions de l'humanité que torturent les gardes-chiourmes du gouvernement. Les étoffes criardes ne sont pas encore arrachées, les autels, étincelants ne sont pas encore renversés mais on a enfin appris ce qui est caché derrière eux et on ne l'oubliera plus.

Le commandant en chef des marches orientales présidait le tribunal jugeant Liebknecht. Or

il a même refusé de présenter mon affaire au Reichstag. La dictature militaire cache craintivement son image à ses propres partisans,—et c'est un symbole de la grandeur de ce temps. C'est une signature officielle sous

l'acte d'accusation dressé contre lui et dirigé contre les accusateurs. Un sceau sanglant y a été mis par l'acte de Frédéric Adler, par son cri de désespoir retentissant du fond de l'enfer autrichien, par son troublant signal au prolétariat des empires centraux,—signal qui ne restera pas sans écho...

Liebknecht se lève ici devant nous, comme vivant,—révolutionnaire, irréconciliable et inflexible, ne consentant à aucun compromis avec ses ennemis de classe. Nous voyons dans sa pureté cristalline jusqu'à la transparence sa position « défaitiste » d'internationaliste conséquent. Tels étaient, héroïques, généreux et dévoués les personnages de l'antiquité classique que nous a dépeint Plutarque... Certes un tel homme ne pouvait vivre dans l'Allemagne des Ebert et des Scheidemann et sa mort de la main de leurs agents n'est pas un effet de hasard... La relation du procès de Liebknecht devrait être traduite dans toutes les langues pour que ce livre devienne le livre de chevet de tout Communiste. Les prolétaires conscients du monde y puiseraient aux heures difficiles, dans les déclarations du grand lutteur, conseil et encouragement.

V. BYSTRIANSKY.

RENÉ MARCHAND (Ancien correspondant du Figaro et du Petit Journal en Russie). *Pourquoi je me suis rillé à la formule de la révolution sociale?* (1)

L'auteur de ce petit livre n'était, il y a peu de mois, ni un socialiste, ni un révolutionnaire. Par ses attaches, ses origines, son éducation, sa mission même de journaliste, correspondant en Russie de deux grands journaux bourgeois de Paris, René Marchand appartenait au contraire aux milieux officiels français les plus anti-révolutionnaires. Les rédacteurs du Figaro n'ont jamais badiné avec les « idées avancées », nul ne l'ignore. Mais, patriote bourgeois, catholique, appartenant à l'entourage de M. Noulens ambassadeur de France à Pétrograd, René Marchand observa les événements, depuis le premier jour de la révolution, en témoin animé d'un sincère désir de comprendre et de voir juste;—il regarda simplement avec des yeux d'honnête homme.

Il dit maintenant ce qu'il vit. Et sa protestation indignée contre la politique criminelle de l'Entente en Russie, le récit de son évolution du point de vue « officiel » antisocialiste, à l'idéalisme révolutionnaire, nous fournissent un document d'une réelle valeur. Avec le capitaine Jacques Sadoul, attaché à la mission militaire française, René Marchand est le deuxième témoin français, rendant pleinement justice à la révolution russe et la défendant—même, en l'occurrence, au prix d'une rupture avec tout son passé.

Mais le témoignage de René Marchand a une autre valeur, positive. Il y a des gens pour lesquels il est accablant. Il contribuera plus tard à faire condamner ignominieusement une politique faite de mensonges et de guet-apens qui restera dans l'histoire des oligarchies bourgeoises financières de notre temps

le crime le plus grave par ses conséquences.— On verra dans ce document M. Noulens, bénéficiant de l'inviolabilité des représentants diplomatiques, fomenter l'insurrection contre-révolutionnaire de Iaroslavl, qui aboutit à la quasi-destruction de la ville et à des centaines de morts inutiles. Bello besogne pour l'ambassadeur d'une démocratie en guerre « pour le droit et la justice »! — On verra le vieux Clémenceau, l'homme de Panama et de Villeneuve Saint-Georges, couronner sa carrière en encourageant les monarchistes russes. — On verra des officiers français et anglais, MM. Raillay et de Vertanmond — nommés pas leurs noms! — chargés de mission chez une nation alliée organiser dans un pays épuisé par des années de guerre, le brigandage contre-révolutionnaire, projeter d'affamer Pétrograd en faisant sauter les voies ferrées qui le ravitaillent.— Diplomates et ministres provocateurs, officiers espions et assassins, tous aveuglés par leurs *parti-pris de classe*, commettant ineptement crime sur crime et faute sur faute... Et ces gens là, avant Versailles parlaient du droit!

Bien souvent au cours de cette lecture s'évoque la paix de Brest-Litovsk. On se rappellera les basses injures dont à ce moment toute la presse officielle française acabla les chefs de la révolution russe. Voici qu'en moins de dix-huit mois l'histoire actuelle les a magnifiquement lavés de cette boue—retombée sur ceux qui s'en servaient. Le bolchévisme a suscité la révolution allemande et dans cette révolution l'héroïsme des Spartakistes. Et l'Entente impérialiste victorieuse à Versailles en présence d'une révolution comme les Empires centraux l'étaient à Brest-Litovsk agit avec un mépris des peuples et de leurs droits plus implacable encore que celui de Ludendorff.

Tout le livre de René Marchand semble dire: — « Voyez vous mêmes et concluez! » — L'heure venue tout le peuple français verra et conclura.

V.S.

(1) Édition de l'Internationale Communiste. Pétrograd, 1919. En français, 2 roubles.

Éditions de l'Internationale Communiste

MOSCOU, Maison de la Troisième Internationale, Denezny pér. 5, téléph. 14-44.—PÉTROGRAD. Smolny, ch. 32-33. Téléph. 161-20.

Paraissent en Russe, Allemand, Français, Anglais, etc.

1. **M. Albert et V. Boukharine.** *Plateforme de l'Internationale Communiste.*
2. **N. Lénine** *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne.* En Allemand.
3. **F. Platten et G. Zinoviev.** *Les tendances socialistes à la Conférence de Berne.* (Rapport et résolution). En Allemand.
4. **Obolensky (Ossinsky).** *La situation internationale et la politique de l'Entente.* (Rapport et thèse). En Allemand.
5. *Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétariats du monde entier.* (En Allemand et en Russe).
6. *Programme du Parti Communiste Russe (bolchévik).*—en Allemand).
7. *Vive le 1-er mai! Vive le Communisme!*
Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier. (En russe, allemand, français, anglais).
8. *A bas la paix de Versailles!*
Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier. (En russe, allemand, français, anglais).
9. **Tchitchérine.** *Aux ouvriers Allemands* (Sur la Paix de Versailles). (En allemand et en russe).
10. *La Fondation de l'Internationale Communiste* (extrait des procès-verbaux du premier Congrès de l'Internationale Communiste)
11. **N. Lénine.** *Sur la paysan aisé.*
21. **René Marchand.** *Pourquoi je me suis rallié à la formule de la révolution Sociale.* (En français).
22. **G. Zinoviev.** *L'Internationale Communiste. Rapport au huitième congrès au parti Communiste russe.* (En russe et en allemand).
23. **Henri Guilbeaux.** *Le mouvement socialiste et syndicaliste en France pendant la guerre, 1914—1918.* (En français).
24. **G. Zinoviev.** *N. Lénine, sa vie et son activité.*
25. **Kataia.** *La terreur bourgeoise en Finlande.* En français.
26. *La Russie des Soviets et les peuples du monde.*
27. **L. Trotsky et G. Zinoviev.** *Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.*
28. **Un Communiste.** *L'œuvre des Soviets et la Guerre inévitable.* En français et en anglais.
29. " *Nouvelle guerre, nouveau crime.*
30. " *A nos frères anglais* (En anglais).
31. *A nos frères anglais et français.* (Appel des marins de la flotte baltique) — en français et en anglais.

Table des matières du 1-er et du 2-ème numéros.

N° 1 (mai 1919).

MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE aux prolétaires de tous les pays.—VIVE LE PREMIER MAI! Adresse du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays.—Maxime Gorki. Hier et Aujourd'hui.—N. Lénine. La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire.—G. Zinoviev. Les perspectives de la révolution prolétarienne.—L. Rudas. La révolution prolétarienne en Hongrie.—A. Balabanova. Salut aux camarades italiens.—M. Albert. Bienvenue au 1-er numéro de l'Internationale Communiste.—K. Gruber. La dernière étape.—F. Platten. La Troisième Internationale.—J. Sadoul. La Troisième Internationale et la France.—Henri Guilbeaux. La Troisième Internationale et les problèmes actuels du prolétariat français.—L. Trotsky. Grande époque.—Documents sur le mouvement International.—Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.—Résolutions du Premier Congrès de l'Internationale Communiste.—Composition du 1-er Congrès de l'Internationale Communiste, à Moscou.—Rapports et chronique.—Maxime Gorky. La Russie des Soviets et les peuples du monde.—V. M. Bibliographie.

N° 2 (juin 1919).

A BAS LA PAIX DE VERSAILLES! Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier.—N. Lénine. Salut aux ouvriers hongrois.—A. Pannekoek. Un monde nouveau.—S. Pankhurst. La nouvelle guerre.—Maxime Gorki. Deux Cultures.—N. Lénine. Les héros de l'Internationale de Berne.—G. Zinoviev. La Social-Démocratie comme instrument de réaction.—Z. Hoeglund. L'Internationale de l'action.—E. Münch. Les questions du programme dans le P. S. Suisse.—V. Roebig. La République des Soviets en Bavière.—J. Alpari. La marche de la révolution en Hongrie.—E. Varga. La Hongrie Communiste.—C. Zetkin. A la défense de Rosa Luxembourg.—I. Manouïlsky. La situation actuelle en France (observations et impressions).—A. Victor. Lettres de France (1).—A. Lounatcharski. L'instruction publique dans la Russie des Soviets.—Documents du mouvement Communiste International.—Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.—Rapport des délégués au Premier Congrès de l'Internationale Communiste. Rapport du camarade Albert (Allemagne).—Rapport du camarade Zinoviev (Russie).—Rapport du camarade Stange (Norvège).—Chronique.—Illustrations intercalées entre les pages 192 et 193: Les délégués au premier Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou.—Rosa Luxembourg.—Karl Liebknecht et son fils.—Karl Liebknecht à la tribune.